

**LIVRE LIBRE DE L'ATELIER GLOCAL**

**ANTHOLOGIE**

**La bombe opaque de Shimshon**  
***Arme ultime, tabou suprême***



***Comment Israël est devenu***  
***“la seule démocratie”... nucléaire***  
***du Moyen-Orient***



# La bombe opaque de Shimshon

## *Arme ultime, tabou suprême*

*Comment Israël est devenu  
“la seule démocratie”... nucléaire  
du Moyen-Orient*

Une anthologie d'enquêtes et d'analyses  
1986-2025

*Textes choisis, traduits et édités par Fausto Giudice*

Éditions The Glocal Workshop/L'Atelier Glocal  
Collection Tezcatlipoca  
Juin 2025

## Avant-propos de l'éditeur

Shimshon est le nom hébreu de Samson, le légendaire kamikaze juif de Gaza, figure emblématique de la mythologie sioniste. Son nom fut donné à une opération planifiée par l'état-major politico-militaire israélien, qui ne fut pas menée à terme : elle consistait à faire exploser la première bombe nucléaire juive dans le Sinaï, à la veille de la guerre des six jours en juin 1967.

Depuis cette date, la bombe de Shimshon est un secret de Polichinelle : nul dans les cercles dirigeants du monde n'ignore qu'Israël est une puissance nucléaire *de facto*, qui ne souscrit à aucune des obligations internationales auxquelles sont tenus de se plier les États détenteurs de l'arme ultime.

La France a fourni dès 1952 tout le matériel, la technologie, et le savoir-faire nécessaires, les USA ont accordé leur bénédiction, parfois accompagnée de grincements de dents, l'ONU a adopté une position d'autruche enfouissant sa tête dans le désert de Néguev, l'AIEA a regardé ailleurs, vers Bagdad puis vers Téhéran, l'Argentine des gorilles (fourniture de *yellowcake*), la Norvège luthérienne bien propre sur elle des sociaux-démocrates (fourniture d'eau lourde) et l'Afrique du Sud des mal-nommés Afrikaners (fourniture d'uranium contre technologie) ont chacune apporté leurs briques à l'édifice samsonien.

Le feuilleton shimshonien a connu au long des 73 dernières années d'incessants rebondissements dignes de Hollywood, Marvel et Netflix, avec des protagonistes éclipsant ceux de de John Le Carré. Quelques rares héros tragiques ont tenté de briser l'omertà et l'ont payé cher. Les plus connus sont Markus Klingberg et Mordechai Vanunu. D'autres sont restés dans l'ombre, comme Yehuda Ben Moshe, que nous avons découvert grâce au travail de fourmi d'Avner Cohen, le principal chercheur sur l'histoire de ce qu'il a

appelé la “prolifération opaque”, qu’il a reconstituée dans plusieurs ouvrages, dont le premier, *Israel and the Bomb*, publié aux USA en 1998 et en français en 2020, fut un défi au censeur militaire israélien et au très orwellien MALMAB, le service de sécurité du ministère de la Défense. Menacé de finir en prison, soumis à 60 heures d’interrogatoires, Cohen a vu enfin toutes les poursuites contre lui être abandonnées en 2004. 20 ans plus tard, continuant son travail de mise au jour de réalités jusque-là occultées, notamment par la publication de documents déclassifiés, Cohen pointe le rôle central joué par Israël dans l’affaire du nucléaire iranien, non seulement dans le sabotage de l’accord sur le nucléaire par Netanyahu et son toutou Trump, mais comme source d’inspiration de la pratique par l’Iran de “l’opacité nucléaire”.

Nous avons assemblé ce recueil de textes publiés entre 1986 et 2025 alors que des bombes made in USA de tout type - sauf nucléaire, pour l’instant - pleuvent sur l’Iran. Puisse-t-il alimenter l’insurrection des consciences contre la double morale de ceux qui se croient les maîtres élus du monde et menacent l’humanité d’un Armageddon.

*FG, 22 juin 2025*

## Table des matières

1.	<b>Révélation : les secrets de l'arsenal nucléaire israélien</b> <i>SUNDAY TIMES - 5 octobre 1986</i> .....	5
2.	<b>L'Opération Shimshon : entretien avec le général ER Yitzhak 'Ya'tza' Ya'akov</b> <i>Avner Cohen, 1999</i> .....	10
3.	<b>Comment la France livra l'arme atomique à Israël</b> <i>Michael Karpin, 2003</i> .....	81
4.	<b>Stratégie du secret : Le "flou nucléaire" israélien</b> <i>Joseph Algazy, 2005</i> .....	86
5.	<b>L'armement nucléaire israélien, un tabou</b> <i>Abdelwahab Biad, 2005</i> .....	90
6.	<b>Israël et la dissuasion nucléaire</b> <i>Pierre Razoux, 2015</i> .....	113
7.	<b>La vérité derrière le plan désespéré d'Israël de faire exploser un engin nucléaire pour se sauver en 1967</b> <i>Avner Cohen, 2017</i> .....	124
8.	<b>Des notes manuscrites secrètes révèlent la genèse du programme nucléaire israélien</b> <i>Adam Raz, 2019</i> .....	132
9.	<b>Les secrets nucléaires d'Israël que Peres a partagés avec Kissinger en 1965</b> <i>Avner Cohen, 2020</i> .....	147
10.	<b>Comment Israël a mis en place un programme nucléaire sous le nez de l'Oncle Sam</b> <i>Avner Cohen et William Burr, 2021</i> .....	154
11.	<b>Armes nucléaires israéliennes, 2021</b> <i>Hans M. Kristensen &amp; Matt Korda, Bloc-notes nucléaire, 2022</i> .....	179
12.	<b>Israël et la Bombe - L'histoire du nucléaire israélien</b> <i>Bernard Norlain, 2021</i> .....	221
13.	<b>Qui a divulgué les secrets atomiques d'Israël, 20 ans avant Vanunu ? Ce que révèlent des documents déclassifiés</b> <i>Avner Cohen et William Blurr, 2025</i> .....	231
14.	<b>Bibliographie pour aller plus loin</b> .....	254
15.	<b>Annexe : 3 documents de l'ONU, 1981-1987</b> .....	255

1

# Révélation : les secrets de l'arsenal nucléaire israélien

## Revealed: the secrets of Israel's nuclear arsenal

### INSIGHT

THE SECRETS of a subterranean factory engaged in the manufacture of Israeli nuclear weapons have been uncovered by The Sunday Times insight team.

Hidden beneath the Negev desert, the factory has been producing atomic warheads for the last 20 years. Now it has almost certainly begun manufacturing thermo-nuclear weapons, with punch big enough to destroy entire cities.

Information about Israel's bomb came from the testimony of Mordechai Vanunu, a 31-year-old Israeli who worked as a nuclear technician for nearly 10 years in Machon 7 - a top secret, underground bunker built to provide the vital components necessary for weapons production at Dimona, the Israeli nuclear research establishment.

Vanunu's evidence has surprised nuclear weapons experts who were approached by Insight to verify its accuracy because it shows that Israel does not just have the atom bomb - which has been long suspected - but that it has become a major nuclear power.

Vanunu's testimony and pictures, which have been scrutinized by nuclear experts on both sides of the Atlantic, show that Israel has developed the sophisticated and highly classified techniques needed to build up a formidable nuclear arsenal. They confirm that:

● Israel now ranks as the world's sixth most powerful



● The plant is equipped with French plutonium extracting technology, which transferred Dimona from a civilian research establishment to a bomb production facility. Plutonium production rates amount to 40 kilograms a year, enough to build 10 bombs. In the past six years Israel has added further equipment to make



● The scientists include Theodorius Taylor, one of the world's most experienced nuclear weapons experts. He was taught by Robert Serber, the father of the atomic bomb, and worked on America's first bomb design. He later went on to lead the Princeton's atomic weapons test programme.

● Another scientist who authenticated the evidence uncovered by Insight is Dr. Frank Barnaby, a nuclear physicist, which he quotes as saying: "The quantities of plutonium that were being made."

Vanunu says that, despite tight security, he was able to smuggle a camera into Machon 7 and take more than 50 photographs. Insight divulged him for four weeks and invited Barnaby to interview Vanunu in an attempt to find scientific flaws in his

Pictured for the first time in detail: Israel's nuclear bomb plant is built deep beneath the Negev desert and has been secretly operating for more than 20 years

Atomic Energy Commission in Dimona. He was made redundant last November with 180 other Dimona workers during a cost-cutting drive by the establishment. Security men had grown concerned about Vanunu's developing political contacts with West Bank Arab students during a part-time philosophy degree course he was taking at BeerSheva.

Leo Thurday, a senior US government official at the time, now retired, confirmed the evidence to The Sunday Times.

**Inside Dimona: full story pages 2 & 3**

Peter Hounam enquête  
SUNDAY TIMES - 5 octobre 1986

*LES SECRETS d'une usine souterraine fabriquant des armes nucléaires israéliennes ont été découverts par l'équipe de Sunday Times Insight.*

Cachée sous le désert du Néguev, l'usine produit des ogives atomiques depuis 20 ans. Aujourd'hui, il est presque certain qu'elle

a commencé à fabriquer des armes thermonucléaires, d'une puissance suffisante pour détruire des villes entières.

Les informations sur la capacité d'Israël à fabriquer la bombe proviennent du témoignage de Mordechai Vanunu, un Israélien de 31 ans qui a travaillé comme technicien nucléaire pendant près de 10 ans à Machon 2, un bunker souterrain ultrasecret construit pour fournir les composants vitaux nécessaires à la production d'armes à Dimona, l'établissement de recherche nucléaire israélien.

Le témoignage de Vanunu a surpris les experts en armes nucléaires qui ont été contactés par *Insight* pour en vérifier l'exactitude, car il montre qu'Israël ne possède pas seulement la bombe atomique - ce que l'on soupçonne depuis longtemps - mais qu'il est devenu une puissance nucléaire de premier plan.

Le témoignage et les photos de Vanunu, qui ont été examinés par des experts nucléaires des deux côtés de l'Atlantique, montrent qu'Israël a mis au point les techniques sophistiquées et hautement confidentielles nécessaires à la constitution d'un formidable arsenal nucléaire.

Ce que les experts confirment :

- Israël est aujourd'hui la sixième puissance nucléaire mondiale, après l'USAmerique, l'Union soviétique, la Grande-Bretagne, la France et la Chine, avec un arsenal bien supérieur à celui d'autres pays, tels que l'Inde, le Pakistan et l'Afrique du Sud, qui ont également été soupçonnés de développer des armes nucléaires.
- Il possède son usine d'armement secrète depuis plus de vingt ans, dissimulant ses procédés d'extraction du plutonium aux satellites espions et aux inspections

indépendantes dans les années 1960, en l'enterrant sous un bâtiment inoffensif et peu utilisé.

- L'usine est équipée de la technologie française d'extraction du plutonium, qui a transformé Dimona d'un établissement civil de recherche en une installation de production de bombes. Les taux de production de plutonium s'élèvent à 40 kg par an, ce qui est suffisant pour fabriquer 10 bombes. Au cours des six dernières années, Israël a ajouté d'autres équipements pour fabriquer des composants d'engins thermonucléaires.
- Le réacteur de 26 mégawatts, également construit par les Français, a été agrandi et fonctionne probablement aujourd'hui à 150 mégawatts pour permettre d'extraire davantage de plutonium. Un ingénieux système de refroidissement permet de dissimuler la production.

Les scientifiques nucléaires consultés par le *Sunday Times* sont convaincus par les preuves apportées par Vanunu. Ils estiment qu'au moins 100 et jusqu'à 200 armes nucléaires d'une puissance destructrice variable ont été assemblées, soit 10 fois la puissance précédemment estimée de l'arsenal nucléaire israélien.

Parmi les scientifiques figure Theodore Taylor, l'un des experts en armement les plus expérimentés au monde. Il a reçu l'enseignement de Robert Oppenheimer, le père de la bombe atomique, et a travaillé à la conception des premières bombes américaines. Il a ensuite dirigé le programme d'essais d'armes atomiques du Pentagone.

Taylor a étudié les photographies prises par Vanunu à l'intérieur de Dimona et une transcription de son témoignage près de Washington DC la semaine dernière. Il a déclaré : « Il ne devrait

plus y avoir de doute sur le fait qu'Israël est et a été pendant au moins une décennie un État doté d'armes nucléaires à part entière. Le programme d'armement nucléaire israélien est considérablement plus avancé que ne l'indiquent les rapports précédents ou les conjectures dont j'ai connaissance ». Il a ajouté que le témoignage de Vanunu était tout à fait cohérent avec la capacité d'Israël à produire 10 armes nucléaires par an qui sont nettement plus petites, plus légères et plus efficaces que les premiers types d'armes développés par la Russie, l'USAmérique, la Grande-Bretagne, la France ou la Chine.

Un autre scientifique qui a authentifié les preuves découvertes par *Insight* est Frank Barnaby, physicien nucléaire qui a travaillé à Aldermaston, l'établissement britannique de recherche sur les armes nucléaires situé dans le Berkshire, et qui a récemment pris sa retraite en tant que directeur de l'Institut suédois pour la recherche sur la paix, qui surveille la prolifération nucléaire, déclare :

« En tant que physicien nucléaire, il était clair pour moi que les détails qu'il m'a donnés étaient scientifiquement exacts et montraient clairement qu'il avait non seulement travaillé sur ces processus, mais qu'il connaissait aussi les détails des techniques. De même, les débits de l'usine, qu'il cite exactement, confirment les quantités de plutonium produites ».

Vanunu affirme qu'en dépit des mesures de sécurité, il a pu introduire clandestinement un appareil photo dans Machon 2 et prendre plus de 60 photos. *Insight* l'a débriefé pendant 4 semaines et a invité Barnaby à interviewer Vanunu pour tenter de trouver des failles scientifiques dans son histoire. « Son témoignage est totalement convaincant », a conclu Barnaby.

Les évaluations de Taylor et Barnaby ont été confirmées par d'autres scientifiques nucléaires de haut niveau auxquels ont été montrées les images et les preuves détaillées.

Parce qu'ils occupent des postes sensibles dans l'industrie britannique de l'énergie atomique et de la fabrication d'armes nucléaires, ils ont demandé à rester anonymes.

Israël a refusé de commenter les preuves, mais a confirmé que Vanunu a travaillé pour la Commission israélienne de l'énergie atomique à Dimona. Il a été licencié en novembre dernier avec 180 autres employés de Dimona dans le cadre d'une campagne de réduction des coûts menée par l'établissement.

Les hommes de la sécurité s'étaient inquiétés des contacts politiques de Vanunu avec des étudiants arabes de Cisjordanie dans le cadre d'un cours de philosophie à temps partiel qu'il suivait à l'université de Beersheba.

Israël est une petite nation entourée d'États arabes hostiles, dont la plupart ont juré à plusieurs reprises de tenter de détruire Israël et de le balayer dans la mer. [*sic*]

Bien que les forces conventionnelles israéliennes aient été en mesure de repousser les attaques arabes, on a toujours soupçonné les Israéliens de vouloir disposer d'armes de dernier recours pour se protéger. Israël n'aurait aucune difficulté à larguer ses bombes nucléaires sur n'importe lequel de ses voisins arabes.

Il a été suggéré, mais jamais prouvé, que lorsqu'Israël risquait de perdre la guerre du Kippour en 1973, après la première attaque égyptienne, la Première ministre de l'époque, Golda Meir, a ordonné que les engins nucléaires soient déplacés vers les bases aériennes. Jeudi dernier, une source de haut rang du gouvernement

usaméricain de l'époque, aujourd'hui à la retraite, a confirmé l'incident au *Sunday Times*.



LES ARMES NUCLÉAIRES  
D'ISRAËL

ÇA SUFFIT, VANUNU,  
TU NE VOIS PAS QU'ON EST  
OCCUPÉS ?

LA BRIGADE  
ANTI-  
PROLIFÉRATION

**Dessin de Khalil Bendib, Algérie/USA  
2009**

## 2

### Entretien avec Yitzhak “Ya’tza” Ya’akov

*Dr Avner Cohen*

*Middlebury Institute of International Studies at  
Monterey (MIIS)*

*1999*

Source : <https://www.wilsoncenter.org/yitzhak-yatza-yaakov>

*Yitzhak Ya’acov (1926-2013), connu toute sa vie sous le surnom de “Ya’tza”, était brigadier général dans les Forces de défense israéliennes (IDF) et responsable de la recherche et du développement (R&D) en matière d’armement. Il était au cœur de la première alerte nucléaire israélienne à la veille de la guerre de 1967. Cette transcription est extraite de la première interview enregistrée que j’ai réalisée avec Ya’tza à l’été 1999. La transcription a été légèrement modifiée pour en faciliter la lecture et annotée pour plus de commodité. Pour plus*

*d'informations sur cette interview, voir les « Notes d'interview » ci-dessous.*

### **Résumé – Opération Shimshon (Israël, Guerre des Six Jours, 1967)**

Pendant plus de 30 ans, **presque personne ne sut** qu'un **plan nucléaire d'urgence**, nommé **Shimshon**, avait été discrètement préparé à la veille de la **Guerre des Six Jours** (juin 1967). Même ceux qui en avaient connaissance n'en parlaient pas — **pas même en privé**. L'opération sombra dans l'oubli, victime du **tabou nucléaire israélien**.

Mais pour **Ya'tza (Yitzhak Yaakov)**, général impliqué dans l'opération, **Shimshon resta un souvenir marquant**, presque une « **mission héritage** ». Quand l'auteur le rencontra en 1999, Ya'tza considérait cet événement comme l'un des deux plus significatifs de sa vie, aux côtés de la chute de **Gush Etzion** en 1948.

Au fil des entretiens, le souvenir de Ya'tza s'est ravivé, mais l'auteur souligne que la mémoire humaine est **fragile, lacunaire**, souvent entremêlée de suppositions ou de reconstructions logiques. Certaines parties du récit de Ya'tza étaient claires, d'autres floues, parfois même douteuses à ses propres yeux. Le travail de l'auteur consistait alors à **le pousser à clarifier ou admettre des incertitudes**, dans une sorte d'enquête orale.

À travers cet effort, le chapitre pose une **réflexion plus large** sur le **rôle de la mémoire, de la narration et de l'histoire** : nos souvenirs sont souvent faits de moments vifs, mais les liaisons entre eux sont remplies de **blancs, de conjectures**. Le récit de Ya'tza, bien qu'émouvant et sincère, en est un exemple.

#### **Contexte historique et points clés :**

- **Shimshon** était un **plan d'ultime recours** qui aurait pu inclure un essai nucléaire en cas de défaite imminente d'Israël.

- Le plan fut **abandonné** le jour même où Israël remporta une **écrasante victoire aérienne**.
- Après la guerre, le général **Tzvi Tzur** convoqua une réunion de bilan, mais toute idée de test nucléaire fut **immédiatement écartée**.
- L'objectif fut alors de **ramener le projet nucléaire dans la routine secrète**, comme si rien ne s'était passé.

## Résumé chronologique et contexte historique : Le Projet Nucléaire Israélien en 1967

### Avant la guerre : Tensions croissantes (mai 1967)

- Le Moyen-Orient est au bord de la guerre. L'Égypte mobilise ses troupes dans le Sinaï, ferme le détroit de Tiran, et les pays arabes forment une coalition.
- Israël, craignant une attaque imminente, accélère ses préparatifs militaires, y compris une **réflexion nucléaire d'urgence**.
- Le général **Yitzhak Yaakov** (dit **Ya'tza**) est chargé d'élaborer un plan de dernier recours : **l'opération "Shimshon"**.
  - Objectif : **montrer la capacité nucléaire d'Israël** (peut-être par un essai) si l'État était menacé d'anéantissement.

### 1er juin 1967 : Changements politiques cruciaux

- Le Premier ministre **Levi Eshkol**, sous pression, **transfère la responsabilité de la Défense** à l'ex-chef d'état-major **Moshe Dayan**.
- Dayan **écarte Zevi Dinstein**, alors superviseur du projet nucléaire, et nomme **Tzvi Tzur** (autre ex-chef d'état-major) à sa place.
- **Tzur** devient le **coordinateur principal du projet nucléaire**, amenant rigueur et coordination à un plan jusque-là improvisé.

## 5 juin 1967 : Début de la Guerre des Six Jours

- À l'aube, l'armée de l'air israélienne **détruit la quasi-totalité de l'aviation égyptienne au sol.**
- Ya'tza et son équipe sont en alerte, prêts à activer Shimshon si Israël est en danger... mais **la victoire éclair rend cela inutile.**
- Le plan nucléaire d'urgence est **désactivé dès le lendemain.**

## Après la guerre : retour au silence

- Une **réunion post-crise** est organisée par Tzur pour **tirer les leçons** de Shimshon.
- Ya'tza propose alors, dans une note audacieuse, de **procéder à un essai nucléaire malgré tout**, pour affirmer la puissance d'Israël.
  - Son idée est rejetée sans discussion. Tzur estime qu'un essai détruirait le « **capital politique et stratégique secret** » que représente l'ambiguïté nucléaire israélienne.

## Israël et l'arme nucléaire en 1967

### La doctrine de l'ambiguïté (ambiguïté stratégique)

- Israël développe depuis les années 1950 un programme nucléaire **hautement secret.**
- L'objectif : **dissuasion** – dissuader ses ennemis sans jamais confirmer ni nier posséder l'arme.
- En 1967, Israël aurait eu la **capacité technologique de produire une bombe**, mais sans l'avoir testée ni officialisée.
- La doctrine choisie : **ne jamais déclarer** publiquement une capacité nucléaire, pour éviter une course régionale à l'arme atomique et préserver les relations avec les États-Unis.

### Importance de l'épisode Shimshon

- Bien que **jamais activée**, l'opération Shimshon montre que **l'arme nucléaire faisait partie de la réflexion stratégique israélienne**, même dès 1967.
- Elle incarne une ligne rouge : **la bombe comme garantie ultime de survie**, mais **non utilisée tant qu'il existe une alternative conventionnelle**.

Dr Avner Cohen : [Pourriez-vous commencer par nous parler] du contexte général des relations entre l'AMALACH<sup>1</sup> et d'autres entités... la question dont nous venons de discuter, et qui nous amènera plus tard à la [question] de savoir comment nous nous sommes retrouvés à la veille de la guerre de 1967... et quand je dis à la veille de la guerre, je ne fais pas nécessairement référence au mois de juin [1967], mais je parle du début de l'année 1967... puis, de votre voyage [aux États-Unis], et du reste.

Yitzhak Ya'akov (Ya'tza) : Oui. Eh bien, l'AMALACH était un département de l'AGAM, et au sein de l'AMALACH, il y avait une branche appelée « Moyens spéciaux », qui s'occupait de tout ce qui ne relevait pas des armes conventionnelles, des armes non conventionnelles. L'AMALACH était très actif du point de vue de la planification. Nous avons préparé des plans pluriannuels qui englobaient également les armes non conventionnelles. Nous présentions ces plans lors des discussions de l'état-major général au moins une fois par an, et ces questions faisaient l'objet de débats. Certains pensaient que nous gaspillions de l'argent, d'autres pensaient que ce n'était pas le cas. Les discussions étaient très

---

<sup>1</sup> AMLACH : acronyme militaire hébreu signifiant « moyens d'armement » (ou « armes et munitions »). Dans l'organigramme de l'armée israélienne de 1967, l'AMLACH était un département faisant partie de l'état-major général (AGAM). Ya'tza était à la tête du département AMLACH avec le grade de colonel.

approfondies. À un certain moment, et je me trompe peut-être [sur la date exacte] car cela ne s'est peut-être pas produit avant 1967, mais après... à un certain moment, nous avons mené un exercice de commandement et de contrôle avec l'armée de l'air, [avec] Israel Lior du cabinet du Premier ministre<sup>2</sup>, le Machon [RAFAEL] qui est Jenka<sup>3</sup>, au cours duquel nous avons passé en revue l'ensemble du processus, depuis le moment où l'ordre a été donné jusqu'à sa mise en œuvre. Cela a pris environ deux heures, quelque chose comme ça. C'était un exercice téléphonique. C'est tout, nous ne pensions pas...

Cohen : Il s'agissait donc d'une arme [nucléaire], et non d'un dispositif. Je suis donc presque convaincu que cela a dû se passer après 1967.

Yitzhak : Peut-être, je ne sais pas. Mais c'était immédiatement après 1967, car Israel Lior y a participé, j'en suis sûr.

Cohen : Israel Lior est également resté avec Golda [Meir].

Ya'tza : En mai [1967], je... nous n'y avons pas pensé en termes opérationnels, car nous comprenions tous qu'il s'agissait d'une sorte d'« arme apocalyptique » [dit en anglais]. Nous savions que c'était une sorte d'arme ultime. Il n'y aurait plus de guerre

---

<sup>2</sup> Le brigadier général Israel Lior (1921-1981) a été l'aide de camp du Premier ministre Eshkol et de la Première ministre Golda Meir entre 1966 et 1974. À ce titre, il a joué un rôle majeur dans la conception du premier système de commandement et de contrôle couvrant la question nucléaire.

<sup>3</sup> Jenka est le surnom du colonel Yevgeni Ratner (1909-1979), chef de la division armement de la RAFAEL (acronyme hébreu de l'« Autorité de développement des armes ») qui supervisait certains aspects du projet nucléaire mené à la RAFAEL. Machon (3) fait référence au principal centre de recherche et développement de la RAFAEL, situé dans le nord d'Israël.

conventionnelle après l'utilisation d'une telle arme... J'étais aux États-Unis en mai...

Cohen : Revenons à la période précédant [mai 1967]. Quel était l'état d'avancement du projet [nucléaire] avant [la guerre de 1967] ?

Ya'tza : La plupart des activités se concentraient sur la question de la construction d'un dispositif [nucléaire]. On ne parlait pas encore de... [bombe]. C'est-à-dire qu'on en parlait, mais on ne faisait rien concernant les lanceurs ou ce genre de choses. On parlait cependant d'un dispositif.

Cohen : Et qu'en était-il d'une bombe pouvant être transportée par avion ?

Ya'tza : On ne faisait rien à ce sujet à l'époque.

Cohen : Pour des raisons politiques ?

Ya'tza : Non, parce que nous ne pensions pas en être encore là.

Cohen : Y avait-il des directives politiques ? Avez-vous reçu du vice-ministre<sup>4</sup> [c'est-à-dire Zevi Dinstein] des instructions ayant des implications politiques ?

Ya'tza : Pas moi, pas moi.

Cohen : Cela ne vous est pas parvenu.

Ya'tza : Non. Je pense que jusqu'en 1967, personne ne pensait que nous étions sur le point de l'utiliser. Ce qui s'est passé en 1967 était spontané plutôt que planifié. Et...

---

<sup>4</sup> Zevi Dinstein, adjoint d'Eshkol au ministère de la Défense, qui supervisait le projet nucléaire.

Cohen : Mais vous souvenez-vous d'un moment où vous avez reçu des instructions spécifiques qui avaient une importance politique ? Par exemple : travailler sur un dispositif, mais pas sur une bombe larguée depuis les airs pour des raisons politiques...

Ya'tza : Non, non. Personne ne nous a jamais dit de travailler sur un dispositif. Le dispositif était destiné à des fins expérimentales. Si nous avons pensé à un dispositif, c'était pour des expériences. Lorsque nous parlions d'armement, nous pensions à un dispositif lancé depuis un avion, [ou] un missile, mais pas à un...

Cohen : Était-il nécessaire de donner un ordre spécial ou des instructions spéciales pour passer à cette étape [l'arme] ?

Ya'tza : Oui. Je ne pense pas que nous pensions être prêts à commencer à travailler sur une bombe. Il n'y avait même pas de détonateur. Nous n'avons pas parlé de détonateur. Je veux dire, nous avons parlé de détonateur, mais il n'y en avait pas. Il n'y avait aucune activité particulière dans ce domaine. Comme je l'ai dit, il y avait un comité sur les ogives, et au sein de ce comité, nous avons discuté du type d'ogives que nous devons construire et préparer. Mais cela concernait davantage les ogives de missiles.

Cohen : Et quand vous regardez le projet [nucléaire] au cours des années, disons, 65-67, vous semble-t-il s'agir d'un projet accéléré, [ou] d'un projet lent, [ou] d'un projet accéléré... ?

Ya'atza : Ce n'était pas un projet accéléré. Mais je ne pense pas que quiconque ait pensé en termes de « nous pourrions en avoir besoin à tout moment ». Nous n'en avons parlé que dans le cadre de plans pluriannuels.

Cohen : Dans le cadre du [inaudible], où en était-on ?

Ya'tza : Les plans pluriannuels s'étendent généralement sur 5 à 10 ans, et nous ne nous sommes engagés sur aucune date. Il est possible que nous ayons même noté certaines dates, mais cela n'a aucune importance. Dans ce genre de choses, les erreurs sont tellement importantes que [fixer une date butoir] n'a même pas d'importance. J'ai toujours essayé de ne pas être trop précis, car je savais que les erreurs dans ces domaines, tels que les budgets et les calendriers, sont astronomiques... Donc, en mai [1967], j'étais aux États-Unis, comme je vous l'ai dit. En mai 1967, j'étais en Californie... Au fait, je rendais visite à la Rand Corporation, et ils jouaient à un jeu de guerre là-bas : Israël contre les Arabes. À un moment donné, le jeu en est arrivé à un point où Israël a largué une bombe nucléaire sur les Arabes. Je ne sais pas si cela était basé sur les estimations de la CIA ou sur celles de Rand. Ils m'ont interrogé à ce sujet et je ne leur ai rien dit. Puis j'ai reçu un message de [expurgé] me demandant de retourner immédiatement en Israël.

Cohen : Pouvez-vous essayer de vous souvenir des détails – comment cela s'est-il passé ? Quand était-ce ? Lui avez-vous parlé au téléphone ?

Ya'tza : D'après mes souvenirs, je ne pense pas lui avoir parlé [personnellement]. J'ai dû parler au chef de [son] bureau. J'étais en Californie, je logeais chez mon ami Amrom Katz<sup>5</sup> et j'ai rendu visite à la Rand Corporation. Je m'occupais alors principalement d'une prévision technologique pluriannuelle. Cela s'est avéré être une grande perte de temps. J'ai donc essayé de l'étudier... Peu importe... J'ai beaucoup d'histoires à ce sujet. [Inaudible]. ...

---

<sup>5</sup> Amrom Katz (1916-1997) fut l'un des premiers [pionniers de la reconnaissance spatiale](#).

Je suis revenu en Israël, [expurgé] j'étais occupé dans le « puits »<sup>6</sup> avec la Force aérienne, et la personne qui m'a reçu était Gandhi<sup>7</sup>, qui était de très mauvaise humeur et pensait que l'État d'Israël était en grande difficulté. Il m'a dit : « Préparez tout ce que vous avez. » Je n'avais jamais pensé aux armes chimiques et biologiques en termes tactiques. Et lorsque je me suis assis avec Moshe Shachar, nous avons davantage parlé des défenses contre les armes chimiques que de la possibilité de les utiliser. C'est alors que cette idée m'est venue<sup>8</sup>.

Cohen : Cette idée ?

Ya'tza : L'idée d'utiliser un dispositif nucléaire. Je ne savais pas que la situation était telle qu'il était possible de l'utiliser dans le cadre d'un test.

Cohen : Vous a-t-il dit qu'avant votre arrivée, des gens travaillaient sans relâche pour le préparer ?

Ya'tza : Peut-être, peut-être, je ne dis pas non.

Cohen : Êtes-vous arrivé en Israël [avant ou] après l'effondrement d'Yitzhak [Rabin] ? Saviez-vous qu'Yitzhak s'était effondré ?<sup>9</sup>

---

<sup>6</sup> Le « pit » (en hébreu, « bor ») : centre de commandement souterrain de l'armée israélienne.

<sup>7</sup> Gandhi : surnom du major général **Rehavam Zeevi** (1926-2001) qui, en 1967, était le chef adjoint de l'état-major, le supérieur hiérarchique de Ya'tza

<sup>8</sup> Le lieutenant-colonel Moshe Shachar était l'un des principaux subordonnés de Ya'tza, chef de la section qui s'occupait directement des questions relatives aux armes non conventionnelles. Il servait de liaison de niveau inférieur avec le projet nucléaire.

<sup>9</sup> Le 23 mai 1967, peu après sa rencontre avec l'ancien Premier ministre David Ben Gourion, le chef d'état-major Yitzhak Rabin a fait une dépression nerveuse et a été contraint de se reposer chez lui. Pendant environ deux jours, Ezer

Ya'tza : Je le savais, mais je suis arrivé avant qu'il ne s'effondre.

Cohen : Si vous êtes arrivé avant cela, cela signifie que vous êtes arrivé le [ou avant le] 23 mai.

Ya'tza : C'est possible.

Cohen : Yitzhak [Rabin] s'est effondré le 23 mai.

Ya'tza : Je dois donc être arrivé avant cela.

Cohen : [Inaudible] Je cherche simplement à établir la véracité historique.

Ya'tza : Écoutez, je vous le répète, je vais le répéter encore une fois, je ne serais pas du tout surpris de découvrir que cette idée [de fabriquer un dispositif] ait émergé dans dix endroits différents en même temps. Je ne serais pas surpris du tout. Les politiciens paniquaient... Non, maintenant je me souviens. Je suis revenu vers la mi-mai, car il y avait encore un forum de l'état-major général auquel j'ai participé. Lors de cette discussion, l'état-major général s'est montré très agressif et pensait que les politiciens paniquaient sans aucune justification. Il s'est avéré que [l'état-major général] avait raison.

Cohen : C'était déjà vers le 20 mai.

Ya'tza : Je ne parle pas du dernier [forum]. Je n'ai pas participé à la dernière discussion. Avant ce [forum], j'y ai participé. La situation

---

Weizman a assuré l'intérim à la tête de l'état-major. Les hauts fonctionnaires ont alors été informés que Rabin avait fait une « crise de nicotine ». Plus d'une décennie plus tard, Weizman a révélé publiquement la dépression nerveuse de Rabin.

était mauvaise. Tout le monde pensait que c'était la fin de l'État d'Israël. J'exagère un peu, mais c'est ce qu'ils pensaient.

Cohen : Les politiciens ?

Ya'tza : Les politiciens et de nombreuses personnalités publiques. Les journalistes... Il y avait toutes sortes de phénomènes absurdes. La seule chose dont nous disposions pour réagir était l'arme nucléaire. Il n'est donc pas étonnant que les gens de Dimona qui savaient ce qui se passait, et les gens d'autres endroits qui savaient ce qui se passait, aient eu cette idée [de préparer un dispositif]. Je ne pense pas qu'une seule personne ait... C'était tellement naturel que je ne pense pas que quelqu'un ait le monopole de cette idée.

Cohen : Mais l'historien veut savoir comment les choses se sont déroulées ?

Ya'tza : Dans l'histoire, il y a des événements spontanés, n'est-ce pas ? Une révolution est spontanée, n'est-ce pas ?

Cohen : Le rôle d'Israël Dostrovsky est très important ici, car officiellement, c'était lui qui était responsable...<sup>10</sup>

---

<sup>10</sup> Le professeur Israel Dostrovsky (1918-2010) a été l'un des premiers Israéliens de souche (« Sabras ») à devenir scientifique. Il a étudié la chimie physique à l'University College de Londres et a obtenu son doctorat en 1943. Il a enseigné et fait de la recherche pendant cinq ans au Royaume-Uni, devenant une autorité en matière de recherche sur les isotopes. Il est retourné en Palestine en 1948 et a fondé le département de recherche sur les isotopes à l'Institut Weizmann. En tant que major dans le corps scientifique de l'armée israélienne, il a créé HEMED GIMMEL, l'unité qui a ouvert la voie au projet nucléaire. En 1966, Dostrovsky est devenu le premier directeur général de la Commission israélienne de l'énergie atomique (IAEC) nouvellement créée, sous l'autorité du Premier ministre, qui en était le président. À ce titre, Dostrovsky était à la tête du projet nucléaire.

Ya'tza : Je vous le répète, je ne serais pas surpris du tout [si] Yuval [Ne'eman]<sup>11</sup>, [Avraham] Hermoni<sup>12</sup>, Israel [Dostrovsky] et les autres... [improviser un dispositif] était la seule chose que nous pouvions faire – et je m'inclus désormais dans le groupe des développeurs [d'armes]. Les développeurs sont généralement mis à l'écart pendant une guerre, ils n'ont rien à faire. Tout ce à quoi ils pensent, c'est ce qu'ils peuvent faire. « Peut-être que je vais m'en charger, peut-être que je vais faire ça... » Alors quoi de plus naturel que d'arriver tous à la même conclusion ? Je ne dis pas que c'était notre idée [celle du département AMLACH de l'armée israélienne]. Rédiger l'ordre ? Oui. Prendre l'initiative de présenter l'ordre à Rabin pour qu'il le signe ? Oui. Cela venait de nous. Personne d'autre ne l'a fait. Nous nous sommes assis, avons rédigé [inaudible] et l'avons montré à Gandhi. Gandhi aimait éditer des textes. Il l'a édité, d'une manière ou d'une autre... Nous sommes allés voir Yitzhak [Rabin]. À ce moment-là, il [Rabin] n'était pas en très bonne santé. Cela se voyait. Il était assis seul dans sa chambre au rez-de-chaussée, et je n'ai pas... Nous [Gandhi et Ya'tza] avons parlé et je n'étais pas sûr qu'il soit concentré sur ce que nous disions. Nous lui avons remis l'ordre et il l'a signé. J'ai essayé de garder une copie de cet ordre, mais...

---

<sup>11</sup> Le professeur Yuval Ne'eman (1925-2006) était un physicien théoricien israélien, officier supérieur du renseignement militaire et homme politique. Il a été profondément impliqué dans le projet nucléaire israélien et, au début des années 1960, il a occupé le poste de directeur scientifique du centre de recherche nucléaire de Soreq. Par la suite, il a été ministre des Sciences et du Développement dans les années 1980 et au début des années 1990.

<sup>12</sup> Avraham Hermoni était directeur technique chez RAFAEL, chargé du programme nucléaire. Voir l'interview d'Hermoni [ici](#)

Cohen : Revenons un peu en arrière. Vous arrivez en Israël ; Moshe [Shachar] vous informe... Que vous rappelez-vous de ce qui s'est passé ensuite ? Vous a-t-il parlé de ce qu'il avait fait sans vous ? Parce que je suppose qu'il communiquait quotidiennement avec Jenka et le bureau d'Israel Dostrovsky<sup>13</sup>.

Ya'tza : C'est possible. Je ne sais pas. Je ne m'en souviens pas. Je me souviens m'être assis avec Gandhi et avoir élaboré le [plan]. ... avec qui le faire ? Gandhi a dit Sayeret Matkal, et peu après, j'ai rencontré [son commandant] Dovik [Tamari]<sup>14</sup>... Nous nous sommes assis et en avons discuté, puis nous avons visité RAFAEL.

Cohen : Avec Dovik ?

Ya'tza : Oui, pour voir le dispositif.

Cohen : Était-ce la première fois que vous travailliez directement avec Dovik, ou aviez-vous déjà travaillé avec lui auparavant ?

Ya'tza : Si c'était le cas, c'était à tel point que je ne m'en souviens pas. Peut-être ici et là, peut-être y a-t-il eu une expérience ou quelque chose comme ça... Je pense que nous sommes allés voir Yitzhak [Rabin] assez tôt, car dans l'armée, sans ordre d'opération, on ne peut aller nulle part. On ne peut pas déployer de forces.

---

<sup>13</sup> Le colonel Yevgeni (Jenka) Ratner (1909-1979), ingénieur légendaire pour ses connaissances en matière d'explosifs, a supervisé certains aspects du projet nucléaire mené par RAFAEL depuis la fin des années 1950.

<sup>14</sup> Le Sayeret Matkal était l'unité d'élite de l'armée israélienne chargée des opérations spéciales, principalement dans le domaine du renseignement. Dovik est le brigadier général Dov Tamari, alors nouveau commandant du Sayeret Matkal.

Cohen : Quelle était donc l'idée à ce stade ? Mettre en place un cadre qui serait chargé des préparatifs, ce qui conduirait à une situation de...

Yitzhak : Non. Former une équipe pour l'exécuter, pas pour les préparatifs.

Cohen : Les préparatifs pour l'exécution, qui réduiraient l'écart entre le moment où l'ordre a été reçu et le moment de sa mise en œuvre ?

Ya'tza : Oui. Avec toute la planification, c'était assez compliqué, et nous avions un plan... L'une des raisons pour lesquelles je pense que quelque chose s'était déjà produit dans le domaine du commandement et du contrôle [avant la guerre] est qu'il était presque clair pour nous comment nous allions procéder. Autrement dit, il était clair que l'ordre devait venir du Premier ministre et du chef d'état-major, des deux. C'est pourquoi je pense que même à ce moment-là, il y avait déjà un concept.

Cohen : Il se peut que, sur le plan conceptuel, cela ait déjà été discuté avant la guerre, et que cela n'ait rien à voir avec la guerre. Vous en faisiez probablement partie, donc...

Ya'tza : Cela a commencé avec nous, j'en suis sûr. Le premier document sur le sujet venait de nous.

Cohen : Un document de l'armée israélienne ?

Ya'tza : Oui. Un document de l'armée israélienne. Commandement et contrôle.

Cohen : [inaudible] ?

Ya'tza : Non... c'est juste... comment l'ordre va-t-il se développer. Pas comment le déplacer d'ici à là... Il y avait probablement autre chose [un autre document écrit] qui parlait de la combinaison [logistique] de tous les éléments. Mais peut-être que non. Écoutez, ce n'était pas très organisé.

Cohen : Qu'en est-il de la manière [chaîne de commandement] selon laquelle la personne qui ordonne au chef d'état-major de lancer cette opération doit être le Premier ministre... sans les instructions du Premier ministre, le chef d'état-major ne peut même pas commencer à faire avancer cette question vers sa mise en œuvre ?

Ya'tza : D'après ce que j'ai pu voir, je suppose qu'Yitzhak [Rabin] en avait déjà parlé avec le Premier ministre, ou qu'il y avait eu quelques discussions avant cela, ou quelque chose comme ça. Il l'a signé...

Cohen : C'est intéressant. Combien de discussions y a-t-il eu sur cette question ?

Ya'tza : Je ne peux pas vous le dire. Vous voulez dire entre Yitzhak [Rabin] et [Levi] Eshkol ? D'après ce que j'ai pu voir, aucune... Gandhi et moi lui avons remis le document [à Rabin]...

Cohen : Aviez-vous l'impression que Yitzhak [Rabin] avait déjà chargé Gandhi de s'occuper de cette question avant cela, ou vous pensez que non ?

Ya'tza : Non. Le plan a été élaboré entre nous [Ya'tza et Gandhi]... Encore une fois, cela ne signifie pas que personne d'autre ne s'en occupait [des préparatifs nucléaires et de l'alerte]. Mais le plan : la coopération avec le Sayeret, déterminer le nombre de personnes,

[inaudible], pas trop nombreuses, le nombre d'hélicoptères... Il n'y a pas eu de discussions à ce sujet.

Cohen : Vous l'avez donc rédigé et apporté à Gandhi pour obtenir son accord, des ajouts et des modifications ?

Yitzhak : Oui.

Cohen : L'a-t-il [Gandhi] d'abord apporté à [supprimé] ?

Ya'tza : Je ne peux pas vous le dire [c'est-à-dire que je ne sais pas]. Il me semble que tout a été fait en une demi-journée ou quelque chose comme ça. Ce n'était pas un sujet de débats constants. Tout s'est déroulé très rapidement. Je suis venu voir Gandhi et nous avons discuté des détails. Nous l'avons rédigé, avons donné l'ordre...

Cohen : Et juste après cela, plus ou moins, Gandhi a appelé Rabin et vous êtes tous les deux allés à son [bureau] ?

Ya'tza : Oui. Il était assis seul...

Cohen : C'était probablement un jour ou deux après son retour de chez lui.

Ya'tza : Peut-être, peut-être, mais il était déjà... il n'était pas en bonne santé. De plus, l'une des choses qui m'a surpris, je m'en souviens vaguement, c'est qu'il a signé l'ordre sans dire grand-chose. C'est l'une des choses dont je me souviens. Mais, écoutez, je ne sais pas... il y a beaucoup de livres qui retracent cette période... Sur le papier, du point de vue de l'équilibre militaire, la situation était horrible. L'équilibre militaire, ce sont les avions, les chars et l'artillerie. Il y avait des différences de taille. Nous n'avions pas de très bons chars. Il y avait les M-51 et quelques Centurions. C'est

tout. Il n'y avait pas... La situation était très mauvaise. En plus de cela, il y avait toutes ces histoires sur les missiles égyptiens.

Cohen : J'aimerais en savoir plus à ce sujet. Pouvez-vous essayer de vous souvenir... ?

Ya'tza : Je peux dire ceci à propos des missiles égyptiens : l'une des raisons pour lesquelles j'ai visité la Rand Corporation était d'en apprendre un peu plus sur les missiles, sur leur utilisation, les calculs et ce genre de choses. Avant mon arrivée, nous avons reçu des informations sur les missiles égyptiens et nous les avons présentées lors d'un forum de l'état-major général, et j'ai pris... Je me souviens qu'à l'époque, j'étais peut-être le seul dans toute l'armée israélienne à avoir vu de mes propres yeux le lancement d'un missile balistique. C'était pendant mes études au MIT. À l'époque, j'étais peut-être le seul dans l'armée israélienne... Et je savais que ce n'était pas aussi simple que certains le prétendaient. On avait toujours l'impression que l'ennemi agissait rapidement, tandis que nous passions des années et dépenses des millions de dollars. J'ai donc toujours dit que je ne croyais pas qu'ils disposaient de missiles balistiques, même si les renseignements fournis par le Mossad indiquaient qu'ils en avaient, et qu'ils [les missiles] étaient précis, etc. Ils disaient qu'il y avait une centaine de missiles à [Héliopolis ?], au Caire. Nous avons simulé [une attaque avec] une centaine de missiles à tête chimique sur Tel-Aviv. Le point d'impact était la place Dizingoff. Nous avons choisi...

Cohen : Nous l'avons fait avant la guerre ? Cela n'avait aucun rapport avec la guerre ?

Ya'tza : Non. La situation était déjà tendue à l'époque, mais il n'y avait pas... il y avait des missiles. Nasser avait des missiles égyptiens. Tout le monde parlait tout le temps des missiles égyptiens.

Cohen : Non, mais cela ne faisait pas partie de la crise de 1967.

Ya'tza : Non. C'était avant la crise.

Cohen : Je vais vous dire pourquoi je vous pose cette question, pourquoi je vous importune avec ce sujet. Je le fais parce que je sais, d'autres sources, qu'il y a eu des moments... vers le 20 mai 1967, l'AMAN a transmis certaines informations [concernant] certaines possibilités dans le domaine chimique, ce qui a inquiété les gens et changé l'atmosphère.

Ya'tza : Je ne pense pas que ce soit vrai. Notre moral était au plus bas.

Cohen : En général, mais...

Ya'tza : Non. De plus... la question chimique, nous en avons parlé explicitement à l'époque. Elle ne reposait pas sur un seul rapport. Elle reposait sur l'idée que les Égyptiens allaient utiliser des armes chimiques. Un an ou deux auparavant, ils avaient utilisé des armes chimiques [au Yémen] et ils disposaient désormais d'une centaine de missiles, de deux types, et les Allemands les aidaient à fabriquer des missiles équipés d'ogives chimiques, d'ogives radioactives, au cobalt. Nous avons donc essayé de comprendre ce que cela signifiait, même si ces missiles n'étaient pas précis, même si ces ogives n'étaient pas sophistiquées, même si elles n'étaient pas très fiables... Nous avons supposé qu'un seul sur dix serait lancé sans problème, ce qui est formidable [rires]. En réalité, aucun missile n'a été lancé.

Cohen : Que s'est-il passé pendant l'exercice, dans cette simulation sur la place Dizengoff ?

Ya'tza : Oui. C'était la simulation que nous avons faite. Je me souviens que nous avons une très grande carte, et je l'ai même présentée lors d'une discussion avec l'état-major général, je crois. Je l'ai présentée à plusieurs reprises. Et les résultats... une grande partie de la population de Tel-Aviv serait touchée... cela dépend des hypothèses que nous avons formulées. Nous avons parlé du sarin [arme chimique] et du cobalt [arme radiologique], et les dégâts étaient importants. C'était grave. Bien que cela ne soit pas exact, une ogive chimique est très [inaudible], même s'il n'y a rien à l'intérieur. Même s'il n'y a que de l'eau, c'est assez problématique. Les pompiers, la fermeture des rues, la fermeture de... c'est facile à lancer, mais... Le simple fait d'inclure cela dans le système des considérations militaires complique votre vie. Il vaut mieux ne pas s'en occuper du tout. Dans ce contexte, je ne suis pas du tout surpris qu'il y ait eu autant d'initiatives « Samson ».

Ce dont je me souviens, c'est que j'avais quelques difficultés personnelles. J'ai essayé d'imaginer à quoi cela ressemblait... [inaudible]... parce que le plan était d'atterrir sur une montagne près d'Abou Agheila, je ne me souviens pas de l'altitude exacte, et sur le côté, il y avait une attaque de diversion des parachutistes, et pendant que les Égyptiens couraient vers les parachutistes, nous travaillions sur cette montagne. Nous aurions toute la nuit pour travailler, pour nous rassembler, et nous attendrions nos ordres sur cette montagne, et le point d'explosion se trouvait à environ 1,5 kilomètre du point de lancement... Il y avait ce canyon là-bas. Je ne savais pas ce que cela signifierait pour moi d'être allongé sur une montagne, à 1,5 kilomètre d'une bombe nucléaire. Que se passerait-

il ? Allais-je brûler immédiatement ? Allais-je être projeté en l'air ? Toutes sortes de choses de cette nature... Cela s'ajoutait à tout le reste... En effet, nous étions les premiers à utiliser, dans une guerre tactique, une guerre au Moyen-Orient, les premiers à utiliser des armes nucléaires... Qui sait ce qui allait se passer, etc.

Cohen : Pourriez-vous revenir sur le point [inaudible] ? Quelles étaient les considérations réelles [inaudible] ? En partie, il s'agit de [préparation ?], et en partie du contexte dans lequel elle serait utilisée, si elle était utilisée, [inaudible].

Ya'tza : En temps de guerre, dans les ordres d'opération de l'armée israélienne, il n'y a pas beaucoup de philosophie... Il y a l'objectif, la méthode, etc. Tout est en une seule ligne. Je ne vais pas vous dire mot pour mot ce que disait [l'ordre], car je ne m'en souviens pas. Mais notre objectif était d'empêcher l'armée égyptienne d'avancer ou d'utiliser des missiles.

Cohen : Après une première utilisation [des missiles égyptiens].

Yitzhak : Oui, après qu'ils avaient avancé et après qu'ils les avaient utilisés pour la première fois.

Cohen : Pénétration en Israël.

Ya'tza : Nous avons parlé d'une ligne rouge autour d'Ashdod ou quelque chose comme ça. Je ne me souviens pas exactement de ce que nous avons dit, mais nous n'avons pas dit « ligne rouge ». Nous avons laissé le soin au Premier ministre de décider. C'était la tendance générale. Et l'objectif était d'installer un dispositif au sommet d'une colline dans la région d'Abou Agheila , et de le faire exploser lorsque le Premier ministre en donnerait l'ordre. Et il y avait l'ordre de bataille... Je ne m'en souviens pas exactement, ce n'étaient pas des bataillons. De Sayeret Matkal, je pense, un peloton

tout au plus, même pas ça. Il y avait un Super Frelon [un hélicoptère français], et c'est tout.

Cohen : Vous aviez deux Super Frelons, un pour la sécurité et un pour transporter l'« araignée » [une référence visuelle à l'engin].

Ya'tza : Oui. La force chargée de l'attaque surprise, c'est ce dont je me souviens... nous n'avons pas parlé de retraite. Je veux dire, ce n'était pas... C'était une opération apocalyptique. Nous l'avons fait... [rires]

Cohen : Dans votre livre, vous dites que vous [la force] étiez censés évacuer une demi-heure après la détonation.

Ya'tza : Peut-être. Écoutez, quand j'ai écrit [le livre], je me souvenais de plus de choses. Je pense que j'ai écrit là un ordre d'opération. Oui, c'était quelque chose comme ce qui est écrit [dans le livre]. Ce n'est pas compliqué, ce n'est pas... Il n'y avait aucune question sur le sauvetage de nos troupes, aucune question sur la retraite, aucune question sur la façon de sortir de là. Nous comprenions tous [inaudible] que nous ne le ferions que s'il n'y avait pas d'autre alternative. Personne ne pensait même que [l'issue de la guerre serait déterminée en un jour]... La Force aérienne est venue, les a bombardés, puis nous avons dit qu'il n'y avait pas de missiles. Et c'était tout. Nous pensions qu'après que l'IAF les ait mis en déroute... Je pensais : « Maintenant, Nasser va lancer des missiles. »

Cohen : Ils n'avaient pas de missiles.

Ya'tza : C'est une énigme pour moi... Il y a plusieurs énigmes et celle-ci en fait partie.

Cohen : Oui, encore une fois, le but n'était pas de tuer autant d'Égyptiens que possible.

Ya'tza : Pas du tout. Pas du tout. Le but était de créer une nouvelle situation sur le terrain, une situation qui obligerait les grandes puissances à intervenir, ou une situation qui obligerait les Égyptiens à s'arrêter et à dire : « Attendez une minute, nous ne nous sommes pas préparés à ça. » L'objectif était de changer la donne.

Cohen : Que tout le monde dans le Néguev ou le Sinaï entende et voie ce qui s'est passé...

Ya'tza : Ah... oui, entendre et voir, oui.

Cohen : Il y aura un champignon atomique et un bruit assourdissant.

Ya'tza : Oui, et il y aura de la chaleur, et le monde entier sera au courant. Le monde ne sera plus le même. Quelque chose doit se passer après ça. Et ça suppose bien sûr que le Premier ministre ait eu le courage de le dire. À ce jour, je n'en suis pas sûr, à ce jour, je ne suis pas sûr... [courte suppression]...

Mais je ne serais pas surpris si l'une des considérations d'Eshkol était « que peut-il arriver... laissons-les le découvrir ». Peut-être vaut-il mieux qu'ils le découvrent, pourquoi devrais-je le dire ? Laissons-les le découvrir, et ils le trouveront. Je dirai non, ils diront oui, puis ils discuteront et ils arrêteront les Égyptiens. Je ne serais pas surpris... Si j'écrivais une fiction, j'écrirais [de cette façon], je pense que c'est ainsi que je l'ai écrit dans le brouillon du livre, que nous savions pour « Katler » et que nous lui avons fait savoir ce que nous faisons afin qu'il puisse courir le dire aux Américains<sup>15</sup>. Les

---

<sup>15</sup> Katler, un nom fictif, était un personnage dans le manuscrit fictif (non publié) de Ya'tza, basé sur un personnage réel, un ingénieur principal judéo-américain qui travaillait pour les Industries Aéronautiques Israéliennes et qui, à ce titre, avait accès à de nombreuses informations classifiées concernant le projet nucléaire.

Américains le diraient aux Russes... n'est-ce pas logique ? Les Russes arrêteraient les Égyptiens... Que puis-je vous dire d'autre ?

Cohen : Quelque chose de plus sur les préparatifs et le vol de reconnaissance en hélicoptère au-dessus du site ? Qui en a pris l'initiative ? Qu'y avait-il là-bas ?

La bande saute avant que Ya'tza ne réponde

Cohen : L'ordre de Yitzhak [Rabin]... Au moment où il a signé l'ordre, ça a en fait déclenché tout le système de préparatifs pour lancer officiellement... ?

Ya'tza : Oui, on ne peut rien faire dans l'armée sans ordre. Dovik doit recevoir un ordre, Sayeret [MATKAL] doit recevoir un ordre, l'armée de l'air doit... Les troupes, les armes, les véhicules... nous...

Cohen : Dès que vous obtenez l'autorisation de l'état-major général, l'AGAM [état-major général] ou Gandhi peut commencer à donner des instructions aux autres éléments...

Ya'tza : Non, un ordre est un ordre. Un ordre est donné à l'armée de l'air, un ordre est donné à Sayeret Matkal, et ils doivent agir.

Cohen : D'accord, donc [inaudible] avec le commandant de l'armée de l'air. Sayeret Matkal, cela devrait être le chef de l'AMAN [renseignement militaire], car le Sayeret est subordonné à l'AMAN.

---

Ya'tza, sur la base de son intuition seule, soupçonnait que « Katler » transmettait des informations aux services de renseignement américains au sujet des projets technologiques secrets d'Israël.

Ya'tza : Je ne suis pas sûr. Je ne me souviens pas exactement de ce qui s'est passé [et] à qui l'ordre a été adressé, mais c'est possible. L'ordre doit... C'est une armée, ce n'est pas un...

Cohen : Pouvez-vous reconstituer à qui l'ordre a été adressé ? Il doit y avoir une copie chez le secrétaire militaire du Premier ministre.

Ya'tza : Bien sûr... L'ordre m'était destiné. Il est possible qu'il s'agisse d'un ordre destiné à l'AGAM [Direction générale de l'état-major], et que l'AGAM ait mobilisé toutes les personnes concernées. Cela aurait été la manière la plus simple de procéder. Oui, peut-être. Peut-être était-il destiné à l'AGAM. Je ne me souviens pas à qui il a été transmis. Je pense que nous avons essayé de procéder de la manière la plus simple possible. Le plus simple aurait été de le transmettre à l'AGAM, qui aurait alors pu émettre...

Cohen : Qu'en est-il des organisations civiles... Après tout, le chef d'état-major ne donne pas d'ordres aux organisations civiles. Vous avez ici l'administration scientifique [nucléaire] de Dostrovsky, et vous avez ici les unités de RAFAEL qui travaillent en collaboration avec Dostrovsky. Ces organismes ne reçoivent leurs ordres que du Premier ministre ou du vice-ministre.

Ya'tza : Bonne question.

Cohen : Le chef d'état-major n'est pas responsable de ces entités.

Ya'tza : Oui, bien sûr.

Cohen : En raison du caractère politiquement sensible des instructions données à ces organismes pour faire avancer les choses...

Ya'tza : À cette époque, si je peux prendre un exemple moins important, je ne serais pas du tout surpris que l'armée donne un ordre et que RAFAEL et l'administration scientifique coopèrent avec l'armée sans hésiter.

Cohen : À mon avis, d'après ce que je comprends de leurs relations, Israel [Dostrovsky] doit obtenir un ordre du Premier ministre, tandis que RAFAEL doit obtenir un ordre du vice-ministre [de la Défense]. Yitzhak Rabin n'a pas le pouvoir de demander à ces organisations [non liées à l'armée israélienne] de faire bouger les choses [inaudible]. La sensibilité de toute cette question était énorme. [inaudible].

Ya'tza : Peut-être. Je vous le répète, je ne m'y oppose pas. C'est tellement naturel que cela aurait très bien pu se produire.

Cohen : Mais les ordres d'Yitzhak [Rabin] consistent à faire des choses qui nécessitent la coopération de ces autres entités [non-FDI]... vous devez également obtenir l'accord de leurs chefs.

Ya'tza : Écoutez, peut-être, mais ce que je vous dis, c'est que je pense que cela ne s'est pas produit...

Cohen : [inaudible] Yitzhak Rabin n'aurait pas ordonné à Dostrovsky de faire avancer les choses... il devait obtenir... pour ces questions très sensibles, il devait obtenir l'approbation ou les instructions du Premier ministre ou (au moins) du vice-ministre de la Défense.

Ya'tza : Écoutez, ça ne fonctionnait pas nécessairement comme ça. À de nombreuses reprises, dans le cadre d'expériences, ça ne fonctionnait pas nécessairement comme ça.

Cohen : Ce n'est pas une expérience.

Ya'tza : Non, mais ça ne fonctionnait pas nécessairement comme ça. Il est tout à fait possible qu'Yitzhak Rabin ait donné un ordre. Il est possible que l'administration scientifique [nucléaire] ait été mentionnée dans l'ordre qu'il a donné. Ce que je vous dis, c'est qu'il est possible qu'Israel Dostrovsky ait appelé Israel Lior et lui ait dit : « Écoute, j'ai reçu cet ordre, que dois-je faire ? » Et qu'Israel [Lior] lui ait répondu de le faire.

Cohen : Israel [Lior] ne peut pas prendre cette décision seul. Il doit en référer à Eshkol.

Ya'tza : En référer à Eshkol, peut-être. Je ne dis pas que le système était alors si... Le fait est que tout le monde a fini par coopérer, et s'il avait fallu le faire, je suis sûr que tout le monde y serait allé ; personne n'aurait posé de questions.

Cohen : Mais la nécessité a été déterminée par quelqu'un de politique [au sommet]. Yitzhak Rabin ne détermine pas ce qui est nécessaire.

Ya'tza : La nécessité d'opérer selon la chaîne de commandement et de contrôle devrait provenir de deux sources : le bureau du Premier ministre et le chef d'état-major. C'était le système de commandement et de contrôle.

Cohen : Le chef d'état-major en tant qu'exécutant et le Premier ministre en tant que décideur ?

Ya'tza : Peut-être. Ça ne m'étonnerait pas... Écoutez, vous pensez en termes de... Au fait, quel âge avez-vous ?

Cohen : 46-47 ans.

Ya'tza : Vous êtes encore un enfant. À cette époque, c'était tout à fait possible. Je ne dis pas que cela s'est produit, mais il est tout à

fait possible qu'Israel Dostrovsky ait reçu une copie de cet ordre et qu'il ait été heureux que l'armée lui parle enfin [rires]. [Israel Dostrovsky] a appelé le Premier ministre, et Eshkol lui a dit : oui, faites ce que dit l'ordre. L'ordre ne dit pas de faire exploser, mais de tout préparer en vue de l'explosion et d'attendre l'ordre. Cette affaire n'était pas très organisée. Ne pensez pas qu'elle était très organisée, surtout en raison de toute l'expérience... non pas l'expérience, mais le fait que les dirigeants l'aient cachée au reste des politiciens, et surtout compte tenu de la relation entre Shimon Peres et Yitzhak Rabin. À de nombreuses reprises, ces types ont nagé entre les gouttes. Gabriel [missile mer-mer] n'a pas commencé par un ordre. Nous avons dit, nous avons approuvé, et ce n'est pas ce qui a fait Gabriel, et nous avons dépensé des centaines de millions de dollars. N'est-ce pas ainsi qu'ils ont fabriqué Jericho [missile] d'ailleurs ? Pensez-vous qu'il y ait eu des ordres concernant Jericho ? Aucun ordre n'a été donné. Si [inaudible] [avait voulu] l'autorisation [pour Jericho] d'Yitzhak Rabin, Rabin aurait dit non. Ça ne marchait pas comme ça.

Cohen : Vous souvenez-vous d'avoir eu des désaccords ou des conflits avec Israel [Dostrovsky] sur la question de savoir qui avait l'autorité dans ce domaine ?

Ya'tza : Pas avec Israel. Je ne pense pas qu'il y ait eu de problèmes sur ces questions. Je vous le dis...

Cohen : Il y a beaucoup de sensibilités : qui donne des ordres à qui, qui est responsable de quoi, etc.

Ya'tza : Peut-être aujourd'hui. Écoutez, à l'époque... peut-être aujourd'hui. C'était une autre époque. Tout d'abord, ce n'était pas très pertinent. Il est tout à fait possible qu'Yitzhak Rabin ait donné

un ordre et en ait fait une copie pour l'administration scientifique... C'était tout à fait possible, et qu'Israel Dostrovsky, à cette époque... aujourd'hui, ils diraient probablement « parlez-moi... parlez-lui »... à cette époque, c'était comme ça. Et Israel Dostrovsky ne s'est pas offensé, il a simplement appelé les personnes qu'il devait appeler et leur a demandé : « Écoutez, j'ai reçu un ordre, dois-je coopérer ? » Et Eshkol lui a répondu : « Oui, coopérez. »

Cohen : C'est votre supposition, n'est-ce pas ? Vous n'en êtes pas certain ?

Ya'tza : Je ne sais pas, mais je vous dis que cela aurait été tout à fait logique à cette époque.

Cohen : Il serait très intéressant d'entendre comment Israel [Dostrovsky] se souvient de ces événements. J'ai l'impression que ça manque. Dommage que vous ne lui ayez pas parlé. Je suis convaincu que...

Ya'tza : Vous devriez lui parler.

Cohen : ... Il m'a laissé entendre à plusieurs reprises qu'il était très impliqué. Il tenait à laisser entendre que les choses venaient directement de lui. On aurait dit qu'il disait : « Munya [Mardor, chef de RAFAEL] n'était pas responsable, c'était moi. »

Ya'tza : Je ne sais rien de Munya et d'Israel. Je n'étais pas... Il y a beaucoup de choses que vous avez écrites dans votre livre [*Israël et la bombe*] qui m'ont beaucoup intéressé, sur la relation entre eux, que j'ignorais.

Cohen : Il y avait de très grandes difficultés [inaudible].

Ya'tza : Je ne savais rien de leur relation.

Cohen : C'est très intéressant, car après tout, vous occupiez un poste dans l'armée [FDI] qui était très proche du... Si quelqu'un dans l'armée avait besoin de le savoir, c'était vous. Le fait que vous ne le saviez pas est très intéressant.

Ya'tza : Que je ne savais pas qu'il y avait un conflit entre eux ?

Cohen : Oui... des difficultés. Ce n'était pas un conflit... tous les comités qu'ils ont formés...

Ya'tza : Dans l'armée, c'est une façon de vivre. Il y a toujours un général...

Cohen : Non. C'était très spécifique. Ils ont pris des choses [entités] à Munya [Mardor] et les ont données à Dostrovsky, et ils ont reconstruit cette nouvelle organisation [l'Administration scientifique] pour Dostrovsky, à laquelle Munya s'opposait. Il considérait cela comme un décret très sévère.

Ya'tza : Pour moi, ce n'étaient que des rumeurs. Par exemple, qui allait fabriquer le missile : Aviation Industries ou RAFAEL ? Je ne m'intéressais pas à ces choses-là. Je n'avais pas d'opinion à ce sujet. Les gens me demandaient mon avis, mais je n'étais pas... Je ne me souviens même pas s'ils me l'ont demandé. J'ai participé à ces discussions. Je ne me souviens pas avoir exprimé d'opinion. Je savais que c'était un sujet que Shimon Peres aimait aborder, mais je n'avais rien à dire à ce sujet. Je ne voyais pas cela comme une rivalité historique entre l'industrie militaire (TA'ASH) et RAFAEL. Peut-être qu'aujourd'hui, c'est une rivalité historique. Je n'avais pas conscience d'une friction majeure entre Munya et Israel Dostrovsky. Cependant, je sais que Munya n'avait rien à apporter, si ce n'est protéger son royaume. C'est pourquoi il y avait beaucoup de problèmes. Il passait son temps à se promener, à essayer de

rencontrer des gens et à leur expliquer ses positions. Je m'en souviens. Mais pour moi, l'armée, ce n'était pas un problème. Que ce soit moi ou l'armée de l'air... Vous me demandez, moi ou l'armée de l'air. Ça devait être une « guerre ». Mais je n'étais pas au courant d'une « guerre » entre Munya et Israel Dostrovsky.

Cohen : Revenons à l'ordre. L'ordre est écrit – que se passe-t-il ensuite ?

Ya'tza : L'ordre est écrit et nous...

Cohen : Nous supposons que c'était vers le 24 ou le 25 mai. C'est mon estimation, je peux me tromper.

Ya'tza : C'est possible. Nous avons commencé à planifier et Dovik a commencé à écrire toutes sortes de choses. Nous avons effectué une reconnaissance aérienne en hélicoptère.

Cohen : Essayez de vous souvenir du contexte global de cette reconnaissance en hélicoptère.

Ya'tza : Dovik [Tamari] et moi étions là.

Cohen : La patrouille était à bord d'un Super Frelon ?

Ya'tza : Oui, c'était un Super Frelon. Israel Dostrovsky était là [aussi]. Je ne me souviens pas si Dan Tolkovsky était là.<sup>16</sup>

Cohen : Qui était là de l'armée de l'air ? Étiez-vous en contact avec Uri Yaron ?<sup>17</sup>

---

<sup>16</sup> Dan Tolkovsky (1921-), ancien commandant de l'Armée de l'Air israélienne (1953-1958), fut en quelque sorte un dépositaire du projet nucléaire pendant des décennies.

<sup>17</sup> Uri Yarom était le pilote de l'IAF (Israeli Air Force) qui a créé le premier escadron d'hélicoptères.

Ya'tza : Non. Pour autant que je me souviens, [Uri] Yaron n'était pas dans le coup. Cependant, je me souviens qu'il y a eu plusieurs discussions [sur cette question] chez Chera [Tzur]<sup>18</sup>.

Cohen : À ma connaissance, Chera [Tzur] ne se rend pas au ministère de la Défense avant le 2 ou 3 juin, en tant que vice-ministre, il a été membre de plusieurs comités au fil du temps, tout comme Dan Tolkovsky.

Ya'tza : Dan, Chera [Tzur], Israël et moi-même nous sommes réunis au moins une fois, lorsque j'ai présenté ma proposition.

Cohen : La proposition de démantèlement... nous y reviendrons plus tard. Mais je voudrais en savoir plus sur la phase qui a suivi l'ordre.

Ya'tza : Donc, ce dont je me souviens, c'est d'une patrouille en hélicoptère...

Cohen : Un seul hélicoptère ?

Ya'tza : Oui, un seul. Nous volions, nous nous sommes approchés d'Abou Agheila , nous avons traversé la frontière et nous avons vu plus ou moins où ça se trouvait.

Cohen : Avez-vous atterri ?

Ya'tza : Non, nous n'avons pas atterri. C'était en territoire ennemi.

---

18 Chera est le surnom de l'ancien chef d'état-major, le lieutenant-général (de réserve) Tzvi Tzur. Chera fut rappelé pour servir en tant que haut responsable lorsque Moshe Dayan fut nommé ministre de la Défense le 1er juin 1967. En pratique, Chera reçut tous les pouvoirs du vice-ministre de la Défense, Zevi Dinstein, que Dayan avait limogé dès sa prise de fonction.

Cohen : Avez-vous volé très bas ? Aviez-vous une couverture aérienne ?

Ya'tza : Il n'y avait pas de [couverture aérienne]. Je pense, si je ne me trompe pas, que le pilote a reçu un message indiquant que des avions ennemis décollaient, alors il est reparti... Je n'en suis pas sûr.

Cohen : Donc, vous n'avez même pas terminé ce vol.

Ya'tza : Non, nous ne l'avons pas terminé. Nous nous sommes approchés très près d'Abou Agheila , nous avons vu la montagne, et nous avons vu qu'il y avait un endroit où se cacher, dans un canyon, et...

Cohen : Le choix [de la cachette] a-t-il été fait avant ça, ou pendant le vol ?

Ya'tza : Pendant le vol.

Cohen : La décision concernant le site a été prise... c'est-à-dire que le site a été choisi à ce moment-là ? Ce n'est pas qu'il y ait eu une décision avant ça, ou aviez-vous plusieurs sites que vous aviez choisi d'examiner ?

Ya'tza : Non. Nous savions que nous voulions le faire près d'Abou Agheila parce qu'il y avait une forte concentration de forces égyptiennes [là-bas]. Mais l'emplacement exact...

Cohen : Au sud d'Abou Agheila ?

Ya'tza : Nous n'avons pas dit nord ou sud. Nous avons dit Abou Agheila . Nous avons marqué cet endroit sur la carte, et lorsque nous avons survolé la zone, nous avons vérifié si ça convenait. Il y avait une montagne et une surface, et c'était très haut.

Cohen : À quelle hauteur ?

Ya'tza : 920 [mètres], quelque chose comme ça, je ne me souviens plus exactement.

Cohen : À quelle distance se trouvait-il d'Abou Agheila , vous vous en souvenez ?

Ya'tza : Pas exactement, mais pas plus de 20 kilomètres. Après cela, nous avons eu un briefing à l'ancien poste de police de Gedera. Là, nous avons décidé du point de rendez-vous, pour le moment [si et] quand nous recevrons l'ordre. Ils devaient d'abord nous donner un ordre d'alerte, pour nous mettre en état d'alerte, et nous avons décidé que ce serait à l'ancien poste de police de Gedera, et en fait...

Cohen : C'était le point de rendez-vous de tout le monde ?

Ya'tza : Non, seulement l'équipe de commandement et les militaires, c'est-à-dire le Sayeret et le Dovik et...

Cohen : C'est là que vous avez rencontré « l'araignée » [le dispositif] ?

Ya'tza : Non, « l'araignée »... Je ne m'en souviens pas exactement, mais... « l'araignée » aurait dû se trouver à... Le Super Frelon était censé atterrir [ailleurs] et récupérer « l'araignée » à cet endroit.

Cohen : C'est ici qu'ils ont construit la « selle » spéciale ? La selle sur laquelle était assise « l'araignée » ?

Ya'tza : Oui, c'est comme ça que j'appelle l'araignée... et...

Cohen : C'était une improvisation de l'équipe pendant la période de préparation, la construction du... ?

Ya'tza : Je pense que oui. Oui. ... et nous devons les prendre à partir de là. Nous devons [alors] prendre le cœur [nucléaire] ailleurs, et

nous devons tout apporter à la police de Gedera. [un lieu de rencontre]

Cohen : Dans le même hélicoptère, le cœur et l'« araignée »...

Ya'tza : Il n'y avait pas beaucoup d'hélicoptères, et ils ne pouvaient pas en affecter beaucoup... et c'est tout. Alors nous nous sommes assis et avons attendu, et le premier jour... [de la guerre]

Cohen : Étiez-vous là la nuit avant le début de la guerre ?

Ya'tza : À la police de Guedera ? Non. Nous ne nous étions pas encore réunis. Nous étions à AMALAH, dans mon bureau, et l'armée de l'air a frappé, et nous avons dit : « Oh, maintenant, les missiles [égyptiens] vont arriver » [rires]. Et il n'y a pas eu de missiles, il n'y a rien eu...

Cohen : Mais y a-t-il eu un moment où vous vous êtes assis dans l'[ancien poste de] police de Guedera et où vous avez attendu, ou non ?

Ya'tza : Pas au commissariat de Gedera, [mais] dans mon bureau à Kirya<sup>19</sup>, et nous attendions l'ordre d'alerte pour pouvoir commencer à bouger. Nous pensions que nous serions informés [à l'avance] s'ils utilisaient des missiles. Je ne sais pas sur quoi cette hypothèse reposait. Probablement sur des observations. ... et leurs missiles étaient sur des lanceurs. Ils [les Égyptiens] n'avaient pas besoin d'être dans le Sinaï pour que ces missiles atteignent Tel-Aviv, et c'est tout... Le deuxième jour, ils ont dit : « OK, il ne se passera rien. » Ils ont déjà commencé à célébrer [la victoire] ce jour-là.

---

<sup>19</sup> La Kirya est le nom du quartier général militaire israélien situé à Tel-Aviv.

Cohen : Juste un instant : que s'est-il passé le premier jour ? Le premier jour, avez-vous encore attendu le...

Ya'tza : Nous attendons à Kirya l'ordre [d'alerte]. Et puis l'armée de l'air part... et je me souviens que j'ai... Les Jordaniens ont alors également commencé à [bombarder] avec leurs 155 millimètres, et je me suis assis dans le bureau et j'ai attendu. J'ai appelé chez moi et j'ai dit à ma femme, nous vivions à la frontière, je lui ai dit de ne pas s'inquiéter et que cela devrait bientôt être terminé.

Cohen : Où était-ce ?

Ya'tza : À Ramatyim<sup>20</sup>. Ne t'inquiète pas, ce sera bientôt fini. C'était déjà après que l'armée de l'air leur avait porté deux coups, ce qui a en fait mis fin à la guerre. Je suis donc resté au bureau pendant peut-être un jour de plus, et après cela, je ne sais pas si c'était Eli Zeira<sup>21</sup> ou quelqu'un d'autre [Baruch Gilboa], mais j'ai dit : « Allons chercher les missiles [égyptiens], les ogives. » J'ai alors pris une jeep [et j'ai conduit avec] quelqu'un du Sayeret et le professeur Zvi Pelah<sup>22</sup>, qui était un expert en chimie. Il travaillait pour l'AMALAH, bien qu'il ait auparavant travaillé pour RAFAEL... Moshe Shachar était peut-être là aussi, je ne m'en souviens pas. Nous avons pris une jeep et avons traversé la division de Talik sur l'axe central<sup>23</sup>. Nous avons roulé vers le canal [de Suez] et avons cherché... il y avait

---

<sup>20</sup> Ramatyim, aujourd'hui intégré à Hod Hasharon, est une ville du centre d'Israël, située à 2-3 kilomètres des lignes de cessez-le-feu d'avant 1967.

<sup>21</sup> Le colonel Eli Zeira était un officier supérieur des renseignements militaires, et en 1973, il occupait le poste de chef du renseignement militaire avec le grade de général de division.

<sup>22</sup> Le professeur Zvi Pelah (1924-2009), chimiste, était un expert en armes chimiques.

<sup>23</sup> Talik : surnom du général de division Israel Tal (1924-2010), commandant d'une division blindée en 1967.

des informations concernant un entrepôt souterrain près du canal. Nous roulions avec Zvi Pelah et sommes passés devant Herzl [Shafir<sup>24</sup>, qui nous a dit : « Vous roulez entre des soldats égyptiens. » Nous ne l'avions même pas remarqué [rires]. Nous avons roulé vers le sud, et après avoir passé quelques jours là-bas, Herzl nous a signalés comme disparus, MIA. Herzl Shafir.

Cohen : Il était le chef d'état-major de Talik.

Ya'tza : Oui. Nous étions assis là et soudain... La raison pour laquelle... nous sommes arrivés là-bas, c'était calme, il n'y avait presque rien là-bas. Il n'y avait que cette installation souterraine, ce qui était étrange pour le Sinäi. Il n'y avait pas d'installations souterraines [dans le Sinäi]. C'était près de la « ferme chinoise » ou quelque chose comme ça... Nous avons donc trouvé cette installation souterraine, qui était construite comme un immense abri. Nous sommes descendus sous terre par les escaliers, et tout ce qui s'y trouvait avait été emporté à la hâte. C'est certain. Il y avait des restes d'équipement d'armes chimiques - des restes de leur équipement... Des vêtements en plastique, des bottes spéciales et des choses comme ça. Zvi Pelah a commencé à fouiner. Nous avons quitté cet endroit et nous sommes allés à El-Arish. À El-Arish, il y avait une installation que nous pensions être une installation de lancement de missiles. C'était une énorme structure en béton, d'environ 10 mètres de haut, une sorte de rampe. La rampe était orientée vers Tel-Aviv. Cela ressemblait à une installation de lancement de missiles arabes. Quand nous sommes arrivés là-bas, nous n'avions aucune idée de ce que c'était. Plus tard,

---

<sup>24</sup> Le général de division Herzl Shafir (1929-), qui était l'adjoint et le chef d'état-major du général Tal en 1967.

nous avons découvert qu'il s'agissait d'une base radar navale qu'ils avaient construite là-bas. Ce n'était pas un site de missiles.

Cohen : Revenons à « Samson » avant de parler de son démantèlement. Quelques questions : tout d'abord, dans votre récit, vous mentionnez quatre groupes différents qui travaillent sur quatre aspects différents de cette affaire [opération] : la communication, la sécurité, la sûreté et le message. Était-ce vraiment aussi détaillé ?

Ya'tza : L'ordre d'opération ? Oui. Écoutez, il y avait Moshe [Shachar] avec toute sa section.

Cohen : Jusqu'où allaient les préparatifs ? Quels grades ?

*La bande s'arrête.*

Ya'tza : Nous sommes entrés dans les détails [inaudible]... cette unité fera ceci, une autre unité fera cela.

Cohen : Non. Cela va au-delà de la question de l'ordre d'opération lui-même, car nous parlons ici de la préparation de quatre équipes de travail qui s'occupent de cette question de communication et de sécurité.

Ya'tza : Oui, ils se sont occupés de cela... Il y avait, comme je vous l'ai dit, toute une section et...

Cohen : Une section entière, c'est un lieutenant-colonel et 3-4 capitaines et lieutenants.

Ya'tza : Non, Moshe avait environ 15 personnes... et elles ont travaillé là-dessus. Mais je ne veux pas vous donner une fausse impression. Ce n'était pas comme un bureau clandestin de la Wehrmacht, où l'on courait partout avec des papiers et tout ça.

Non, chacun faisait son travail. Moshe était en contact avec, je crois, Israel Lior. En cas de besoin, avec le bureau du chef d'état-major aussi... Mais tout ça est théorique, pas...

Cohen : Non... Quand il parlait à ces organismes, ne vous a-t-il pas demandé de les appeler ?

Ya'tza : Non. Moshe [Shachar] avait ses propres relations. Non.

Cohen : Parce qu'il était encore lieutenant-colonel et que vous êtes [en tant que son commandant] responsable de cela. Dans ces affaires sensibles, lorsque vous parlez avec le bureau du Premier ministre... ?

Ya'tza : Moshe n'avait aucun problème à appeler Israel Lior. Il travaillait avec lui tout le temps sur la préparation de l'exercice téléphonique.

Cohen : S'il ne l'était pas après ça, nous ne savons même pas quand il l'était.

Ya'tza : Cela n'a pas d'importance. En outre, Moshe n'avait aucune limite. Il était l'état-major général, et tout le monde faisait ce qu'il disait.

*[Ici, un passage d'environ 9 minutes de la transcription a été supprimé. Confidentialité : la conversation a dérivé vers des questions personnelles et diverses personnes.] 1:07.23-1:16.25*

Cohen : Revenons à l'« araignée ». Au-delà du vol, vous souvenez-vous d'autres activités ? D'autres discussions ?

Ya'tza : Nous discutons tout le temps, toute la journée... Dans un forum de travail, pas le forum des commandants [de l'armée israélienne]. Dès que [Moshe] Dayan est devenu ministre de la

Défense, Chera [Tzur] s'est chargé [de ce sujet] ; nous nous réunissions donc presque tous les jours. Je pense que nous nous réunissions tous les jours.

Cohen : Vous parlez des [quelques] jours qui ont précédé la guerre.

Ya'tza : Oui. C'était pendant la période d'attente. Chera [Tzur] a reçu cette [question] comme un fait accompli, mais il...

Cohen : Il voulait la revoir ?

Ya'tza : Si vous connaissez Chera [Tzur]... Il est très organisé.

Cohen : Que vous rappelez-vous des échanges avec Chera [Tzur] pendant les deux ou trois jours que vous avez passés avec lui [avant la guerre] ?

Ya'tza : Je me souviens des discussions avec lui. Je ne me souviens d'aucune contribution spécifique de sa part, si ce n'est qu'il a mis de l'ordre dans les choses. Je pense que s'il y avait des questions en suspens – qui a donné un ordre et comment –, Chera [Tzur] s'en serait occupé. Écoutez, personne... Je ne me souviens pas que quelqu'un ait demandé...

Cohen : Vous ne lui en avez pas parlé depuis ?

Ya'tza : Avec Chera [Tzur] ? Non.

Cohen : Parce que dans votre manuscrit, vous le présentez comme une figure de commandant, alors qu'il est plutôt...

Ya'tza : Oui. J'avais d'excellentes relations avec Chera [Tzur], de très bonnes relations. Et grâce à sa relation avec Dado, toute cette affaire – je ne parle pas de 1967 – a commencé à s'inscrire dans un cadre logique. En fait, le R&D [bureau partagé, IDF et ministère] aurait dû exister dès le début, car les choses se passaient au

ministère de la Défense grâce à Shimon Peres, et en même temps dans l'armée. Les choses se déroulaient en parallèle. Et grâce à la personnalité de Chera [Tzur], à sa façon de travailler avec Dado, il n'y avait pas de conflits majeurs. Je n'avais pas besoin de dire à Dado : « Non, Chera [Tzur] n'est pas d'accord », ou quelque chose comme ça. S'il y avait des malentendus, ils s'appelaient et discutaient. Ils travaillaient ensemble.

*Suppression d'environ 11 minutes 30. L'interview dérive vers divers commentaires personnels et anecdotes de Ya'tza sur sa propre carrière et sur d'autres personnes avec lesquelles il a travaillé ; tous supprimés des [transcriptions] [1:20.00-131:40].*

Cohen : D'accord. Je voudrais revenir à l'histoire de « Samson ». Vous dites que pendant la période [Tzur] de Chera [inaudible], vous ne vous souvenez d'aucun détail. Essayons d'avancer, puis nous reviendrons en arrière. Concernant le démantèlement [de l'équipe opérationnelle], comment cela s'est-il passé ? Que s'est-il passé ? Qui l'a dirigée ? Qui y a participé ?

Ya'tza : Pour exagérer un peu, tout le monde a bu, fait la fête et tout simplement oublié « Samson ». Je ne pense pas qu'il y ait eu d'ordre de démantèlement. Le deuxième jour, Dovik était affolé, car il avait raté la guerre. Le Sayeret faisait quelque chose de l'autre côté du canal [de Suez]...

Cohen : A-t-il attendu avec vous ou avec son unité à Sirkin ?<sup>25</sup>

Yitzhak : Le premier jour, nous avons attendu ensemble.

Cohen : Chez vous [au bureau] ?

---

<sup>25</sup> Sirkin est la base militaire du centre d'Israël qui servait de base principale à la Sayeret Matkal (unité d'élite des forces spéciales israéliennes).

Yitzhak : Je pense que oui.

Cohen : S'en souvient-il aujourd'hui ?

Yitzhak : Je ne lui ai pas demandé. Mais ce n'est pas très important. Le quartier général du Sayeret se trouvait près d'AMALAH [à Kirya].

Cohen : Je pense qu'il était à Sirkin, donc...

Yitzhak : Non, non, je parle du quartier général. Il y avait une rangée de baraques, et je pense qu'il était à l'arrière.

*[Brève interruption dans la conversation... y compris une pause repas... Ya'tza dit également des choses qu'il ne veut pas voir enregistrées. 2 minutes 30 ont été supprimées de l'enregistrement. [1:33.23-1:35:48]*

Cohen : [Expurgé] se souvient du chiffre deux [concernant le nombre de cœurs nucléaires]. Vous semblez vous souvenir du chiffre un ?

Yitzhak : Je savais qu'il y en avait un. Mais cela n'a pas d'importance, puisqu'il n'y avait qu'une seule « araignée ».

Cohen : [Expurgé] se souvient de deux [cœurs] ; vous ne vous en souvenez pas.

Yitzhak : Il y avait une « araignée », et pas seulement ça, j'ai toujours affirmé, non pas que j'en savais plus que les autres, mais j'ai lu l'histoire du [test] « Trinity » et je me souviens que le problème là-bas n'était pas le cœur, mais plutôt la précision des détonateurs. Il fallait atteindre un niveau de synchronisation remarquable.

Cohen : Du point de vue de la synchronisation ?

Ya'tza : Oui. C'est ce qui les a freinés lors du test, le timing des détonateurs.

Cohen : Vous savez que « Trinity » était, bien sûr, un dispositif. Hiroshima et Nagasaki ont toutes deux été bombardées par des avions. Hiroshima n'a bien sûr pas été testée. Ce qui a été testé, c'est Nagasaki, qui était un dispositif à implosion.

Ya'tza : Oui [inaudible], ils ont pris confiance.

Cohen : Il n'y avait pas beaucoup de questions sur le type de canon. Ils étaient confiants à ce sujet ; la question portait sur l'implosion.

Ya'tza : Oui.

Cohen : Quoi qu'il en soit, vous vous souvenez donc que [le cœur] se trouvait dans une carrière, et que c'était un endroit intermédiaire.

Ya'tza : Oui, il y avait un problème de transport, je m'en souviens. Écoutez, ça fait trente ans.

Cohen : Je me demande simplement comment vous pouvez écrire à ce sujet, d'un point de vue historique. Vous devriez probablement le faire sous forme de mémoires, plutôt que d'histoire, et sans complétion [autres sources], c'est partiel.

Ya'tza : À mon avis, il vous serait difficile de parvenir à un consensus si vous parliez à de nombreuses sources. Non pas parce qu'elles ne connaissent pas la vérité, mais parce que, je crois, c'est l'un de ces événements qui...

Cohen : Chaque personne a son propre point de vue ?

Yitzhak : Non... qui se produisent spontanément. ... Je ne pense pas que ça ait été planifié, d'ailleurs. Tout à coup, tout le monde a réalisé que nous étions prêts. Nous pouvons construire un dispositif.

Cohen : Un [dispositif].

Yitzhak : Un.

Cohen : [Mais un seul] est problématique.

Ya'tza : Oui, mais ce n'est pas le problème. Personne ne l'avait prévu. Personne n'a dit : « Vous savez quoi, Nasser va nous attaquer, préparons un dispositif pour lui afin que lorsqu'il viendra... » Ils n'ont pas dit cela. Tout d'abord, Nasser a exprimé son agressivité... À ce moment-là, alors que tout le monde était assis dans un coin et essayait de trouver une solution, je ne serais pas surpris si [Avraham] Hermoni avait dit : « Faisons quelque chose. » [Ou] Jenka a dit, avec son rire fou : « Peut-être qu'on devrait connecter le truc... » [Ou] Israel Dostrovsky a dit, et Shimon Peres a dit, [expurgé] a dit... Je ne serais pas surpris. Il n'y avait rien de plus naturel que ça.

Cohen : Revenons aux détails et nous y reviendrons plus tard. Vous dites donc que vous et Dovik êtes assis [ensemble] le premier jour de la guerre. Il est affolé parce qu'il ne fait rien [d'utile], il est coincé avec vous et il s'occupe de choses qui sont, en fait, insignifiantes [c'est-à-dire théoriques].

Ya'tza : Oui. Quand nous commençons à réaliser que c'est insignifiant pendant la journée. Il y a eu une attaque le matin, et les Égyptiens ont été durement touchés... Nous avons pensé : « Maintenant, les missiles vont arriver. » Non seulement il n'y a pas eu de missiles, mais il y a eu une deuxième attaque [de la Force aérienne israélienne], et les Égyptiens ont été encore plus durement touchés, et tout à coup, nous avons réalisé que non... et AMAN n'a aucune information, et ils veulent Dovik et ses hommes pour d'autres choses [opérations]. Ils ont posé quelque chose de l'autre côté du canal [de Suez], ils ont volé des trucs.

Cohen : De l'autre côté du canal ?

Ya'tza : De l'autre côté du canal, oui. Ils [Sayeret Matkal] ont mené une opération là-bas. Sur le plateau, où ils ont ensuite volé le radar, je crois.

Cohen : Peu importe. Combien de personnes étaient liées à Dovik sur cette question [« Shimshon »] ?

Ya'tza : Nous avons parlé d'un peloton au maximum. Nous ne savions pas exactement combien nous pouvions transporter. Tout était improvisé, après tout. Il n'y avait pas de répétitions, pas de [véritable] planification, ce n'était pas une opération [régulière]...

Cohen : Vous n'avez pas [fait d'exercice] d'atterrissage sur un site similaire sur notre territoire ?

Ya'tza : Rien.

Cohen : Comment êtes-vous déployés, comment connectez-vous les fils, comment faites-vous tout cela... ?

Ya'tza : Ce n'était même pas à l'ordre du jour. Nous n'avions pas le temps pour ça.

Cohen : Mais vous aviez [peut-être] dix jours. Je veux dire, si les préparatifs ont commencé vers le 20 [mai], disons le 24 ou le 25, et que la guerre a commencé le 5 juin... Il y avait une dizaine de jours.

Ya'tza : J'ai beaucoup de mal à me souvenir de la date.

Cohen : Les personnes ayant accès aux archives trouveraient-elles beaucoup de documents ? Après tout, tout n'était pas fait oralement ?

Ya'tza : Je ne me souviens que de deux documents, deux documents que j'ai rédigés. Il s'agissait de l'ordre [d'opération] et [ensuite] de ma proposition de test. Et je dois avouer que j'ai laissé des copies

chez moi, dans mon coffre-fort. Lorsque ma femme et moi avons divorcé, je n'ai pas pris les documents, et j'ai bien fait de ne pas le faire, car je n'avais nulle part où les mettre. J'avais un petit coffre-fort chez moi, où je gardais mon arme et certains documents importants, comme un plan pluriannuel, et ces deux documents. Ma femme est allée voir Yankale Hefetz<sup>26</sup>, qui a envoyé les gars de la [sécurité]... et ils m'ont demandé pourquoi je l'avais écrit, pourquoi je l'avais gardé. Aujourd'hui, je sais pourquoi. Je l'ai gardé, un document... Je regrette beaucoup de ne plus l'avoir, l'ordre d'opération.

Cohen : Oui, c'est dommage. Revenons au démantèlement et à la façon dont vous avez présenté l'autre proposition. Donc, vous étiez assis là... Dovik est affolé et veut aller ailleurs.

Ya'tza : Et c'est tout. Il est parti, et j'ai parlé à Gandhi, et il n'a rien dit [à propos de « Samson »]. Au contraire, ils disent... ils font la fête, vraiment. Ils commencent à faire la fête. C'était juste une grande fête à cette période.

Cohen : C'est après la guerre déjà.

Ya'tza : Oui, c'est la même histoire. Quand ils ne savaient pas quoi faire, ils couraient chercher dans les poubelles quelque chose de sale à jeter sur les Égyptiens, et maintenant, tout à coup, ils se rendent compte qu'ils ont tous les entrepôts des Égyptiens. Alors ils ont fait la fête [rires], ils ont fait la fête tout le temps. C'était une très grande fête. Je ne sais pas si vous vous en souvenez. Et puis tout

---

<sup>26</sup> Yankale [Ya'acov] Hefetz, général de brigade dans les FDI (Forces de défense israéliennes) et compagnon de longue date de Ya'tza, termina sa carrière militaire comme conseiller financier du chef d'état-major, Yitzhak Rabin. Dans le passé, Hefetz avait dirigé l'unité de sécurité opérationnelle des FDI.

[l'opération Samson] s'est simplement dissous. Je ne sais pas si quelqu'un de RAFAEL se souvient exactement comment cela s'est passé.

Cohen : Non, il doit y avoir un document. Vous l'avez dit vous-même, il y avait un document sur le démantèlement.

Ya'tza : Sur le démantèlement de « Samson » ? Non. J'ai dit qu'il y avait un document... J'ai proposé des choses à faire après tout ça, pas le démantèlement. Je n'ai pas vu de document... Je me souviens avoir rencontré Israel...

*[Informations sensibles relatives à la sécurité nationale, peu claires, quelques lignes supprimées] [1:46.19-1:46.50]*

Cohen : ... Il n'y avait pas grand-chose à démanteler...

Ya'tza : Oui. ... Il n'y avait rien. Il y avait des discussions, des allées et venues, de la panique, des papiers et des débats qui... J'aimais bien les discussions avec Israel [Dostrovsky]. Je n'aimais pas les discussions avec Dan [Tolkovsky]. Elles créaient toujours une atmosphère grave et ils faisaient toute une histoire pour rien.

Cohen : Quelle était la fonction officielle de Dan ?

Ya'tza : Il était conseiller.

Cohen : Le conseiller du ministre de la Défense ? Il était membre de l'IAEC.

Ya'tza : Il était membre du comité de planification ; je ne sais pas comment ils l'appelaient... Il était membre du comité de planification, et je me souviens d'une discussion entre Chera [Tzur], Dan et moi, et je pense qu'Israel était là aussi...

Cohen : Moshe Dayan était là aussi ?

Ya'tza : Non.

Cohen : Israel Lior était là ?

Ya'tza : Non.

Cohen : Qui d'autre était là ?

Ya'tza : C'est ce que j'essaie de me rappeler.

Cohen : Munya [Mardor] ?

Ya'tza : Non. [inaudible]... Écoutez, dans ce forum, dans le forum de Chera [Tzur], RAFAEL n'avait pas un rôle essentiel.

*[Digression dans l'interview. Confidentialité. 2 minutes supprimées]. 1:48.52-1:50:55*

Cohen : Revenons au démantèlement. Quand avez-vous proposé de faire un test, à qui, et qui l'a rejeté ?

Ya'tza : Le comité était composé de Chera [Tzur], Dan Tolkovsky et Israel [Dostrovsky], et peut-être... J'essaie de me souvenir s'il y avait quelqu'un d'autre.

Cohen : Il devait y en avoir. Il ne pouvait pas y avoir seulement quatre personnes ?

Ya'tza : Non, il pouvait... pourquoi ? Ce n'était pas un forum...

Cohen : Le chef de l'AGAM ?

Ya'tza : N'oubliez pas que c'était à l'époque où toute l'armée poursuivait les Égyptiens. Les généraux, le ministre de la Défense, tout le monde les poursuivait, et personne ne s'est assis pour dire : « Attendez, voyons ce que nous allons faire maintenant ». Chera [Tzur] était ce genre de personne ; il comblait toujours les lacunes de [Moshe] Dayan. J'ai donc préparé un document. Il faisait trois

pages, quelque chose comme ça. Je l'ai donné à Chera [Tzur] et aux membres du comité.

Cohen : Qu'y avez-vous écrit ?

Ya'tza : Ce que j'ai écrit là-dedans, c'était... Mon idée était la suivante : nous leur avons porté un coup décisif [aux Égyptiens] et leur moral est au plus bas, et nous avons... nous pouvons les frapper à nouveau, et c'est peut-être le moment. J'ai déclaré de manière catégorique que c'était le moment d'utiliser notre coup de grâce et que nous devrions procéder à un essai [nucléaire]. Je n'avais pas de considérations politiques ; je ne savais pas ce qui se passait avec les Américains.

Cohen : Vous n'aviez aucune idée de ce qui se passait avec les Américains ?

Ya'tza : J'entendais des rumeurs selon lesquelles les Américains avaient visité [Dimona] et que nous les avions trompés, etc., mais je ne connaissais pas les détails. Je pense encore aujourd'hui que nous aurions dû le faire.

Cohen : C'est intéressant. Avez-vous à un moment donné pris en considération le fait qu'il y avait le TNP, et qu'il allait être signé à un moment donné, ou cela ne faisait-il même pas partie de la... [discussion] ?

Ya'tza : Rien... Cela ne faisait pas du tout partie du document. Non. Je connaissais le TNP, je connaissais les discussions, mais cela n'a pas été intégré au document.

Cohen : L'aspect politique n'était pas présent...

Ya'tza : Non.

Cohen : Avez-vous proposé de faire un essai ? En surface ?

Ya'tza : En surface, exactement. Tout comme nous avions [avant la guerre] prévu de le faire, d'aller au sommet de la colline et de la faire exploser pour que le monde entier puisse le voir, cela pouvait encore être fait [après la guerre]. L'hypothèse était que cela démoraliserait davantage les Arabes et leur montrerait la futilité de leurs tentatives de conquérir Israël.

Cohen : Vous souvenez-vous à qui vous avez fait part de cette idée ?

Ya'tza : Je n'ai consulté personne. Je suis resté chez moi toute la nuit, et le lendemain matin, j'ai proposé cette idée. Il n'y a pas eu de discussion sérieuse...

Cohen : L'avez-vous écrit pendant ou après la guerre ?

Ya'tza : Eh bien, pendant la guerre, mais c'était déjà quand... Tout le monde [à l'armée israélienne] poursuivait les Égyptiens, je me souviens...

Cohen : Avez-vous consulté Dostrovsky ? L'a-t-il soutenu ? ... Quelqu'un l'a-t-il soutenu ?

Ya'tza : Avant cela ? Non. Israël, je pense, je ne me souviens pas qu'il ne l'ait pas soutenu. Je pense que Dan Tolkovsky a pris un air savant.

Cohen : Ce qui signifie quoi ?

Ya'tza : Qui êtes-vous, c'est politique... [*coupure de 0,40 seconde, confidentialité*]

Cohen : Quelqu'un a-t-il soutenu votre proposition ou personne ne l'a fait ?

Ya'tza : Je ne pense pas que... Peut-être qu'Israël [Dostrovsky] l'a fait, peut-être. Cela correspondrait à sa personnalité. Israël était un homme réfléchi. Il était également peu conventionnel, et c'était son affaire. C'était davantage son affaire que la mienne.

Cohen : Mais vous ne vous souvenez pas s'il l'a soutenue ou non ?

Ya'tza : Je ne m'en souviens pas.

Cohen : Connaissez-vous l'implication de Yuval [Ne'eman] dans cette question ? Yuval m'a dit qu'il y avait eu de telles propositions. [inaudible] Il a décrit ces propositions... Je ne sais pas si vous le savez, mais il y a eu un article dans le *New York Times*, quelques jours après la fin de la guerre de 1967, qui parlait de la façon dont Israël avait désormais l'intention de développer... [des armes nucléaires]... il y avait un problème avec les Américains, donc les gens n'auraient pas dû dire que cela prendrait encore deux ans... Je pense qu'il a également été dit qu'en raison de la guerre, Israël était désormais enclin à [développer des armes nucléaires]... Eshkol l'a nié par la suite, mais d'après **Amos de-Shalit**, j'ai eu l'impression qu'il s'agissait d'une tentative pour tester cette idée, une tentative qui venait de Dayan et/ou Chera [Tzur] – pour lancer l'idée et voir comment les gens réagiraient, et j'ai eu l'impression qu'Eshkol s'y était opposé. Quelle a été la réaction de Chera [Tzur] à cette idée ?

Ya'tza : Je ne m'en souviens pas. Écoutez, le fait que ça n'ait pas été évoqué, je veux dire, je ne sais pas si ça a jamais été évoqué, peut-être que Chera [Tzur] en a parlé [à Dayan]... Chera [Tzur] m'en aurait parlé s'il avait pensé que c'était [une bonne idée ?]. Il ne me cachait rien, car Chera [Tzur] est le genre de personne qui viendrait me dire : « Voici mon idée. » Chera [Tzur] n'avait pas ce genre de problèmes, je ne sais pas si vous le connaissez. C'est un homme...

sans ambitions personnelles, un peu comme **Haïm Bar-Lev**. Il allait là où la vie le menait, c'est tout. Il n'essayait pas... Il était membre de la Knesset, puis il a démissionné... Chera [Tzur] n'avait pas de problèmes personnels. Il ne faisait quelque chose que lorsqu'il sentait qu'il devait le faire. Je pense que si Chera [Tzur] avait soulevé cette question auprès de Dayan, il me l'aurait dit, mais peut-être que ça a été soulevé à mon insu... Écoutez, il y a des questions encore plus compliquées dans l'histoire qui se développent séparément à partir de deux endroits différents, voire trois.

Cohen : Vous vous souvenez donc que votre réaction n'était pas...

Ya'tza : Il n'y a eu aucune réaction à ma proposition. Je ne me souviens d'aucune activité supplémentaire autour de cette question. Je ne m'en souviens pas.

Cohen : Soit dit en passant, si ce [test] avait été mené non pas pendant la guerre, mais plutôt dans des conditions de cessez-le-feu, je pense que l'armée israélienne n'aurait [probablement] pas participé au test lui-même. L'armée n'avait pas le temps, mais...

Ya'tza : Non, l'armée aurait probablement assuré la sécurité et tout le reste...

Cohen : La sécurité, bien sûr. Mais la personne qui aurait fait le vrai travail aurait été exclusivement Israël [Dostrovsky], y compris la logistique, n'est-ce pas ?

Ya'tza : Oui, ça ne fait aucun doute. J'ai proposé le test uniquement à cause de « Samson ». Je ne pense pas que cela m'aurait même traversé l'esprit sans « Samson ». Tout était prêt...

*[Brève suppression de quelques lignes, environ une minute] [1:59.56-2:01.14]*

Ya'tza : ... Écoutez, c'était tellement naturel... Vous savez, il y a des choses que les gens... C'est comme inventer la bicyclette. Certaines choses sont tellement naturelles qu'il n'est pas nécessaire de chercher des explications sur leur origine. Vous avez un ennemi, et il dit qu'il va vous jeter à la mer. Vous le croyez. Il dit qu'il va vous lancer des armes chimiques... Que cherchez-vous ? Tout ce que vous pouvez faire pour l'arrêter. Comment pouvez-vous l'arrêter ? Vous lui faites peur. Si vous avez quelque chose qui peut lui faire peur, vous lui faites peur.

*[L'interview/conversation va au-delà des événements de 1967 pour aborder des questions personnelles et des personnes qui ne sont pas pertinentes pour cette transcription. Confidentialité. Une page et demie de texte est supprimée. Environ neuf minutes d'enregistrement à la fin de l'interview. [2:02.00-2:11.12]*

## Yitzhak “Ya'tza” Ya'akov : Biographie

Yitzhak Ya'acov (1926-2013), connu toute sa vie sous le surnom de « Ya'tza », était un général de brigade des Forces de défense israéliennes (FDI) chargé de la recherche et du développement (R&D) dans le domaine des armes. Il a été au cœur de la première alerte nucléaire israélienne à la veille de la guerre de 1967.

Né à Tel-Aviv en 1926, Ya'tza a rejoint le Palmach, la force de combat spéciale d'élite de la Haganah (milice pré-étatique) en 1944, et en 1948, pendant la « guerre d'indépendance » d'Israël, il a combattu sur le front de Jérusalem, commençant comme commandant de peloton et terminant la guerre comme commandant de bataillon par intérim.

Après la guerre de 1948, Ya'tza a obtenu des diplômes d'ingénieur en tant qu'officier de l'armée israélienne, d'abord au Technion

(Institut technologique d'Israël), puis au Massachusetts Institute of Technology (MIT). Il a occupé divers postes au sein du département de recherche et développement de l'armée israélienne. En 1963, à son retour du MIT, nouvellement promu colonel, Ya'tza a été nommé chef du département des moyens d'armement (acronyme hébreu AMLACH) au sein de l'état-major général de l'armée israélienne (AGAM). À ce titre, il a servi de liaison principale entre l'armée israélienne et toutes les entités civiles de recherche et développement en matière de défense, y compris le projet nucléaire. Il a occupé ce poste pendant la crise de mai-juin 1967 qui a conduit à la guerre des Six Jours.

À cette époque, Ya'tza a initié, rédigé et promu un plan militaire, baptisé « Opération Shimshon [Samson] », visant à démontrer la capacité nucléaire, via l'explosion d'un engin nucléaire, dans un site désertique de l'est du Sinaï. Ce plan d'urgence ultra-secret n'a jamais été mis à exécution, mais rétrospectivement, il s'agit d'un moment décisif dans l'histoire nucléaire d'Israël. Beaucoup le considèrent comme le moment où Israël a franchi le seuil nucléaire.

En septembre 1968, Ya'tza a été nommé scientifique en chef adjoint de l'establishment de défense israélien (militaire et civil). En 1972, il a fondé et dirigé l'unité de recherche et de développement sur les armes (acronyme hébreu, MOP) commune à l'armée israélienne et au ministère israélien de la Défense. Ya'tza a terminé cette mission fin septembre 1973, quelques jours avant la guerre du Yom Kippour. Il a officiellement pris sa retraite de l'armée israélienne en avril 1974.

De 1974 à 1978, Ya'tza a occupé le poste de scientifique en chef au ministère du Commerce. À ce titre, il a inventé le concept de « serres technologiques » afin de promouvoir les start-ups high-tech en

Israël. En 1979, il a quitté la fonction publique pour rejoindre le secteur privé en tant que capital-risqueur promouvant la haute technologie israélienne. Au début des années 1980, il s'installe à New York où il poursuit son travail d'entrepreneur.

À la fin des années 1990, Ya'tza se retrouve hanté par ses souvenirs de l'opération Shimshon de 1967. En 1997, il écrit un roman fictif intitulé « *Atomic Incident* », basé sur ces événements, et un an plus tard, il commence à rédiger ses mémoires. Ces manuscrits ne furent jamais publiés.

À la fin de l'année 2000, Ya'tza accorda une interview à un journaliste israélien, le Dr Ronen Bergman, dans laquelle il évoqua son expérience de 1967. L'interview fut soumise à la censure militaire israélienne, qui en interdit la publication. L'interview interdite fut également transmise au bureau de la sécurité du ministère de la Défense (MALMAB), qui ouvrit une enquête de sécurité sur Ya'tza.

Le 28 mars 2001, Ya'tza a été arrêté secrètement à l'aéroport international Ben Gourion. Par la suite, Ya'tza a été inculpé, accusé et jugé pour deux infractions à la sécurité nationale : la première, plus grave, était celle d'« espionnage de haut niveau », c'est-à-dire la transmission d'informations secrètes dans l'intention de nuire à la sécurité nationale, tandis que la seconde, moins grave, était la divulgation d'informations secrètes à des personnes non autorisées. Ya'tza a finalement été acquitté par le tribunal de district pour l'infraction la plus grave, mais reconnu coupable de l'infraction la moins grave. Il a été condamné à deux ans de prison avec sursis et a été immédiatement libéré. Son arrestation et son procès ont été connus en Israël sous le nom de « l'affaire Ya'tza ».

En 2011, il a publié de [nouvelles mémoires](#) en Israël.

Ya'tza est décédé à Tel-Aviv le 25 mars 2013, un jour après son 87<sup>e</sup> anniversaire.

## Notes d'entretien par Avner Cohen

La transcription qu'on vient de lire est extraite du premier – et du plus complet – des entretiens d'une série que j'ai réalisés avec le général de brigade (à la retraite) Yitzhak Ya'akov (Ya'tza) durant l'été et l'automne 1999 ainsi qu'au début de l'année 2000. La plupart de nos rencontres ont eu lieu dans l'appartement de Ya'tza à Midtown, New York, bien qu'à un moment donné, nous ayons voyagé ensemble à Austin, Texas, pour rencontrer Yuval Ne'eman et recueillir son propre point de vue historique. Cet entretien, d'une durée d'environ deux heures et dix minutes et mené en hébreu, a probablement eu lieu en août 1999.

L'objectif initial de l'entretien était de créer un témoignage audio des souvenirs de Ya'tza concernant les événements extraordinaires de 1967. L'entretien n'était pas destiné à être publié, mais plutôt à servir de matière brute pour des travaux futurs.

Cependant, à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de la guerre des Six Jours, nous avons pensé que cet entretien brut avait une qualité historique unique. Il raconte une histoire remarquable du point de vue d'un haut officier de Tsahal directement impliqué dans l'un des épisodes les moins connus de l'histoire nucléaire mondiale — une histoire qui, jusqu'alors, n'avait jamais été rendue publique.

La transcription – extraite de la cassette audio originale et ensuite convertie au format numérique – fait désormais partie de la « Collection Avner Cohen », dont le *Nuclear Prolifération International*

*History Project* (NPIHP) est le dépositaire. L'enregistrement audio a d'abord été transcrit en hébreu, puis traduit en anglais, presque mot à mot, par deux stagiaires du NPIHP, Ronen Plechnin et David Najmi, en 2012–2013. En février-mars 2017, j'ai effectué une révision finale de la transcription anglaise en comparant la bande originale en hébreu avec les deux versions (hébreu et anglais).

Cette transcription demeure très fidèle à l'enregistrement original. Toutefois, à quelques reprises, lorsque la conversation abordait des sujets jugés inappropriés pour la publication – pour des raisons de confidentialité, de clarté, de pertinence ou de sécurité nationale – certaines lignes ont été supprimées. Tous les passages supprimés sont clairement indiqués dans la transcription. Malgré cela, cette transcription d'environ 12 000 mots représente plus de 85 % de l'entretien original.

Les éditeurs, tant en 2013 qu'en 2017, ont parfois ajouté de courts éléments entre crochets (noms complets, acronymes, compléments de phrases) pour clarifier certains points. De plus, nous avons inséré de brèves notes de bas de page pour apporter des précisions historiques ou biographiques sur les personnes, événements ou acronymes mentionnés.

## **Retrouver Ya'tza**

Je connaissais le nom de Ya'tza bien avant de le rencontrer. Depuis mes premières recherches pour *Israel and the Bomb* au début des années 1990, j'étais conscient du rôle qu'il avait joué en tant que principal agent de liaison entre les Forces de défense israéliennes (Tsaahal) et le programme nucléaire national. Ya'tza figurait en haut de ma liste de « personnes d'intérêt » que je souhaitais interviewer, mais ce n'est qu'au début de l'été 1999 que j'ai appris par hasard

qu'il vivait à New York. Lorsque je l'ai finalement contacté, j'ai été heureux d'apprendre qu'il savait qui j'étais, et encore plus heureux lorsqu'il m'a invité à lui rendre visite dans son appartement à Midtown.

À la porte, j'ai découvert un vieil homme barbu de soixante-quinze ans, un ancien du Palmach – amical, bavard, avec une voix hébraïque distincte et rocailleuse. Dès le début de notre conversation, j'ai eu l'impression qu'il m'attendait depuis longtemps. Non seulement il connaissait mon travail, mais j'ai senti que cela avait ravivé sa mémoire. À un moment donné, il me faisait presque la leçon pour avoir négligé la perspective de Tsahal. On aurait dit qu'il me demandait : « Comment as-tu pu écrire ce livre sans me parler d'abord ? » Ya'tza m'a remis une copie imprimée de son manuscrit de fiction inédit, *Atomic Incident*, que j'ai commencé à lire immédiatement dans le train vers Washington, D.C. Après cette première rencontre, je suis retourné plusieurs fois à New York pour entendre plus en détail son récit.

### **Mai 1967 : Activité nucléaire accélérée**

À la mi-mai 1967, personne dans l'armée israélienne ne s'attendait à une guerre imminente. Ya'tza se trouvait alors en voyage professionnel aux USA, visitant le siège de la Rand Corporation à Santa Monica, Californie. Il était alors colonel, chef du département des moyens d'armement (AMLACH) de l'état-major général de Tsahal — en fait, le responsable principal de la technologie militaire.

Mais le 14 mai 1967, l'armée égyptienne commence à se déployer dans le Sinaï. Deux jours plus tard, l'Égypte demande au commandant de la Force d'urgence des Nations Unies (FONU) de

retirer ses troupes de leurs postes d'observation le long de la frontière israélo-égyptienne. Après un échange confus entre New York et Le Caire, l'Égypte exige le retrait complet de la FUNU. Peu après, Ya'tza reçoit un message de son supérieur, le général Ezer Weizman, alors chef des opérations de Tsahal, lui ordonnant de tout laisser tomber et de rentrer immédiatement en Israël. Ce qu'il fit.

Ya'tza arrive en Israël aux alentours du 20 mai et trouve l'état-major dans un état de crise. En quelques jours, une guerre avec l'Égypte devient une possibilité sérieuse. Ya'tza s'inquiète particulièrement des missiles sol-sol égyptiens, et notamment de la possibilité d'une frappe contre Tel-Aviv, potentiellement avec des ogives chimiques. Le projet de missile égyptien était quelque chose qu'il suivait depuis un moment ; l'Égypte avait utilisé des armes chimiques contre des civils durant la guerre du Yémen deux ans plus tôt. Bien que les services de renseignement militaires israéliens (AMAN) minimisassent la menace des missiles — certains pensaient qu'il s'agissait d'un projet fictif —, Ya'tza la prenait très au sérieux.

À son arrivée, Ya'tza rencontre le général Rehavam “Gandhi” Ze'evi, l'adjoint de Weizman, qui lui donne l'ordre de « préparer tout ce que tu as ». Concrètement, cela signifiait de mettre en état d'alerte tout le programme de R&D placé sous la supervision de Ya'tza. Tout le matériel en développement devait être rendu utilisable. Cet ordre a déclenché ce qui sera appelé l'**Opération Shimshon**.

En exécutant cet ordre, Ya'tza apprend par l'un de ses subordonnés à l'AMLACH que les responsables du projet nucléaire travaillaient jour et nuit pour finaliser et rendre « utilisable » un dispositif nucléaire explosif. Il s'agissait d'un dispositif expérimental,

analogue au « gadget » nucléaire testé par les USA à Alamogordo, Nouveau-Mexique, le 19 juillet 1945 (test codé “Trinity”) — ce n’était pas une bombe opérationnelle pouvant être montée sur un missile ou larguée d’un avion.

L’effort accéléré pour produire le premier dispositif nucléaire israélien avait lieu sur plusieurs sites, à travers plusieurs équipes distinctes. Au nord, les ingénieurs et scientifiques de RAFAEL, dirigés par Yevgeny “Jenka” Ratner, construisaient le système explosif, surnommé “l’araignée” ; dans le centre d’Israël, à Dimona et ailleurs, des équipes travaillaient à assembler le premier cœur nucléaire complet. L’homme à la tête de toutes ces activités était le directeur général de l’énergie nucléaire israélienne et chef de la nouvelle administration scientifique, le professeur Israel Dostrovsky.

En tant que principal agent de liaison militaire avec le projet nucléaire, Ya’tza savait que les progrès étaient rapides sur ce dispositif expérimental. Mais il découvrit alors une nouvelle urgence : rendre ce dispositif utilisable aussi vite que possible. Ya’tza ne savait pas – ou ne se souvenait pas – des circonstances exactes qui avaient conduit à cette décision de sprint final, mais il y voyait une volonté « naturelle » des développeurs d’armes en temps de crise. Il est « logique », disait Ya’tza, que les responsables du programme nucléaire aient voulu offrir au Premier ministre une autre option, une option très différente, au cas où tout le reste échouerait. Pour les responsables du projet, cette crise était une occasion unique de démontrer leur importance, de lui fournir une « option de la dernière chance », une **option apocalyptique**. Cela a sans doute aussi remonté le moral de tous ceux impliqués, y compris celui du Premier ministre.

Ya'tza remarqua immédiatement que l'effort nucléaire manquait d'une **dimension opérationnelle**. Seule l'armée israélienne pouvait fournir les ressources humaines et matérielles pour transformer cette capacité technique en une capacité véritablement opérationnelle — notamment en vue d'une démonstration. Ya'tza insista lors de nos conversations sur le fait que personne, ni au sein de Tsahal ni du projet nucléaire, ne lui avait demandé de rédiger un ordre opérationnel ; il prit cette initiative de lui-même, pour transformer cette capacité technique naissante et l'idée d'une démonstration en une **opération militaire viable**.

La crise existentielle inattendue qu'affrontait Israël avait poussé le projet nucléaire dans des territoires inexplorés. Le désir d'offrir au Premier ministre une option nucléaire mit au jour de nombreux problèmes jusqu'alors jamais envisagés. Par exemple, en mai 1967, il n'existait ni canaux de communication ni structures d'autorité clairement définis, encore moins de procédures ou de protocoles, pour relier l'armée au projet nucléaire. Personne n'y avait sérieusement réfléchi jusque-là, car cela semblait encore prématuré. Mais lorsqu'un dispositif devait être rendu "utilisable", ces questions devinrent soudain urgentes.

### « Shimshon »

Ya'tza pensait que c'était lui — en tant que liaison de Tsahal — qui avait initié et promu un rôle pour l'armée israélienne dans cet effort accéléré, transformant l'idée d'une capacité démonstrative en une réalité opérationnelle. Il soulignait que cette initiative spontanée était très peu organisée. Tout était hautement improvisé, sans lignes de communication bien définies entre l'armée et le projet nucléaire. La nature fluide de la situation lui permit de proposer une dimension militaire-opérationnelle à cette activité d'urgence. En

consultation avec le chef du projet nucléaire, Israel Dostrovsky, et avec l'approbation de ses supérieurs, Ze'evi et Weizman, Ya'tza rédigea un ordre créant un cadre logistique et de commandement pour un test de démonstration. L'opération fut baptisée « Shimshon » [Samson], une référence évidente à l'histoire biblique de Samson dans le Livre des Juges.

D'après les souvenirs de Ya'tza, l'ordre initial qu'il rédigea tenait en deux ou trois pages, avec quelques annexes, et formulait de manière standard l'objectif de l'opération, son intention, les moyens et les méthodes d'exécution, ainsi que la taille de la force militaire requise pour la mener à bien. Ya'tza insista sur le fait que l'ordre ne visait que les préparatifs, non l'exécution.

L'ordre établissait une petite équipe ad hoc de Tsahal, composée de membres ayant les compétences nécessaires pour ce type d'opération : combat et sécurité, communications, services médicaux, etc. Cela sortait quelque peu de l'ordinaire, car il s'agissait pour l'armée de soutenir du personnel non militaire ; le dispositif nucléaire n'était pas considéré comme un bien de Tsahal — encore moins une arme — et n'était pas la « propriété » de l'armée. Le rôle de l'équipe militaire était de soutenir l'équipe civile du nucléaire : sécuriser la zone et établir une communication protégée avec le bureau du Premier ministre. Ya'tza croyait que l'ordre le désignait comme commandant militaire de l'opération ; Dovik Tamari, issu de l'unité d'élite Sayeret Matkal, était nommé comme son adjoint.

Comme indiqué, l'opération impliquait aussi une équipe civile composée de membres clés du projet nucléaire — scientifiques, techniciens et personnel de soutien — dirigée par Israel Dostrovsky, le chef du projet. Leur mission consistait à transporter « l'araignée » (le dispositif semi-assemblé), ainsi que le cœur

nucléaire, vers le site ciblé, d'« unir » l'araignée à son cœur nucléaire, de connecter les fils d'ignition au poste de commandement, et d'attendre l'ordre du Premier ministre.

Selon le plan, l'équipe d'opération devait être transportée sur le site ciblé à bord de deux hélicoptères Super Frelon de l'armée de l'air — les plus gros hélicoptères de la flotte israélienne — chacun pouvant transporter jusqu'à 38 personnes. L'un transporterait le groupe militaire, l'autre le groupe civil et nucléaire. L'équipe militaire devait se réunir dans l'ancien poste de police de Guedera, au centre d'Israël ; le groupe nucléaire devait s'organiser ailleurs dans le centre du pays, où le cœur et « l'araignée » seraient acheminés séparément depuis différents sites.

Le site d'atterrissage choisi était une montagne dans l'est du Sinaï, à environ 20 kilomètres du grand complexe militaire égyptien d'Abou Agheila. Le point zéro proposé était proche de la zone d'atterrissage, et un poste de commandement enterré devait être creusé dans un canyon ou un ravin, à environ un kilomètre et demi du point d'atterrissage. Il était évident qu'un flash nucléaire provenant de cet endroit serait visible à des dizaines de kilomètres à la ronde dans le Sinaï et le Néguev.

Toujours selon le plan, une petite force de parachutistes devait détourner l'attention de l'armée égyptienne dans la région pour permettre à l'équipe de préparer la démonstration nucléaire sur ordre conjoint du Premier ministre et du chef d'état-major. Cela signifiait : préparer le dispositif au point zéro, établir un système électrique permettant d'activer le dispositif depuis le poste de commandement, et mettre en place une communication sécurisée entre ce poste et le Premier ministre ainsi que le chef d'état-major.

## La signature de Rabin et les préparatifs

Après avoir rédigé le plan « Shimshon », Ya'tza le soumit à son supérieur de l'AGAM (division des opérations), le général Ze'evy, pour approbation. Selon Ya'tza, Ezer Weizman était au courant de l'activité, mais la laissa entièrement à la charge de Ze'evi, étant trop occupé par d'autres choses. Ze'evi apporta quelques modifications éditoriales au texte et donna son feu vert. Ils allèrent ensuite présenter l'ordre au chef d'état-major Yitzhak Rabin pour approbation et signature.

Ya'tza se rappelait qu'ils rencontrèrent Rabin peu après son absence médicale de deux jours, les 23 et 24 mai — ce qu'on appelle aujourd'hui la « dépression nerveuse » de Rabin, une période de 36 à 48 heures pendant laquelle Weizman avait assuré l'intérim du commandement. Cela suggère que la rencontre eut lieu entre le 26 et le 28 mai. D'après Ya'tza, Rabin n'avait pas bonne mine. Son bureau était inhabituellement sombre et silencieux, les rideaux tirés, et Rabin était assis seul. Ils lui montrèrent le document, mais Rabin semblait incapable de se concentrer. Il le lut, posa à peine quelques questions, signa, et les deux hommes partirent. Ya'tza se souvint s'être dit que c'était une rencontre très étrange, étant donné que Rabin venait d'autoriser le lancement de préparatifs pour une démonstration nucléaire.[iii] Ya'tza nota aussi que l'ensemble du processus de rédaction et d'approbation de l'ordre avait été plutôt rapide ; cela n'avait peut-être pris qu'une demi-journée.

Détenteur d'une autorisation officielle, Ya'tza se mit à constituer l'équipe. Il rencontra le lieutenant-colonel Dovik Tamari, ancien commandant de la Sayeret Matkal, que Ze'evi avait désigné comme son adjoint. Ensemble, ils visitèrent l'installation de R&D dans le nord du pays où était construit le dispositif, et rencontrèrent les

principaux acteurs du projet. Ya'tza se souvient que Tamari prenait beaucoup de notes.

Le moment fort des préparatifs fut un vol de reconnaissance en hélicoptère au-dessus du site d'atterrissage sélectionné dans l'est du Sinaï, non loin de la frontière israélienne. Ils volaient à bord d'un Super Frelon, le même type d'hélicoptère prévu pour l'opération. Ya'tza se souvient clairement avoir eu à bord Dostrovsky, « toujours en short », et Tamari ; il y avait peut-être quelques autres passagers : Ze'evi, Dan Tolkovsky (ancien commandant de l'armée de l'air israélienne et membre du « clergé nucléaire » israélien), Moshe Shachar et quelques officiers de l'armée de l'air. Le vol décolla de la base aérienne de Tel Nof et franchit la frontière égyptienne à basse altitude. Mais à l'approche du site d'atterrissage, les pilotes reçurent un message du contrôle au sol indiquant que des jets égyptiens décollaient, et firent demi-tour. « Nous sommes passés tout près d'Abou Agheila, on a vu la montagne, et on a vu qu'il y avait un endroit pour se cacher, dans un canyon... », raconta Ya'tza.

Pendant qu'il préparait l'opération Shimshon, me confia Ya'tza plus de trente ans plus tard, une foule de doutes lui traversaient l'esprit : Est-ce que cela exploserait vraiment ? Survivrait-il à la déflagration, à la chaleur, aux radiations ? Que ressent-on quand on est brûlé vif dans une telle explosion ? « Même si on avait réussi », me dit-il à un moment, « j'aurais probablement été tué. » Ya'tza avait aussi des scrupules à l'idée qu'Israël devienne le deuxième pays de l'histoire à faire exploser un engin nucléaire en temps de guerre. Comment le monde réagirait-il si Israël devenait la deuxième nation à utiliser une explosion nucléaire dans un conflit ?

## L'arrivée de Dayan et Tzur

Le 1<sup>er</sup> juin 1967, le Premier ministre Eshkol abandonna son portefeuille de la Défense et l'ancien chef d'état-major, Moshe Dayan, fut nommé nouveau ministre de la Défense d'Israël. Anticipant la guerre, Eshkol demanda au ministre sans portefeuille Israel Galili et à l'ancien chef d'état-major Yigal Yadin de rédiger un bref document définissant et répartissant les pouvoirs et responsabilités entre le Premier ministre et le ministre de la Défense. Le premier paragraphe précisait les actions militaires qui ne pouvaient être entreprises sans l'approbation préalable du Premier ministre. Parmi ces interdictions figurait l'usage d'armes non conventionnelles, seule allusion implicite à la question nucléaire.

Dans les heures qui suivirent sa nomination, le nouveau ministre de la Défense, Dayan, retira au vice-ministre de la Défense Zevi Dinstein toutes ses prérogatives au sein du ministère, y compris son rôle de superviseur du projet nucléaire. Dayan nomma l'ancien chef d'état-major Tzvi Tzur (Chera) comme son principal conseiller civil et remplaçant de Dinstein au ministère. Cela fit de Tzur le nouveau superviseur du projet nucléaire, et de facto, le chef du système administratif nucléaire nouvellement mis en place.

Dès le 2 juin, Israel Dostrovsky avait essentiellement deux superviseurs : Tzur (au nom du ministre de la Défense Dayan) comme supérieur hiérarchique direct, et le Premier ministre Eshkol comme autorité ultime.

Ces changements eurent un impact sur l'opération **Shimshon**. En prenant ses fonctions, Tzur prit les commandes et passa en revue tous les aspects de l'opération. Réputé pour être un administrateur hors pair, Tzur insuffla de l'ordre et de la clarté à ce qui jusque-là avait relevé de l'improvisation pure. Lors de notre entretien, Ya'tza

salua le rôle de Tzur comme nouveau chef global du projet nucléaire. Dans les quelques jours restants avant la guerre, Tzur organisa quotidiennement des réunions de coordination avec les principales figures civiles et militaires impliquées, dont Dostrovsky, Ya'tza et quelques autres. Selon Ya'tza, ce n'est pas que Tzur ait modifié en profondeur ce qui se faisait, mais il mit en lumière de nombreuses zones d'ombre et lacunes dans la coordination entre les différents acteurs et agences impliqués.

## **La guerre et ses suites**

Le 5 juin 1967, jour d'ouverture de la guerre des Six Jours, Ya'tza et son adjoint Dovik Tamari étaient en alerte maximale dans le bureau AMLACH de Ya'tza au quartier général de Tsahal. Ils attendaient l'ordre d'activer l'opération Shimshon. Ya'tza déclara que même ce matin-là, il croyait encore que Shimshon pourrait être mobilisée.

Mais en fin de matinée, lorsque l'on apprit que l'armée de l'air israélienne avait détruit la majeure partie de l'aviation égyptienne au sol, il devint clair que Shimshon resterait à l'état de concept, un scénario de dernier recours. L'équipe de commandement fut dissoute dès le lendemain.

Quelques jours plus tard, après la fin de la guerre et alors que tout Israël célébrait la victoire, Tzur convoqua une réunion finale pour faire le bilan de Shimshon. On y discuta des leçons tirées et des mesures à prendre : comment ramener le projet nucléaire à son rythme de croisière, à la lumière de cette mobilisation d'urgence. Ya'tza eut alors une autre idée audacieuse. La veille de la réunion, il rédigea une note à Tzur, lui proposant de réaliser quand même un essai. Son raisonnement : même si les Arabes ont été vaincus, ils ne

sont pas prêts à négocier la paix. Israël devrait profiter de cette victoire unique : il peut désormais faire ce qu'elle veut. C'est le moment d'effectuer un essai et d'affirmer sa capacité, pour des raisons politiques autant que technologiques.

La proposition de Ya'tza fut totalement rejetée ; Tzur ne la présenta même pas en réunion. Personne d'autre n'y fit référence. Le consensus était clair : le projet nucléaire devait reprendre son cours secret comme si rien ne s'était passé. Comme Tzur le fit remarquer dans un entretien donné au Centre Rabin plus de trente ans plus tard – inclus dans cette collection spéciale – il considérait tout cet effort comme un simple test technique de situation. Politiquement, il estimait qu'une démonstration nucléaire n'avait aucun sens : « Cela aurait détruit ce que nous avons déjà ». Techniquement, il voyait cela comme une improvisation d'amateur.

## Épilogue

Pendant plus de trois décennies, très peu de personnes avaient connaissance du drame nucléaire qui s'était joué en Israël à la veille de la guerre de 1967. Même les rares initiés n'en parlaient presque jamais, même en privé. « **Shimshon** » tomba dans l'oubli, y compris pour ceux qui savaient. C'était comme si ça n'avait jamais existé, une autre victime du tabou nucléaire israélien.

Pour **Ya'tza**, cependant, ces événements ne furent jamais oubliés. La mémoire resta en sommeil pendant des décennies, mais peu à peu, elle reprit vie. Lorsque je rencontrai Ya'tza à l'été 1999, il considérait **Shimshon** comme l'un des deux événements les plus marquants de sa vie ; l'autre étant la chute du Gush Etzion pendant la guerre de 1948. Il avait commencé à appeler **Shimshon** « mon héritage ».

Écouter les souvenirs de Ya'tza m'a amené à réfléchir à la nature de la mémoire, du récit et de l'histoire, ainsi qu'aux liens entre eux. La mémoire à long terme semble faite de récits ancrés dans des moments distincts et intenses – des événements, des situations, des rencontres. Les gens se souviennent avec vivacité de ces moments isolés, mais le récit est plus vaste que la somme de ces instants, et il comporte toujours des zones vides, des trous, des flous. Souvent, nous comblons ces vides par des suppositions déguisées en souvenirs. La mémoire véritable est inévitablement fragile.

Ya'tza et moi avons beaucoup parlé de cette fragilité de la mémoire humaine. Il était évident que, si certains moments lui revenaient avec clarté, d'autres étaient à peine présents. Il savait que, sur certains points, son récit relevait davantage de la conjecture que du souvenir. Il reconnaissait avoir des doutes sur certaines de ses affirmations. Conscient de la difficulté à faire resurgir le passé, mon rôle fut souvent de le challenger, de soulever des questions, des incohérences, des énigmes dans son récit, et de le pousser soit à donner des explications, soit à reconnaître des trous de mémoire. Par moments, l'entretien ressemblait davantage à un interrogatoire. Parfois, Ya'tza tentait de répondre à ces difficultés en fouillant plus profondément dans sa mémoire, parfois en proposant ou en reconstruisant des explications logiques. Il fut souvent réellement difficile de reconstituer ce qui s'était passé.

La fragilité de la mémoire est inévitable dans toute forme d'histoire orale, et elle fut incontestablement un défi dans ce cas.

## Notes

[i] Israel Dostrovsky (1918–2010), chimiste physique israélien, fut un scientifique de premier plan dans le programme nucléaire

israélien. Il fonda HEMED GIMMEL en 1948, fut l'un des membres fondateurs de la Commission israélienne de l'énergie atomique (CIEA), en fut le premier directeur général (1966–1971), puis le cinquième président de l'Institut Weizmann des sciences. Il reçut le Prix Israël en 1995 dans les sciences physiques. Voir Avner Cohen, *Last of the Nuclear Mohicans*, Haaretz, 29 octobre 2010.

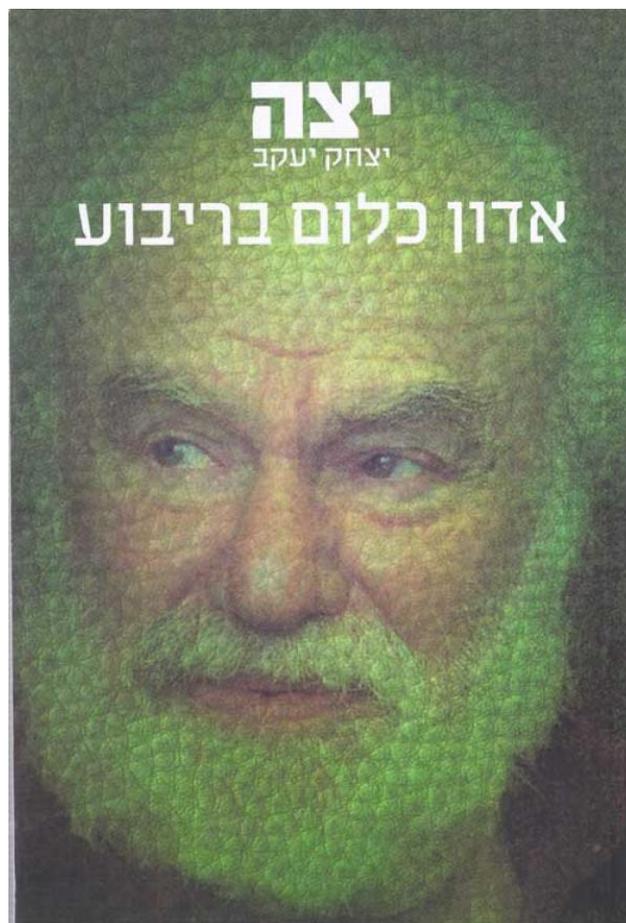
[ii] En effet, lors de son briefing devant la Commission des Affaires étrangères et de la Défense de la Knesset le 26 mai, le Premier ministre Eshkol fit allusion à cette activité extraordinaire. Voir le compte rendu de cette réunion dans cette collection.

[iii] Ya'tza m'a confié qu'il considérait l'ordre d'opération Shimshon comme le document militaire le plus important qu'il ait jamais rédigé durant toute sa carrière dans les FDI. Pour cette raison, il en conserva une copie dans le coffre-fort de sa maison. Après son départ d'Israël au début des années 1980, son ex-femme fit en sorte que le document soit retiré par les services de sécurité. Quelques mois plus tard, lors d'une visite, Ya'tza fut convoqué et réprimandé pour avoir gardé ce document. Des décennies plus tard, alors que la mémoire de 1967 le hantait, Ya'tza reconstruisit l'ordre dans son récit fictif intitulé *Atomic Incident*.

[iv] Avner Cohen, *The Worst-Kept Secret: Israel's Bargain with the Bomb*, New York : Columbia University Press, 2010, p. 175.

[v] Concernant la création de l'administration nucléaire en 1966, officiellement appelée l'Administration scientifique (*minhal*), voir Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, p. 228–231 ; également *The Worst-Kept Secret: Israel's Bargain with the Bomb*, p. 172–174.

[vi] Bien qu'Eshkol, en tant que Premier ministre, soit resté formellement en charge du projet nucléaire, en pratique, c'est le nouveau ministre de la Défense, Moshe Dayan, qui contrôlait l'administration nucléaire, le *minhal*. Durant le mandat d'Eshkol au ministère de la Défense, cette autorité avait de facto été déléguée à Zevi Dinstein, qui agissait comme les yeux et les oreilles du Premier ministre sur ce projet secret. Au 2 juin, toutes les responsabilités de Dinstein avaient été transférées par Dayan à Tzvi Tzur. Source : Avner Cohen, *The Worst-Kept Secret: Israel's Bargain with the Bomb*, p. 174–175.



*"Monsieur Rien au carré", Les mémoires de Ya'tza  
(adon klum bribua אדון כלום בריבוע, 2011)*

### 3

## Comment la France livra l'arme atomique à Israël

*Michael Karpin, Yediot Aharonot, septembre 2003  
(Traduit par Courrier international, 1/10/2003)*

Dans les années 50, le destin de l'Etat hébreu était l'une des priorités du pouvoir français. Une politique d'aide militaire, secrètement élaborée au ministère de la Défense, aboutit à un accord nucléaire jamais avoué.

Abel Thomas, 90 ans, habite le quartier de la Défense, à Paris. Haut fonctionnaire et personnage très influent de la politique française de défense de l'après-1945, il est l'homme qui a livré le programme nucléaire français à Israël. Dans les années 50, il était le chef de cabinet du ministre de la Défense, Maurice Bourgès-Maunoury. Tous deux étaient de fervents partisans d'une France forte et libérée du parrainage américain, ce qui passait à leurs yeux par la possession de l'arme nucléaire. De nombreux politiques et militaires français, socialistes pour la plupart, entretenaient alors avec Israël une véritable passion romantique, et Abel Thomas joua le rôle le plus décisif dans la participation de la France à l'option nucléaire de David Ben Gourion.

“C'est l'œuvre de ma vie. Pour moi, le destin d'Israël fut vital dès sa création, entre autres parce que mon frère, résistant, avait été déporté et assassiné même s'il n'était pas juif.” Shimon Pérès avait ses entrées au ministère. Il rappelle qu'à cette époque, les Français

s'identifiaient totalement aux victimes juives. “Cela répondait à un profond sentiment de honte après l'écrasement de la France par l'Allemagne. Beaucoup de Français avaient fait l'expérience des camps d'extermination. Il faut garder ce contexte en mémoire, sous peine de ne rien comprendre à cette aventure.” Cette identification allait de pair avec des considérations politiques. La France et Israël avaient un ennemi commun : l'Égypte de Gamal Abdel Nasser qui soutenait le FLN algérien et armait les fedayin [palestiniens]. L'armée française avait besoin à tout prix de renseignements en provenance du monde arabe. Israël avait besoin d'armes : depuis la guerre de libération [guerre d'indépendance de 1948], la plupart des sources d'approvisionnement s'étaient taries. À l'époque, Israël n'avait le choix qu'entre deux types d'“assurance-vie” : un accord militaire avec les États-Unis ou l'acquisition de l'arme de dissuasion ultime. Washington faisant la sourde oreille, l'option nucléaire fut choisie par Ben Gourion fin 1954.

En septembre 1955, on apprit la livraison par la Tchécoslovaquie à l'Égypte d'armes modernes de fabrication soviétique. En octobre 1955, Nasser ferma le canal de Suez à la navigation israélienne. Ben Gourion sut alors qu'Israël devrait entrer en guerre contre l'Égypte avant que celle-ci n'en prenne l'initiative. Il chargea le jeune vice-ministre de la Défense Shimon Pérès de demander à Paris la livraison de 270 avions de combat et de plusieurs centaines de chars. Abel Thomas se remémore la rencontre en ces termes : “Israël était en danger de mort et la France ne pouvait abandonner une deuxième fois les Juifs à leur sort.”

Le hic, c'était que le ministère de la Défense français avait besoin de l'aval de celui des Affaires étrangères et, à l'époque, "ce ministère était occupé par des diplomates proarabes, qui n'autorisèrent la livraison que de... 9 avions de combat". Quelques jours plus tard, des avions Mystère décollèrent de Paris, transitèrent par l'Italie et poursuivirent leur vol plus au sud. Ils ne revinrent jamais vers leur base et le ministère les effaça des effectifs officiels, sans en informer les Affaires étrangères. Le même jour, un envoi de blindés à destination de l'Égypte était annulé, toujours sans que le Quai d'Orsay n'en ait vent.

Mi-juillet 1956, Nasser nationalisa le canal de Suez. L'opération franco-anglo-israélienne fut-elle conditionnée par la promesse française de livrer la bombe aux Israéliens ? Pérès et Thomas nient catégoriquement tout lien, soutenus en cela par l'historien Jean Lacouture qui, dans les années 50, était correspondant du *Monde* au Caire. Pour lui, le transfert de la technologie nucléaire française aux Israéliens n'était qu'une dimension parmi d'autres de l'amitié franco-israélienne de l'époque.

Le 29 octobre 1956, Israël envahit le Sinaï et s'empara de la rive est du canal. Selon le plan prévu avec Moshe Dayan [le ministre de la Défense israélien] et Shimon Pérès, la France et le Royaume-Uni exigèrent qu'Israël et l'Égypte retirent leurs forces du canal. Israël accepta et, de manière prévisible, l'Égypte refusa, déclenchant ainsi l'intervention franco-britannique. Mais, tandis que les États-Unis s'en prenaient au Royaume-Uni, l'URSS lança un ultimatum à la France et à Israël, les menaçant de recourir à l'arme atomique. La

France et le Royaume-Uni se retirèrent, Israël quitta le Sinâï et Gaza quelques semaines plus tard.

Cette guerre fut bénéfique à Israël. Le ministre des Affaires étrangères français, Christian Pineau, qui avait jusqu'alors observé une attitude bienveillante à l'égard de l'Égypte, s'était senti humilié par Nasser. Il restait à surmonter les réticences du Premier ministre Guy Mollet. C'est ce à quoi, sous la pression d'Abel Thomas et de Shimon Pérès, parvint un autre personnage clé de l'affaire, Francis Perrin, le patron du Commissariat à l'énergie atomique français (CEA).

En octobre 1957, Israël et la France signèrent un accord diplomatique et une série d'accords techniques. La France s'engagea à fournir la pile atomique qui allait être réalisée à Dimona [dans le désert du Néguev], de l'uranium enrichi et, selon diverses sources étrangères, le matériel nécessaire pour la fission du plutonium. Si l'accord portait officiellement sur une pile atomique d'une puissance de 24 mégawatts, les sources américaines et françaises l'estimèrent à 150 mégawatts. De son côté, Israël s'engagea à n'utiliser ces installations qu'à des fins civiles. Pour le journaliste français Pierre Péan, "le plus étonnant n'est pas que l'histoire de la bombe française et celle de la bombe israélienne soient à ce point liées, mais que les Français aient aussi rapidement livré un programme nucléaire à peine sorti des fonts baptismaux". Quarante-cinq ans après les faits, Abel Thomas ne peut cacher son émotion : "A l'époque, on aurait pu croire que la coopération franco-israélienne serait éternelle..."

Michael Karpin est un journaliste israélien, réalisateur de l'excellent documentaire *La bombe à retardement* (*The Bomb in the Basement*, 2001), qui reconstitue toute l'histoire de Dimona en faisant parler les protagonistes. On peut regarder la version française [ici](#). Il a publié en 2007 le livre ***The Bomb in the Basement: How Israel Went Nuclear and What That Means for the World*** (Simon & Svhuster)

## 4

### *Stratégie du secret*

### Le “flou nucléaire” israélien

*Joseph Algazy , Le Monde Diplomatique, août 2005*

Deux chercheurs israéliens, Avner Cohen et Yoel Cohen, viennent de publier chacun un livre qui traite du « flou nucléaire » considéré comme un élément stratégique de la politique israélienne. L’un et l’autre soulignent que leur livre a été, avant publication, « traité » par la censure et que, comme il est d’usage dans ce pays, ils sont contraints d’affirmer que certaines informations sont fondées sur des sources étrangères.

La principale thèse d’Avner Cohen (1) est l’existence d’une « *sainte trinité* » du nucléaire israélien : le flou comme politique officielle, la censure comme pouvoir coercitif et le tabou comme attitude sociale. Non seulement cette « *sainte trinité* » a renforcé le secret sur la question, mais elle a légitimé l’absence de tout débat public. A partir du moment où Israël a eu recours au mensonge pour défendre ses secrets nucléaires vis-à-vis de l’étranger, il en a fait autant avec ses citoyens, y compris les membres de la Knesset, et même le gouvernement.

Avner Cohen le constate à juste titre : Israël est actuellement le seul des huit Etats disposant de l’arme nucléaire à maintenir le plus grand flou sur cette capacité. Paradoxalement, même les révélations de Mordehai Vanunu, un ancien technicien de Dimona, sur le programme nucléaire militaire d’Israël dans le *Sunday Times* (2), il y a près de vingt ans, n’ont rien changé.

Dans la première partie de son livre, Avner Cohen démonte méticuleusement le système utilisé par l'establishment israélien pour maintenir ce flou, à l'extérieur comme à l'intérieur. Il raconte ainsi les difficultés qu'il a personnellement rencontrées pour avoir – vainement – tenté, dans les années 1990, de faire connaître dans son pays le résultat de ses recherches sur le nucléaire en Israël. Après avoir publié aux États-Unis, en 1998, un livre intitulé *Israël et la Bombe* (3), il a été menacé d'arrestation et n'a pas osé, plusieurs années durant, rentrer chez lui. A son retour, en 2001, il fut soumis à de longs interrogatoires : certains organes de sécurité l'accusaient d'« *espionnage grave* ».

Selon Avner Cohen, le « *grand symbole* » du grand tabou israélien, c'est la centrale nucléaire de Dimona. Quant à son « *petit symbole* » – l'Institut biologique de Ness Ziona –, l'auteur en traite, avec des pincettes, dans la dernière partie de son ouvrage. Il évoque en particulier l'affaire Marcus Klingberg. Ce professeur, qui y travaillait, fut arrêté en 1983, jugé à huis clos et condamné pour haute trahison et grave espionnage pour le compte de l'Union soviétique à une peine de vingt années de prison. Son arrestation, son procès, sa condamnation, et même son existence, furent, pendant une dizaine d'années, l'objet du secret le plus total. Gravement malade, Klingberg a été libéré de prison en 1998, mais soumis à un sévère système de restrictions, y compris d'assignation à domicile. Après avoir dû vivre sous haute surveillance, il a enfin pu quitter le pays au début de 2003 pour s'installer en France. Avner Cohen conclut ce chapitre en affirmant qu'au « *flou nucléaire* » s'ajoute, en Israël, un « *flou chimique-biologique* »...

Pour sa part, Yoel Cohen consacre la majeure partie de son livre (4) à l'affaire Vanunu. Arrêté et condamné à dix-huit années de prison pour avoir fourni des informations sur Dimona, Mordehai Vanunu

a été libéré, après avoir purgé l'intégralité de sa peine, le 21 avril 2004. Le livre comporte un entretien avec lui et, pour la première fois, cite de longs extraits des protocoles de son procès – y compris des témoignages de hauts responsables des services de sécurité d'Israël et de l'ancien premier ministre Shimon Pérès. Le dirigeant travailliste est considéré aussi bien en Israël qu'à l'étranger comme le « *père du nucléaire israélien* ». A la question de savoir si les révélations de Vanunu n'avaient pas renforcé la capacité dissuasive d'Israël, il aurait répondu, lors d'un briefing de presse : « *Je ne sais pas – au moins pas dans un cadre ouvert...* »

Tel-Aviv n'a jamais reconnu les faits dénoncés par le technicien de Dimona, et notamment son enlèvement en Italie par les services secrets de son pays, puis son transport manu militari en Israël. Or le juge d'instruction italien Dominici Sicca, après enquête, a conclu en juin 1998 que Vanunu avait en réalité collaboré avec le Mossad afin de rendre publique la capacité nucléaire d'Israël. L'intéressé nie catégoriquement cette allégation. A Yoel Cohen, il a répondu : « *La bombe ne dissuade pas. Eux [les autorités israéliennes] la détiennent pour ne pas faire la paix.* »

Ce qui frappe enfin, dans le livre d'Avner Cohen comme dans celui de Yoel Cohen, c'est la complaisance et l'hypocrisie des gouvernements des États-Unis comme des pays de l'Union européenne à l'égard de l'activité nucléaire d'Israël.

## Joseph Algazy

*Journaliste, Tel-Aviv*

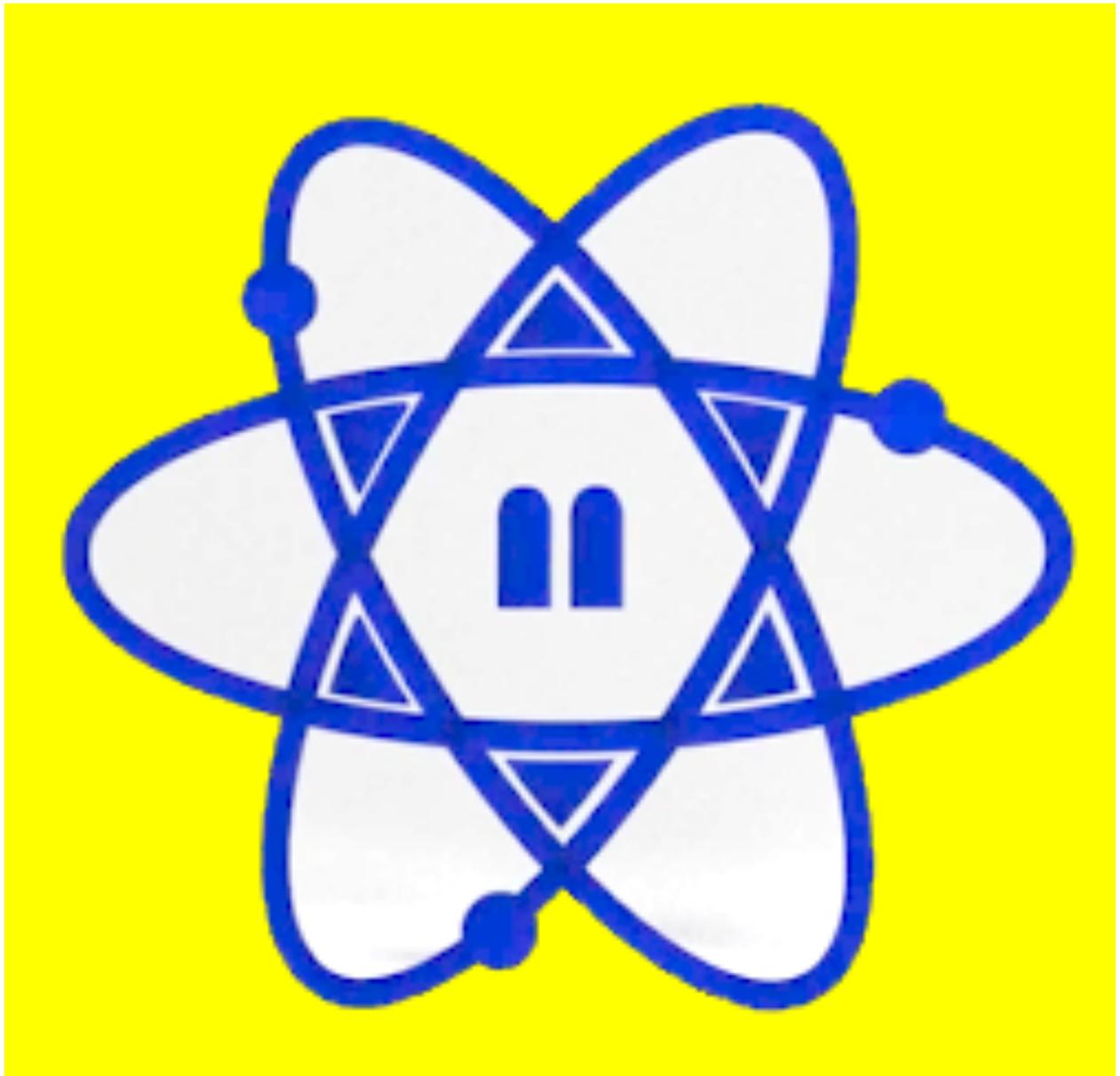
### Notes

(1) Avner Cohen, *Le Dernier Tabou. Le secret de la situation nucléaire d'Israël et ce qu'il faut en faire* (en hébreu), Kinneret, Zmora-Bitan, Dvir, Or Yehouda, Israël, 2005, 334 pages, 78 shekels.

(2) *Sunday Times*, Londres, 5 octobre 1986.

(3) Avner Cohen, *Israel and the Bomb* (en anglais), Columbia University, New York, 1998, 470 pages, 70 dollars (édition de poche en 1999, 478 pages, 21,95 dollars).

(4) Yoel Cohen, *Le Guetteur de Dimona. Vanunu, Israël et la bombe* (en hébreu), Editions Babel, Tel-Aviv, 2005, 416 pages, 98 shekels.



Logo mêlant joliment l'étoile de David et le symbole de l'atome de l'Institut pour la Science et la Halakha (loi religieuse juive), Jérusalem, fondé par le rabbin Levi Yitzhak Halperin, qui considère qu'Internet n'est pas caché, mais que les bombes nucléaires tactiques juives le sont (contre Amalek, toute arme est permise)

## 5

# L'armement nucléaire israélien, un tabou

*Abdelwahab Biad*

Maître de conférences à l'Université de Rouen (France)

*Annuaire français des relations internationales, Volume VI, 2005*

*« Israël ne sera pas le premier Etat à introduire des armes nucléaires au Moyen-Orient, mais il ne sera pas le deuxième non plus ».*

Ygal Allon, ministre israélien, décembre 1963

Depuis longtemps l'attention de la communauté internationale au Moyen-Orient s'est portée sur l'Iraq ou l'Iran, soupçonnés de vouloir se doter d'armes nucléaires, tandis que la situation d'Israël en la matière a été occultée. Il est vrai que l'Etat hébreu n'a violé aucun instrument de non-prolifération, pour la simple raison qu'il n'est partie à aucun. Israël n'a pas déclaré de programme de fabrication d'armes nucléaires, ni plaidé officiellement en faveur de l'acquisition de l'arme nucléaire. Cependant, en raison de ses activités nucléaires passées et présentes, du fait qu'il ne dément ni ne confirme les informations concernant ses activités nucléaires et de son refus d'adhérer au Traité de non-prolifération (TNP) et d'accepter des garanties de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA) sur ses installations nucléaires, il est possible de déduire sans risque de se tromper qu'il possède l'arme nucléaire.

La question de l'armement nucléaire israélien (ANI) est revenue dans l'actualité suite à deux événements : la visite en Israël, en juillet

2004, de Mohamed El Baradei, directeur de l'AIEA, pour relancer le projet de zone exempte d'armes nucléaires (ZEAN) au Moyen-Orient; la libération, en avril 2004, de Mordechai Vanunu, après une peine de 18 ans de réclusion pour « espionnage et trahison ». En 1986, les révélations au *Sunday Times* de ce technicien de la centrale nucléaire de Dimona sur l'existence d'un programme nucléaire militaire avaient causé une brèche importante dans la politique du secret d'Israël. Les révélations de M. Vanunu, d'une ampleur sans précédent, ont été largement ignorées par les médias en Europe et aux États-Unis<sup>27</sup>.

Depuis trente ans sont régulièrement publiées des informations fragmentaires dans la presse, dans des revues spécialisées, relatant des sources de services de renseignements sur la « bombe israélienne ». Mis à part cela, on trouve peu de littérature sur la question, en dehors de quelques ouvrages en anglais, dont celui très documenté d'Avner Cohen (*Israël et la bombe*), du livre-enquête de Pierre Péan (*Les Deux Bombes*, Fayard, Paris, 1991, 201 p., le seul en français, mais qui se limite au rôle de la France dans les années cinquante) et d'une étude d'experts des Nations Unies datant de... 1981 ! S'agit-il d'un sujet tabou ? On est tenté de répondre par l'affirmative lorsqu'on constate l'absence de sources israéliennes sur la question.

L'ANI est dès l'origine le fruit d'une coopération secrète avec des Etats avec lesquels Israël a noué une alliance étroite : à cet égard, la France notamment a joué un rôle déterminant. La politique

---

<sup>27</sup> La neutralisation de Vanunu est digne d'un roman d'espionnage : attiré par une espionne du Mossad, il est enlevé à Rome, transféré en Israël, puis jugé et condamné à 18 ans de réclusion par un tribunal siégeant à huis clos.

d'opacité choisie d'emblée par les dirigeants israéliens trouve son expression dans la doctrine de l'ambiguïté nucléaire en vertu de laquelle ils ne confirment, ni n'infirmement les informations faisant état de la possession de la « bombe ». Volontairement occulté par l'allié américain, mais dénoncé de manière récurrente par les pays arabes comme l'illustration des « deux poids - deux mesures », l'ANI contribue à nourrir le discrédit sur le régime de non-prolifération.

## **L'ACQUISITION DE SAVOIR-FAIRE, DE TECHNOLOGIES ET DE MATIERES NUCLEAIRES**

Israël dispose de nombreux experts en physique et en chimie nucléaires, ainsi que dans d'autres domaines de l'énergie nucléaire. Les savants israéliens, dont nombre d'entre eux ont été formés à l'étranger, où ils ont acquis une expérience pratique de l'industrie nucléaire, ont établi des relations avec des experts d'autres pays. Les différents stades de développement du programme nucléaire israélien ont nécessité la mise en place de réseaux secrets d'acquisition de savoir-faire, de technologies et de matières nucléaires à l'étranger, une véritable toile d'araignée constituée de sociétés écrans et d'agents du Mossad.

On pourrait faire remonter l'origine du programme nucléaire israélien aussi loin que l'existence d'Israël en tant qu'Etat. En effet, dès 1948, fut créé, au sein de l'Institut Weizman de Rehovot, un Département de recherche nucléaire. L'année suivante, les premières prospections géologiques sont entreprises dans le Néguev, à la recherche d'uranium par une unité de l'armée. En 1952, est établie une Commission à l'énergie atomique dirigée par David Bergmann, un scientifique partisan de la bombe. Et, en 1955,

David Ben Gourion aurait décidé de doter son pays de l'arme nucléaire et chargé Shimon Peres, qui conduisait depuis quelques années une action diplomatique secrète en France, d'obtenir des dirigeants français l'accès au « grand secret »<sup>28</sup>. Par la suite, l'Afrique du Sud a pris le relais comme partenaire nucléaire d'Israël. Le rôle clef de la France

Dès 1956, sur fond de Crise de Suez, une véritable alliance se noue entre dirigeants français (Guy Mollet, Maurice Bourgès-Maunoury, Félix Gaillard) et israéliens (David Ben Gourion, Shimon Peres), impliquant des militaires, des spécialistes du nucléaire et les services de renseignements. Cette alliance est alors fondée sur une commune hostilité au nationalisme arabe et à l'Égypte de Gamal Abdel-Nasser, coupable de soutenir le FLN en Algérie. À cette époque, la volonté des deux gouvernements de se doter d'une capacité nucléaire autonome hors du duopole soviéto-américain convergeait.

Furent signés des accords secrets, non accessibles à ce jour et qui ont échappé à tout contrôle parlementaire : il était de l'intérêt des deux Etats de maintenir cette entente secrète et compartimentée, qui comprenait une série de documents de nature politique et

---

<sup>28</sup> Les Israéliens auraient d'abord sondé les Américains pour obtenir un réacteur nucléaire, mais les exigences américaines de garantie les ont incités à se tourner vers la France. Toutefois, en application du programme Atom for Peace, un accord de coopération fut signé le 12 juillet 1955 entre les États-Unis et Israël pour la livraison d'un réacteur de recherche de 1 Mw installé à Nahal Soreq, près de Tel-Aviv, ainsi que la formation de chercheurs israéliens dans les centres de recherche américains. Ce réacteur, qui entra en service en juin 1960, est placé sous les garanties de l'AIEA en vertu de l'accord États-Unis-Israël-AIEA du 10 juin 1965.

technique. Pierre Péan, auteur du seul livre de référence sur cette période, rappelle que « la discrétion sur cette affaire est telle que pendant près de deux ans, après son retour au pouvoir, le général de Gaulle ignorera la vraie nature de la coopération nucléaire entre la France et Israël » ( op. cit., p. 14).

L'échec de l'expédition franco-israélo-britannique de Suez qui contribua à accentuer chez les Israéliens le désir de la bombe, les poussant à demander à leur partenaire français d'accorder des garanties de sécurité sous forme de garantie nucléaire<sup>29</sup>. Un sentiment de culpabilité aurait conduit des dirigeants de la IV<sup>e</sup> République à aider Israël à se doter de la bombe<sup>30</sup>. Les négociations aboutirent rapidement à une série d'accords (notamment l'accord du 3 octobre 1957) et de contrats portant livraison à Israël d'un réacteur (EL-102) d'une capacité identique à celui de Marcoule (G-1), soit 25 Mw, et transfert de technologie en matière de séparation de plutonium (Saint-Gobain Nucléaire) et de retraitement chimique (Pierre Péan, op. cit., pp. 82-85). Le complexe nucléaire de Dimona fut construit dans le plus grand secret dans le Désert du Neguev, à 70 km de Beersheva, avec l'aide d'ingénieurs français du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Le réacteur est entré en service en 1963 et sa puissance a été ensuite sensiblement augmentée par les Israéliens. Dimona fut placé sous la coupe de HEMED GIMMEL, la direction scientifique de l'armée israélienne. La coopération n'est pas tout à fait à sens unique, puisque les Israéliens fournissent notamment au CEA un ordinateur capable de

---

<sup>29</sup> Cette question fut abordée au cours d'une rencontre secrète à Sèvres, le 7 novembre 1956, entre Golda Meir, Shimon Peres, Maurice Bourgès-Maunoury et Christian Pineau.

<sup>30</sup> Guy Mollet aurait déclaré, en privé, «je leur dois la bombe», selon Pierre Péan, op. cit., p. 84.

calculer les paramètres de la bombe que les États-Unis refusent de lui livrer et deux brevets sur la technique de traitement de minerais d'uranium et de production d'eau lourde.

Craignant que des révélations sur cette coopération n'affectent la position internationale de la France en posture difficile en Algérie, le général de Gaulle choisit d'y mettre fin. En mai 1960, il exigeait qu'Israël divulgue l'existence de Dimona et soumette le réacteur à des inspections, faute de quoi la France suspendrait la fourniture de combustible. N'ayant pas obtenu de réponses satisfaisantes, de Gaulle décida « de mettre un terme à d'abusives pratiques de collaboration militaire [...] entre Tel-Aviv et Paris, qui introduisent en permanence des Israéliens à tous les échelons des états-majors et des services français », ainsi qu'au « concours prêté par la France à un début, près de Beersheva, d'une usine de transformation d'uranium en plutonium, d'où, un beau jour, pourraient sortir des bombes atomiques »<sup>31</sup>. Lâché par Paris, Israël se tourna dès 1964, vers un pays qui cherchait précisément à l'époque à développer une capacité nucléaire militaire, l'Afrique du Sud.

## **L'ALLIANCE AVEC L'AFRIQUE DU SUD**

Aziz Pahad, le vice-ministre sud-africain des Affaires étrangères a reconnu en 1997 l'existence d'une coopération secrète entre le régime d'apartheid et Israël dans le domaine nucléaire, signalant que de nombreux documents avaient été détruits lors du changement de gouvernement en Afrique du Sud<sup>32</sup>. Il a ainsi révélé que le double

---

<sup>31</sup> Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, Plon, Paris, 1970, p. 270

<sup>32</sup> Entretien accordé à Ze'ev Schiff du quotidien *Haaretz*, 20 avr. 1997. Cf. aussi Paul-Marie de la Gorce, « Israël-Afrique du Sud : secret défense », *Jeune Afrique*, n° 1902, 18-24 juin 1997, pp. 28-30.

flash détecté par le satellite américain Vela le 22 septembre 1979, dans l’océan Indien (à 2 400 km au sud-est des côtes sud-africaines), correspondait bien à un essai nucléaire réalisé dans le cadre de la coopération entre les deux pays. À l’époque, des rumeurs sur un essai conjoint d’armes nucléaires s’étaient propagées, mais avaient aussitôt été démenties par Pretoria et Tel-Aviv.

Les deux États avaient des points communs et des raisons objectives de se rapprocher. L’Afrique du Sud de l’apartheid et Israël étaient en butte à l’hostilité de leurs voisins et cherchaient à imposer leur existence par la force, en se dotant de tous les moyens, y compris la « bombe ». L’Afrique du Sud, tout comme Israël, avait cherché en Europe une assistance nucléaire, ciblant en particulier la France : ainsi, les Français ont construit deux réacteurs de type Westinghouse à Koeberg, près du Cap, tandis que des savants atomistes sud-africains comme leurs homologues israéliens faisaient des stages au centre de Saclay.

L’origine du programme nucléaire de Pretoria remonte aux années soixante. A cette époque, le régime d’apartheid était en guerre permanente, à l’intérieur, contre l’ANC, soupçonnée de fomenter une révolte de la majorité noire, et, à l’extérieur, contre les États voisins (Angola, Mozambique, Zambie), accusés de soutenir les mouvements de résistance à l’apartheid.

Exploitant habilement la « menace communiste » en Afrique australe, le régime d’apartheid a pu bénéficier d’une assistance technique et scientifique cruciale au plan militaire, mais aussi nucléaire en provenance d’Europe, des États-Unis et également

d'Israël<sup>33</sup>. Le Traité de coopération économique, scientifique et industrielle signé en 1976, par John Voerster et Itzhak Rabin symbolisait l'alliance israélo-sudafricaine. Pour les Israéliens, l'Afrique du Sud disposait d'importantes réserves d'uranium naturel, ainsi que d'un vaste territoire terrestre et maritime permettant de mener à bien des essais d'armes, y compris nucléaires.

Pour les Sud-Africains, Israël maîtrisait les techniques d'enrichissement. Le procédé d'enrichissement par écorçage de jet gazeux, dit « Hélikon » et utilisé dans le Centre de Valindaba, mis en service en 1975, serait le résultat de travaux menés conjointement avec les Israéliens. Possédant désormais la capacité d'enrichir de l'uranium grâce aux installations secrètes de Valindaba ainsi qu'aux équipements acquis en Occident en dépit de l'embargo des Nations Unies et ayant procédé à un essai qui validait leurs recherches, les Sud-Africains mirent au point six bombes à fission. Ces armes furent démantelées au début des années quatre-vingt-dix, peu avant l'arrivée au pouvoir de l'ANC, faisant de l'Afrique du Sud le premier et seul exemple à ce jour d'Etat ayant détruit son armement nucléaire <sup>34</sup>. Ce ne fut évidemment pas le cas d'Israël : dès lors, les chemins des deux pays divergent.

Si l'Afrique du Sud fut une source d'approvisionnement en uranium

---

<sup>33</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale des Nations Unies, *Plan et capacité d'action de l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire*, Rapport du Secrétaire général, Doc. A/35/ 402, 1980

<sup>34</sup> En mars 1993, l'ancien Président Frederick W. de Klerk annonçait au Parlement sud-africain que son pays avait développé un armement nucléaire depuis les années soixante-dix, que cet armement avait été démantelé avant la signature du TNP en 1991.

naturel, les Israéliens ont acquis d'importantes quantités d'uranium enrichi aux États-Unis et en Europe. Plusieurs affaires de disparition de matières fissiles ont alimenté les soupçons sur Israël<sup>35</sup>. À ce propos, Pierre Péan rappelle que « l'histoire de la bombe israélienne est émaillée de morts, d'enlèvements et de détournements mystérieux » (Pierre Péan, op. cit., p. 149.). Le secret caractérise le nucléaire israélien : si les programmes d'armement nucléaire ont toujours été placés sous le sceau du secret dans tous les États qui les ont lancés, la spécificité israélienne réside dans sa politique d'opacité totale.

## LA POLITIQUE D' "OPACITÉ NUCLÉAIRE"

L'affaire Vanunu illustre la culture du secret et l'opacité qui entoure le programme nucléaire israélien. À l'exception de quelques militants pacifistes, Vanunu a reçu peu d'appui en Israël, perçu qu'il était, par l'establishment politico-militaire et les médias, comme un traître à son pays. Or, Vanunu n'a fait que rendre public ce que tout le monde soupçonnait. Le traitement qui lui a été réservé (18 ans de réclusion en isolement)<sup>36</sup> (17) sert surtout d'avertissement à tous

---

<sup>35</sup> La disparition, dans les années soixante, de près de 90 kg d'uranium hautement enrichi d'une installation nucléaire américaine appartenant à la NUMEC (Nuclear Materials and Equipment Corporation) n'a jamais été élucidée. Le président de la NUMEC, Zaiman Shapiro, avait été soupçonné par la CIA d'être un homme-clef dans le programme nucléaire israélien. Pour plus de détails sur cette affaire, cf. Andrew et Leslie Cockburn, *Dangerous Liaison : the Inside Story of the Israeli-US Covert Relationship*, Harper Collins, New York, 1992, pp. 71-97.

<sup>36</sup> Il a été de nouveau arrêté et assigné à résidence en novembre 2004, avec interdiction de parler aux médias ou d'être en relation avec des étrangers.

ceux qui seraient tentés de remettre en cause le tabou.

Comme le faisait remarquer le Groupe d'experts des Nations Unies, Israël, comme tout Etat possédant la capacité de fabriquer des armes nucléaires, a le choix entre plusieurs options : «il peut renoncer purement et simplement aux armes nucléaires; il peut franchir ouvertement le seuil du club nucléaire en faisant exploser un engin nucléaire ou en annonçant qu'il possède l'arme nucléaire; il peut acquérir l'arme nucléaire et démentir la posséder; enfin, il peut se doter de la capacité de fabriquer des armes nucléaires sans passer à l'action et conserver une attitude ambiguë». Il découle des déclarations officielles ou officieuses des responsables israéliens que « l'attitude d'Israël relèverait de l'une ou de l'autre de ces deux dernières catégories »<sup>37</sup>.

Ainsi, contrairement aux autres États qui possèdent la capacité nucléaire militaire et qui l'ont ouvertement affirmé en procédant notamment à des essais nucléaires – États-Unis, Russie, Royaume-Uni, France, Chine, Inde et Pakistan –, Israël a opté pour une doctrine d'ambiguïté nucléaire, occultant tout débat sur sa stratégie nucléaire.

## L'AMBIGUÏTÉ NUCLÉAIRE

Cette doctrine a pour fondements les déclarations formulées à des périodes différentes par les dirigeants israéliens. Ainsi, en décembre 1965, Ygal Allon, ministre du Travail, déclarait : « Israël ne sera pas le premier État à introduire des armes nucléaires au Moyen-Orient, mais il ne sera pas le deuxième non plus »<sup>38</sup>. Le Président Ephraïm

---

<sup>37</sup> L'armement nucléaire israélien, op. cit., §60.

<sup>38</sup> Propos rapportés par le journal *Jewish Observer* (24 décembre 1965) et cité

Katzir précisa en 1974 que son pays « avait la capacité » de fabriquer des armes nucléaires et pouvait le faire « dans un délai raisonnable »<sup>39</sup>.

Les partisans de l'ambiguïté invoquent généralement le soutien de l'opinion publique israélienne, son acceptation tacite par les États-Unis et son efficacité à l'égard des voisins arabes<sup>40</sup>.

L'ambiguïté nucléaire présenterait certains avantages pour l'Etat hébreu. Tant qu'Israël n'aura pas ouvertement reconnu son statut de puissance nucléaire, il continuera de bénéficier d'un soutien économique et militaire accru de ses alliés, notamment des États-Unis. La doctrine d'ambiguïté apparaît alors comme un gage de la poursuite du soutien américain. Y renoncer risquerait d'affecter négativement les intérêts américains au Moyen-Orient, notamment en matière de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive (ADM). La doctrine d'ambiguïté nucléaire remplit donc une fonction spécifique dans les rapports américano-israéliens ; elle est au cœur d'un compromis tacite passé avec les États-Unis : ces derniers préservent leurs objectif de non- prolifération globale, tandis qu'Israël s'engage à ne pas procéder à des essais nucléaires. Il n'y a pas de signes apparents laissant croire qu'Israël renoncerait de lui-même à l'ambiguïté<sup>41</sup>.

Cependant, cette ambiguïté comporte également des inconvénients. De par l'incertitude qu'elle crée, elle peut être un facteur

---

dans *L'armement nucléaire israélien*, op. cit., §61.

<sup>39</sup> Propos rapportés par le *Washington Post*, 3 déc. 1974.

<sup>40</sup> Ze'ev Schiff, «*How long can nuclear ambiguity last*», Haaretz, 24 août 2000

<sup>41</sup> « Pour Ariel Sharon, « la politique d'ambiguïté nucléaire qui est la nôtre a fait ses preuves, et elle se poursuivra ». Dépêche AFP, Tel-Aviv, 7 juil. 2004.

contribuant à l'instabilité de la région et pourrait constituer un obstacle à la création du climat de confiance indispensable pour parvenir à un règlement politique global du conflit israélo-arabe. Par l'incertitude qu'elle crée, elle est porteuse de risques pour les intérêts de sécurité des États-Unis et pour la pérennité du régime de non-prolifération. De plus, l'ambiguïté nucléaire, en légitimant une culture du secret, est une perversion des valeurs démocratiques<sup>42</sup>. En effet, il n'y a jamais eu de débat public en Israël sur la question nucléaire : c'est une question taboue. La seule tentative récente en ce sens au Parlement fut un échec. En février 2000, la Knesset a tenu pour la première fois une discussion brève (une heure), mais houleuse, sur le nucléaire. La motion du député Issad Makhoul demandant un débat parlementaire sur la politique nucléaire fut rejetée par 61 voix contre 16, sur un total de 120 députés. La motion rappelait que «l'énorme stock d'armes nucléaires, bactériologiques et chimiques israélien est un catalyseur de la prolifération au Moyen-Orient», qu'Israël avait la responsabilité de changer le cours de la course régionale aux ADM, que les déchets radioactifs accumulés créent des risques pour l'environnement et la santé, que l'opinion publique était en droit d'être informée et que Vanunu devait être libéré<sup>43</sup>. Cependant, le rejet de la motion parlementaire permettait d'éluder le débat sur les bien-fondés de l'ambiguïté nucléaire et sur le rôle des armes

---

<sup>42</sup> Avner Cohen/Thomas Graham Jr, «WMD in the Middle East : a Diminishing Currency», *Disarmament Diplomacy*, n° 76, mars-avr. 2004.

<sup>43</sup> Parmi les partisans d'un débat figurent les députés du Meretz et du parti communiste et des personnalités comme Lea Rabin, veuve de l'ancien premier ministre assassiné, et Nri Savir, directeur de cabinet de Simon Peres, l'architecte du programme nucléaire israélien. Merav Datan, «Relaxing the Taboo : Israel Debates Nuclear Weapons», *Disarmament Diplomacy*, n° 43, janv.-fév. 2000.

nucléaires dans la défense d'Israël.

## QUELLE DOCTRINE D'EMPLOI?

A partir des informations fournies par Vanunu au *Sunday Times*, il a été possible aux experts de constater que la puissance du réacteur de Dimona fut quadruplée depuis les années soixante-dix (peut-être à 150 MW), faisant passer la production annuelle de plutonium de 7-8 kg dans les années soixante à 20- 40 kg au cours de la décennie quatre-vingt-dix. Selon certaines estimations, le réacteur aurait ainsi produit plus de 600 kg de plutonium au début des années quatre-vingt-dix. Ceci a donné à Israël la capacité de produire environ 20 armes nucléaires au cours de la période 1970-1980 et de 100 à 200 jusqu'en 1995<sup>44</sup>. La Fédération des scientifiques américains (FAS) a estimé qu'Israël possédait au milieu de la décennie 1990, 100 à 200 armes nucléaires, considérant comme exagéré le chiffre de 400 voire 500 bombes donné par certaines sources. Le haut niveau d'expertise scientifique et technique des Israéliens leur aurait permis de concevoir différents modèles d'armes nucléaires, y compris de les miniaturiser (armes thermonucléaires, armes tactiques, mines et obus, bombes à neutron).

Pour lancer leurs armes nucléaires, les Israéliens disposeraient d'une panoplie de vecteurs : avions F-15 et F-16 armés de missiles air-sol Popeye à tête nucléaire capables de détruire des cibles

---

<sup>44</sup> Vanunu a expliqué que Dimona était composée de neuf unités de production (Machons), chacune occupant un bâtiment particulier. Machon 1 contenait une unité de production de plutonium et Machon 2 des unités de retraitement, de séparation de lithium 6 et de production de tritium. Machon 2 était le plus important des éléments de Dimona, avec huit étages, dont six en sous-sol. Selon des estimations des services de renseignements russes, citées par la FAS sur le site Internet [www.fas.org/irp](http://www.fas.org/irp)

profondément enterrées; missiles américains Harpoon embarqués sur des sous-marins Dolphin fournis par l'Allemagne en 1999-2000; des missiles Jericho II (1 500 km de portée) et Jericho III (4 500 km) placés sur des rampes mobiles de lancement<sup>45</sup>; des lanceurs balistiques Shavit permettant de mettre en orbite les satellites Ofek, une artillerie capable de lancer des obus nucléaires à plus de 80 km<sup>46</sup>.

Aujourd'hui, en termes quantitatif et qualitatif, l'arsenal israélien est plus proche de celui de la France ou du Royaume-Uni que de celui de l'Inde ou du Pakistan. Eu égard à la dimension modeste de son territoire et de sa population et à l'absence d'une menace militaire crédible de ses voisins, l'Etat hébreu disposerait donc d'un arsenal surdimensionné ! Pour quelle doctrine d'emploi ? Israël considère la possession d'armes nucléaires comme une arme de dissuasion ultime contre une attaque conventionnelle qui le menacerait d'une défaite certaine pouvant affecter sa survie. Seymour Hersh évoque l'« option Samson », par référence au héros biblique, comme le fondement de la doctrine stratégique israélienne<sup>47</sup>. C'est une menace implicite d'un « Armageddon nucléaire » dirigée contre les pays arabes, l'Iran et même l'URSS pendant la Guerre froide<sup>48</sup>.

---

<sup>45</sup> Le missile Jéricho, d'une portée initiale de 450 km et pouvant transporter une ogive de 5 à 7 kg, a été développé par les Israéliens grâce à un contrat de coopération signé en 1960 avec Marcel Dassault.

<sup>46</sup> FAS, Israel Special Weapons Guide, [www.fas.org/nuke/guide/israel/index.html](http://www.fas.org/nuke/guide/israel/index.html)1.

<sup>47</sup> **Seymour Hersh, *The Samson Option : Israel Nuclear Arsenal and American Foreign Policy*, Randon House, New York, 1991, p. 319**

<sup>48</sup> Il semblerait que l'espion Jonathan Pollard, qui purge actuellement une peine de prison pour espionnage au profit d'Israël, cherchait à se procurer des images satellites des cibles soviétiques et d'autres données relatives à la stratégie nucléaire américaine. Cf. S. Hersh, op. cit., pp. 285-305. [Libéré en 2015, Pollard s'est installé en Israël en 2020]

L'ANI est aussi conçue comme une « défense anticipée » contre la possibilité d'une future supériorité militaire de ses voisins en matière conventionnelle ou comme « garantie » en cas d'acquisition d'ADM par ceux-ci. Cependant, quel avantage militaire pourrait apporter aux Israéliens l'utilisation d'armes nucléaires contre des objectifs militaires arabes qui ne puissent être obtenus avec des forces conventionnelles ? L'armement nucléaire a moins une utilité militaire qu'une fonction politique. En effet, l'ANI n'est pas seulement conçu comme une arme de dissuasion, mais aussi plus subtilement comme un instrument de pression pour le maintien du statu quo au Moyen-Orient. L'ANI peut être un levier d'action vis-à-vis de l'allié américain pour le conduire à agir dans le sens voulu : « si vous ne voulez pas nous aider dans une situation critique, nous allons être obligés de faire usage de l'arme nucléaire »!

Ce « chantage nucléaire » a fonctionné au moins une fois, lors de la guerre israélo-arabe de 1973, au cours de laquelle l'Administration Nixon a décidé un pont aérien massif pour remplacer les pertes israéliennes et éviter une défaite d'Israël qui aurait vraisemblablement conduit ce dernier à employer la bombe<sup>49</sup>. Cette situation crée une dépendance stratégique des États-Unis à l'égard d'Israël, Washington étant tenu de maintenir une supériorité qualitative et quantitative de l'armée israélienne sur toute coalition arabe pour éviter l'impensable, une défaite militaire de l'Etat hébreu qui rapprocherait du spectre d'une guerre nucléaire. Paradoxalement,

---

<sup>49</sup> L'alerte nucléaire fut déclenchée par Golda Meir le 6 octobre 1973, lorsque les attaques surprises égyptienne et syrienne menaçaient d'effondrement l'armée israélienne. « C'est la fin du troisième temple », aurait lancé Dayan comme argument. 13 bombes de 20 klt furent assemblées sur des missiles Jericho, prêtes à l'emploi. Cet événement, relaté dans un rapport américain, est cité par le Times, 12 avr. 1976.

l'assistance militaire américaine, qui avait pour objectif d'inciter les Israéliens à moins dépendre du nucléaire pour leur sécurité, a permis à ces derniers de développer qualitativement et quantitativement leur arsenal nucléaire. Il est crucial de s'interroger sur la position ou plus exactement sur l'absence de réaction des États-Unis au sujet du nucléaire israélien.

## **L'ABSENCE DE REACTION INTERNATIONALE**

La question de la prolifération des armes nucléaires au Moyen-Orient préoccupe depuis longtemps les Nations Unies, comme l'illustrent les résolutions qu'adopte chaque année depuis 1974 l'Assemblée générale sur la question de la création d'une ZEAN dans cette région<sup>50</sup>. La question de « l'armement nucléaire israélien » en tant que telle a été inscrite pour la première fois à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations Unies lors de sa 34<sup>e</sup> session (1979) et le restera pendant dix ans<sup>51</sup>. Plus récemment, la résolution 59/106 du 4 décembre 2004<sup>52</sup> (34) sur les « risques de prolifération nucléaire au Moyen-Orient », adoptée par 170 voix contre 5 (États-Unis, Israël, Iles Marshall, Micronésie et Palau) et 9

---

<sup>50</sup> Résolution 3263 (XXIX) adoptée le 9 décembre 1974 à l'initiative de l'Iran. Cf. aussi la résolution 58/34 du 8 décembre 2003. Le projet d'établir une ZEAN au Moyen-Orient n'a pu encore voir le jour malgré la non-opposition formelle de tous les États de la région, y compris Israël. Se reporter au Rapport du Secrétaire général sur la question, Document A/45/435, 1990.

<sup>51</sup> Ainsi, dans sa résolution 34/89 du 11 décembre 1979, l'Assemblée se disait alarmée « par les informations et les indices de plus en plus nombreux concernant les activités menées par Israël en vue d'acquies et de mettre au point des armes nucléaires » et convaincue que « la création d'une capacité nucléaire par Israël aggraverait encore la situation déjà dangereuse qui régnait dans cette région et constituerait une menace supplémentaire pour la paix et la sécurité internationales ».

<sup>52</sup> Sur la base d'un projet égyptien : cf. le document A/58/465.

abstentions, demandait à Israël d'adhérer au TNP et de soumettre ses installations nucléaires aux inspections de l'AIEA.

Ces textes inspirés par les pays arabes et soutenus par le Groupe des pays non alignés recueillent généralement une majorité confortable, mais n'ont quasi pas d'effets pratiques. Leur seul mérite est de maintenir ouvert ce dossier. Les Européens adoptent, selon les circonstances et la teneur du texte, une position d'abstention ou un soutien peu enthousiaste, quand ils ne se divisent pas. On notera la constance de la Russie et de la Chine dans le soutien aux résolutions sur la dénucléarisation du Moyen-Orient. En mai 2003, la Russie a même présenté à la réunion de Pusan du Groupe des fournisseurs nucléaires (NSG) un rapport sur les armes nucléaires israéliennes et demandé que la question soit traitée par le NSG. Mais, il faudrait peut-être situer cet activisme dans le contexte des pressions américaines sur la Russie pour qu'elle mette fin à la coopération nucléaire avec l'Iran<sup>53</sup> (35).

Quant aux États-Unis, s'il y a quelque chose de tabou dans leur politique étrangère, c'est bien la question de «l'exceptionnalisme nucléaire israélien». Cette absence de réaction internationale est perçue au Moyen-Orient comme l'illustration du «deux poids deux mesures».

## LA “POLITIQUE DE L'AUTRUCHE”

Si les États-Unis n'ont officiellement ni approuvé, ni assisté le programme nucléaire israélien, ils n'ont toutefois rien fait pour le

---

<sup>53</sup> La Russie a même estimé qu'Israël représentait au Moyen-Orient une menace supérieure à l'Iran : cf. «*Russia Demands Investigation of Israeli Nuclear Weapons*», Haaretz, 2 juin 2003.

stopper. Fait plus significatif, ils ne manifestent aucun enthousiasme pour les appels à la discussion sur la question au sein des instances internationales comme l'AIEA ou l'Assemblée générale de l'ONU.

Le site de Dimona avait été repéré par des U2 dès 1958, mais les Américains n'auraient été convaincus qu'il s'agissait d'un centre nucléaire qu'en 1960. Les Israéliens auraient expliqué tour à tour que c'était une usine textile, un centre de recherche agronomique, un complexe de recherche métallurgique, jusqu'à ce que Ben Gourion finisse par reconnaître, en décembre 1960, que le complexe de Dimona est un centre de recherche nucléaire «à des fins pacifiques»<sup>54</sup>. Dès son arrivée au pouvoir en janvier 1961, le Président Kennedy décida d'exiger de Ben Gourion des inspections à Dimona. Après les essais nucléaires français au Sahara (1960) et la perspective d'une bombe chinoise, John F. Kennedy considérait la prévention de la prolifération comme une priorité de sécurité nationale. Une crise couvait entre les deux pays car Ben Gourion tergiversait. C'est son successeur, Levi Eshkol, qui négocia un compromis : Israël autorisait des inspections américaines à Dimona et s'engageait à ne pas être le premier à introduire des armes nucléaires au Moyen-Orient<sup>55</sup>. Les Américains inspectèrent sept fois Dimona dans les années 1960, mais ne purent obtenir une vision exacte de l'ampleur du projet. L'équipe d'inspection de 1969 s'est plainte par écrit des restrictions imposées par les Israéliens et aurait déclaré qu'elle ne pouvait, de ce fait, garantir qu'on ne

---

<sup>54</sup> Cf. Avner Cohen, *Israel and the bomb*, pp. 79-97.

<sup>55</sup> Cité in Avner Cohen, «*The Most Favoured Nation*», *The Bulletin of the Atomic Scientists*, vol. LI, n° 1, janv.-fév. 1995, p. 52. Cf. aussi, du même auteur, *Israel and the Bomb*, op. cit., pp. 153-174.

procédait pas à des recherches sur les armes à Dimona<sup>56</sup>. McGeorge Bundy, conseiller à la Sécurité auprès de Kennedy, évoquant plus tard ces inspections, a estimé qu'«elles n'avaient pas été aussi sérieuses et rigoureuses que ce qu'elles auraient dû être pour faire toute la lumière»<sup>57</sup>.

La CIA (Central Intelligence Agency) avait acquis en 1968 la conviction qu'Israël était devenu une puissance nucléaire<sup>58</sup>. L'Administration Johnson aurait tenté de convaincre Israël de signer le TNP en liant cela à la fourniture d'armements. Par une manœuvre dilatoire des Israéliens, la question nucléaire fut non seulement déconnectée de celle des ventes d'armes américaines, mais fut totalement éludée par la suite. Les Israéliens ne se démarqueront plus d'une position d'ambiguïté qui consiste à nier contre toute évidence la possession de la bombe. Quant aux Américains, ils auraient pris acte de cette position dès 1968 et ont renoncé depuis à évoquer cette question. Il existerait même un accord tacite entre les gouvernements américain et israélien successifs, les premiers optant pour la « politique de l'autruche » à condition que les seconds gardent un profil bas en la matière et ne procèdent pas à des essais nucléaires<sup>59</sup>.

Les États-Unis, si prompts à dénoncer la prolifération des ADM en stigmatisant l'Irak de Saddam Hussein, la Libye, la Syrie ou l'Iran,

---

<sup>56</sup> Cité in *L'armement nucléaire israélien*, op. cit., §27, note 17.

<sup>57</sup> McGeorge Bundy, *Danger and Survival*, Vintage Books, New York, 1988, p. 510.

<sup>58</sup> Le directeur de la CIA Richard Helms en aurait informé le Président Johnson, qui lui aurait répondu «ne le dites à personne d'autre»: cf. Pierre Péan, op. cit., p. 27.

<sup>59</sup> Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, pp. 153-174.

font preuve d'un « silence assourdissant » lorsqu'il s'agit d'Israël, alimentant ainsi l'accusation de double standard.

### “DEUX POIDS DEUX MESURES”

L'attitude qui consiste à condamner de manière récurrente la prolifération des ADM par les voisins d'Israël (Irak, Iran) tout en feignant d'ignorer l'arsenal, lui bien réel, de l'Etat hébreu, est devenue intenable. Ce double standard est un facteur d'érosion de la légitimité du TNP<sup>60</sup>. La question de l'ANI est un thème récurrent dans les Conférences d'examen du TNP, soulevé à l'instigation des pays arabes soucieux d'accentuer les pressions de la communauté internationale sur l'Etat hébreu pour qu'il adhère au Traité et soumette son programme nucléaire aux contrôles de l'AIEA. L'adoption d'une résolution sur le Moyen-Orient, annexée à la déclaration finale de la V<sup>e</sup> Conférence d'examen (1995), a été déterminante dans l'acceptation, par les Etats arabes, d'une extension pour une durée indéterminée du TNP<sup>61</sup>.

La VI<sup>e</sup> Conférence d'examen (2000) n'a pas dérogé à la règle puisqu'on y a assisté à un affrontement entre le groupe arabe mené par l'Égypte d'une part et les États-Unis d'autre part, les premiers réussissant à arracher aux seconds une référence explicite, dans le document final, à Israël comme seul État du Moyen-Orient à ne

---

<sup>60</sup> Cf. Abdelwahab Biad, «La non-prolifération des armes de destruction massive à la croisée des chemins», AFRI, vol. V, 2004, pp. 762-781.

<sup>61</sup> La résolution, sans citer nommément Israël, s'inquiète de l'existence d'activités nucléaires dans la région qui échappent au contrôle de l'AIEA et de la situation dangereuse ainsi créée pour la paix et la sécurité régionales. Cf. la résolution sur le Moyen-Orient, Document final, Part 1 (NPT/CONF.1995/32 (Part 1) et Corr.2, 11 mai 1995.

pas avoir adhéré au Traité<sup>62</sup>. Qu'en sera-t-il de la prochaine Conférence d'examen (2005) ? Face à la montée en puissance, au sein de l'AIEA<sup>63</sup>, des critiques de « double standard » à l'occasion de l'affaire iranienne, El Baradei a pris son bâton de pèlerin pour se rendre à... Jérusalem (juillet 2004) et travailler à un compromis sous la forme d'un accord régional de sécurité visant à faire du Moyen-Orient une ZEAN. Cependant, « la montagne accoucha d'une souris » : la seule concession faite par A. Sharon a été d'accepter qu'une délégation israélienne participe à un Forum sur le Moyen-Orient organisé par l'Agence de Vienne en 2005<sup>64</sup>. Pour le directeur de l'AIEA, « deux options s'offrent à la communauté internationale : ne rien faire et donc avoir, dans dix ou vingt ans, trois ou quatre puissances nucléaires au Moyen-Orient, voire, pire, que des groupes extrémistes s'en emparent ; ou bien construire un système de sécurité régional fondé sur la confiance et la coopération »<sup>65</sup>.

Il est vrai que l'arsenal nucléaire israélien constitue le principal facteur d'incitation à la prolifération au Moyen-Orient. Les

---

<sup>62</sup> Conclusion sur le Moyen-Orient, Doc. Final, Vol. I (NPT/CONF.2000/28 (Part.I), par. I, «Article VII and the Security of Non-Nuclear Weapon States», par. 16.

<sup>63</sup> L'AIEA adopte chaque année une résolution sur l'application des garanties de l'AIEA au Moyen-Orient, dans laquelle elle rappelle régulièrement la nécessité pour tous les Etats de la région d'adhérer au TNP, de mettre en œuvre les garanties globales de l'AIEA (full scope safeguards) comme « mesure de confiance » et de contribuer à l'objectif d'une ZEAN au Moyen-Orient : AIEA, Conférence générale, 47<sup>e</sup> session, résolution GC(47)/RES/13, 19 sept. 2003.

<sup>64</sup> Matthew Cook, «IAEA to hosts Middle East Nuclear Forum», Arms Control Today, vol. XXXIV, n° 7, sept. 2004, p. 37.

<sup>65</sup> «IAEA Director-General Dr Mohamed El Baradei on Israel», Disarmament Diplomacy, 9 nov. 2004.

programmes nucléaires de l'Irak et de l'Iran doivent être appréhendés dans cette perspective et donc dans la volonté de rechercher un équilibre de la terreur. Toutefois, Israël refuse l'équilibre de la terreur, lui préférant le statu quo de monopole nucléaire qui lui est plus favorable. En effet, l'Etat hébreu a toujours dénié à ses voisins le droit d'acquérir une capacité nucléaire. Cela fut illustré de manière spectaculaire par la destruction, par l'aviation israélienne, le 7 juin 1981, du réacteur Osirak fourni par la France. Ce raid fut unanimement condamné par la communauté internationale, y compris par les États-Unis, qui s'associèrent à la résolution 487 (1981)<sup>66</sup>. La destruction du réacteur nucléaire irakien et les menaces d'une attaque similaire contre l'Iran équivalent à s'arroger un droit de veto unilatéral sur l'acquisition d'une capacité nucléaire par un État dont Israël se méfie particulièrement. Israël, qui ne s'oppose pas officiellement à l'objectif de ZEAN au Moyen-Orient, a toujours posé comme condition préalable la négociation d'un règlement de paix global dans la région. En revanche, pour les pays arabes, la dénucléarisation d'Israël est un préalable à la paix finale.

Les États-Unis semblent cautionner la conditionnalité israélienne. Ainsi, à l'occasion de la VI<sup>e</sup> Conférence d'examen du TNP (2000), le représentant américain déclarait : « Israël s'est dit prêt à renoncer à l'option des armes nucléaires dans le contexte d'une paix juste, stable et durable au Moyen-Orient. Les États-Unis font tout leur

---

<sup>66</sup> L'attaque d'Osirak fut l'occasion pour Israël d'exprimer sa conception de la légitime défense préventive : « en aucun cas, nous ne permettrons à un ennemi de mettre au point des armes de destruction massive dirigées contre le peuple d'Israël. Nous défendrons les citoyens d'Israël en temps voulu et avec tous les moyens à notre disposition ». Déclaration de Begin en juin 1981, faisant suite à l'attaque.

possible pour qu'une telle paix se réalise et nous pensons que lorsqu'elle se concrétisera, Israël pourra et devra adhérer au TNP en tant qu'État non doté d'armes nucléaires ». Ne faudrait-il pas, comme le propose El Baradei, organiser parallèlement les deux processus : établissement de la paix et dénucléarisation<sup>67</sup>? Il ne fait aucun doute que la dénucléarisation d'Israël, à l'instar de celle de l'Afrique du Sud, est une composante essentielle d'un processus de paix garanti par la communauté internationale<sup>68</sup>.

---

<sup>67</sup> IAEA Director-General Dr Mohamed El Baradei on Israel, op. cit.

<sup>68</sup> Shimon Peres estimait en décembre 1995, devant des journalistes israéliens, que le désarmement nucléaire unilatéral d'Israël pourrait être une contrepartie de la paix.

## 6

# Israël et la dissuasion nucléaire

*Pierre Razoux*

*Directeur de recherche chargé du domaine « pensée stratégique comparée » à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irsem).*

*Revue Défense Nationale*

*N° 782/2015*

L'objet de ce court article n'est pas de retracer la genèse et l'histoire du programme nucléaire militaire israélien – il existe de nombreux travaux sur ce sujet [1] – mais de s'interroger sur l'état actuel de la réflexion stratégique israélienne sur la dissuasion nucléaire elle-même. Un bref rappel tout de même : en 1956, au lendemain de la crise de Suez, la France et Israël unissent leurs efforts pour mettre au point rapidement une bombe atomique. Paris construit clé en main l'usine nucléaire de Dimona, dans le désert du Néguev, puis se désengage au début des années 1960, suite aux injonctions du général de Gaulle qui sait désormais pouvoir compter sur une arme atomique française opérationnelle, et qui souhaite se démarquer d'Israël pour promouvoir la nouvelle politique arabe de la France [2]. Les États-Unis d'Amérique prennent alors le relais et encadrent de près le programme nucléaire militaire israélien [3]. Depuis, la posture officielle d'Israël reste celle de l'ambiguïté, les dirigeants israéliens communiquant régulièrement sur le thème

« nous ne serons pas les premiers à introduire l'arme nucléaire au Moyen-Orient, mais si un autre État régional venait à l'introduire, Israël serait en mesure d'obtenir la bombe très rapidement ». Pour rendre sa posture cohérente, Israël n'a jamais adhéré au TNP.

Aujourd'hui, en Israël, le débat sur la dissuasion nucléaire, longtemps occulté puisque réservé à un petit cercle d'experts gouvernementaux [4], se concentre sur deux thèmes.

### **Quelle posture ? Maintien de l'ambiguïté ou affirmation de la capacité nucléaire ?**

Le chaos régional engendré par les révolutions arabes (dont la guerre civile syrienne qui en apparaît comme la manifestation la plus tangible pour les Israéliens), mais aussi la montée en puissance du djihadisme radical qui sévit aux frontières d'Israël (que ce soit en bordure du plateau du Golan ou dans la péninsule du Sinaï), la rivalité géopolitique qui oppose l'Arabie Saoudite à l'Iran, mais surtout les négociations visant à encadrer le programme nucléaire civil iranien, suspecté de cacher un programme militaire, sont autant d'éléments d'incertitude qui brouillent les cartes des stratèges israéliens. Dans ce nouvel environnement très incertain, empreint de risques polymorphes, certains pensent qu'Israël gagnerait à sortir de l'ambiguïté pour affirmer clairement son statut d'État doté de l'arme atomique.

Dans cette veine, le *think tank* israélien *Begin Sadat Center for Strategic Studies* (BESA – Université Bar Ilan de Tel-Aviv), réputé très proche du gouvernement de Benjamin Netanyahu, a publié le 27 mai 2014 un article cosigné par le professeur israélien Louis René Beres et le général américain en retraite John Chain [5]

recommandant qu'Israël lève le voile sur son arsenal atomique pour s'affirmer ouvertement en puissance nucléaire militaire capable de dissuader un futur Iran nucléaire. C'est la première fois qu'un centre de réflexion israélien s'est prononcé aussi clairement et ouvertement sur cette question. Cet article témoigne d'un débat intense au sein de la communauté stratégique israélienne. Louis René Beres présidait en effet à cette date le « Projet Daniel », un groupe d'experts chargé de conseiller le Premier ministre israélien sur les questions de stratégie nucléaire. La personnalité de son coauteur (ancien commandant du *Strategic Air Command*) témoigne également d'un débat vif sur ce sujet au sein de l'administration américaine, toujours très attentive à éviter une course à la prolifération au Moyen-Orient.

L'article de Louis René Beres et John Chain peut être résumé de la manière suivante. Compte tenu de l'évolution de la politique américaine de dialogue et d'engagement vis-à-vis de Téhéran, l'Iran doit être considéré comme un État potentiellement du seuil, qui développera inéluctablement une capacité nucléaire militaire dans un avenir plus ou moins proche. À cette échéance, des frappes préventives contre le programme nucléaire iranien n'auraient plus de sens et n'obtiendraient pas l'effet recherché. Face à cette situation, Israël devra établir une doctrine stratégique fondée à la fois sur la dissuasion nucléaire et sur une défense conventionnelle active. La défense antimissile balistique constituera le premier étage de cette doctrine, mais elle ne peut garantir à elle seule l'invulnérabilité du territoire israélien. L'arsenal atomique constituera le second étage de cette doctrine. Puisque son bouclier antimissile n'est pas totalement hermétique, Israël doit clairement faire savoir à ses agresseurs nucléaires potentiels que le recours à

son bouclier antimissile s'accompagnerait automatiquement de frappes de riposte avec des armes atomiques. Pour que cette menace soit crédible, Israël devrait : renforcer de manière visible son arsenal nucléaire ; réfléchir à la meilleure manière de lever une partie du voile recouvrant son programme nucléaire militaire ; sortir de sa posture d'ambiguïté et revendiquer ouvertement son statut d'État doté, dès que l'Iran sera suspecté d'avoir franchi le seuil nucléaire militaire ; accroître ses efforts pour se doter d'une capacité de frappe en second qui soit suffisamment protégée et dispersée (*hardened and dispersed*) pour survivre à une première frappe et convaincre tout agresseur potentiel qu'il s'exposerait à des représailles massives anti-cités (*massive retaliation against readily-identifiable enemy cities*).

Pour les auteurs, cette doctrine de dissuasion nucléaire assumée, très large puisqu'elle envisage aussi bien des représailles anti-cités qu'une utilisation sur le champ de bataille, devrait s'insérer dans une stratégie de dissuasion encore plus vaste reposant sur la défense cybernétique et sur des technologies spatiales émergentes (*deterrence posture... should include relevant cyber-defenses and emergent space technologies*). De leur point de vue, la multiplication des systèmes de défense antimissile n'est pas antinomique d'une stratégie de dissuasion nucléaire, bien au contraire, car elle permettrait selon eux d'éviter un effet de saturation par des missiles balistiques iraniens, d'accroître le facteur incertitude dans l'esprit des planificateurs iraniens et de développer un savoir-faire technologique, source d'importants revenus pour l'industrie de défense israélienne.

Au fond, Beres et Chain estiment qu'Israël devrait convaincre les dirigeants iraniens que son arsenal atomique est suffisamment résilient pour ne pas être vulnérable à une première frappe, et qu'en

même temps, il reste modulable dans ses effets destructeurs. Cette vision n'est pas sans rappeler la doctrine française de dissuasion nucléaire qui prévalait dans les années 1970 et 1980, à deux exceptions notables toutefois : l'affirmation de la complémentarité des armes atomiques avec un bouclier antimissile et l'acceptation de leur usage éventuel à des fins strictement militaires.

Quoi qu'il en soit, l'élément significatif reste que les deux auteurs appellent Benjamin Netanyahu à infléchir son discours à l'égard de l'Iran pour y insérer davantage de réalisme et moins d'idéologie. Peu suspects de complaisance à l'égard du régime iranien, ceux-ci parient manifestement sur son caractère rationnel.

Que peut-on penser de cet article ? En fait, ce n'est pas la première fois qu'Israël envisage de sortir de l'ambiguïté. Shimon Pérès, le « père technocratique de la bombe israélienne », aurait suggéré le premier, à la veille de la guerre des Six Jours (juin 1967), de faire exploser une bombe atomique au Sud du désert du Néguev pour calmer les velléités guerrières de ses voisins arabes [6]. Depuis, en plusieurs occasions (guerre du Kippour d'octobre 1973, frappes de missiles irakiens *Scud* en janvier 1991, provocations verbales du président iranien Ahmadinejad en 2006), le pouvoir israélien s'est interrogé sur le bénéfice – en termes de sanctuarisation de son territoire et de sécurité de long terme – qu'il retirerait à clarifier sa stratégie nucléaire en renonçant à sa posture d'ambiguïté. Le 8 mai 2006, Shimon Pérès avait lancé un avertissement solennel à Mahmoud Ahmadinejad : « Le président iranien ne doit pas oublier que son pays aussi peut être rayé de la carte » (*AFP*). Il a réitéré son avertissement six ans plus tard, alors qu'il s'apprêtait à quitter la présidence d'Israël, en déclarant : « Je suggère à nos ennemis de ne pas sous-estimer nos capacités militaires, qu'elles

soient visibles ou dissimulées » [7].

À chaque fois, ce sont les pressions conjuguées de l'Administration américaine et de politiciens israéliens qui l'ont fait renoncer à une telle clarification. Les détracteurs de cette option ont fait valoir que sortir de la stratégie d'ambiguïté avait cinq inconvénients majeurs : c'était irréversible (il est difficile de nier l'existence d'un arsenal après l'avoir officiellement reconnu) et cela ne fonctionnait qu'une fois ; cela impliquait de révéler les liens secrets unissant Israël à plusieurs États occidentaux, mettant ceux-ci dans une posture délicate ; cela risquait d'atténuer la vigilance de l'armée (qui pourrait être tentée de se reposer de manière excessive sur les armes nucléaires) ; cela ne pouvait qu'aboutir à terme au démantèlement de nombreuses colonies établies en Cisjordanie, puisqu'il est entendu qu'Israël devrait en contrepartie régler durablement la question palestinienne ; cela ne pouvait enfin qu'accroître les tensions avec l'Administration américaine qui craint depuis toujours qu'une telle annonce ne mette en difficulté sa politique étrangère à l'égard du monde arabe et n'encourage la prolifération nucléaire dans la région.

Ce même débat oppose en France ceux qui pensent qu'Israël gagnerait à sortir de l'ambiguïté, et ceux qui estiment que cela ne ferait qu'accroître la marginalisation de ce pays, déjà très isolé sur la scène internationale, tout en accroissant les risques de prolifération nucléaire.

En Israël, les plus cyniques, qui militent pour le maintien du *statu quo*, font valoir qu'il est préférable de négocier le maintien d'une posture d'ambiguïté contre d'importantes livraisons d'armes et d'utiles soutiens diplomatiques (par exemple sur le dossier

palestinien). Pendant la guerre du Kippour, la seconde guerre du Golfe (1991) ou après les déclarations tonitruantes du président iranien Ahmadinejad, Tsahal s'est ainsi vu offrir un surplus d'armes et de munitions hypersophistiquées, en plus de celles allouées annuellement par le Congrès. Aujourd'hui, et malgré les relations exécrables entre Barack Obama et Benjamin Netanyahu [8], l'Administration américaine se dit prête à livrer gratuitement, et plus rapidement que prévu, un nombre plus important de chasseurs bombardiers furtifs *F-35* à l'armée de l'air israélienne pour convaincre les dirigeants israéliens de maintenir leur posture d'ambiguïté et pour ne pas se lancer dans des opérations militaires contre l'Iran, après un éventuel accord entre Téhéran et le P5+1 sur le dossier nucléaire iranien.

## Quel arsenal ?

De sources ouvertes, les forces stratégiques israéliennes seraient aujourd'hui constituées de trois escadrons de missiles balistiques sol-sol mobiles, totalisant probablement une cinquantaine de *Jéricho 2*, *2B* et *3* d'une portée moyenne de 1 400, 2 000 et 7 000 kilomètres [9]. Une version améliorée du *Jéricho 3*, d'une portée supérieure à 10 000 kilomètres, était en cours de développement et doit entrer prochainement en service, si ce n'est déjà fait [10]. En plus de ses missiles balistiques, Israël dispose de son aviation pour mettre en œuvre son arsenal nucléaire (notamment le 69<sup>e</sup> escadron équipé de *F-15I* et les 107<sup>e</sup>, 119<sup>e</sup>, 201<sup>e</sup> et 253<sup>e</sup> escadrons équipés de *F-16I*), mais aussi de missiles de croisière *Delilah* et *Popeye Turbo* de conception locale (Washington s'étant toujours refusé à lui livrer des missiles *Tomahawk*), susceptibles d'être embarqués à bord des trois (et bientôt quatre)

sous-marins anaérobies de type 800 livrés par l'Allemagne. Si l'on en croit le site *Internet* très bien informé de la *Federation of American Scientists*, un *Popeye Turbo* lancé par un sous-marin israélien croisant dans l'océan Indien aurait atteint une cible située à 1 500 kilomètres de distance, en mai 2000 [11]. Ce missile peut contenir une tête nucléaire miniaturisée. Israël disposerait donc en théorie de la fameuse « triade stratégique » (missiles balistiques, vecteurs aériens, sous-marins lanceurs d'engins) lui assurant une capacité de seconde frappe.

En pratique, il est douteux que la composante sous-marine soit aujourd'hui pleinement opérationnelle. Quatre sous-marins ne suffisent pas pour assurer une permanence à la mer. Ils sont déjà employés à plein potentiel pour accomplir leurs missions conventionnelles, notamment de renseignement et d'infiltration-exfiltration de commandos. Leur mouillage sommaire dans la base navale d'Haïfa n'est pas adapté à la gestion complexe des procédures nucléaires. C'est peut-être l'une des raisons qui ont poussé les autorités israéliennes à autoriser la construction d'une nouvelle base pour ces sous-marins [12]. Le cinquième ne devrait pas arriver en Israël avant 2016, au mieux, tandis que le sixième, dont l'achat n'a pas encore été formalisé, ne serait livré à Israël qu'en 2018 pour remplacer le premier qui devrait être retiré du service à cette échéance.

En attendant que cette composante sous-marine soit opérationnelle à temps plein (car elle peut l'être probablement déjà en cas de crise grave), une chose reste sûre : Israël met progressivement en place les outils d'une stratégie de dissuasion nucléaire envers l'Iran, dans l'hypothèse où celui-ci parviendrait à acquérir la bombe atomique, ou du moins le niveau technologique lui permettant de la produire

rapidement s'il décidait de rester au seuil de cette capacité. Pour l'instant, la rhétorique idéologique du gouvernement israélien vise donc d'abord et avant tout à prolonger le plus longtemps possible le monopole nucléaire israélien au Moyen-Orient.

Reste le débat sur le nombre de têtes nucléaires. Pendant longtemps, les experts et les journaux spécialisés créditaient Israël de 200 ogives atomiques, arsenal calculé à partir des données techniques révélées par le scientifique israélien Mordechai Vanunu, avant que celui-ci ne soit kidnappé par le Mossad en 1986. Le 15 septembre 2013, au lendemain de l'annonce du plan de désarmement chimique syrien, un article publié par le média israélien *I24News* (citant le *Bulletin of the Atomic Scientists* et des experts du Pentagone) apportait des précisions surprenantes sur l'arsenal nucléaire israélien [13], indiquant : qu'Israël avait cessé de produire des têtes nucléaires en 2004, qu'Israël disposait de 80 ogives nucléaires opérationnelles, que ce nombre d'ogives était jugé suffisant par les autorités israéliennes pour dissuader tous ses adversaires potentiels, qu'Israël disposait de suffisamment de matériau fissile pour fabriquer 115 ogives supplémentaires, si la situation régionale venait à se dégrader gravement.

Bien qu'il contrevienne à la législation israélienne interdisant de publier la moindre information susceptible d'accréditer la possession de l'arme atomique par Israël, cet article n'a pas été retiré du site *Internet* israélien qui l'a publié. Il concourt bien évidemment à la pratique classique de nombreux États qui consiste à laisser « fuiter » des informations dans la presse, pour mieux véhiculer un message à destination de la communauté internationale.

Quel est ce message ? Indubitablement qu'il convient de prendre

Israël au sérieux dès lors que l'on parle de dissuasion nucléaire, tout en intégrant le fait que face au syndrome toujours plus prégnant de « la citadelle assiégée » qui caractérise leur pays, les décideurs israéliens cherchent à préserver le caractère imprévisible de leurs modes d'action, de manière à renforcer la crédibilité de leur stratégie de dissuasion globale [14].

## Notes

[1] Cf. Pierre Razoux : *Tsahal – Nouvelle histoire de l'armée israélienne* ; Perrin, Tempus, 2008, p. 557-593, mais aussi l'ensemble des ouvrages que j'y cite sur ce thème dans la bibliographie, p. 704-705, et notamment ceux de Shlomo Aronson, *Israel's Nuclear Programme* (Londres, King's College, Mediterranean Studies, 1999), d'Avner Cohen, *Israel and the Bomb* (New York, Coloumbia University Press, 1998) et de Seymour Hersh, *The Samson Option* (Random House, New York, 1991).

[2] Tous ces aspects, parfaitement documentés, sont couverts par les travaux du professeur Maurice Vaïsse et ceux du Groupe d'études français d'histoire de l'armement nucléaire (Grefhan) qu'il dirigea pendant les années 1990.

[3] Cf. l'excellent article de synthèse de Philippe Wodka-Gallien dans son *Dictionnaire de la dissuasion* (Marines éditions), 2011, p. 195-196.

[4] Notamment Ariel Levite, ancien directeur chargé de la stratégie au sein de la Commission israélienne de l'énergie atomique (2002-2007), chercheur associé au *Carnegie Endowment for International Peace*, dont les nombreux articles publiés aux États-Unis font autorité.

[5] \_\_\_\_\_ « *Living with Iran: Israel's Strategic Imperative* » (<http://besacenter.org/>).

[6] Shimon Pérès : *Battling for Peace* ; Weidenfeld & Nicolson, Londres, 1995, p. 166-167 ; repris par Avner Cohen in *Israel and the Bomb*, *op. cit.*, p. 275. Les experts s'accordent pour dater du printemps 1967 l'assemblage des deux premières bombes atomiques israéliennes.

[7] *Guysen Israel News*, 4 septembre 2012.

[8] Barack Obama : « Les exigences de Netanyahu nuisent à la crédibilité d'Israël », *I24News*, 2 juin 2015 ; les articles pointant les mauvaises relations entre les deux hommes sont légion depuis quatre ans.

[9] *Military Balance 2012*, IISS, Londres, Routledge, p. 328-331 ; Philippe Wodka-Gallien, *Dictionnaire de la dissuasion, op. cit.*, p. 195-196 ; Jean-Louis Promé, « Une dissuasion nucléaire fonctionnant sans arsenal nucléaire ? » in « *Tsahal - L'armée israélienne aujourd'hui* », *DSI*, HS, n° 9, 2010, p. 42-47.

[10] Anshel Pfeffer : « *IDF test-fires ballistic missile in central Israel* », *Haaretz*, 2 novembre 2011.

[11] *Popeye Turbo* ([www.fas.org/](http://www.fas.org/)).

[12] « *Elbit Systems to construct a new submarine base in Haifa* », *Israel Defense*, n° 13, avril 2013, p. 69.

[13] *I24News* : « Israël aurait gelé sa production d'ogives nucléaires en 2004 » ([www.i24news.tv/](http://www.i24news.tv/)).

[14] Pour plus de développement, cf. Pierre Razoux : « La pensée stratégique israélienne confrontée à la nouvelle donne géopolitique au Moyen-Orient », *NRS*, n° 6, Irsem, janvier 2014 ; « Tsahal sur tous les fronts – L'armée israélienne dans l'incertitude stratégique », *Focus stratégique*, n° 45, juillet 2013, 47 pages, téléchargeable en versions française et anglaise sur le site de l'Ifri ([www.ifri.org/](http://www.ifri.org/)).

# 7

## La vérité derrière le plan désespéré d'Israël de faire exploser un engin nucléaire pour se sauver en 1967

*Avner Cohen, Haaretz, 6/6/2017*

*Israël aurait-il vraiment pu faire exploser un engin nucléaire à la veille de la guerre des Six Jours ? Le chercheur principal sur cette controverse explosive décrit la mise au jour de ce qui reste le plus grand tabou d'Israël : ses capacités nucléaires.*



La centrale nucléaire de Dimona, dans le désert du Néguev, au sud d'Israël.

Cette semaine, à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de la guerre de 1967, le Woodrow Wilson Center à Washington DC publie une demi-douzaine de témoignages et de documents mettant en lumière la **dimension nucléaire** de la guerre des Six Jours.

L'élément le plus spectaculaire, cité par le *New York Times* comme étant « le dernier secret de la guerre des Six Jours », est un entretien que j'ai mené au cours de l'été 1999 avec feu le général Yitzhak Yaakov (Ya'tza), dans lequel il a ouvertement révélé l'existence d'un effort massif au cours de la “période d'attente” de 1967 pour assembler le premier engin nucléaire israélien. Ya'tza a également détaillé son propre rôle au nom des FDI pour transformer la nouvelle capacité évolutive en un plan opérationnel, baptisé “Shimshon”, d'un essai nucléaire à des fins de démonstration. d'un essai nucléaire à des fins de démonstration dans une zone désolée du désert du Sinäï.

Cette histoire suscite, en Israël et à l'étranger, deux types de réactions diamétralement opposées : soit l'exagération et la démesure, soit l'incrédulité et le rejet pur et simple.

Par exemple, il y a eu des titres grossièrement exagérés comme « Israël prévoyait de larguer une bombe atomique dans le Sinäï pendant la guerre de 1967 ». D'autres, comme l'historien converti en politicien Michael Oren, l'ont entièrement rejetée, estimant qu'elle « ne tient pas la route » et qu'elle est « inacceptable » parce qu'il n'a pas pu y trouver la moindre référence dans les « dizaines de milliers de documents déclassifiés » qu'il a examinés. Il a objecté que l'histoire des essais nucléaires ne reposait que sur une seule source.



Feu le général Yitzhak Yaakov (Ya'tza), dont l'interview a révélé les efforts d'Israël pour se doter d'une capacité nucléaire à la veille de la guerre des Six Jours, lors de son procès en Israël en 1991. Photo : Moti Kimche

En tant que principal chercheur universitaire à l'origine de la collection d'archives numériques sur la guerre de 1967 du Wilson Center, et compte tenu des réactions radicalement différentes que cette histoire a suscitées, je pense qu'il vaut la peine de replacer le témoignage de Ya'tza dans son contexte historique plus large et d'essayer d'évaluer sa valeur historique et sa véracité : Dans quelle mesure est-il réel ? Quelle est son importance ? Ces questions ne sont pas simples étant donné les couches de tabou, de secret et d'inhibition qui se sont accumulées sur ce sujet.

Tout d'abord, peu d'Israéliens connaissent le drame nucléaire qui s'est déroulé en Israël à la veille de la guerre de 1967. En fait, même les quelques personnes qui le savent n'en ont pratiquement jamais parlé, même en privé. La plupart des ministres du cabinet du Premier ministre de l'époque, Levi Eshkol, ne savaient pas grand-chose à ce sujet. Il y avait peu de documents, et aucun d'entre eux n'a été déclassifié - comme Michael Oren devrait le savoir. "Shimshon" est tombé dans l'oubli ; même pour les rares personnes

qui étaient au courant, c'était comme s'il n'avait jamais eu lieu, une victime de plus du grand tabou nucléaire israélien.

Pour Ya'tza, cependant, ces événements de 1967 n'ont jamais été oubliés. Pendant quelques décennies, les souvenirs sont restés en sommeil, mais peu à peu, ils sont revenus à la vie. Lorsque j'ai rencontré Ya'tza en 1999, 32 ans après ces événements, il considérait "Shimshon" comme l'un des deux souvenirs les plus marquants de sa vie, l'autre étant la chute de Gush Etzion lors de la guerre de 1948. À la fin des années 1990, Ya'tza a commencé à parler de Shimshon comme de son "héritage".

En écoutant les souvenirs de Ya'tza, j'ai réfléchi à la mémoire, à la narration et à l'histoire, ainsi qu'à leur relation. La mémoire à long terme semble être constituée de récits ancrés dans des moments distincts et vivants - événements, situations, rencontres. Les gens se souviennent parfaitement de ces moments individuels, mais le récit est plus vaste que la somme de ces moments et il comporte toujours des blancs, des trous et du brouillard. Souvent, les humains comblent ces trous par des suppositions déguisées en souvenirs.

Ya'atza et moi-même - lui en tant qu'interviewé et moi en tant qu'intervieweur - avons beaucoup parlé de la fragilité de la mémoire humaine. Il était clair que s'il se souvenait parfaitement de certains moments, il ne se souvenait guère d'autres.

Il était conscient que son récit des événements de 1967 relevait, à certains moments, plus de la conjecture que du souvenir. Il admettait avoir des doutes sur certaines de ses affirmations. Conscient de la difficulté de découvrir le passé, mon travail consistait souvent à le mettre au défi en soulevant des questions - énigmes, incohérences, etc. - et de le forcer à fournir des

explications ou à admettre ses trous de mémoire. L'entretien ressemble parfois davantage à un interrogatoire. Ya'tza a parfois tenté de répondre à ces difficultés en fouillant plus profondément dans sa mémoire et parfois en proposant des explications logiques. Souvent, il était vraiment difficile de reconstituer ce qui s'était passé.

En fin de compte, comment évaluer le témoignage de Ya'tza ? Voici quelques questions fondamentales :

- À quel point Israël était-il proche de démontrer sa capacité nucléaire à la veille de la guerre de 1967 ? - Le plan Shimshon n'était-il qu'une sorte d'exercice conceptuel et technique, ou s'agissait-il d'un véritable plan opérationnel qui aurait pu être exécuté ? - Dans quelle mesure la partie politique - Eshkol et plus tard Dayan - était-elle au courant ? - Rétrospectivement, quelle a été l'importance historique de ces événements ?

Il n'y a pas de réponses simples et claires à ces questions, car il y a très peu de preuves disponibles. Ya'tza lui-même semble parfois ne pas savoir dans quelle mesure tout cela était réel. À certaines occasions, il a parlé de Shimshon comme d'un véritable plan militaire qui aurait pu être exécuté dans certaines circonstances, aussi improbables soient-elles. Mais à d'autres occasions, il en parlait comme d'un plan amateur et improvisé, concédant implicitement que personne au sommet n'aurait voulu ou pu le prendre trop au sérieux. Ya'tza a toujours parlé de Shimshon comme d'un "scénario catastrophe", c'est-à-dire d'une option au cas où toutes les autres échoueraient.

Je pense aujourd'hui - en me basant dans une certaine mesure sur les preuves limitées et sommaires disponibles au-delà du

témoignage de Ya'tza - que "Shimshon" était davantage un exercice technique pour un scénario improbable qu'un véritable plan d'urgence militaire. En outre, des personnes telles qu'Israel Dostrovsky (le chef nucléaire), Zvi Tzur ("Chera" comme on l'appelait, l'homme de confiance de Moshe Dayan) et, bien sûr, Yitzhak Rabin et Ezer Weizman, et non Ya'tza, auraient été celles qui auraient conseillé les décideurs politiques - principalement Eshkol et Dayan - sur la capacité nouvellement formée, si "Shimshon" était réellement réalisable ou s'il s'agissait avant tout d'un exercice théorique.



Le Premier ministre Levi Eshkol et le ministre de la Défense Moshe Dayan, photographiés à Tel-Aviv deux jours avant le déclenchement de la guerre des Six Jours, ont été les principaux décideurs dans la volonté d'Israël de se doter d'un dispositif nucléaire. 3 juin 1967 Photo : Anonyme/AP

Malheureusement, ces acteurs clés ne sont plus de ce monde. De leur vivant, ils n'ont pratiquement rien dit d'explicite au sujet de "Shimshon". Cependant, dans une rare et obscure [interview d'histoire orale](#) que Tzur a accordé au Rabin Memorial Center en

2001 et qui fait partie de notre nouvelle collection, il a apporté des éclaircissements sur cette question. Dans cette interview, Tzur a reconnu - mais sans entrer dans les détails - que le premier jour de la guerre de 1967 (5 juin 1967), il a nommé un comité de deux personnes - Dostrovsky et Ya'tza - pour examiner « si quelque chose [c'est-à-dire un test] peut être fait, mais pas pour le faire ».

Il est évident que, comparé à Ya'tza, Tzur a minimisé l'importance de cette "vérification de l'état". Il a souligné que la nature de la vérification de l'état était technique et théorique : il s'agissait simplement de savoir ce qui existait, ce qui était faisable, en notant que la vérification n'abordait pas la question des conséquences politiques de la réalisation d'un test démonstratif.

En outre, il est évident que Tzur considérait la capacité technique comme tout à fait embryonnaire et rudimentaire, ce qui implique qu'il n'aurait pas recommandé de l'utiliser. Tzur ne pensait pas non plus qu'il était politiquement judicieux qu'Israël fasse la démonstration de ses capacités. Il semble, mais nous n'en sommes pas sûrs, que c'était également l'avis du Premier ministre Eshkol et, comme le laisse entendre un autre document de nos collections, que Zvi Tzur et Eshkol étaient conscients qu'Israël disposait d'une arme spéciale que « d'autres pays possèdent par centaines, voire par milliers ».

Mais tous les Israéliens bien informés n'étaient pas d'accord avec Zvi Tzur et Eshkol pour dire que procéder à un essai nucléaire n'aurait aucun sens d'un point de vue politique. Shimon Peres, alors ancien vice-ministre de la défense et père fondateur du programme nucléaire, était un leader de l'opposition en 1967 et a discrètement préconisé l'utilisation par Israël d'une démonstration nucléaire pour empêcher la guerre.

Si je conclus provisoirement que le témoignage de Ya'tza, aussi fascinant, dramatique et intrigant soit-il, n'indique pas qu'à la veille de la guerre de 1967, les dirigeants israéliens envisageaient *sérieusement* de procéder à un essai nucléaire, il révèle - et pour la première fois à partir d'une source identifiable - qu'en juin 1967, Israël avait la capacité de créer (certains diraient, d'improviser) un dispositif nucléaire rudimentaire, même si ce n'était qu'à des fins de démonstration.

S'il est peut-être exagéré de dire que la veille de la guerre des Six Jours a été l'un de ces "presque" moments de l'histoire nucléaire, il est juste de dire qu'il s'agit d'une étape clé dans l'histoire du programme nucléaire israélien.

C'est à ce moment-là, à la veille de la guerre des Six Jours, qu'Israël est devenu une puissance nucléaire.

## 8

# Des notes manuscrites secrètes révèlent la genèse du programme nucléaire israélien

***Adam Raz, Haaretz, 20/1/2019***

*Un trésor jusqu’ici caché de mémos rédigés par de hauts responsables politiques israéliens dans les années 1960 et au-delà révèle des différends sur le “projet” nucléaire, son coût énorme et la décision d’adopter une politique d’ambiguïté.*

Il y a quelques années, peu après la publication de mon livre *Le combat pour la bombe* (en hébreu), qui traite de l’histoire nucléaire d’Israël, j’ai été invité à donner une conférence devant un public universitaire. Quelqu’un m’a remis une enveloppe épaisse en me demandant explicitement de ne pas l’ouvrir avant d’être rentré chez moi. En examinant son contenu plus tard dans la journée, j’ai découvert une centaine de documents différents, y compris des bouts de papier, des mémorandums, des brouillons et des résumés des réunions et des événements les plus intimes liés à l’histoire nucléaire d’Israël.

La grande majorité des documents étaient des originaux. Nombre d’entre eux ont été rédigés par Israël Galili, ministre sans

portefeuille et proche conseiller de deux premiers ministres, Levi Eshkol et Golda Meir. D'autres ont été rédigés par Yigal Allon, Shimon Peres, Moshe Dayan et Abba Eban, ainsi que par Eshkol lui-même. De nombreux documents font référence à des réunions hautement confidentielles qui ont eu lieu en 1962-1963, au cours desquelles l'avenir du projet nucléaire et son impact sur les voisins d'Israël, en particulier l'Égypte, ont été discutés. Aucun procès-verbal officiel n'a été établi lors de ces réunions et il a été interdit aux participants de les résumer par écrit.

Les questions que Galili a posées à ses collègues lors de ces réunions continuent d'occuper de nombreux historiens dans le monde entier. Certaines de ces questions - concernant la date à laquelle le [réacteur de Dimona](#) deviendrait opérationnel, si son activation pouvait être dissimulée aux inspecteurs étrangers, combien d'argent avait déjà été investi dans le projet et combien d'argent supplémentaire serait nécessaire - peuvent maintenant trouver une réponse, grâce à cette mine d'informations.

Le début des travaux sur le réacteur nucléaire, à la fin de 1958, a été tenu secret pour la Knesset et le gouvernement. La nécessité évidente de garder l'entreprise secrète, et le fait qu'une partie de son budget provenait de sources étrangères, ont permis de contourner temporairement tout désaccord sur la nécessité d'un programme nucléaire et la discussion de son importance potentielle. Mais lorsque l'existence du réacteur est devenue publique, en décembre 1960 - après que sa construction eut été divulguée aux médias internationaux par des sources gouvernementales étrangères - les

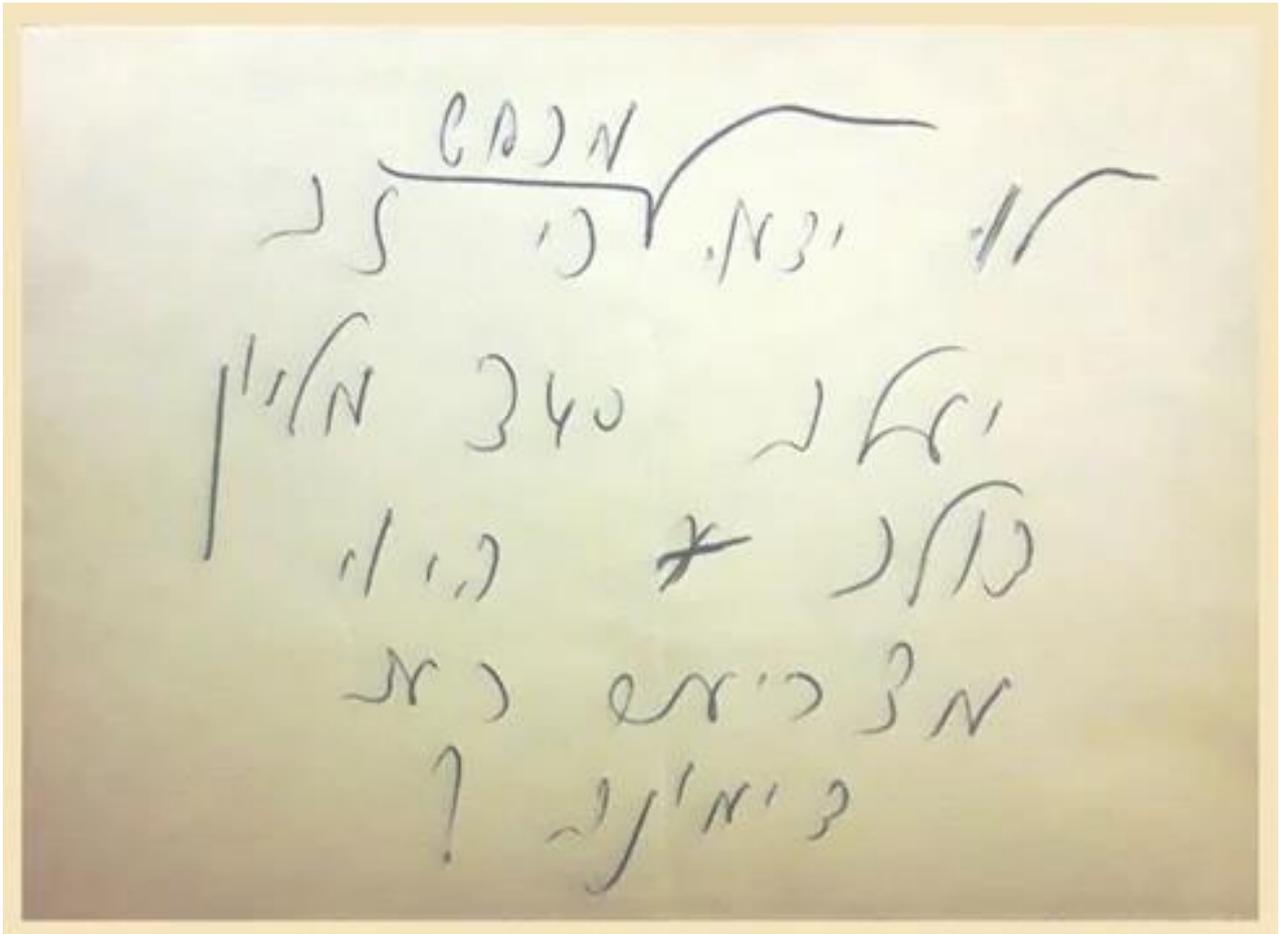
échelons politiques israéliens ont commencé à discuter sérieusement de son avenir.

Les implications des questions entourant le projet nucléaire étaient cruciales. Tout d'abord, la poursuite de son développement exigeait de vastes ressources monétaires, certainement pour un pays qui en était encore à ses premiers pas. Deuxièmement, toute poursuite du développement de l'installation aurait des conséquences sur l'intégration d'Israël dans le réseau des relations diplomatiques internationales de la guerre froide. Enfin, la poursuite du projet était susceptible d'inciter les pays voisins, notamment l'Égypte, à développer leurs propres programmes nucléaires.



**Arnan ("Sini") Azaryahu**, le bras droit de Galili et du chef militaire Yigal Allon, a déclaré des années plus tard que l'une des principales décisions prises lors de ces réunions était rétrospectivement la plus importante de l'histoire du sionisme. Il

faisait référence à la décision du groupe de ne pas accepter l'approche de Peres et Dayan - qui demandaient instamment que la majorité absolue du budget de la défense soit détournée vers le réacteur de Dimona et que son potentiel soit rendu public - mais d'adopter, à la place, une politique d'"ambiguïté" nucléaire.



Une note écrite à Galili par Eban, mentionnant que l'ensemble du projet nucléaire a coûté 340 millions de dollars.

L'avantage flagrant d'une telle politique est encore évident aujourd'hui : elle a réduit la motivation des pays voisins à s'engager dans la voie nucléaire et a évité à Israël de devoir prendre les mesures alors courantes pour un État nucléaire : déclaration publique de sa capacité nucléaire, essais nucléaires et mise en service

de l'arme. De telles actions auraient également ouvertement contrecarré les efforts internationaux menés par les USA pour lutter contre la prolifération nucléaire.

## **Un coût trois fois plus élevé**

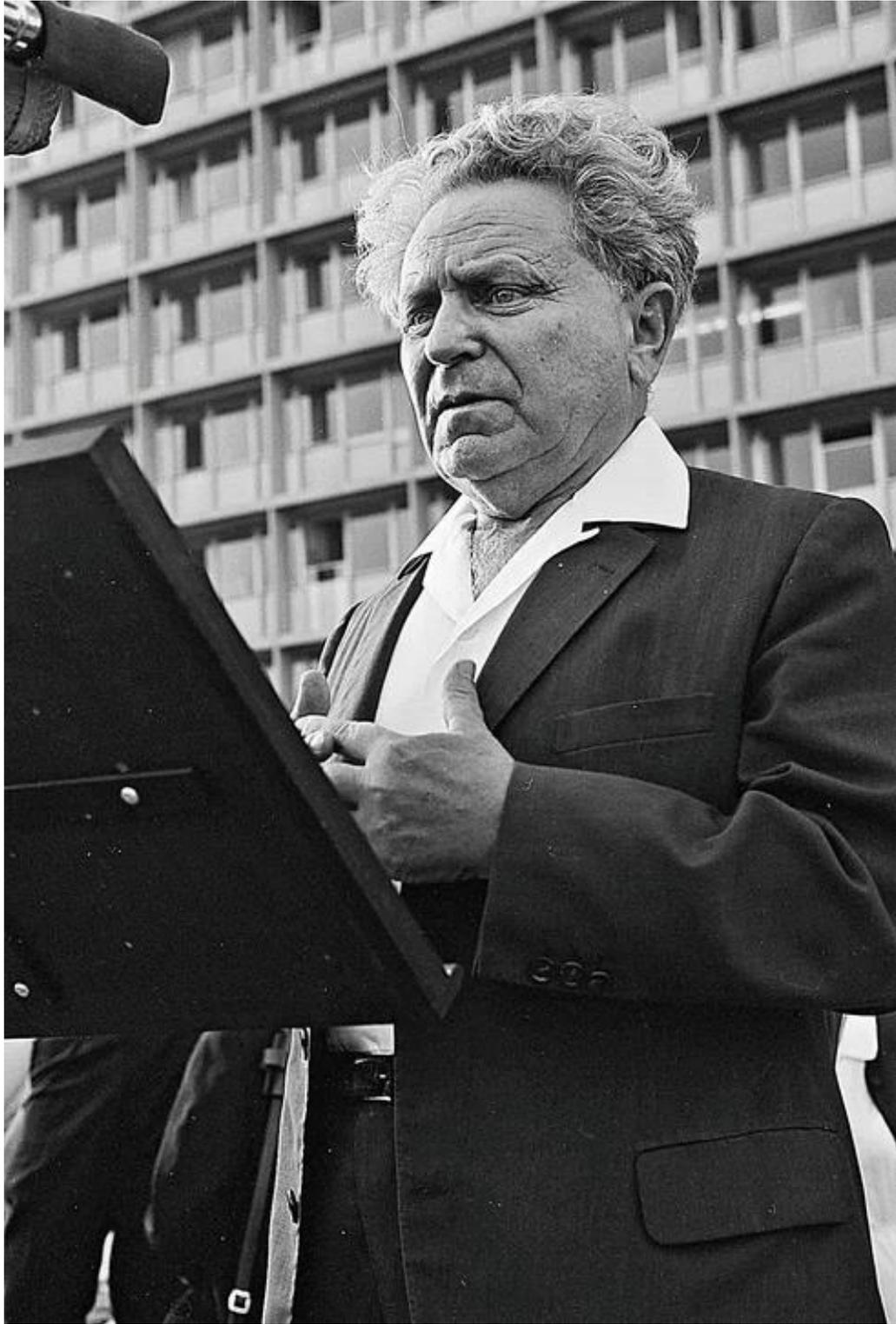
Les réunions ont été exhaustives et ont couvert un large éventail de questions liées au sujet. Galili, par exemple, était très troublé par « l'atteinte à notre statut moral » qu'impliquait le développement nucléaire. Il était également très préoccupé par l'importance que ce développement aurait pour l'Égypte et déclarait que « l'entreprise » était susceptible de contraindre le président Gamal Abdel Nasser à lancer une guerre préventive contre une « cible justifiée ». Selon Galili, Nasser serait également incité à développer le propre projet nucléaire de l'Égypte.

Pour des raisons de censure, seule une petite partie des sujets évoqués dans les notes peut être abordée ici, notamment le coût de la construction du réacteur. De nombreuses estimations ont été publiées au fil des ans sur le coût total du projet, pratiquement toutes basées sur des sources étrangères. En même temps, les notes de Galili suggèrent que ces évaluations étaient basses. Lors d'une réunion tenue en avril 1962, Shimon Peres a déclaré qu'à cette date, 158 millions de livres israéliennes avaient été dépensées pour le réacteur (environ 53 millions de dollars, selon le taux de change de l'époque). En réalité, les coûts étaient bien plus élevés, et ils ont continué à augmenter. Deux ans plus tard, au milieu de l'année 1964, Yigal Allon note que lors des discussions au sein du cabinet,

il a été dit que le réacteur de Dimona coûterait environ 60 millions de dollars, mais qu'à son avis, « il est déjà trois fois plus cher ».

Il est même possible que le coût du réacteur soit presque le double du chiffre de 180 millions de dollars. Dans une note adressée à Galili, dont la date est inconnue, Abba Eban, vice-premier ministre (poste qu'il a occupé de 1963 à 1966), a écrit : « Si l'on avait su à l'avance que ça coûterait 340 millions de dollars, aurions-nous voté pour Dimona ? » (Par comparaison, le coût de la construction du transporteur d'eau national, généralement considéré comme le plus grand projet réalisé en Israël à cette époque, était d'environ 140 millions de dollars).

Plusieurs témoignages nous apprennent que Ben-Gourion a attendu que le réacteur soit opérationnel avant de démissionner du gouvernement, ce qu'il a fait en juin 1963. « L'entreprise est à l'essai », a confirmé Galili peu après.



Israël Galili. Troublé par « l'atteinte à notre statut moral » qu'implique le développement nucléaire. Crédit : Fritz Cohen / GPO

Peu après le départ de Ben-Gourion et la nomination d'Eshkol au poste de Premier ministre, une discussion s'engage sur l'avenir du projet et sur les relations israélo-américaines. Selon Golda Meir, alors ministre des affaires étrangères, Israël part du principe que les Américains savent ce qui se passe dans « l'entreprise ». Elle pensait qu'une lutte publique devait être lancée pour défendre le droit d'Israël à entreprendre le projet nucléaire, et le judaïsme américain s'est mobilisé à cette fin. « Notre situation sera plus forte lorsque la lutte deviendra publique », a-t-elle déclaré, et elle a appelé à « passer à l'offensive plutôt qu'à la défensive ».

Eshkol, pour sa part, a recommandé de continuer à respecter la politique selon laquelle Israël n'admettrait pas l'objectif du projet, mais « ne le nierait pas non plus ». En tout état de cause, il a demandé « de ne pas négocier [avec Washington] avant que l'affaire ne soit conclue » (c'est-à-dire que la capacité nucléaire ne soit atteinte). Certaines des notes qu'il a rédigées utilisent des noms de code : « Natar » est la France, « Pazit » est Golda Meir. Dans l'une des réunions, un dénommé « Nusa » déclare qu'Israël doit « arrêter les travaux » sur le réacteur et « continuer les travaux de laboratoire » tout en continuant à s'opposer à une visite des Américains à Dimona.

Dans les premières phases du projet, Israël a exercé de fortes pressions sur la France de de Gaulle pour qu'elle renonce à sa (faible) insistance pour que le projet nucléaire soit placé sous contrôle international. L'administration américaine - principalement sous Kennedy, dans une moindre mesure sous Johnson et Nixon - a également fait pression sur Jérusalem à ce

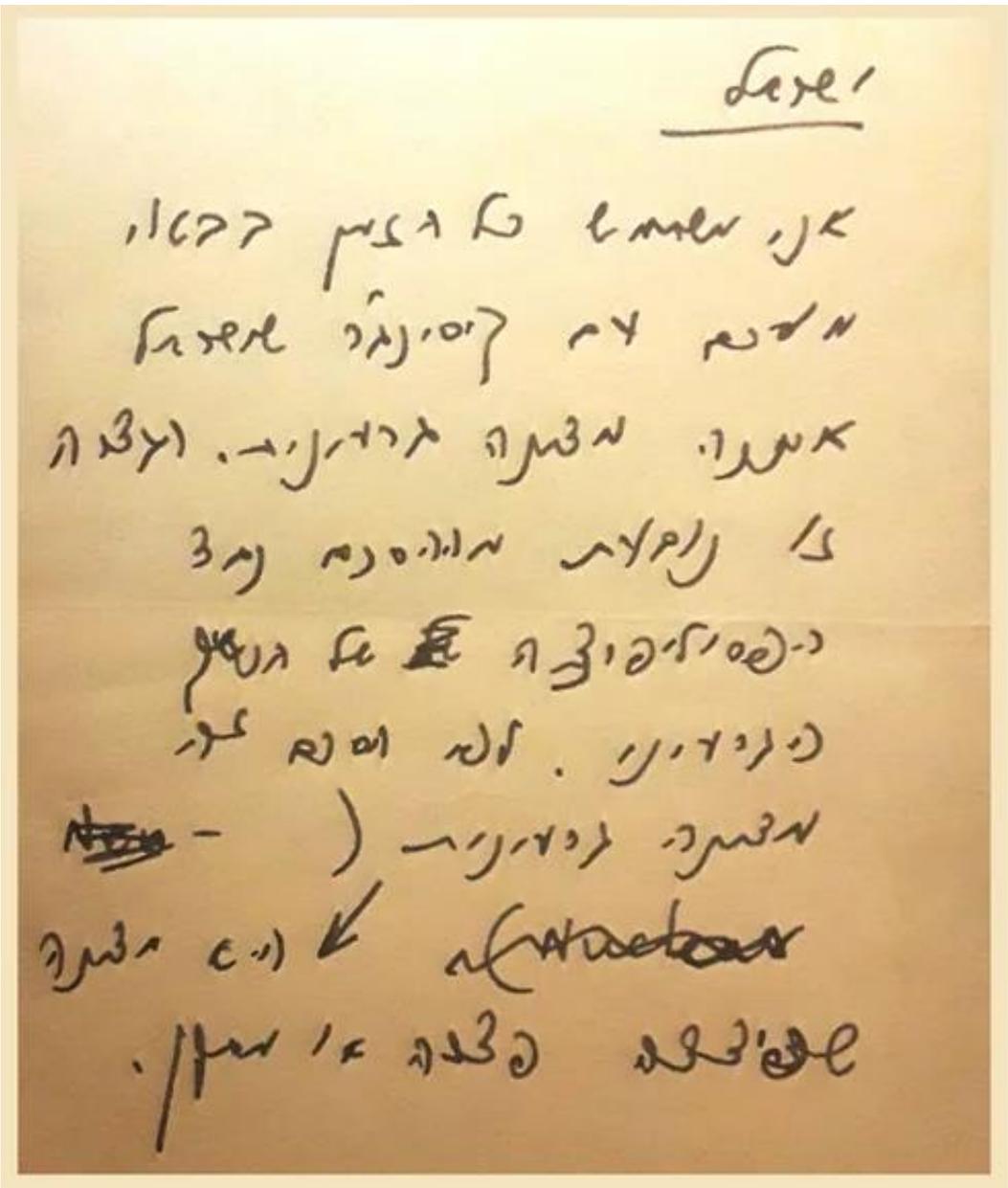
sujet. En fait, quelque huit visites ont été effectuées au réacteur de Dimona par des inspecteurs américains au cours des années 1960, ce qui a donné lieu à un grand conflit politique en Israël.

Quelques années plus tard, Peres écrivit à Galili que « pour surmonter la supervision » exigée par les Américains, « la coopération des deux parties est nécessaire ». La coopération a en effet été obtenue avec les Français et, plus tard, avec les Américains également. Les Américains, pour leur part, comme l'a écrit Dayan en réponse à une question de Galili à l'époque, ont souligné « l'inquiétude concernant l'isolement d'Israël » et ont noté « qu'il est très important que nous nous dépêchions de signer le traité » contre la prolifération nucléaire.

Cependant, l'aspect crucial du projet qui a été caché au public israélien au cours de ces années n'était pas les visites à Dimona (qui ont été fréquemment rapportées dans la presse étrangère) ou la pression des USA sur Israël. C'est le fait que l'avenir de l'installation et sa finalité faisaient l'objet de vives controverses dans le monde politique israélien. Alors qu'après 1962, il existait un accord officieux selon lequel Israël continuerait à construire le réacteur, Galili a mentionné dans l'une de ses notes un fait extrêmement important : « Le gouvernement d'Israël n'a pas décidé de fabriquer des armes atomiques ».

En d'autres termes, l'interprétation logique est que, conformément à la décision prise en 1962, Israël a continué au cours de ces années à préparer une option nucléaire au cas où l'un de ses voisins s'engagerait dans la voie nucléaire, mais qu'il n'a pas achevé

l'ensemble du cycle nucléaire. À la suite de la série de réunions des années 1960 mentionnée ici, Galili a écrit que « personne ici n'a dit d'arrêter » le développement.



Une note écrite par Yigal Allon, indiquant qu'Israël a conclu un accord avec les USA selon lequel le premier ne franchirait pas publiquement le seuil nucléaire.

La décision de 1962, relative à la poursuite de la construction du réacteur et à l'adoption d'une politique d'ambiguïté, est restée intacte à ce jour, mais le désaccord politique dure lui aussi depuis des années.

« Nous faisons de notre mieux pour assurer un contrôle public de la Knesset sur l'activité dans ce domaine », écrit Galili dans l'une de ses notes. Peres et Dayan s'y opposent. « Golda veut créer un comité ministériel pour l'énergie atomique », écrit Allon à Galili, et elle « ne voit pas d'autre solution que de coopter Shimon Peres ». Allon, pour sa part, était prêt à renoncer à sa place dans le comité, juste pour s'assurer que Peres n'en deviendrait pas membre.

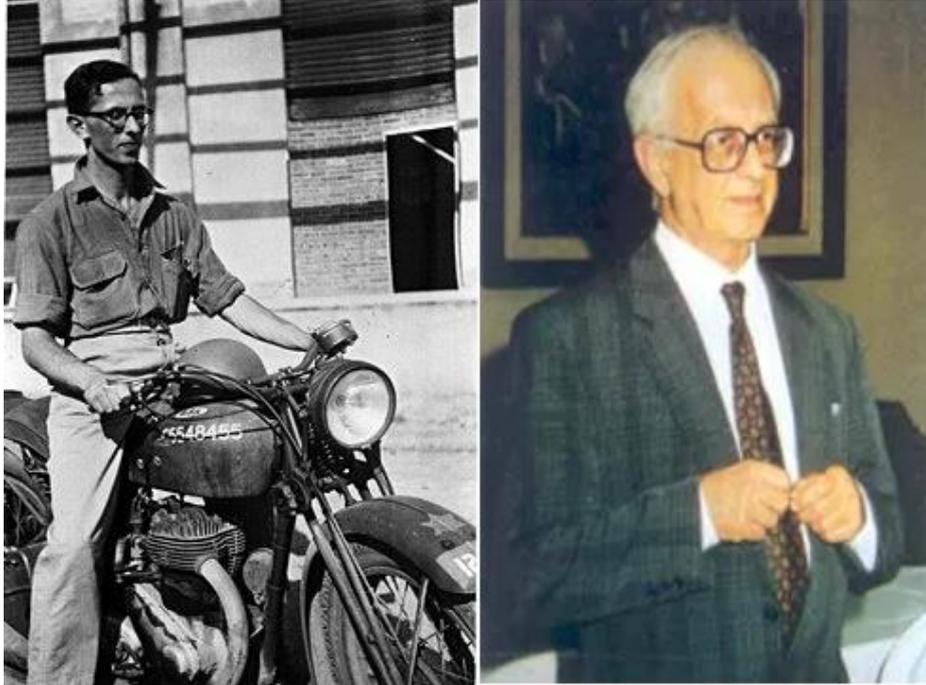
En 1969, il a été décidé de mettre fin aux visites américaines à Dimona. Depuis lors, pour autant que l'on sache, les Américains ne se sont plus rendus au réacteur. L'arrêt des visites faisait partie d'un accord secret - selon des rapports étrangers - entre le président Richard Nixon et la première ministre Meir, selon lequel Israël ne franchirait pas publiquement le seuil nucléaire. L'importance de cet accord ressort clairement d'une note écrite par Yigal Allon : « J'utilise constamment une phrase convenue avec [le secrétaire d'État Henry] Kissinger, à savoir qu'Israël n'est pas un État nucléaire ». Yigal Allon a écrit que l'accord bilatéral était basé sur le concept selon lequel « un État nucléaire est un État qui a fait exploser une bombe ou un engin ». Israël n'a jamais effectué d'essai public et, par conséquent, l'accord, s'il existe réellement, est toujours valide et approuvé par le président américain tous les deux ou trois ans.

## L'option finale

L'un des événements les plus intrigants de l'histoire d'Israël a été une rencontre, au début de la guerre du Kippour de 1973, centrée sur la question nucléaire. Le sujet, qui revient dans la liasse de documents, a été largement abordé au cours des dernières décennies, notamment en 2013, lorsque le chercheur nucléaire Avner Cohen a publié, aux USA, le témoignage d'Arnan Azaryahu sur cet épisode. Le journaliste Ronen Bergman écrivait à l'époque : « C'est la première fois que le témoignage d'un témoin issu du cercle restreint des décideurs est rendu disponible ». Azaryahu n'était pas présent à la réunion, mais il a entendu parler de la procédure par Galili immédiatement après.

À 15 heures, le 8 octobre 1973, le ministre de la Défense Dayan, paniqué, arrive à la Kirya - le quartier général de l'establishment de la défense - à Tel Aviv et dit à la Première ministre Meir qu'il pourrait être nécessaire d'entreprendre des préparatifs avant l'activation de l'option finale. Dayan était apparemment en train de tâter le terrain avec Meir. Galili se trouve également dans la pièce et pâlit, se demandant si Dayan n'a pas perdu la tête. Mais Dayan insiste, arguant qu'il est nécessaire de se préparer à l'éventualité d'une activation. Avant la réunion, il dit au chef d'état-major David Elazar et au commandant de l'armée de l'air Mordechai Hod que l'armée de l'air devrait être mise en état d'alerte. Elazar s'y oppose. Le lendemain, une nouvelle réunion a lieu, cette fois avec la participation de Shalhevet Freier, directeur général de la Commission de l'énergie atomique d'Israël, qui partage l'impulsion de Dayan. Meir lui fait comprendre que rien ne se fera sans son

autorisation. Israel Lior, son secrétaire militaire, a dit à Dayan et Freier qu'ils pouvaient oublier leurs idées.



Shalhevet Freier (1920-1994), combattant du Palmach, soldat dans l'armée britannique, créateur du service de renseignements de la Haganah, organisateur de transports clandestins de juifs en Palestine, personnage-clé de l'armement nucléaire israélien pendant 25 ans. Le centre de recherches nucléaires de Soreq porte son nom



Les aspects nucléaires de la guerre du Kippour ont fait couler beaucoup d'encre, et nombreux sont ceux qui se sont penchés sur la question de savoir si des préparatifs réels avaient été effectués en vue d'un essai ou d'un signal nucléaire. La description des événements présentée ici suggère qu'aucun préparatif concret n'a été effectué, à l'exception - apparemment - des préparatifs initiaux dans l'éventualité d'une décision différente prise ultérieurement par l'échelon politique.

## **Dans l'ombre**

L'histoire du projet nucléaire israélien est importante non seulement en raison de son influence sur le passé du pays, mais aussi en raison de son influence sur le présent et l'avenir. Malgré la position ferme de l'establishment de la défense (et d'autres), il est possible d'avoir une discussion sérieuse et responsable sur les faits historiques sans "écorner" la politique d'ambiguïté.

Les agences de renseignement étrangères ne fondent pas leurs évaluations sur des documents historiques vieux de plus de 50 ans. Alors qu'une discussion animée sur l'importance du développement nucléaire a eu lieu dans le monde entier pendant des années, en Israël, il n'y a que le silence. Il ne s'agit pas d'un problème mineur, car le projet nucléaire soulève de lourdes questions : Qui prend les décisions ? Qui supervise le projet ? Quel est son effet sur les relations extérieures de l'État nucléaire ? Quel est son coût ? Quel est son effet sur les conceptions de la sécurité ? Et ainsi de suite.

Un public qui accepte de rester sur la touche en ce qui concerne la politique nucléaire de son État ne devrait pas s'étonner que des décennies plus tard, après ses origines critiques, un épisode criminel soit révélé concernant les processus décisionnels relatifs à l'acquisition de sous-marins qui, selon des sources étrangères, sont capables de transporter des ogives nucléaires.

## 9

# Les secrets nucléaires d'Israël que Peres a partagés avec Kissinger en 1965

*Avner Cohen, Haaretz, 14/12/2020*



Le Centre de recherche nucléaire du Néguev " Shimon Peres" à Dimona, dans le sud d'Israël.

Les documents gouvernementaux secrets vieux de plusieurs décennies ont quelque chose de fascinant. Parfois, les grands secrets deviennent sans importance, presque insignifiants, avec le temps, parce que la durée de vie des secrets d'État est généralement courte et sensible au temps. Mais ce n'est pas le cas lorsque le gouvernement décide que certains sujets ont une durée de vie illimitée. C'est le cas de la sombre histoire du programme nucléaire israélien.

Les historiens ne peuvent connaître l'histoire nucléaire d'Israël qu'à partir de documents officiels appartenant à d'autres pays, et en particulier aux USA. Ces dernières années, les Archives de la sécurité nationale US ont mis à disposition plusieurs documents anciennement classifiés concernant Dimona, dont l'un au moins jette un nouvel éclairage sur le vieux secret et ses gardiens, mais suscite aussi en nous aujourd'hui avec un peu de cynisme et d'ironie.

Le mois dernier, mon collègue William Burr et moi-même **avons publié ce document dans le cadre d'une collection globale de 32 documents** traitant du programme nucléaire israélien en 1964 et 1965, qui a été mise en ligne sur le site des National Security Archive à Washington, D.C.

Au cours de la première semaine de février 1965, l'ambassade des USA à Tel-Aviv a produit **un document extraordinaire** concernant l'état du programme nucléaire israélien. Il s'agit du compte rendu d'une séance d'information à l'intention du personnel politique supérieur de l'ambassade des USA à Tel-Aviv par un jeune mais déjà célèbre professeur usaméricain de l'université de Harvard, à la fin de sa visite en Israël. C'était la deuxième visite en Israël en trois ans de cet expert international en politique et en stratégie nucléaire : Henry Kissinger.

S-E-C-R-E-T

- 4 -

B. NUCLEAR

9. In contrast to the way he <sup>was</sup> ranked on the question of a fight in the near future, Peres was ranked by Kissinger as by far and away the strongest champion of nuclear weapon development, as an absolute deterrent. Eban, too, who did not want to fight now, favored the development of nuclear capabilities.

10. Kissinger found a striking difference in the tone with which nuclear weapons were treated by the GOI, compared to 1962. Then they seemed that such weapons were necessary and that they knew how to make them, puzzled and indefinite; now they were very certain. This was also true about the scientists with whom he talked at the Weismann Institute and in Beerseba. Whereas in the U.S. a major segment of the scientific community was against nuclear weapons, here there was no question even among the scientists about Israel's need to develop them, only calculations as to how close they could come to developing them without being the first to detonate one in the Middle East.

11. Kissinger felt it was considered important that Israel not appear to introduce such weapons to the area. However, even this was not a con-

Un extrait du rapport déclassifié.

## Le rapport déclassifié

Bien que le document ne mentionne pas qui l'a invité en Israël, il est clair qu'un très haut fonctionnaire de l'establishment de la défense israélienne a décidé que les principaux responsables de la sécurité d'Israël - parmi lesquels le Premier ministre et ministre de la Défense Levi Eshkol, son adjoint au ministère de la Défense

Shimon Peres, le chef d'état-major des forces de défense israéliennes Yitzhak Rabin, d'autres généraux de premier plan de l'armée et des scientifiques de haut niveau - devaient s'entretenir avec le professeur.

Le document publié par l'ambassade montre clairement que les interlocuteurs du visiteur américain lui ont parlé très ouvertement, lui ont fait part de leur réflexion stratégique et, ce faisant, ont révélé les intentions secrètes d'Israël concernant son programme nucléaire - des questions que les responsables israéliens se sont méticuleusement abstenus de partager avec les représentants officiels des USA. Les interlocuteurs de Kissinger se sont exprimés librement, peut-être en partant du principe qu'il comprendrait lui-même la nécessité d'une discrétion totale.

Interrogé directement, Kissinger a déclaré qu'il était fermement convaincu qu'Israël était déjà engagé dans un programme de construction d'armes nucléaires

Ce n'est pas ce qui s'est passé. Avec son évaluation et ses conseils, Kissinger a peut-être apporté une certaine vision stratégique à ses auditeurs, mais il a également partagé ce qu'il a entendu avec le personnel de l'ambassade. Il est probable que le document classé "secret" qui a été publié par l'ambassade soit quelque peu partiel. Il ne couvre pas tout ce que Kissinger a appris au cours de cette visite en Israël, et pas non plus tout ce qu'il a dit. L'aperçu général de la stratégie israélienne qu'il a donné au personnel de l'ambassade reste fascinant, même à 55 ans de distance.

Kissinger a commencé son exposé en soulignant la différence qu'il a ressentie entre ses deux visites en Israël. Alors qu'en 1962, le Premier ministre David Ben-Gourion l'avait longuement interrogé sur les garanties de sécurité usaméricaines et s'était montré intéressé par celles-ci, cette fois-ci, l'expert en visite a eu « l'impression remarquable que personne ne prend les garanties américaines au sérieux ». Kissinger a « décelé du cynisme et de l'incrédulité » de la part des Israéliens quant à la capacité et à la volonté des USA de respecter leurs engagements en matière de sécurité vis-à-vis de leurs alliés dans le monde entier, et pas seulement en Israël.

En ce qui concerne la question nucléaire, Kissinger a déclaré que Shimon Peres est « de loin le plus ardent défenseur du développement des armes nucléaires en tant que moyen de dissuasion absolu ». Ici aussi, il a noté une différence frappante de ton et d'attitude entre les deux visites qu'il a effectuées en Israël. En 1962, les interlocuteurs de Kissinger étaient « perplexes et indéfinis » quant à la question de savoir si les armes nucléaires étaient vraiment essentielles et si Israël avait la capacité de les développer. Aujourd'hui, ils en sont « très sûrs ».

Kissinger a été surpris que les scientifiques qu'il a rencontrés à l'Institut Weizmann des sciences à Rehovot et à Be'er Sheva - ces derniers étaient apparemment affiliés au **Centre de recherche nucléaire du Néguev** (ce qui signifie que l'organisateur de la réunion avec les scientifiques devait être Peres, dont l'approbation était nécessaire pour organiser un tel événement) - ont ouvertement favorisé le développement d'armes nucléaires, tout en soulignant

l'importance pour Israël de ne pas apparaître comme celui qui introduit de telles armes dans la région.



Le président israélien Shimon Peres, à gauche, avec l'ancien secrétaire d'État Henry Kissinger, en 2012. Kissinger a compris comment Israël s'est frayé un chemin vers la capacité nucléaire. Photo Mark Neumann/GPO

Kissinger a déclaré que les scientifiques avaient donné deux raisons en faveur du développement d'armes nucléaires : la crainte que l'Égypte ne développe de telles armes en premier, et le pessimisme quant à la capacité d'Israël à maintenir son avantage militaire conventionnel sur le long terme. Comme nous l'avons déjà souligné, ce sont précisément les arguments utilisés par Shimon Peres à l'époque pour faire avancer l'initiative nucléaire.

Selon le document, Kissinger « a estimé qu'il était important qu'Israël ne semble pas introduire de telles armes dans la région »,

mais il a également déclaré que « même cela n'était pas un facteur déterminant ». Il a terminé son exposé en notant qu'il était convaincu qu'à ce stade (1965), rien, « à l'exception de garanties de sécurité américaines inébranlables », ne pouvait dissuader les Israéliens de mettre au point des armes nucléaires. Et le compte-rendu continue : « Lorsqu'on lui a posé directement la question, Kissinger a dit qu'il était fermement convaincu qu'Israël était déjà engagé dans un programme de construction d'armes nucléaires ».

Rétrospectivement, c'est à ce moment-là que Kissinger a semblé pour la première fois concevoir la philosophie israélienne de l'opacité nucléaire. Il est difficile de lire le dossier d'information sans remarquer qu'il a fait preuve d'une grande compréhension, voire de sympathie, à l'égard de la manière prudente mais déterminée dont Israël se frayait un chemin vers la capacité nucléaire. Ces idées porteront leurs fruits sur le plan diplomatique en 1969, lorsque Kissinger, cette fois en tant que conseiller à la sécurité nationale du président **Richard Nixon**, négociera l'acceptation par l'administration américaine de la manière unique dont Israël était censé devenir un État nucléaire.

Cette politique se transformera en un accord tacite lors d'une rencontre en tête-à-tête entre la Première ministre Golda Meir et le président Nixon en septembre de la même année, au cours de laquelle la politique d'opacité nucléaire en tant que politique binationale a vu le jour.

## 10

# Comment Israël a mis en place un programme nucléaire sous le nez de l'Oncle Sam

**Avner Cohen et William Burr, Haaretz, 17/1/2021**

*Craignant qu'Israël ne cherche à se doter d'une capacité nucléaire, les USA ont insisté, au milieu des années 1960, pour que des visites régulières soient effectuées à Dimona. Les experts en visite sont repartis rassurés sur les intentions d'Israël, mais tout le monde n'était pas convaincu au sein du gouvernement usaméricain.*

Dans un récent article d'opinion paru dans ce journal, nous avons révélé qu'Henry Kissinger, alors professeur de gouvernement à l'université de Harvard, à l'issue d'une visite privée en Israël en janvier 1965, a fait part aux diplomates usaméricains à Tel-Aviv de sa conviction « qu'Israël est déjà engagé dans un programme de construction d'armes nucléaires ».

**Bien que le compte-rendu de la discussion** ne nous dise pas quel impact cette observation a eu sur l'auditoire de Kissinger, et encore moins comment il est parvenu à cette conclusion, en tant qu'historiens contemporains, nous savons que cette déclaration contrastait fortement avec l'état incertain des connaissances du gouvernement usaméricain sur le [programme nucléaire israélien](#).

Bien que les soupçons aient été nombreux, le gouvernement usaméricain n'a jamais eu, au cours de cette période, de preuves définitives, et encore moins de preuves concluantes, qu'Israël cherchait à se doter d'une capacité militaire nucléaire.



Un réacteur nucléaire émerge du désert au Centre de recherche nucléaire du Néguev, à Dimona, en Israël, en 1960.

D'autres documents usaméricains déclassifiés de l'époque révèlent que les hauts fonctionnaires usaméricains étaient perplexes quant à l'état et à l'orientation future du complexe nucléaire israélien de Dimona. Malgré les soupçons, la dernière inspection usaméricaine à Dimona, le 30 janvier 1965 - deux jours seulement avant la réunion d'information de Kissinger à l'ambassade - a indiqué qu'elle n'avait trouvé aucune "activité liée à l'armement" sur le site, et a également suggéré que le complexe de Dimona était en proie à un ralentissement institutionnel et à des coupes budgétaires, et que le moral du personnel était bas.

Pour évaluer l'état des connaissances usaméricaines sur Dimona à l'époque, il faut revenir sur les visites usaméricaines à Dimona, à peine connues, qui ont eu lieu entre le début et le milieu des années 1960. Pour ce faire, il faut s'appuyer sur une série de documents anciennement classifiés, dont certains n'ont été rendus accessibles que récemment. Il devient ainsi possible d'identifier, rétrospectivement, les sources des erreurs usaméricaines dans leur évaluation du projet Dimona. Et les USAméricains se sont trompés.

Lorsque John F. Kennedy est devenu président, en 1961, il a fait de la visite régulière du complexe de Dimona par des scientifiques usaméricains une priorité, afin de vérifier les soupçons selon lesquels les Israéliens cherchaient à développer des capacités d'armement nucléaire. **Comme nous l'avons expliqué dans *Haaretz* l'année dernière**, ces visites ont commencé en mai 1961, mais les tensions à leur sujet ont commencé à croître au printemps et à l'été 1963, lorsque Kennedy a engagé, tout d'abord, le Premier ministre David Ben-Gourion, puis son successeur, Levi Eshkol, dans une bataille de lettres visant à les forcer à accepter des visites de scientifiques usaméricains à Dimona sur une base semestrielle.

À la fin de l'été 1963, Eshkol, qui était devenu premier ministre le 26 juin, a accepté que des scientifiques usaméricains effectuent des “visites périodiques” à l'usine de Dimona.



Le président John F. Kennedy rencontre le premier ministre israélien David Ben-Gourion à l'hôtel Waldorf de New York, le 30 mai 1961.

Lorsque l'équipe usaméricaine s'est rendue à Dimona en janvier 1964, la construction de la majeure partie du complexe était achevée ou sur le point de l'être. En effet, le réacteur avait atteint le niveau critique, son combustible nucléaire entretenant des réactions en chaîne contrôlées. Cette visite était donc importante car elle constituait une base de référence pour les évaluations futures. La visite d'une journée a duré environ 11 heures. Par la suite, la Commission de l'énergie atomique des USA a indiqué au Conseil du renseignement usaméricain que « l'équipe pense que toutes les installations importantes de ce site ont été inspectées ».

L'évaluation globale de l'équipe correspondait à la façon dont leurs hôtes israéliens caractérisaient le site. Comme ses prédécesseurs en 1961 et 1962, l'équipe de 1964 pensait que le complexe de Dimona avait été conçu pour être un centre national avancé de recherche et de formation, de nature civile, dont l'objectif - du moins à l'époque - était d'acquérir une expertise dans tous les aspects du cycle du combustible nucléaire. La raison d'être : **Israël se préparait** à l'ère de l'énergie nucléaire à usage civil.

La volonté de l'équipe usaméricaine d'accepter la version israélienne était déjà manifeste lors de la première visite usaméricaine à Dimona en mai 1961. C'est alors qu'Israël a fourni à la fois la justification et le récit de Dimona en tant que projet pacifique. Manes Pratt, fondateur et directeur du centre, l'a présenté comme une "étape intermédiaire" sur la voie de l'énergie nucléaire israélienne. La présentation du plan directeur de Dimona comme étant destiné uniquement à un usage pacifique était conforme aux engagements de Ben-Gourion, y compris celui qu'il a personnellement transmis à Kennedy deux semaines plus tard, lors de leur rencontre à New York. Depuis lors, les équipes

usaméricaines ont continué à considérer Dimona comme une entreprise scientifique civile, estimant que, comme l'a rapporté la première équipe après la visite de 1961, « rien ne leur avait été caché ».

En 1964, la conclusion de l'équipe était donc, comme en 1961, que le site ne disposait pas des installations nécessaires - pour la récupération et le retraitement du plutonium - à un programme d'armement. Selon l'équipe, « Israël, sans aide extérieure, ne serait pas en mesure de produire son premier engin nucléaire avant deux ou trois ans après avoir pris la décision de le faire, c'est-à-dire le temps nécessaire pour construire les installations de séparation du plutonium et fabriquer un engin ».

Bien que l'équipe de 1964 ait déterminé que la mission de Dimona était actuellement pacifique, elle est repartie avec l'impression « que le site de Dimona et les équipements qui s'y trouvent représentaient un projet ambitieux pour un pays ayant les capacités d'Israël » Le terme "ambitieux" reflète le désir manifeste des Israéliens de parvenir à l'autosuffisance dans pratiquement tous les aspects du cycle du combustible nucléaire.

\*\*\*

Neuf mois plus tard, à la fin du mois de septembre 1964, le chargé d'affaires usaméricain à Tel Aviv a été chargé de rencontrer le Premier ministre Levi Eshkol, afin de fixer la date de la prochaine visite usaméricaine à Dimona, que le département d'État espérait voir se dérouler au mois d'octobre. Cherchant peut-être à éviter toute inspection, Eshkol n'a pas répondu aux demandes usaméricaines et a contourné l'ambassade en envoyant un message personnel au président Johnson - par l'intermédiaire d'un

intermédiaire usaméricain, le conseiller présidentiel Myer (Mike) Feldman - demandant de reporter la prochaine visite à Dimona après les élections prévues en Israël, en novembre 1965. Eshkol a invoqué la crainte qu'une fuite sur la visite ne nuise à sa position politique. **Sur le ton de la plaisanterie**, Eshkol a dit à Feldman (ou a écrit à Johnson par l'intermédiaire de Feldman) qu'« il n'y a aucune possibilité que le réacteur de Dimona puisse être converti à des fins militaires en si peu de temps ».



Vue partielle de la centrale nucléaire de Dimona dans le désert du Néguev en Israël, septembre 2002. Photo Thomas Coax / AFP

La demande d'Eshkol éveille des soupçons à Washington. Le 23 octobre, le conseiller à la sécurité nationale McGeorge Bundy a demandé au département d'État, à la CIA et à l'AEC d'étudier les implications politiques et techniques de la demande. Dans un mémorandum commun, ces agences n'ont pas accepté le

raisonnement d'Eshkol. En effet, les fonctionnaires du département d'État y voyaient un "prétexte".

Une question essentielle était de savoir si les Israéliens pouvaient utiliser le délai de deux ans - de janvier 1964 à janvier 1966 - pour construire le "chaînon manquant" nécessaire à la production d'armes, c'est-à-dire une usine de séparation chimique pour la production de plutonium sur le site de Dimona. (Également appelée usine de retraitement, une telle installation est destinée à récupérer les barres d'uranium irradiées ou usagées d'un réacteur et à en extraire le plutonium par le biais d'une série d'opérations chimiques hautement toxiques). Les analystes techniques l'ont cru, notant que les Israéliens disposaient déjà de suffisamment d'uranium pour que, si, pendant ces deux années, ils faisaient fonctionner le réacteur à un « niveau de puissance conçu pour maximiser la production de plutonium, il pourrait produire de 6 à 12 KG de plutonium ». Cela aurait été suffisant pour produire des matériaux pour "deux engins d'essai".

L'évaluation technique usaméricaine repose sur l'hypothèse explicite - mais erronée - qu'Israël ne dispose pas d'une usine de séparation chimique sur place. La création d'une telle installation, selon cette hypothèse, nécessiterait une nouvelle décision politique au plus haut niveau. Une fois cette décision prise, il faudrait encore environ deux ans pour construire l'usine. Par conséquent, si Israël avait commencé à prendre de telles mesures peu après l'inspection précédente, en janvier 1964, une usine aurait pu être opérationnelle vers janvier 1966. La seule façon de déterminer si les Israéliens ont pris des mesures pour retraiter le plutonium est de procéder à une inspection sur place.

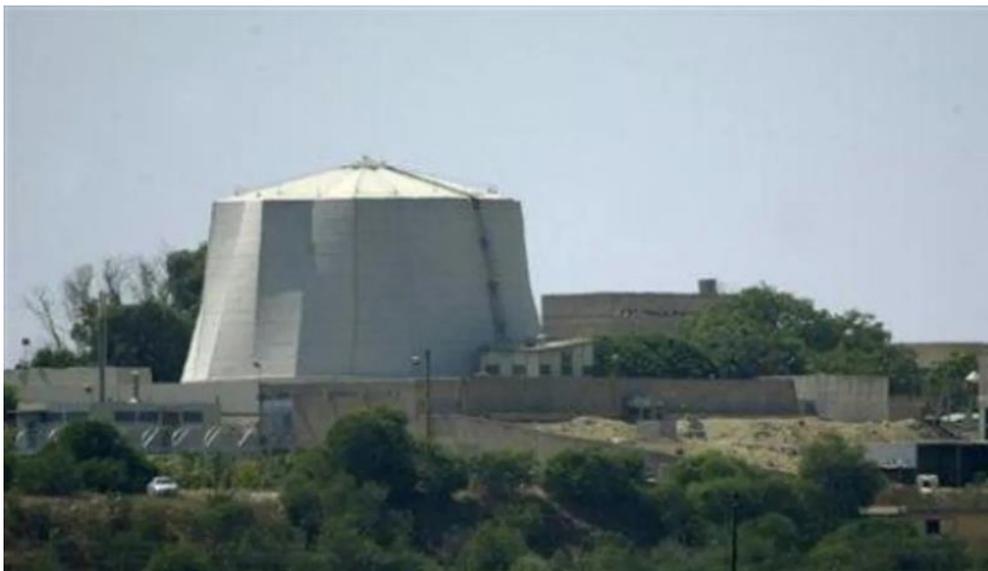
En 1961, le président Kennedy avait appris directement de Ben-Gourion qu'Israël prévoyait de construire « une usine pilote de retraitement » dans trois ou quatre ans pour produire du plutonium comme combustible de réacteur, mais le dirigeant israélien avait insisté sur le fait que le complexe de Dimona était uniquement pacifique. Lors de la visite de janvier 1964, les Israéliens ont cependant déclaré à l'équipe usaméricaine qu'ils avaient reporté indéfiniment les plans de construction de l'usine pilote, bien qu'ils leur aient montré l'espace à Dimona où elle aurait été construite.

Compte tenu de la crainte que les Israéliens puissent construire une usine de retraitement en l'absence d'une inspection usaméricaine, le mémo AEC-CIA-État a amené le sous-secrétaire d'État aux affaires politiques, Averell Harriman, à conclure qu'une inspection ne devait pas être reportée. Dans une note adressée à Bundy, Harriman a rejeté la crédibilité de l'argument politique d'Eshkol, notant que Ben-Gourion avait accepté une visite usaméricaine en 1961 et que le vice-ministre de la défense, Shimon Peres, était d'accord avec la décision d'Eshkol d'autoriser les visites en 1963. C'est « notre incapacité à comprendre les arguments en faveur d'un retard » qui « accroît nos craintes en matière de sécurité », a écrit Harriman. Contrairement à Eshkol, qui a nié qu'Israël puisse « convertir Dimona à des fins militaires en si peu de temps », les experts usaméricains se sont inquiétés d'une telle possibilité. Ils considéraient qu'une période de deux ans sans inspections était « extrêmement dangereuse ».

Plutôt que de rejeter catégoriquement la proposition d'Eshkol, Harriman a soutenu le compromis en trois points proposé par l'ambassadeur Barbour : 1) une visite usaméricaine dans le mois ou les deux mois suivants, 2) « une renonciation à l'engagement

israélien [que les USA avaient pris] de visites semestrielles ultérieures jusqu'après les élections de 1965 » et 3) « une offre de ne pas communiquer les résultats de la visite à Nasser jusqu'après les élections de novembre 1965 ».

Le 25 novembre 1964, un “message oral” présidentiel basé sur la proposition de compromis de Barbour a été transmis à l'ambassade de Tel Aviv. Tout en reconnaissant poliment le problème domestique d'Eshkol, Johnson réitère l'importance des “visites semestrielles”, alléguant (à tort) qu'elles ont été acceptées par Eshkol. Il suggère d'organiser la prochaine visite très rapidement – “fin novembre ou début décembre” - mais accepte de renoncer à la date de la visite qui doit suivre jusqu'après les élections israéliennes de novembre 1965. Le 6 décembre ou aux alentours de cette date, Eshkol a informé Barbour qu'il avait fixé le week-end du 30 janvier 1965 pour la date de la prochaine visite. En guise d'explication, Eshkol invoque ses difficultés politiques intérieures - son désaccord croissant avec Ben-Gourion - pour justifier ce retard, ajoutant, comme pour rassurer Washington, que « nous ne pouvons pas construire une arme nucléaire en deux mois ».



Le centre de recherche nucléaire israélien de Soreq, mai 2010

Le département d'État a demandé à Barbour d'insister sur la nécessité d'un protocole bien défini pour la visite de janvier. Outre un minimum de deux jours sur place, l'équipe usaméricaine devait avoir "un accès complet" au réacteur et aux autres installations, ainsi qu'à leurs registres d'exploitation. En outre, l'équipe devait pouvoir « effectuer des mesures indépendantes, si nécessaire, pour vérifier la production du réacteur depuis la visite précédente ». Enfin, l'équipe devait être en mesure de « vérifier l'emplacement et l'utilisation [de] tout plutonium ou autre matière fissile produit dans le réacteur ». De telles règles de base auraient placé l'équipe usaméricaine dans une bien meilleure position pour apprendre ce qui se passait exactement à Dimona.

Mais lorsque Barbour a présenté ces conditions à Eshkol, ce dernier les a rejetées catégoriquement, arguant qu'elles placeraient la visite sur une nouvelle base, la faisant ressembler à une "inspection" et soulevant des questions "préjudiciables à la souveraineté israélienne". Refusant d'accepter une visite de deux jours, l'ambassadeur a rapporté qu'Eshkol avait insisté sur le fait que la « visite devait être fondamentalement basée sur les mêmes bases que les précédentes, c'est-à-dire que l'équipe devait être l'invitée d'Israël et non des "inspecteurs" ». Bien que cela ait lié les mains des inspecteurs usaméricains, Washington ne s'y est pas opposé.

\*\*\*

L'équipe d'inspecteurs américains de 1965 était composée de trois experts nucléaires gouvernementaux de haut niveau de l'AEC et de l'Agence pour le contrôle des armements et le désarmement : Ulysses M. Staebler, Floyd L. Culler et Charles McClelland. Le 15 janvier, ils ont assisté à une réunion d'information au département d'État, où on leur a expliqué que leur mission avait des

ramifications à la fois sur le plan du renseignement et sur le plan diplomatique. Face à l'appréhension d'une éventuelle course aux armements israélo-arabe, la preuve que Dimona était utilisé à des fins pacifiques pouvait servir à rassurer le président égyptien Nasser. L'inspection pouvait également mettre en perspective les divers rapports sur des développements suspects concernant le programme nucléaire israélien, notamment le fait que le complexe avait été "secrètement agrandi" depuis l'inspection de 1964, l'achat par Israël d'oxyde d'uranium (*yellowcake*) à l'Argentine et le départ des techniciens français du site, tous ces éléments étant considérés comme des faits par les services de renseignement usaméricains.

La visite à Dimona eut lieu le samedi 30 janvier 1965, un peu plus d'un an après la précédente. L'hôte scientifique de l'équipe était le physicien nucléaire Igal Talmi, qui a escorté l'équipe pendant toute la durée de son séjour de trois jours en Israël. Selon les documents usaméricains, l'équipe a également visité l'Institut Weizmann, le petit réacteur de Soreq et l'Institut du Néguev pour la recherche sur les zones arides. Pendant les dix heures qu'elle a passées au complexe de Dimona, l'équipe a également été rejointe par le directeur, Manes Pratt. La visite s'est déroulée sous d'importantes restrictions, encore plus sévères que celles de l'année précédente. Non seulement le temps passé à Dimona a été réduit à une seule journée, mais, contrairement à l'année précédente, les inspecteurs n'ont pas pu poursuivre la visite jusqu'au samedi soir. Les Israéliens ont écourté la visite en fin d'après-midi, empêchant les inspecteurs de voir l'intérieur de tous les bâtiments du site.

Cinq jours plus tard, le 5 février 1965, le département d'État envoie au conseiller à la sécurité nationale, Bundy, un avant-projet du rapport de l'équipe, ainsi que le point de vue du département sur

les conclusions. Selon le rapport, l'équipe a convenu par consensus que, malgré les restrictions, « la visite a fourni une base satisfaisante pour déterminer l'état de l'activité sur le site de Dimona ».

Les conclusions fondamentales sont doubles et unanimes. Tout d'abord, le Centre nucléaire de Dimona se trouvait dans une situation de ralentissement et d'incertitude, voire dans une véritable crise institutionnelle, le gouvernement israélien ayant récemment suspendu son précédent plan directeur sur l'énergie nucléaire, dans l'attente de certaines décisions.



Henry Kissinger, devenu conseiller à la sécurité nationale du président Richard Nixon en 1969.

Le contexte du ralentissement institutionnel, tel qu'il a été expliqué à l'équipe usaméricaine, semblait logique. Lors de la visite d'Etat d'Eshkol en juin 1964, le président Johnson avait évoqué l'idée qu'Israël se joigne à un projet "Eau pour la paix", une nouvelle entreprise commune par laquelle USA fourniraient à Israël un nouveau type de réacteur à uranium faiblement enrichi qui pourrait produire de l'énergie électrique à utiliser pour la désalinisation de l'eau de mer. Il semble que cela permettrait à Israël de disposer à la fois d'un réacteur nucléaire et d'une usine de désalinisation à moitié prix. La mise en œuvre de ce nouveau plan nécessiterait la suspension du plan directeur israélien initial en matière d'énergie nucléaire, qui était basé sur des réacteurs alimentés à l'uranium naturel. Rappelons que Dimona a été présenté aux équipes usaméricaines comme une étape intermédiaire vers cette vision nucléaire. Ainsi, lorsqu'au début de 1965, le projet "Eau pour la paix" a été étudié, Israël avait ostensiblement ralenti ou, dans certains cas, suspendu une partie des activités de recherche prévues à Dimona.

On a dit (et montré) à l'équipe usaméricaine que plusieurs éléments clés ("instituts") du complexe de Dimona étaient encore en construction, ou avaient été mis en veille ou allaient l'être. Le rapport cite le directeur de Dimona, Pratt, qui a déclaré à l'équipe qu'« il n'y a pas d'approbation d'un programme de recherche et de développement ou d'un budget pour l'année fiscale commençant en avril 1965 ». En effet, la raison d'être initiale de la création de Dimona, telle qu'elle avait été présentée aux USA, était peut-être devenue obsolète en raison du nouvel intérêt pour le projet de dessalement "Eau pour la paix". Si Israël s'engageait dans cette nouvelle voie, Dimona devrait réinventer sa raison d'être.

Si le ralentissement était bien réel, son objectif était de renforcer la couverture narrative israélienne de base, à savoir que Dimona était un centre de recherche civil destiné à soutenir un nouveau programme d'énergie nucléaire de plus grande envergure. En fin de compte, le projet "Eau pour la paix" n'a abouti à rien, en grande partie parce qu'Israël ne pouvait pas concilier Dimona avec un grand projet d'énergie nucléaire et parce que l'engagement d'Israël envers Dimona en tant que projet de sécurité était beaucoup plus fort que son intérêt pour l'énergie nucléaire.

Le deuxième élément des conclusions de la visite de l'équipe usaméricaine est que « rien [sur le site de Dimona] ne suggère un développement précoce d'un programme d'armement ». Comme tous ses prédécesseurs, l'équipe de 1965 a déterminé que le complexe de Dimona ne disposait pas des principaux composants techniques nécessaires à un programme d'armement, notamment d'une usine de retraitement. L'équipe a donc jugé qu'il n'y avait « aucune possibilité à court terme d'un programme de développement d'armes sur le site de Dimona ». Parmi les conclusions techniques, Israël ne disposait pas des installations nécessaires pour traiter plus de trois tonnes d'uranium par an et n'avait « aucune capacité ... de produire et de récupérer [du plutonium] ».

Malgré cela, l'équipe de l'AEC a recommandé de rester vigilant. Malgré le ralentissement, l'équipe est restée impressionnée par le potentiel du site, estimant qu'il avait « d'excellentes capacités de développement et de production et un potentiel qui justifie une surveillance continue à des intervalles ne dépassant pas un an ».

Le projet de résumé (le rapport complet doit encore être déclassifié) ne fait même pas allusion à la possibilité que les Israéliens aient pu

dissimuler quoi que ce soit au cours de la visite. Les documents disponibles montrent notamment que cette possibilité - tromperie et dissimulation - avait été évoquée lors de la réunion technique interagences à Washington qui a précédé cette visite. Néanmoins, rétrospectivement, il apparaît que c'est exactement ce qui s'est passé lors de cette inspection et des autres. Selon le journaliste Seymour Hersh, dans son livre "*The Samson Option*" paru en 1991, avant les visites à Dimona, Israël a mis en œuvre une vaste opération de tromperie qui a consisté à dissimuler l'usine de retraitement en cours de construction et à déformer continuellement les objectifs du réacteur.

Quoi qu'il en soit, les résultats apparemment encourageants de l'inspection ont aidé le département d'État à décider que les USA pouvaient accéder à la demande d'Eshkol de reporter « la prochaine inspection semestrielle convenue jusqu'après les élections parlementaires de novembre de cette année ». Bien que cette formulation soit inexacte, Israël n'ayant jamais formellement accepté des inspections usaméricaines semestrielles, elle reflète clairement un certain soulagement au sujet de Dimona. Néanmoins, le paragraphe suivant indique qu'il subsiste un sentiment d'incertitude quant aux intentions israéliennes. Il indique que « nous [le Département d'État] restons préoccupés par le fait qu'Israël ait pu réussir à dissimuler sa décision de développer des armes nucléaires ».

\*\*\*

Si les inspecteurs de l'AEC semblaient raisonnablement confiants dans leurs conclusions, ils tenaient pour acquis que la poursuite des inspections était nécessaire. Le président Johnson, comme le président Kennedy avant lui, a insisté sur le fait que les inspections

de l'AEC étaient un outil essentiel pour vérifier les promesses des dirigeants israéliens selon lesquelles le complexe de Dimona n'était destiné qu'à des fins pacifiques.

Les doutes persistants quant aux intentions ultimes d'Israël ont influencé la décision de procéder à des inspections. Comme nous l'avons vu plus haut, des fonctionnaires de premier plan ont relevé des signes avant-coureurs, tels que l'achat de *yellowcake*, indiquant que les Israéliens préparaient quelque chose. Le secrétaire d'État adjoint aux affaires du Proche-Orient et de l'Asie du Sud, Rodger Davies, et l'attaché scientifique, le Dr Robert Webber, de l'ambassade des USA à Tel-Aviv, entre autres, soupçonnaient que Dimona était destiné à la sécurité militaire, et non à la recherche scientifique, et qu'Israël avait peut-être secrètement décidé de développer une capacité d'armement. Ils disposaient de nombreuses preuves circonstanciées pour étayer ces soupçons, mais aucun d'entre eux ne semblait avoir la moindre idée du chaînon manquant vers les armes, l'usine de séparation chimique cachée, bien que Webber ait évoqué la possibilité que les Israéliens aient entrepris une activité de ce type, quelque part. Il a insisté sur le fait que les inspecteurs de l'AEC s'étaient lourdement trompés en écartant le potentiel de Dimona en tant que projet militaire. On ne sait pas si Webber ou Davies étaient au courant de la réunion d'information de l'ambassade de Kissinger, mais leur connaissance aurait sans aucun doute renforcé leurs doutes.



Averell Harriman en conversation avec David Ben-Gourion à Tel-Aviv.  
Photo Hans Pinn/GPO

Les soupçons sur l'utilisation qu'Israël ferait du *yellowcake* persistaient, notamment parce que, pendant l'inspection, les responsables israéliens ont dit que les questions relatives à l'approvisionnement en uranium à l'étranger étaient "en dehors du cadre de la visite". Une autre source d'inquiétude était la découverte par les services de renseignement usaméricains qu'Israël avait secrètement passé un contrat avec une société d'aviation française, Marcel Dassault, pour le développement et la production d'un missile balistique de courte portée à deux étages et à capacité nucléaire.

Les connaissances incertaines du milieu des années 1960 contrastent fortement avec la situation plus certaine des années 1970, époque à laquelle les services de renseignement usaméricains

avaient conclu qu'Israël disposait d'armes nucléaires. Cela laissait supposer que les évaluations de l'AEC concernant Dimona dans les années 1960 étaient incorrectes, voire tout à fait trompeuses. Cela est devenu manifestement vrai en 1986, lorsque les véritables secrets ont été rendus publics par les révélations du dénonciateur Mordechai Vanunu, confirmées par des sources françaises et publiées dans le *Sunday Times* de Londres.

En 1986, Francis Perrin, haut-commissaire français à l'énergie atomique de 1951 à 1970, a fait une révélation capitale en reconnaissant au *Sunday Times* que le complexe nucléaire de Dimona avait été conçu dès le départ comme une infrastructure complète et dédiée à la fabrication d'armes nucléaires. Il comprenait un réacteur produisant du plutonium et une grande usine souterraine de retraitement chimique pour extraire le plutonium de qualité militaire des barres irradiées du réacteur.

Selon le journaliste français Pierre Péan, dans son livre "*Les Deux Bombes*" (Paris, 1982), la construction de l'usine de retraitement chimique a été achevée, avec quelques retards, en tant qu'étape finale du complexe de Dimona, vers 1965. Selon Péan, Israël a commencé à produire du plutonium à la fin de 1965 ou en 1966. L'usine de retraitement était le joyau de la couronne de tout le projet Dimona. Nous savons également, grâce à un document publié l'année dernière par les soussinés dans le cadre d'une étude universitaire, que le Premier ministre Eshkol a fait part à ses principaux collègues du cabinet, en septembre 1963, de sa crainte que l'usine de retraitement, alors en construction, ne soit découverte par des scientifiques usaméricains en visite. Cela ne s'est pas produit. Aucune des neuf équipes de l'AEC qui ont visité le site

de Dimona entre 1961 et 1969 n'a jamais eu connaissance de l'existence de l'installation souterraine ultra-secrète de six étages.

\*\*\*

Aujourd'hui, plus d'un demi-siècle plus tard, la question de savoir pourquoi les USA n'ont pas découvert l'installation secrète qui se trouvait juste sous leur nez reste intrigante. Nous pensons que les principales raisons de cet échec usaméricain sont diverses. Tout d'abord, les services de renseignement usaméricains n'ont pas réussi à découvrir ce que la France - son gouvernement et son industrie - avait accepté de fournir à Israël. Pour être juste, ce n'est pas que les USA n'aient pas essayé, mais les Français n'ont partagé avec les USAméricains que des informations partielles et trompeuses. Les autorités françaises ont fourni le paquet de Dimona qu'elles avaient mis à la disposition d'Israël, avec l'appui d'une vaste assistance technique. Peu de membres du gouvernement français, et aucun USAméricain, savaient que l'accord de gouvernement à gouvernement, tel que publié par Péan, autorisait tacitement une usine de retraitement, fournie directement par la société française Saint-Gobain, spécialisée dans les produits chimiques et nucléaires. Si la CIA connaissait le travail de Saint-Gobain pour le programme nucléaire français, on ne sait pas si elle a eu connaissance de son assistance secrète à Israël avant 1986.

En l'absence de renseignements précis et complets sur le rôle de la France, les USA ont dû se fier aux informations qu'ils pouvaient recueillir en Israël, que ce soit ouvertement ou secrètement. C'est là que réside la deuxième source de l'échec usaméricain : l'incapacité ou le manque de volonté politique de veiller à ce que les inspections soient suffisamment complètes pour détecter les activités suspectes.

Les échecs en matière de politique et de renseignement étaient étroitement liés. Washington considérait que l'accès physique à Dimona était essentiel à la fois pour vérifier les promesses israéliennes concernant la mission civile de l'usine et pour s'assurer qu'Israël ne changerait pas de cap et ne deviendrait pas nucléaire. Rétrospectivement, toutefois, cette approche était trop confiante, voire naïve. Si les visites d'inspection n'étaient pas fondées sur un protocole solide, Washington ne pourrait pas dissuader ou empêcher un État déterminé comme Israël de se doter de l'arme nucléaire.



Le Premier ministre israélien Levi Eshkol, à gauche, le président Lyndon B. Johnson et leurs épouses lors d'une réception à Washington, en juin 1964.

Un problème connexe est que les inspecteurs usaméricains ont accepté trop facilement l'affirmation israélienne selon laquelle

Dimona était une étape d'un plan visant à introduire l'énergie nucléaire en Israël. Après tout, un projet nucléaire civil "provisoire" comme celui de Dimona avait-il vraiment un sens, sur le plan technologique et/ou financier, pour un petit pays aux ressources limitées comme Israël ? Était-il raisonnable pour un pays qui venait d'inaugurer son premier réacteur nucléaire (à Soreq) de lancer un projet nucléaire de plus grande envergure, décrit comme une étape intermédiaire, alors qu'il n'avait pas encore approuvé de plan global pour l'énergie nucléaire ? Les scientifiques de l'AEC auraient dû analyser cette histoire avec beaucoup plus de scepticisme.

Sur la base des documents déclassifiés disponibles à ce jour, on peut résumer comme suit la sagesse conventionnelle usaméricaine au milieu des années 1960 : si Israël décidait de changer de cap et de se lancer dans la production d'armes nucléaires, il devrait construire une usine chimique pour l'extraction du plutonium, ce qui nécessiterait une décision politique. Les USA étaient raisonnablement confiants dans leur capacité à détecter une telle décision, même si elle était prise dans le secret. Cette hypothèse de travail trop confiante et quelque peu naïve était fondamentale pour la pensée usaméricaine de l'époque.

Ce qui manquait dans l'analyse des services de renseignement usaméricains de l'époque ce n'était pas seulement des données de base sur le rôle de la France, mais aussi une compréhension - et une appréciation - de la mesure dans laquelle les Israéliens iraient jusqu'à dissimuler leurs progrès. Il convient de rappeler que Hersh, dans "*L'option Samson*", a cité des sources israéliennes anonymes qui lui ont dit que les visiteurs du réacteur de Dimona s'étaient vu montrer une fausse salle de contrôle qui reflétait de manière trompeuse les opérations du réacteur à l'époque. Même si les inspecteurs n'étaient

pas aussi confiants qu'ils semblaient l'être, les preuves disponibles ne suggèrent pas qu'ils aient compris qu'Israël était prêt à entreprendre un effort sophistiqué à grande échelle pour dissimuler ce qu'il faisait.

Les USA auraient pu avoir une chance de voir clair dans les activités de dissimulation et d'établir les véritables intentions d'Israël s'ils avaient été prêts à mener une bataille politique énergique pour une inspection approfondie. Un état plus précis des connaissances du côté usaméricain aurait pu être possible si les Israéliens avaient été contraints d'accepter les règles de base que le président Kennedy avait envisagées dans sa série de lettres adressées à Ben-Gourion et Eshkol au printemps et à l'été 1963, et qui ont ensuite été réitérées et élargies par le département d'État à la fin de 1964. Les mesures demandées comprenaient un accès complet de deux jours aux installations de Dimona, la possibilité de prélever des échantillons et de vérifier l'utilisation et l'emplacement de tout plutonium produit par le réacteur. Cette étude approfondie aurait été similaire au système d'inspection des réacteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui, à partir des années 1970, est devenu partie intégrante du protocole d'inspection standard de l'Agence pour l'application du TNP et aurait pu aider à identifier toute activité suspecte.

Les Israéliens ont rejeté d'emblée la possibilité d'inspections approfondies et rigoureuses. Comme indiqué précédemment, Eshkol s'est opposé aux règles de base proposées, estimant qu'elles constituaient une intrusion dans la souveraineté israélienne. En effet, Israël a refusé de consentir à tout protocole fixe - insistant sur le fait que l'accord portait sur des "visites scientifiques" par des amis, et non sur des "inspections" - et était donc disposé à

s'appuyer uniquement sur des pratiques antérieures non écrites. Prenant le non pour une réponse et se laissant effectivement lier les mains dans le dos, l'administration Johnson n'a pas voulu utiliser son influence politique, qui aurait pu être considérable, et s'est abstenue de livrer une bataille royale avec Eshkol et le gouvernement d'Israël. On ne sait pas si le président Johnson a jamais envisagé une telle décision. Aussi importante que fût la non-prolifération pour Johnson et ses conseillers, dans la pratique, ils ont souvent jugé nécessaire, comme ce fut le cas ici, de la mettre en balance avec d'autres considérations politiques, diplomatiques et sécuritaires, qui n'en sont pas moins importantes.

\*\*\*

À la réflexion, l'incapacité des USA à découvrir les secrets sous-jacents de Dimona - à savoir qu'il s'agissait, comme les soussignés l'ont affirmé par le passé, d'un projet militaire et qu'il y avait une usine secrète de plutonium - était pratiquement inévitable. Les services de renseignement usaméricains n'avaient pas détecté la portée de l'accord franco-israélien. Les décideurs politiques ont évité d'aller jusqu'au bout de la démarche au nom d'une inspection complète. En outre, Washington n'a pas compris la culture de sécurité nationale d'Israël. En d'autres termes, le gouvernement usaméricain n'a pas compris qu'Israël était tellement engagé dans le projet nucléaire qu'il était prêt à monter une opération complexe pour le mener à bien.

Ce qu'Henry Kissinger a dit aux diplomates usaméricains en 1965 - qu'Israël avait un « programme de production d'armes nucléaires » - équivalait à une prédiction. En 1967, pendant la guerre des Six Jours, alors que les USA étaient toujours dans l'ignorance, Israël a secrètement assemblé deux engins explosifs nucléaires, juste au cas

où, un événement qui a été rapporté **cinq décennies plus tard** par le *New York Times*.

C'est au cours des années suivantes que Washington a commencé à conclure qu'Israël possédait la bombe. La rencontre du président Nixon avec la première ministre Golda Meir en septembre 1969 a rendu les USA complices de la politique d'opacité nucléaire d'Israël. Ainsi, lorsque Henry Kissinger est devenu le conseiller à la sécurité nationale de Nixon, en janvier 1969, il était déjà au courant du programme d'armement présumé d'Israël, qui est resté un secret officiel autant à Washington qu'à Tel Aviv, bien qu'il reste le secret de Polichinelle du siècle.

# 11

## *Bloc-notes nucléaire*

### Armes nucléaires israéliennes, 2021

*Hans M. Kristensen & Matt Korda*  
*Bulletin of the Atomic Scientists* Volume 78, 2022,  
*pages 38-50*

#### **SOMMAIRE**

- Résumé
- L'histoire du programme nucléaire d'Israël
- Ambiguïté nucléaire
- Trois cas de quasi- introduction
- Taille de l'arsenal et composition des ogives
- Avions capables de transport nucléaire
- Missiles balistiques terrestres
- Missiles lancés depuis la mer et sous-marins
- Notes
- Sources

#### **Résumé synthétique de l'article**

Cet article de Hans M. Kristensen et Matt Korda, publié dans le *Bulletin of the Atomic Scientists*, examine l'arsenal nucléaire d'Israël, estimé (en 2021) à environ 90 ogives nucléaires. Israël maintient une politique d'ambiguïté nucléaire, ne confirmant ni n'infirment officiellement la possession d'armes nucléaires, ce qui complique la recherche sur son programme.

#### **Historique du programme nucléaire**

Initié dans les années 1950 sous le Premier ministre David Ben Gourion, le programme visait à compenser la supériorité conventionnelle des États arabes voisins. Israël a acquis des technologies nucléaires de la France, mais a caché le véritable but de ses installations, notamment le complexe nucléaire de Dimona, aux renseignements usaméricains pendant des décennies.

### **Ambiguïté nucléaire**

Depuis les années 1960, Israël a opté pour une politique d'ambiguïté, déclarant qu'il ne sera pas le premier à introduire des armes nucléaires au Moyen-Orient. Cette définition est manipulée pour permettre à Israël de posséder des armes nucléaires sans le reconnaître publiquement.

### **Incidents de quasi-introduction**

Trois cas ont été identifiés où Israël aurait presque introduit ses armes nucléaires :

1. Pendant la guerre de Six Jours en 1967, avec un plan de démonstration nucléaire.
2. Lors de la guerre du Kippour en 1973, où des forces nucléaires auraient été mises en alerte.
3. En 1982, pendant la guerre du Liban, où des menaces nucléaires auraient été envisagées.

### **Conclusion**

Israël reste une puissance nucléaire non déclarée, et son programme reste opaque en raison des risques liés à la divulgation et aux implications géopolitiques. L'ambiguïté est stratégique, permettant à Israël de maintenir un équilibre dans la région sans provoquer d'escalade directe.

Cet article souligne les défis de la recherche sur les capacités nucléaires israéliennes, exacerbés par des politiques de secret et de dissimulation.

La recherche sur les armes nucléaires israéliennes a historiquement été très difficile, notamment parce qu'Israël ne reconnaît pas délibérément la possession de ces armes. De plus, les gouvernements occidentaux n'incluent généralement pas Israël dans leurs descriptions des États dotés d'armements nucléaires. Par ailleurs, les dénonciateurs israéliens du programme nucléaire ont fait face à des sanctions significatives ; en 1986, l'ancien technicien nucléaire Mordechai Vanunu a été enlevé par les services de renseignement israéliens et a passé 18 ans en prison après avoir donné une interview détaillée sur le programme nucléaire d'Israël au *Sunday Times* (Myre 2004). Cet effet dissuasif signifie que les individus ayant des connaissances sur le programme nucléaire israélien ont été, de manière compréhensible, réticents à fournir des informations officielles, ce qui dilue la capacité des chercheurs en sources ouvertes à analyser les forces nucléaires d'Israël. Heureusement, au cours des deux dernières décennies, des historiens comme Avner Cohen et William Burr ont contribué à des recherches inestimables qui ont rendu accessibles au public des nuances auparavant inconnues de la politique nucléaire opaque d'Israël.

De plus, depuis 1997, une loi américaine connue sous le nom de Kyl-Bingaman Amendment a interdit aux entreprises américaines de publier des images satellites d'une résolution « pas plus détaillée ou précise que les images satellites d'Israël disponibles auprès de sources commerciales ». Pendant des décennies, cela a signifié que la majorité des images satellites commercialement disponibles d'Israël étaient limitées à une résolution d'environ deux mètres,

rendant très difficile l'analyse détaillée. Cependant, en juin 2020, le Bureau des affaires réglementaires sur la télédétection commerciale des États-Unis a annoncé qu'il permettrait désormais aux fournisseurs d'images commerciales de proposer des images améliorées d'Israël avec une résolution de 0,4 mètres (National Oceanic and Atmospheric Administration 2020). Cette décision visait à aligner les fournisseurs d'images américains avec leurs homologues étrangers, qui produisaient déjà des images à ce niveau depuis plusieurs années. En conséquence, nous avons intégré des images de haute résolution dans cet article.

## L'histoire du programme nucléaire d'Israël

Le programme d'armement nucléaire israélien remonte au milieu des années 1950, lorsque le premier ministre du pays, David Ben Gourion, a commencé à explorer un plan d'assurance nucléaire pour compenser la supériorité conventionnelle combinée des États arabes voisins d'Israël. Comme l'écrit l'historien Avner Cohen, « La détermination de Ben Gourion à lancer le projet nucléaire était le résultat d'une intuition stratégique et de peurs obsessionnelles, et non d'un plan bien pensé. Il croyait qu'Israël avait besoin d'armes nucléaires comme assurance s'il ne pouvait plus rivaliser avec les Arabes dans une course aux armements et comme arme de dernier recours en cas d'extrême urgence militaire » (Cohen 1998). Ben Gourion a nommé Shimon Peres – qui deviendrait plus tard Premier ministre d'Israël – pour diriger le programme nucléaire d'Israël. Sous la direction de Peres, Israël a acheté un ensemble substantiel, comprenant un réacteur de recherche et une technologie de séparation du plutonium, à la France en 1957, ainsi

que 20 tonnes d'eau lourde de Norvège en 1959 (Cohen et Burr 2015). Les travaux de construction du Centre de recherche nucléaire du Néguev ont commencé près de Dimona au début de 1958.

Bien que le centre du Néguev ait toujours été destiné au développement d'armes nucléaires, les États-Unis n'ont pris conscience de son véritable objectif que dix ans plus tard, même après que les services de renseignement américains aient été informés de sa construction en 1958 (Cohen et Burr 2021). Cela était en grande partie dû à une campagne israélienne de tromperie et de désinformation très réussie visant à convaincre les inspecteurs américains que le complexe était à vocation civile. La campagne de tromperie a inclus des mensonges aux responsables américains, leur disant d'abord que le centre du Néguev était le site d'une usine textile. Ensuite, ils ont affirmé que le centre du Néguev était en réalité un centre de recherche purement civil qui ne contenait pas l'usine de retraitement chimique nécessaire à la production d'armes nucléaires (Cohen et Burr 2015). Le livre du journaliste d'investigation Seymour Hersh, *The Samson Option*, comprend une brève description du schéma de tromperie israélien.

Une fausse salle de contrôle a été construite à Dimona, complète avec de faux panneaux de contrôle et des dispositifs de mesure informatisés qui semblaient évaluer la production thermique d'un réacteur de vingt-quatre mégawatts (comme Israël prétendait que Dimona était) en pleine opération. De nombreuses sessions d'entraînement ont eu lieu dans cette fausse salle de contrôle, alors que les techniciens israéliens cherchaient à éviter toute erreur lors

de l'arrivée des Américains. L'objectif était de convaincre les inspecteurs qu'aucune usine de retraitement chimique n'existait ni n'était possible (Hersh 1991).

Plusieurs facteurs semblent avoir contribué à la vulnérabilité des États-Unis face à la campagne de tromperie israélienne. Étant donné la forte résistance d'Israël à un protocole d'inspection formel, les États-Unis ont refusé de faire pression sur Israël pour qu'il s'engage dans un tel protocole, acquiesçant plutôt à la préférence d'Israël de considérer l'arrangement comme des « visites scientifiques » plutôt que comme des « inspections ».

De plus, des documents déclassifiés suggèrent que les États-Unis n'étaient pas conscients du degré de coopération franco-israélienne, et en particulier de l'inclusion dans le package du centre du Néguev d'une grande usine de retraitement chimique souterraine pour extraire du plutonium de qualité militaire. À l'époque, les services de renseignement américains croyaient à tort qu'ils pourraient détecter la construction de cette installation critique lors de visites sur site ; cependant, sans un cadre convenu pour des inspections complètes, les scientifiques américains en visite étaient mal équipés pour évaluer l'ampleur complète des efforts de construction à Negev. De plus, comme le suggère Avner Cohen, la mission des scientifiques en visite « n'était pas de contester ce qu'on leur disait, mais de le vérifier » (Cohen 1998, 107). En conséquence, ils n'étaient pas conscients – et peut-être réticents à envisager la possibilité – qu'une installation de retraitement souterraine de six étages était en cours de construction juste sous leurs yeux (Cohen et Burr 2021).

## La construction de l'usine de retraitement chimique

La construction de l'usine de retraitement chimique aurait été achevée en 1965, et Israël a commencé la production de plutonium en 1966 (Cohen et Burr 2020). Il reste incertain exactement quand les premières armes nucléaires opérationnelles d'Israël ont été achevées, bien qu'il soit généralement admis qu'Israël ait pu assembler – ou tenté d'assembler – ses premiers dispositifs nucléaires rudimentaires pendant la crise de mai 1967, juste avant la guerre des Six Jours.

## Ambiguïté nucléaire

Depuis la fin des années 1960, chaque gouvernement israélien a pratiqué une politique d'ambiguïté nucléaire. Connue sous le nom d'« Amimut », cette politique obscurcit délibérément si Israël possède effectivement des armes nucléaires et, si oui, comment son arsenal est opérationnalisé. Depuis le milieu des années 1960, cette politique a été exprimée publiquement – et récemment réaffirmée par l'ancien premier ministre Benjamin Netanyahu – par la phrase « Nous ne serons pas les premiers à introduire des armes nucléaires au Moyen-Orient » (Netanyahu 2011).

Cependant, l'interprétation par le gouvernement israélien de « l'introduction » d'armes nucléaires semble avoir tant de réserves que l'énoncé lui-même en devient essentiellement dépourvu de sens. En effet, les décideurs israéliens ont précédemment suggéré

que « l'introduction » d'armes nucléaires nécessiterait forcément qu'Israël teste, déclare publiquement ou utilise effectivement sa capacité nucléaire. Étant donné qu'Israël n'a officiellement fait aucune de ces choses, le gouvernement israélien peut déclarer qu'il n'a pas « introduit » d'armes nucléaires dans la région, malgré la forte probabilité que le pays possède en réalité un important arsenal nucléaire.

La politique d'ambiguïté délibérée d'Israël a été consacrée lors des négociations du pays avec les États-Unis pour l'achat de 50 avions F-4 Phantom à la fin des années 1960. Les interprétations concurrentes des États-Unis et d'Israël concernant le terme « introduire » ont menacé de faire échouer complètement la vente d'armes. Dans un mémorandum de juillet 1969 adressé au président Nixon, Henry Kissinger a noté que « Nous et Israël divergeons sur ce que signifie 'introduire' des armes nucléaires. L'ambassadeur Rabin croit que seul le test et la déclaration publique de possession constituent une 'introduction'. Nous avons déclaré dans l'échange de lettres confirmant la vente des Phantom que nous considérons que 'la possession physique et le contrôle des armes nucléaires' constituent une 'introduction' » (US State Department 1969a).

Lors d'une réunion au Pentagone en novembre 1968, l'ambassadeur d'Israël aux États-Unis, Yitzhak Rabin – qui succéderait plus tard à la Première ministre Golda Meir – a déclaré qu'« il ne considérerait pas une arme qui n'aurait pas été testée comme une arme ». De plus, il a dit : « Il doit y avoir une reconnaissance publique. Le fait que vous l'avez doit être connu. » Cherchant à clarifier, le sous-secrétaire à la Défense américain, Paul

Warnke, a demandé : « Donc, selon vous, un dispositif nucléaire non annoncé et non testé n'est pas une arme nucléaire ? » Rabin a répondu : « Oui, c'est exact. » Warnke a poursuivi : un dispositif ou une arme annoncée mais non testée constituerait une introduction ? « Oui, cela constituerait une introduction », a confirmé Rabin (US Defense Department 1968, 2, 3, 4).

Dans un échange de suivi en juillet 1969, l'administration Nixon a résumé clairement sa propre compréhension du terme « introduction » : « Lorsque Israël dit qu'il ne va pas introduire d'armes nucléaires, cela signifie qu'il ne possédera pas de telles armes. » L'administration Nixon voulait qu'Israël accepte la définition américaine, mais le gouvernement Meir ne s'est pas laissé convaincre et a plutôt affirmé : « L'introduction signifie la transformation d'un pays non doté d'armes nucléaires en un pays doté d'armes nucléaires » (US State Department 1969a). En d'autres termes, Israël a interprété son engagement à ne pas être le premier à introduire des armes nucléaires comme signifiant que cette introduction ne concernait pas la possession physique mais la reconnaissance publique de cette possession.

Kissinger a trouvé une issue à ce désaccord : Il a informé le président Nixon que les Israéliens avaient défini le mot « introduction » en le « reliant au TNP [Traité de non-prolifération nucléaire] » (White House 1969a). L'argument de Kissinger était que la « distinction entre les États dotés d'armes nucléaires et les États non dotés d'armes nucléaires est celle que le TNP utilise pour définir les obligations respectives des signataires ». Il a soutenu que les négociations sur le TNP « laissaient implicitement... à la

conscience des gouvernements impliqués » d'être « délibérément vagues sur quelle étape précise transformerait un État en État doté d'armes nucléaires après la date limite du 1er janvier 1967 utilisée dans le traité pour définir les États nucléaires » (White House 1969b, 1). Kissinger a également argué que le TNP ne définit pas ce que signifie « fabriquer » ou « acquérir » des armes nucléaires et a conclu que la nouvelle formulation israélienne « devrait nous placer dans une position pour pouvoir dire que nous supposons avoir l'assurance d'Israël qu'il restera un État non nucléaire tel que défini dans le TNP » (White House 1969b, 1).

L'interprétation détournée de Kissinger a permis aux États-Unis de sortir d'un dilemme diplomatique via un accord tacite entre Nixon et Meir. En d'autres termes, les États-Unis ne feraient plus pression sur Israël pour qu'il signe le Traité de non-prolifération nucléaire tant qu'Israël maintiendrait son programme sous contrôle et invisible – ce qui signifie qu'Israël ne testerait pas d'armes nucléaires et ne reconnaîtrait pas publiquement sa possession de telles armes.

L'objectif de cette interprétation, comme indiqué dans un mémorandum de juillet 1969, était de briser le blocage diplomatique tout en évitant une complicité directe dans le programme nucléaire d'Israël, ce qui aurait contredit les propres politiques de non-prolifération des États-Unis. Plus précisément, le mémorandum notait que les États-Unis « ne peuvent pas imposer une compréhension précise » de ce que signifie « introduction ». Au lieu de cela, la politique devait être de « nous préoccuper principalement de constituer un dossier qui nous permettra de défendre notre distance par rapport à un Israël nucléaire si jamais l'utilisation de

ces armes par Israël menace de nous impliquer dans une confrontation nucléaire » (White House 1969c). Malgré cette tentative de se distancier du programme nucléaire d'Israël, la volonté manifeste des États-Unis de fermer les yeux sur la prolifération israélienne constitue un double standard qui a largement sapé leur propre crédibilité lorsqu'il s'agit de critiquer les ambitions nucléaires d'autres pays du Moyen-Orient.

Après la fin de la guerre froide, Israël a commencé à craindre que le soutien tacite des États-Unis à l'arsenal nucléaire non déclaré d'Israël ne s'estompe rapidement, compte tenu de l'engagement des États-Unis en faveur d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. En conséquence, Israël aurait demandé que chaque président américain depuis Bill Clinton signe une lettre indiquant que tous les futurs efforts de contrôle des armements des États-Unis n'affecteraient pas l'arsenal nucléaire d'Israël (Entous 2018a, 2018b).

À quelques rares occasions, certains responsables israéliens ont fait des déclarations impliquant qu'Israël possède déjà des armes nucléaires ou pourrait « les introduire » très rapidement si nécessaire. La première a eu lieu en 1974, lorsque le président Ephraïm Katzir a déclaré : « Cela a toujours été notre intention de développer un potentiel nucléaire... Nous avons maintenant ce potentiel » (Weissman et Krosney 1981, 105). Bien après sa retraite, lors d'une interview avec le *New York Times* en 1981, l'ancien ministre de la Défense Moshe Dayan a également frôlé la violation du tabou de l'ambiguïté nucléaire en déclarant pour le compte rendu : « Nous n'avons pas de bombe atomique actuellement, mais

nous avons la capacité, nous pouvons le faire en peu de temps. » Il a réitéré le mantra de la politique officielle : « Nous ne serons pas les premiers à introduire des armes nucléaires au Moyen-Orient » (New York Times 1981). Cependant, son acknowledgment que « nous avons la capacité » et que nous produirions rapidement des bombes atomiques si les adversaires d'Israël acquéraient des armes nucléaires était un indice qu'Israël avait en fait produit tous les composants nécessaires à l'assemblage d'armes nucléaires en très peu de temps (New York Times 1981).

Lors d'une conférence de presse à Washington avec le président américain Bill Clinton et le président jordanien Hussein en 1994, le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin a fait une déclaration similaire, disant qu'« Israël n'est pas un pays nucléaire en termes d'armes » et s'est « engagé auprès des États-Unis depuis de nombreuses années à ne pas être le premier à introduire des armes nucléaires dans le contexte du conflit israélo-arabe. Mais en même temps, » a-t-il ajouté, « nous ne pouvons pas être aveugles aux efforts qui sont faits dans certains pays musulmans et arabes dans ce sens. Par conséquent, je peux résumer. Nous tiendrons notre engagement de ne pas être les premiers à introduire, mais nous devons toujours anticiper les dangers que d'autres le fassent. Et nous devons être préparés à cela » (Rabin 1994 ; souligné ajouté).

L'ambiguïté laissée par le refus d'Israël de confirmer ou de nier la possession d'armes nucléaires a conduit la BBC en 2003 à demander franchement à l'ancien Premier ministre Shimon Peres : « Le terme ambiguïté nucléaire, en quelque sorte, cela semble très grand, mais n'est-ce pas juste un euphémisme pour la tromperie ? »

Peres n'a pas répondu à la question, mais a confirmé la nécessité de la tromperie : « Si quelqu'un veut vous tuer et que vous utilisez la tromperie pour sauver votre vie, ce n'est pas immoral. Si nous n'avions pas d'ennemis, nous n'aurions pas besoin de tromperies » (BBC 2003).

Trois ans plus tard, lors d'une interview en décembre 2006 avec une télévision allemande, l'ancien Premier ministre Ehud Olmert a semblé compromettre la tromperie lorsqu'il a critiqué l'Iran pour aspirer à « posséder des armes nucléaires, comme l'Amérique, la France, Israël, la Russie » (Williams 2006). Cette déclaration, qu'il a faite en anglais, a attiré une attention considérable car elle a été perçue comme une admission involontaire qu'Israël possède des armes nucléaires (Williams 2006). Un porte-parole d'Olmert a par la suite déclaré qu'il ne faisait pas référence à des États nucléaires, mais à des « nations responsables » (Friedman 2006).

L'ambiguïté ne consiste pas seulement à refuser de confirmer la possession d'armes nucléaires, mais aussi à refuser de le nier. Lorsque, lors d'une interview avec CNN en 2011, on a demandé à Netanyahou si Israël ne possède pas d'armes nucléaires, il n'a pas répondu directement, mais a répété la politique de ne pas être le premier à « introduire » des armes nucléaires au Moyen-Orient. Non découragé, le journaliste a poursuivi : « Mais si vous partez du principe que d'autres pays en ont, cela pourrait signifier que vous en avez aussi ? » Netanyahou n'a pas contesté cela, mais a sous-entendu que la différence réside dans le fait qu'Israël ne menace personne avec son arsenal : « Eh bien, cela peut signifier que nous ne représentons une menace pour personne. Nous ne demandons

l'anéantissement de personne... Nous ne menaçons pas d'oblitérer des pays avec des armes nucléaires, mais nous sommes menacés par toutes ces menaces » (Netanyahou 2011).

### **Trois cas de quasi-introduction**

Il y a eu trois incidents distincts au cours desquels Israël aurait été proche d'« introduire » des armes nucléaires dans la région, selon sa propre définition étroite. Le premier a eu lieu pendant la guerre des Six Jours en juin 1967, lorsque, selon des sources primaires et des témoignages d'anciens responsables israéliens, une petite équipe de commandos a été chargée de mener l'Opération « Shimson » (Samson) – une détonation nucléaire planifiée à des fins démonstratives – afin de changer le calcul militaire de la coalition arabe. Étant donné le succès militaire d'Israël dans la guerre, ce plan n'a jamais été mis à exécution (Cohen 2017).

Le deuxième incident aurait eu lieu pendant la guerre de Yom Kippour d'octobre 1973, lorsque les dirigeants israéliens craignaient que la Syrie ne soit sur le point de vaincre l'armée israélienne dans le Golan. La rumeur est apparue pour la première fois dans *Time* en 1976, a été considérablement élargie dans le livre de Seymour Hersh *The Samson Option* en 1991, et plusieurs anciens responsables américains non identifiés auraient affirmé en 2002 qu'Israël avait mis ses forces nucléaires en alerte en 1973 (voir par exemple Sale 2002).

Cependant, une interview réalisée par Avner Cohen avec le défunt Arnan (Sini) Azaryahu en janvier 2008 remet en question la validité de cette rumeur. Azaryahu était un aide senior et un confident de

Yisrael Galili, un ministre sans portefeuille qui était l'allié politique le plus proche de Golda Meir et au courant de certains des secrets nucléaires les mieux gardés d'Israël. Dans l'après-midi du deuxième jour de la guerre – le 7 octobre 1973 – l'armée israélienne semblait perdre la bataille contre les forces syriennes dans le Golan. Azaryahu a déclaré que le ministre de la Défense, Moshe Dayan, avait demandé à Meir d'autoriser les préparatifs techniques initiaux pour une « option de démonstration » – c'est-à-dire de préparer des armes nucléaires pour une utilisation potentielle. Mais Galili et le vice-Premier ministre Yigal Allon ont plaidé contre cette idée, affirmant qu'Israël prévaudrait en utilisant des armes conventionnelles. Selon Azaryahu, Meir a pris le parti de ses deux ministres et a dit à Dayan de « l'oublier » (Cohen 2013). (Pour une analyse de l'interview d'Azaryahu et de ses implications, voir Cohen 2008).

Une étude de la division des études stratégiques du Center for Naval Analyses en avril 2013 semble confirmer le rejet par Meir de l'« option de démonstration » de Dayan et que les forces nucléaires d'Israël n'étaient pas prêtes. Le rapport indique que les auteurs « ont examiné de manière exhaustive » les dossiers de documents des agences et archives américaines et ont interrogé un nombre significatif de responsables ayant une connaissance directe de la crise de 1973. Cependant, il note également que « aucune de ces recherches n'a révélé de documentation d'une alerte israélienne ou d'une manipulation claire de ses forces », et que « aucun de nos interviewés, sauf un, ne se souvenait d'une alerte nucléaire

israélienne ou d'un effort de signalement » pendant la guerre de Yom Kippour (Colby et al. 2013, 31–32).

Cela dit, un ancien responsable a rappelé avoir vu un « rapport de renseignement électronique ou de signaux » à l'époque indiquant qu'« Israël avait activé ou augmenté la disponibilité de ses batteries de missiles Jericho ». Cela, associé à l'extrême secret gouvernemental entourant les armes nucléaires israéliennes en général, a conduit les auteurs de l'étude du Center for Naval Analyses à conclure que « les États-Unis ont observé une sorte d'activité liée aux armes nucléaires israéliennes dans les tout premiers jours de la guerre, probablement en rapport avec la force de missiles balistiques Jericho d'Israël... » (Colby et al. 2013, 34). L'évaluation globale de l'étude était que « Israël semble avoir pris des mesures préventives préliminaires pour protéger ou préparer ses armes nucléaires et/ou forces connexes » (Colby et al. 2013, 2 ; souligné ajouté).

La conclusion selon laquelle Israël a fait quelque chose avec ses forces nucléaires en octobre 1973 – bien qu'il ne s'agisse pas nécessairement d'une mise en alerte opérationnelle complète ou d'une préparation pour une « option de démonstration » – semble similaire à l'affirmation faite par Peres en 1995. Dans une interview avec les auteurs de *We All Lost the Cold War*, Peres a « catégoriquement nié que les missiles Jericho aient été préparés, encore moins armés. Au pire, a-t-il insisté, il y a eu un contrôle opérationnel. Le cabinet n'a jamais approuvé une alerte des missiles Jericho » (Lebow et Stein 1995, 463, note de bas de page 47).

Manifestement, certaines incertitudes persistent concernant les événements de 1973. Mais alors, probablement tout comme aujourd'hui, les ogives israéliennes n'étaient pas entièrement assemblées ou déployées sur des systèmes de livraison dans des conditions normales, mais stockées sous contrôle civil. Et comme aucune confirmation officielle n'a été faite à l'époque, que ce soit par un test ou une annonce, aucune « introduction » formelle d'armes nucléaires n'a eu lieu – du moins selon l'avis des responsables israéliens.

Le troisième cas potentiel de quasi-introduction est survenu six ans plus tard, le 22 septembre 1979, lorsqu'un satellite de surveillance américain connu sous le nom de Vela 6911 a détecté ce qui semblait être un double flash provenant d'un essai nucléaire dans les parties sud de l'océan Indien. (Pour un contexte sur l'incident Vela de 1979, voir Richelson 2006 ; Cohen et Burr 2016.) Des documents de renseignement américains déclassifiés indiquent que la conviction dominante aux États-Unis à l'époque était que le flash était le résultat d'un essai nucléaire israélien, possiblement avec un soutien logistique sud-africain. Un panel de la Maison Blanche de 1980 a conclu que le signal Vela « ne provenait probablement pas d'un événement nucléaire ». Cependant, les scientifiques et analystes de renseignement américains, qui croyaient que les conclusions du panel avaient été fortement biaisées pour éviter une confrontation politique avec Israël, ont largement rejeté ces conclusions, selon des documents nouvellement déclassifiés. De plus, les documents semblent suggérer que des sources israéliennes ont fuité des confirmations concernant l'essai nucléaire à des

responsables et journalistes américains, mais que ces affirmations ont été soit censurées, soit prises à la légère (Cohen et Burr 2016). Si l'incident Vela était effectivement un essai nucléaire israélien, il est incertain de savoir si cela constituerait l'« introduction » d'armes nucléaires selon la définition étroite d'Israël. C'est-à-dire que, selon Yitzhak Rabin au moment des négociations à la fin des années 1960, « il doit y avoir une reconnaissance publique. Le fait que vous l'ayez doit être connu » (US Defense Department 1968). Les gouvernements israéliens successifs n'ont jamais reconnu publiquement l'implication d'Israël dans l'incident Vela.

### **Taille de l'arsenal et composition des ogives**

En l'absence d'informations publiques officielles provenant du gouvernement israélien ou des communautés de renseignement d'autres pays, les spéculations abondent sur l'arsenal nucléaire d'Israël. Au cours des dernières décennies, les rapports des médias, des think tanks, des auteurs et des analystes ont présenté une large gamme de possibilités concernant la taille de l'arsenal nucléaire israélien, allant de 75 ogives à plus de 400 ogives. Les véhicules de livraison des ogives ont été répertoriés comme des avions, des missiles balistiques, des armes d'artillerie tactique ou de champ de bataille telles que des obus d'artillerie et des mines terrestres, et plus récemment des missiles de croisière lancés depuis la mer. Nous croyons que beaucoup de ces rumeurs sont inexactes et que le nombre d'ogives le plus crédible est inférieur à cent ogives, probablement de l'ordre de 90 ogives, livrées par des avions, des missiles balistiques terrestres et éventuellement des missiles de croisière lancés depuis la mer (voir Tableau 1).

Par Hans M. Kristensen et Matt Korda			
Type	Année Première	Portée (km)	Commentaire
Avion			
F-16I	1980	1 600	Rôle possible de frappe nucléaire. Bombes nucléaires probablement stockées démontées dans une installation souterraine près de la base aérienne de Tel Nof.
F-15I	1998	3 500	Rôle potentiel de frappe nucléaire.
Missiles terrestres			
Jericho II	1984–1985	1 500+	Peut-être 25 à 50 lanceurs dans des grottes à Sdot Micha.
Jericho III	2011 ?	4 000 ?	Probablement en remplacement de Jericho II.
Missiles basés en mer			
Variante Popeye ?	2003 ?	?	Missile de croisière supposé pour une attaque terrestre

**Table 1. [Armes nucléaires israéliennes, 2021 \(cliquer pour arandir\)](#)**

Le niveau de conception et de sophistication des armes nucléaires d’Israël fait l’objet d’un débat considérable. Frank Barnaby, un physicien nucléaire ayant travaillé au British Atomic Weapons Research Establishment, a interviewé le dénonciateur et ancien technicien nucléaire Mordechai Vanunu en 1986. Barnaby a ensuite déclaré que la description de Vanunu concernant la « production à Dimona de lithium-deutérium sous forme de coques hémisphériques... soulevait la question de savoir si Israël avait des armes nucléaires à poussée dans son arsenal » (Barnaby 2004, 4). Bien qu’il ne pensait pas que Vanunu avait beaucoup de connaissances sur de telles armes, Barnaby a conclu que « les informations qu’il a fournies suggèrent qu’Israël avait des armes nucléaires plus avancées que des armes de type Nagasaki » (Barnaby 2004, 4).

Barnaby n’a pas mentionné les armes thermonucléaires dans sa déclaration de 2004, même s’il a conclu dans son livre *The Invisible Bomb* en 1989 qu’« Israël pourrait avoir environ 35 armes thermonucléaires » (Barnaby 1989, 25). À l’époque, le directeur de la CIA ne semblait pas d’accord, mais aurait indiqué qu’Israël

cherchait peut-être à construire une arme thermonucléaire (Cordesman 2005). Pourtant, *The Samson Option* affirme que les concepteurs d'armes américaines ont conclu à partir des informations de Vanunu qu'« Israël était capable de fabriquer l'une des armes les plus sophistiquées de l'arsenal nucléaire – une bombe à neutrons à faible rendement [à deux étages] » (Hersh 1991, 199). Les auteurs de *The Nuclear Express* en 2009 ont fait écho à cette affirmation, déclarant que le produit du partenariat d'Israël avec l'Afrique du Sud serait « une famille de primaires à poussée, des bombes H génériques, et une bombe à neutrons spécifique » (Reed et Stillman 2009, 174).

D'autre part, un rapport d'avril 1987 de l'Institute for Defense Analyses a conclu – après un voyage au Soreq Nuclear Research Center d'Israël – qu'Israël manquait de sophistication computationnelle pour développer les « codes qui détaillent les processus de fission et de fusion à un niveau microscopique et macroscopique », ce qui serait nécessaire pour le développement d'armes thermonucléaires (Townsend et Robinson 1987).

Si Israël était effectivement derrière l'incident Vela de 1979, le pays n'aurait réalisé qu'un seul essai nucléaire atmosphérique connu ; cela pourrait indiquer que les conceptions des armes nucléaires d'Israël ne sont pas particulièrement sophistiquées. D'autres États dotés d'armes nucléaires ont nécessité des dizaines d'expériences d'explosion nucléaire élaborées pour développer des conceptions d'armes sophistiquées et des codes informatiques. Cependant, selon certains analystes, Israël avait « un accès non restreint aux données d'explosion des essais nucléaires français » dans les années

1960 (Cohen 1998, 82–83), au point que « le test nucléaire français de 1960 a fait de deux puissances nucléaires, et non pas une » (Weissman et Krosney 1981, 114–117). Jusqu'à ce que la France mette fin à sa collaboration nucléaire étroite avec Israël en 1967, la France a réalisé 17 essais de têtes nucléaires de fission en Algérie, allant de quelques kilotonnes à environ 120 kilotonnes de rendement explosif (CTBTO 2014 ; Nuclear Weapon Archive 2001). La France n'a pas réalisé son premier essai thermonucléaire à deux étages avant août 1968.

En résumé, il reste très difficile d'évaluer le degré de sophistication de conception des armes nucléaires d'Israël. Il est hypothétiquement possible qu'Israël ait développé des armes thermonucléaires à deux étages. Pourtant, une analyse plus prudente, basée sur la production de plutonium d'Israël, son historique de tests, ses compétences en conception, sa structure de forces et sa stratégie d'emploi, suggère que son arsenal est probablement composé d'ogives de fission à un étage et à poussée.

La plupart des estimations disponibles publiquement concernant le nombre d'ogives israéliennes dans son stock semblent dériver d'un calcul approximatif du nombre d'ogives qui pourraient théoriquement être créées à partir de la quantité de plutonium qu'Israël est censé avoir produit dans son réacteur nucléaire à Dimona. Par exemple, l'évaluation technique qui a accompagné l'article du *Sunday Times* en 1986 concernant les révélations de l'ancien technicien nucléaire Mordechai Vanunu estimait qu'Israël avait produit suffisamment de plutonium pour 100 à 200 ogives nucléaires (Sunday Times 1986a, 1986b, 1986c). Dans le débat

public, cela est rapidement devenu Israël possédant 100 à 200 ogives nucléaires, l'estimation qui est depuis lors la plus fréquemment utilisée. Les analystes ne sont pas sûrs de l'historique opérationnel ou de l'efficacité de l'exploitation du réacteur de Dimona au fil des ans, mais on pense que la production de plutonium a continué après 1986. Le Panel international sur les matériaux fissiles estime qu'au début de 2020, Israël pourrait avoir un stock d'environ  $980 \pm 130$  kilogrammes de plutonium (International Panel on Fissile Materials 2021). Cette quantité pourrait potentiellement être utilisée pour construire entre 170 et 278 armes nucléaires, en supposant un design de tête nucléaire à fission-implosion à un étage de deuxième génération contenant 4 à 5 kilogrammes de plutonium.

Cependant, la production totale de plutonium est un indicateur trompeur de la taille réelle de l'arsenal nucléaire israélien, car Israël – comme d'autres États dotés d'armes nucléaires – ne convertirait très probablement pas tout son plutonium en ogives ; une partie est probablement stockée en tant que réserve stratégique. De plus, le nombre total d'ogives livrables serait vraisemblablement lié au nombre limité d'avions et de missiles d'Israël équipés pour livrer des armes nucléaires, ainsi qu'au nombre limité de cibles qu'Israël chercherait à frapper dans un conflit. En conséquence, les estimations du stock nucléaire israélien qui s'élèvent à plusieurs centaines d'ogives pourraient être exagérées.

Les évaluations du gouvernement américain offrent des estimations plus conservatrices de l'arsenal nucléaire d'Israël. Un rapport classifié de la Defense Intelligence Agency (DIA) de 1999, divulgué

en 2004, décrivait l'arsenal nucléaire d'Israël comme comptant entre 60 et 80 ogives en 1999, avec un potentiel de croissance entre 65 et 85 ogives d'ici 2020 (Defense Intelligence Agency 1999). Dans le même esprit, une étude de la RAND Corporation commandée par le Pentagone en 1998 a conclu qu'Israël avait suffisamment de plutonium pour construire 70 armes nucléaires (Schmemmann 1998).

Au cours des deux décennies qui se sont écoulées depuis le rapport de la DIA, Israël a probablement continué la production de plutonium à Dimona pendant une partie de cette période. Étant donné le surplus présumé de plutonium d'Israël à ce stade, le rôle principal actuel du réacteur de Dimona est probablement la production de tritium pour reconstituer le matériau nécessaire aux ogives au fur et à mesure qu'il se dégrade. Le complexe de Dimona a probablement également continué à produire des ogives nucléaires. Beaucoup de ces ogives étaient probablement des remplacements pour des ogives produites plus tôt pour des systèmes de livraison existants, tels que les missiles Jericho II et les avions. Les ogives pour un supposé missile balistique Jericho III remplaceraient probablement les ogives existantes de Jericho II sur une base un pour un. Les ogives pour le supposé missile de croisière lancé depuis un sous-marin, si cela s'avère vrai, viendraient s'ajouter à l'arsenal existant mais impliqueraient probablement un nombre relativement faible d'ogives.

Le réacteur de Dimona approche de la fin de sa durée de vie utile de conception, et l'état du récipient de pression en aluminium du réacteur – qui ne peut pas être remplacé dans le cadre d'un projet de prolongation de vie – est jugé en détérioration. Néanmoins, des

responsables israéliens ont indiqué qu'ils avaient l'intention de maintenir le réacteur en fonctionnement jusqu'en 2040 (Kelley et Dewey 2018). Des photos satellites de 2021 indiquent que Dimona est actuellement en train de réaliser son plus grand projet de construction en décennies, avec un grand creusement de plusieurs étages situé près du réacteur (Gambrell 2021). Il n'est pas clair si cette nouvelle construction est liée à la campagne de prolongation de vie de Dimona.

Finalement, le réacteur de Dimona devra être remplacé ; cependant, le statut d'Israël en tant que non-partie au Traité de non-prolifération signifie qu'il pourrait faire face à des défis pour acheter un réacteur de remplacement auprès d'un autre pays. Cela est dû au fait qu'il serait théoriquement soumis à des contrôles d'exportation stricts de la part du Groupe des fournisseurs nucléaires (Kelley et Dewey 2018).

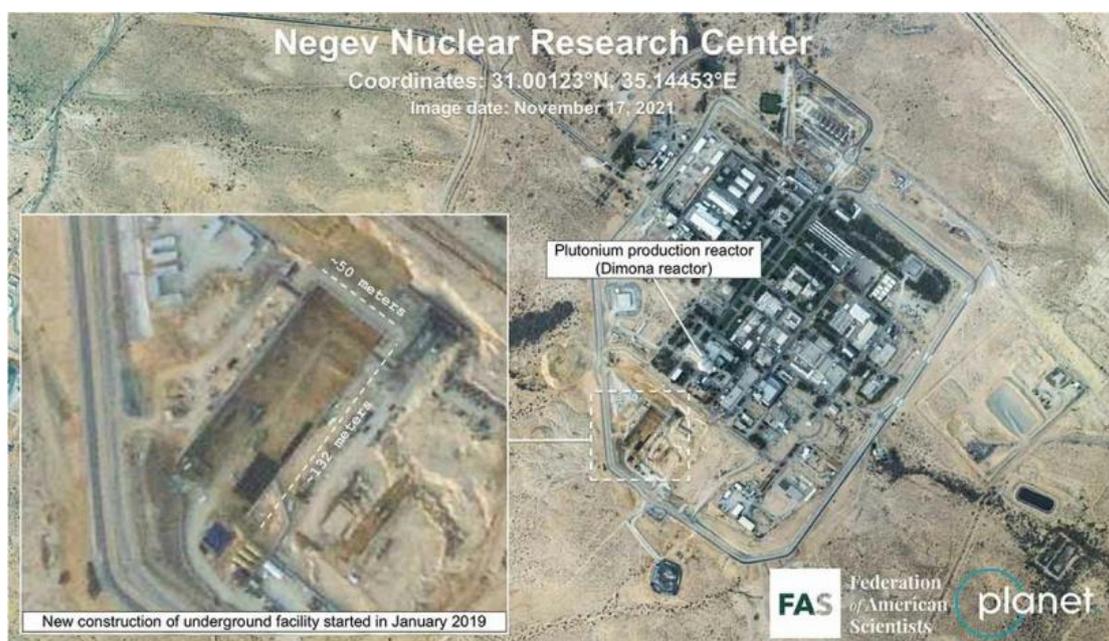


Figure 1. Nouvelle construction près du réacteur de production de

## Avions capables de transport nucléaire

Depuis les années 1980, le F-16 est l'épine dorsale de l'Armée de l'air israélienne. Au fil des ans, Israël a acheté bien plus de 200 F-16 de tous types, ainsi que des F-16I spécialement configurés. Différentes versions du F-16 remplissent des rôles de frappe nucléaire dans l'US Air Force et parmi les alliés de l'OTAN, et le F-16 a été pendant de nombreuses années considéré comme le candidat le plus probable pour la livraison aérienne des armes nucléaires israéliennes.

Depuis 1998, Israël utilise également ses 25 Boeing F-15E Strike Eagles pour des missions de frappe à longue portée et de supériorité aérienne. La version israélienne, connue sous le nom de F-15I (ou « Baz »), se distingue par un poids de décollage supérieur – 36 750 kilogrammes – et une portée – 4 450 kilomètres – par rapport aux autres modèles de F-15. Sa vitesse maximale à haute altitude est de Mach 2,5. L'avion a été modifié avec un radar spécialisé doté de capacités de cartographie du terrain et d'autres systèmes de navigation et de guidage. Dans l'US Air Force, le F-15E Strike Eagle a été attribué à un rôle nucléaire. On ne sait pas si l'Armée de l'air israélienne a ajouté une capacité nucléaire à cet avion très polyvalent, mais lorsque l'Israël a envoyé une demi-douzaine de F-15I depuis la base aérienne de Tel Nof au Royaume-Uni pour un exercice en septembre 2019, un responsable américain a commenté en privé qu'Israël avait envoyé sa « escadrille nucléaire » (Kristensen 2019).

Israël a récemment acheté 50 F-35 des États-Unis, devenant le premier pays non américain à exploiter cet avion. La version israélienne de l'appareil – qui inclura des suites de guerre électronique conçues localement, des bombes guidées et des missiles air-air – est connue sous le nom de F-35I (appelé « Adir », signifiant « impressionnant » ou « puissant »). En septembre 2021, Israël a reçu 30 F-35I, les exploitant dans trois escadrons depuis la base aérienne de Nevatim : le 140<sup>e</sup> escadrons (« Golden Eagle »), le premier escadron de F-35 de l'Armée de l'air israélienne ; le 116<sup>e</sup> escadrons (« Lions du Sud ») ; et le 117<sup>e</sup> escadrons (« First Jet »), ce dernier n'opérant actuellement que comme escadron de formation. Les 20 F-35 restants devraient être livrés d'ici 2024 (Gross 2021 ; Pansky 2020). Les escadrons de F-35 remplacent progressivement les vieillissants F-16 ; le 117<sup>e</sup> escadrons a été désactivé en octobre 2020 afin de remplacer ses appareils F-16 C/D par les systèmes de formation requis pour les F-35 (Gross 2020). L'US Air Force met à niveau ses F-35A pour transporter des bombes nucléaires, et la chaîne 2 d'Israël a rapporté qu'un « responsable américain de haut niveau » n'a pas voulu dire si Israël avait demandé une telle mise à niveau pour ses F-35 (Channel 12 2014).

Il est particulièrement difficile de déterminer quels escadrons et ailes israéliens sont chargés des missions nucléaires et quelles bases les soutiennent. Les ogives nucléaires elles-mêmes peuvent être stockées dans des installations souterraines près d'une ou deux bases. Les escadrons de F-16 israéliens sont basés à la base aérienne de Ramat David, dans le nord d'Israël ; aux bases aériennes de Tel Nof et Hatzor, dans le centre d'Israël ; et aux bases aériennes de

Hatzerim, Ramon et Ovda, dans le sud d'Israël. Parmi les nombreux escadrons de F-16, seule une petite fraction – peut-être un ou deux – serait probablement affectée à des missions nucléaires (encore moins certifiées) avec des équipages spécialement formés, des procédures uniques et des appareils modifiés. Les F-15 sont basés à la base aérienne de Tel Nof, dans le centre d'Israël, et à la base aérienne de Hatzerim, dans le désert du Néguev. Nous suggérons prudemment que la base aérienne de Tel Nof, dans le centre d'Israël, et la base aérienne de Hatzerim, dans le désert du Néguev, pourraient avoir des missions nucléaires.



Figure 2. La base aérienne de Tel Nof et possiblement celle de Hatzerim pourraient avoir des rôles liés aux armes nucléaires. Images © Maxar via Google Earth.

## Missiles balistiques terrestres

Le programme de missiles nucléaires d'Israël remonte au début des années 1960. En avril 1963, plusieurs mois avant que le réacteur de Dimona ne commence à produire du plutonium, Israël a signé un accord avec la société française Dassault pour produire un missile balistique sol-sol à portée courte. Ce système de missile est devenu

connu sous le nom de Jericho (ou MD-620), et le programme a été achevé vers 1970 avec 24 à 30 missiles.

La plupart des sources affirment que le Jericho était un missile mobile, transporté et tiré depuis un lanceur érecteur transportable (CIA 1974). Mais il y a parfois eu des références à de possibles silos pour cette arme. Une étude du département d'État américain produite pour soutenir le National Security Study Memorandum 40 en mai 1969 a conclu qu'Israël croyait avoir besoin d'une force nucléaire presque invulnérable pour dissuader une première frappe nucléaire de ses ennemis, « c'est-à-dire d'avoir une capacité de seconde frappe ». L'étude déclarait : « Israël est en train de construire une telle force – les silos renforcés des missiles Jericho » (US State Department 1969c, 7 ; souligné ajouté). Il n'est pas clair si l'affirmation des « silos renforcés » constituait l'évaluation de la communauté du renseignement américain ou si elle faisait référence à la construction initiale de ce qui est maintenant pensé être des bunkers de lanceurs mobiles à Sdot Micha. Seules quelques sources ultérieures – toutes non gouvernementales – ont mentionné des silos de missiles israéliens. Nous n'avons trouvé aucune preuve publique de silos Jericho.

En collaboration avec l'Afrique du Sud, à la fin des années 1980, Israël a développé le Jericho II, un missile balistique à deux étages et à propergol solide de portée moyenne qui – pour la première fois – a mis les villes soviétiques les plus au sud et la flotte de la mer Noire à portée. Le Jericho II, une version modifiée de la fusée de lancement spatial Shavit, a été déployé pour la première fois au début des années 1990, remplaçant le premier Jericho. Le Jericho a été testé en vol pour la première fois en mai 1987 à environ 850 kilomètres (527 miles). La trajectoire s'est étendue loin dans la mer Méditerranée. Un autre test en septembre 1989 a atteint 1 300 kilomètres (806 miles). Le National Air Intelligence Center de l'US

Air Force a rapporté en 1996 que la portée du Jericho II était de 1 500 kilomètres (930 miles) (NAIC 1996).

Étant donné qu'environ la moitié de l'Iran (y compris Téhéran) se trouve au-delà de la portée du missile balistique Jericho II, Israël met actuellement à niveau son arsenal avec le nouveau et plus performant Jericho III, un missile balistique à portée intermédiaire à trois étages. Le Jericho III aurait une portée dépassant 4 000 kilomètres, ce qui lui permettrait de viser l'ensemble de l'Iran, le Pakistan et toute la Russie à l'ouest de l'Oural – y compris, pour la première fois, Moscou. Le Jericho III a été lancé pour la première fois en test au-dessus de la mer Méditerranée en janvier 2008 et pourrait avoir atteint une capacité opérationnelle initiale en 2011. Des sources de défense non identifiées ont déclaré à *Jane's Defence Weekly* que le Jericho III constituait « un bond spectaculaire dans les capacités de missiles d'Israël » (Jane's Defence Weekly 2008, 5), mais de nombreux détails et son statut actuel restent inconnus. En juillet 2013, Israël a testé une version « améliorée » du missile Jericho III – peut-être désignée Jericho IIIA – avec un nouveau moteur qui, selon certaines sources, pourrait offrir au missile une portée intercontinentale dépassant 5 500 kilomètres (Ben David 2013a, 2013b). Il n'est pas clair si Israël remplace ses missiles Jericho II par des Jericho III sur une base un pour un, ou s'ils sont déployés simultanément, bien que la première option soit plus probable. Les mises à niveau des supposés bunkers de lanceurs à Sdot Micha ont commencé en 2014.

Ces dernières années, Israël a effectué plusieurs tests de lancement de ce qu'il appelle des « systèmes de propulsion de fusées ». Ces tests – qui ont été réalisés en mai 2015, mai 2017, décembre 2019 et janvier 2020 – ne sont généralement pas accompagnés de confirmation d'un lieu de test officiel (Agence France-Presse 2015 ; Ministère de la Défense 2017 ; Kubovich 2019 ; Ministère de la

Défense 2020). Cependant, des sources locales et des images vidéo indiquent que le site de test est probablement la base aérienne de Palmachim, le site d'essai des missiles Jericho et des véhicules de lancement spatial Shavit d'Israël, situé sur la côte méditerranéenne (Trevithick 2019). En avril 2021, des images vidéo ont capturé une explosion significative à la base aérienne de Sdot Micha, que des analystes externes ont suggéré qu'il s'agissait probablement d'un autre test de moteur de fusée (Lewis 2021). Contrairement aux tests précédents, cependant, le Ministère de la Défense n'a pas fourni de déclaration confirmant cela. La frénésie d'activité liée aux tests de propulsion de fusée a suscité des spéculations selon lesquelles Israël pourrait être en train de développer une nouvelle version de son missile Jericho, éventuellement connue sous le nom de Jericho-IV.

Le nombre de missiles Jericho qu'Israël possède est une autre incertitude. Les estimations non officielles varient de 25 à 100. La plupart des sources estiment qu'Israël possède 50 de ces missiles et les place à l'installation de Sdot Micha, près de la ville de Zakharia, dans les collines de Judée, à environ 27 kilomètres à l'est de Jérusalem. (Il existe de nombreuses orthographes et noms alternatifs pour la base, y compris Zekharyeh, Zekharaia, Sdot Micha et Sdot HaElla.)

Des images satellites commerciales montrent ce qui semble être deux groupes de grottes ou de bunkers pour des lanceurs mobiles Jericho à Sdot Micha. Le groupe nord comprend 14 grottes et le groupe sud en compte neuf, soit un total de 23 grottes. De nouvelles images haute résolution fournies par Maxar indiquent que chaque grotte semble avoir deux entrées, ce qui suggère que chacune peut accueillir jusqu'à deux lanceurs. Les images satellites montrent que la rénovation des grottes a commencé en 2014 et semble avoir été achevée en 2020. La modernisation comprenait

également la rénovation de plusieurs tunnels menant à des installations souterraines. Si les 23 grottes sont pleines, cela représenterait 46 lanceurs. Chaque groupe dispose également de ce qui semble être une installation couverte de grande hauteur, potentiellement destinée à la manipulation de missiles ou au chargement d'ogives. Un complexe voisin, doté de son propre périmètre interne, dispose de quatre tunnels menant à des installations souterraines qui pourraient potentiellement être destinées au stockage d'ogives (Figure 3)



Figure 3. La base suspectée de missiles nucléaires Jericho à Sdot Micha comprend une vingtaine de bunkers pour lanceurs mobiles. Images satellites © 2022 Maxar Technologies (date de l'image : 8 octobre 2021).

Pour que les missiles Jericho aient une valeur militaire, ils devraient pouvoir se disperser depuis leurs grottes. La base de Sdot Micha est

relativement petite, avec 16 kilomètres carrés, et les grottes supposées des lanceurs sont situées le long de deux routes, chacune d'environ un kilomètre de long. Cette disposition offrirait une protection contre des attaques conventionnelles limitées, mais serait vulnérable à une attaque nucléaire surprise. Dans une crise hypothétique où la direction israélienne déciderait d'activer la capacité nucléaire d'Israël, les lanceurs quitteraient probablement Sdot Micha pour se positionner dans des zones de lancement éloignées. Un document de fond du département d'État américain de 1969 affirmait qu'il existait « des preuves indiquant fortement que plusieurs sites fournissant des capacités de lancement opérationnelles sont pratiquement complets » (US State Department 1969b, 4).

## **Missiles basés en mer et sous-marins**

Israël exploite actuellement trois sous-marins de classe Dolphin construits en Allemagne et deux sous-marins de classe Dolphin II. Les sous-marins de classe Dolphin II sont similaires aux sous-marins de classe Dolphin, mais ils sont dotés d'un système de propulsion indépendante de l'air, ce qui évite la nécessité pour le sous-marin de faire émerger un snorkel à la surface pour fournir de l'air aux moteurs et recharger les batteries (Sutton 2017). Cela permettrait apparemment aux sous-marins de classe Dolphin II de rester sous l'eau pendant au moins 18 jours d'affilée – plus de quatre fois plus longtemps que les sous-marins de classe Dolphin (*Der Spiegel* 2012). Un sixième sous-marin – le dernier sous-marin de la flotte des Dolphin – est actuellement en cours d'équipement (Shoval 2019). En 2017, le gouvernement Netanyahu a signé un

protocole d'accord avec l'Allemagne pour acquérir trois sous-marins supplémentaires de classe Dolphin II afin de remplacer les trois sous-marins Dolphin plus anciens ; cependant, l'accord d'approvisionnement a été retardé en raison d'un scandale de corruption en cours (Opall-Rome 2017). Bien que les sous-marins d'Israël soient basés près de Haïfa, sur la côte méditerranéenne, ces dernières années, ils ont parfois navigué à travers le canal de Suez, comme un signal de dissuasion probable envers l'Iran (*Times of Israel* 2020, 2021).

En plus des six tubes de torpilles standards de 533 millimètres, les sous-marins d'Israël seraient équipés de quatre tubes supplémentaires spécialement conçus de 650 millimètres (Sutton 2017). Les analystes spéculent que le diamètre inhabituel de ces tubes signifie qu'ils pourraient être utilisés pour transporter une variante lancée depuis la mer du missile air-surface « Popeye Turbo », bien que des rumeurs concernant une portée de plus de 1 000 kilomètres aient probablement été exagérées. Le magazine allemand *Der Spiegel* a rapporté en 2012 que le gouvernement allemand savait depuis des décennies qu'Israël prévoyait d'équiper les sous-marins de missiles nucléaires. Des anciens responsables allemands ont déclaré qu'ils avaient toujours supposé qu'Israël utiliserait les sous-marins pour des armes nucléaires, bien que ces responsables semblent répéter de vieilles rumeurs plutôt que de fournir de nouvelles informations. L'article a cité un autre responsable ministériel anonyme ayant connaissance du sujet : « Dès le début, les bateaux ont été principalement utilisés à des fins de capacité nucléaire » (*Der Spiegel* 2012).

## Notes sur les contributeurs

**Hans M. Kristensen** est le directeur du Nuclear Information Project à la Federation of American Scientists à Washington, DC. Son travail se concentre sur la recherche et l'écriture concernant le statut des armes nucléaires et les politiques qui les dirigent. Kristensen est co-auteur de l'aperçu des forces nucléaires mondiales dans le SIPRI Yearbook (Oxford University Press) et il conseille fréquemment les médias sur les politiques et opérations liées aux armes nucléaires. Il co-auteur du *Nuclear Notebook* depuis 2001.

**Matt Korda** est un chercheur senior et chef de projet pour le Nuclear Information Project à la Federation of American Scientists, où il co-auteur du *Nuclear Notebook* avec Hans Kristensen. Matt est également chercheur associé au programme sur le désarmement nucléaire, le contrôle des armements et la non-prolifération à l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI). Auparavant, il a travaillé pour le Centre sur le contrôle des armements, le désarmement et la non-prolifération des ADM au siège de l'OTAN à Bruxelles. Il a obtenu son MA en paix et sécurité internationales au département d'études de guerre du King's College de Londres, où il a ensuite travaillé comme assistant de recherche sur la dissuasion nucléaire et la stabilité stratégique. Les intérêts de recherche de Matt et ses publications récentes se concentrent sur la dissuasion nucléaire et le désarmement, la politique étrangère progressiste et le lien entre les armes nucléaires, le changement climatique et l'injustice.

## Notes

1. Pour les collections de documents gouvernementaux américains déclassifiés concernant la capacité d'armement nucléaire d'Israël, voir Cohen et Burr (2006), Cohen et Burr (2015), Cohen et Burr (2016), et Cohen et Burr (2020).
2. Pour des exemples d'affirmations concernant des armes nucléaires tactiques et avancées, voir Hersh (1991, 199–200, 216–217, 220, 268 (note), 312, 319).
3. Frank Barnaby, qui a interrogé Vanunu au nom du *Sunday Times*, a déclaré en 2004 que l'estimation de l'inventaire de plutonium d'Israël – suffisant pour « environ 150 armes nucléaires » – était basée sur la description de Vanunu de l'usine de retraitement à Dimona (Barnaby 2004, 3–4).
4. Les quatre à cinq kilogrammes de plutonium par ogive supposent une performance technique et d'ingénierie de haute qualité pour les installations de production et le personnel. Une performance inférieure nécessiterait une plus grande quantité de plutonium par ogive et réduirait donc le nombre total d'armes qu'Israël pourrait potentiellement avoir produites.
5. Le document secret a été divulgué et reproduit dans Scarborough (2004, 194–223). Il est important de souligner qu'en tant que document de la Defense Intelligence Agency, le rapport ne représente pas nécessairement l'évaluation coordonnée de la communauté du renseignement américain dans son ensemble, mais seulement l'avis d'une partie de celle-ci. Un extrait du rapport de la Defense Intelligence Agency est disponible dans Kristensen et Aftergood (2007).
6. Pour un exemple de sources affirmant que les missiles Jericho sont déployés dans des silos, voir Cordesman (2008). Cordesman fait référence au profil de pays de l'Initiative de menaces nucléaires sur les missiles israéliens comme source de l'affirmation concernant les silos. Le NTI a depuis mis à jour sa page, qui ne mentionne plus les silos. Voir : <https://www.nti.org/countries/israel/>

7. Pour une exploration plus approfondie de l'histoire de la capacité de missile lancé depuis la mer d'Israël, voir le *Israel Nuclear Notebook* de 2014, disponible dans : Kristensen et Norris (2014).

## Sources

Agence France-Presse. 2015. "Israel Tests Rocket Propulsion System." *Defense News*, May 5. <https://www.defensenews.com/air/2015/05/05/Israel-tests-rocket-propulsion-system/>

Barnaby, F. 2004. "Expert Opinion of Charles Frank Barnaby in the Matter of Mordechai Vanunu." *Sunday Times*, June 14. [Google Scholar]. <http://fas.org/nuke/guide/israel/barnaby.pdf> Barnaby, F. 1989. *The Invisible Bomb*. London: I.B. Tauris. [Google Scholar].

BBC. 2003. "Israel's Secret Weapon." March. [Google Scholar]. <http://www.youtube.com/watch?v=z6Aq24Q2xXc>

Ben David, A. 2013a. "Israel Tests Jericho III Missile." *Aviation Week*, July 22. <https://aviationweek.com/defense-space/israel-tests-jericho-iii-missile>.

Ben David, A. 2013b. "Israel Tests Enhanced Ballistic Missile." *Aviation Week*, July 29. <https://aviationweek.com/defense-space/israel-tests-enhanced-ballistic-missile>.

Channel 12. 2014. "F-35 Lightning II Plane Can Carry Nuclear Weapons." March 26. [Google Scholar]. <http://www.mako.co.il/news-military/security/Article-11d7f8f4b2df441004.htm> (in Hebrew). [Google Scholar]

CIA (Central Intelligence Agency). 1974. "Special National Intelligence Estimate." SNIE 4174. August 23. <http://www2.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB240/snie.pdf>

Cohen, A. 1998. *Israel and the Bomb*. New York: Columbia University Press. [Google Scholar].

Cohen, A. 2008. "Interview with Arnan 'Sini' Azaryahu." Nuclear Proliferation International History Project. Woodrow Wilson Center. [Google Scholar]. <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/117848>

Cohen, A. 2013. "When Israel Stepped Back from the Brink." *New York Times*, October 3. <http://www.nytimes.com/2013/10/04/opinion/when-israel-stepped-back-from-the-brink.html>. [Google Scholar]

Cohen, A. 2017. "The 1967 Six-Day War: New Israeli Perspective, 50 Years Later." Nuclear Proliferation International History Project. Wilson Center. <https://www.wilsoncenter.org/publication/the-1967-six-day-war>.

Cohen, A., and W. Burr. 2006. "Israel Crosses the Threshold." Electronic Briefing Book No. 189, National Security Archive. April 28. [Google Scholar]. <http://www2.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB189/index.htm>

Cohen, A., and W. Burr. 2015. "The U.S. Discovery of Israel's Secret Nuclear Project." Electronic Briefing Book No. 510, National Security Archive. April 15. <https://nsarchive2.gwu.edu/nukevault/ebb510/>

Cohen, A., and W. Burr. 2016. "The Vela Incident: South Atlantic Mystery Flash in September 1979 Raised Questions about Nuclear Test." Electronic Briefing Book No. 570, National Security Archive. December 6. <https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/nuclear-vault/2016-12-06/vela-incident-south-atlantic-mystery-flash-september-1979-raised-questions-about-nuclear-test>

Cohen, A., and W. Burr. 2020. "Duplicity and Self-Deception: Israel, the United States, and the Dimona Inspections, 1964-65." Electronic Briefing Book No. 733, National Security Archive. November 10. <https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/nuclear-vault/2020-11-10/duplicity-deception-self-deception-israel-united-states-dimona-inspections-1964-65>

Cohen, A., and W. Burr. 2021. "How Israel Built a Nuclear Program Right under the Americans' Nose." *Haaretz*, January 17. <https://nsarchive.gwu.edu/documents/duplicity-deception-self-deception-israel-united-states-dimona-inspections-1964-65/Haaretz-article.pdf>.

Colby, E., A. Cohen, W. McCants, B. Morris, and W. Rosenau. 2013. "The Israeli 'Nuclear Alert' of 1973: Deterrence and Signaling in Crisis." Center for Naval Analysis, April. [https://www.cna.org/CNA\\_files/PDF/DRM-2013-U-004480-Final.pdf](https://www.cna.org/CNA_files/PDF/DRM-2013-U-004480-Final.pdf)

Cordesman, A. 2005. "Proliferation of Weapons of Mass Destruction in the Middle East: The Impact on the Regional Military Balance." Center for Strategic and International Studies, March 25 (revised draft). [Google Scholar]. <http://csis.org/publication/proliferation-weapons-mass-destruction-middle-east-impact-regional-military-balance>

Cordesman, A. 2008. "Israeli Weapons of Mass Destruction: An Overview." Center for Strategic and International Studies, June 2.

CTBTO. 2014. “13 February 1960 – The First French Nuclear Test.” Accessed 8 September 2014. [Google Scholar]. [http:// www.ctbto.org/specials/testing-times/13-february-1960-the-first-french-nuclear-test/](http://www.ctbto.org/specials/testing-times/13-february-1960-the-first-french-nuclear-test/)

Defense Intelligence Agency. 1999. A Primer on the Future Threat: The Decades Ahead: 1999–2020. The Document Was Leaked. [https://www.governmentattic.org/23docs/DIApub\\_PrimerOnTheFutureThreat\\_1999.pdf](https://www.governmentattic.org/23docs/DIApub_PrimerOnTheFutureThreat_1999.pdf)

*Der Spiegel*. 2012. “Israel’s Deployment of Nuclear Missiles on Subs from Germany.” June 4. <http://www.spiegel.de/international/world/israeldeploysnuclearweaponsongermanbuiltsubmarinesa836784.html>. [Google Scholar]

Entous, A. 2018a. “Donald Trump’s New World Order.” *New Yorker*, June 11. <https://www.newyorker.com/magazine/2018/06/18/donald-trumps-new-world-order>

Entous, A. 2018b. “How Trump and Three Other U.S. Presidents Protected Israel’s Worst-Kept Secret: Its Nuclear Arsenal.” *New Yorker*, June 18. <https://www.newyorker.com/news/news-desk/how-trump-and-three-other-us-presidents-protected-israels-worst-kept-secret-its-nuclear-arsenal>

Friedman, M. 2006. “Israel Nuke Comment Sparks Controversy.” *Associated Press*, December 12. [Google Scholar]. [www.freerepublic.com/focus/f-news/1752227/posts](http://www.freerepublic.com/focus/f-news/1752227/posts)

Gambrell, J. 2021. “Secretive Israeli Nuclear Facility Undergoes Major Project.” *Associated Press*, February 25. <https://apnews.com/article/secret-israel-nuclear-construction-eed8b6f3ffb329aa1fc566b9f9336038>

Gross, J. A. 2020. “IDF to Shutter F-16 Fighter Jet Squadron, Making Room for New Aircraft.” *Times of Israel*, May 13. <https://www.timesofisrael.com/idf-to-shutter-f-16-fighter-jet-squadron-making-room-for-new-aircraft/>.

Gross, J. A. 2021. “Israel Receives 3 More F-35 Fighter Jets.” *Times of Israel*, April 25. [https://www.timesofisrael.com/liveblog\\_entry/israel-receives-3-more-f-35-fighter-jets/](https://www.timesofisrael.com/liveblog_entry/israel-receives-3-more-f-35-fighter-jets/)

Hersh, S. 1991. *The Samson Option: Israel’s Nuclear Arsenal and American Foreign Policy*. London: Faber and Faber. [Google Scholar].

International Panel on Fissile Materials. 2021. “Countries: Israel.” August 31. <https://fissilematerials.org/countries/Israel.html>

*Jane’s Defence Weekly*. 2008. “Israel Launches Leap in IRBM Capabilities.” January 23.

Kelley, R. E., and K. Dewey. 2018. "Assessing Replacement Options for Israel's Ageing Dimona Reactor." *Jane's Intelligence Review*, November 20.

Kristensen, H. M., and R. S. Norris. 2014. "Israeli Nuclear Weapons, 2014." *Bulletin of the Atomic Scientists* 70 (6): 97–115. doi:10.1177/0096340214555409.

Kristensen, H. M., and S. Aftergood. 2007. "Nuclear Weapons." Federation of American Scientists, January 8. [Google Scholar]. <http://fas.org/nuke/guide/Israel/nuke>

Kristensen, H. M. 2019. *Private Conversation with U.S. Official*.

Kubovich, Y. 2019. "Israel Carries Out Test Launch for Rocket Propulsion System." *Haaretz*, December 6. <https://www.haaretz.com/israel-news/.premium-israel-carries-out-test-launch-for-rocket-propulsion-system-1.8228327>

Lebow, R. N., and J. G. Stein. 1995. *We All Lost The Cold War*. Princeton, NJ: Princeton University Press. [Google Scholar].

Lewis, J. 2021. "Israeli Rocket Motor Test." *Arms Control Wonk*, April 23. <https://www.armscontrolwonk.com/archive/1211676/israeli-rocket-motor-test/>.

Ministry of Defense (@Israel\_MOD). 2017. "A Few Moments Ago, Israel Conducted A Test Launch of A Rocket Propulsion System around Central Israel." Tweet, May 29. [https://twitter.com/Israel\\_MOD/status/869047358260207616](https://twitter.com/Israel_MOD/status/869047358260207616)

Ministry of Defense (@Israel\_MOD). 2020. "The Israel Ministry of Defense Has Completed a Test of a Rocket Propulsion System from a Military Base in Central Israel. The Test Launch Was Scheduled in Advance and Carried Out as Planned." Tweet, January 31. [https://twitter.com/Israel\\_MOD/status/869047358260207616](https://twitter.com/Israel_MOD/status/869047358260207616)

Myre, G. 2004. "Israeli Who Revealed Nuclear Secrets Is Freed." *New York Times*, April 21. <https://www.nytimes.com/2004/04/21/international/middleeast/israeli-who-revealed-nuclear-secrets-is-freed.html>

NAIC (National Air Intelligence Center). 1996. "Israel's Satellites and Missiles." NAIC-ID(RS)T-0568-96. December 18.

National Oceanic and Atmospheric Administration. 2020. "Notice of Findings regarding Commercial Availability of Non-U.S. Satellite

Imagery with respect to Israel.” Federal Register Vol. 85, No. 140, July 21. <https://www.govinfo.gov/content/pkg/FR-2020-07-21/pdf/2020-15770.pdf>

Netanyahu, B. 2011. “Interview with PM Netanyahu on CNN – Piers Morgan Tonight.” Israel Ministry of Foreign Affairs, March 17. [Google Scholar]. [http://mfa.gov.il/MFA/PressRoom/2011/Pages/Interview\\_PM\\_Netanyahu\\_CNN\\_17-Mar-2011.aspx](http://mfa.gov.il/MFA/PressRoom/2011/Pages/Interview_PM_Netanyahu_CNN_17-Mar-2011.aspx)

*New York Times*. 1981. “Dayan Says Israelis Have the Capacity to Produce A-Bombs.” June 25. <http://www.nytimes.com/1981/06/25/world/dayan-says-israelis-have-the-capacity-to-produce-a-bombs.html>.

Nuclear Weapon Archive. 2001. “France’s Nuclear Weapons: Origin of Force de Frappe.” December 24. <http://nuclearweaponarchive.org/France/FranceOrigin.html>. [Google Scholar] Opall-Rome, B. 2017. “Israel Signs MoU for 3 German Submarines amid Shipyard Investigation.” *Defense News*, October 23. <https://www.defensenews.com/naval/2017/10/23/Israel-signs-mou-for-3-German-submarines-amid-shipyard-investigation/> .

Pansky, S. 2020. “Second ‘Adir’ Squadron Becomes Operational.” Israeli Air Force, August 6. <https://www.iaf.org.il/9285-52345-en/IAF.aspx> .

Rabin, Y. 1994. *Press Conference with President Clinton, King Hussein, and Prime Minister Rabin, the White House*. Washington, DC. Vol. 13–14, 1992–1994. Israel’s Foreign Relations, Selected Documents. Israel Ministry of Foreign Affairs, July 26.

Reed, T., and D. Stillman. 2009. *The Nuclear Express: A Political History of the Bomb and Its Proliferation*. Minneapolis, MN: Zenith Press. [Google Scholar].

Richelson, J. 2006. “The Vela Incident: Nuclear Test or Meteoroid?” Electronic Briefing Book No. 190, National Security Archive, May 5. [Google Scholar]. <http://www2.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB190>

Sale, R. 2002. “Yom Kippur: Israel’s 1973 Nuclear Alert.” *UPI*, September 16. [Google Scholar]. [http://www.upi.com/Business\\_News/Security-Industry/2002/09/16/Yom-Kippur-Israels-1973-nuclear-alert/UPI-64941032228992/print](http://www.upi.com/Business_News/Security-Industry/2002/09/16/Yom-Kippur-Israels-1973-nuclear-alert/UPI-64941032228992/print)

Scarborough, R. 2004. *Rumsfeld’s War*. Washington, DC: Regnery. [Google Scholar].

Schmemmann, S. 1998. "Israel Clings to Its 'Nuclear Ambiguity.'" *New York Times*, June 21. [Google Scholar]. <http://www.nytimes.com/1998/06/21/world/Israel-clings-to-its-nuclear-ambiguity.html>

Shoval, L. 2019. "Israeli Navy's 'Dragon' Ready to Take Bite Out of the Ocean." *Israel HaYom*, July 11. <https://www.israelhayom.com/2019/07/11/israeli-navys-dragon-ready-to-take-bite-out-of-the-ocean/>

*Sunday Times*. 1986a. "Inside Dimona, Israel's Nuclear Bomb Factory." October 5. [Google Scholar]

*Sunday Times*. 1986b. "Revealed – The Secrets of Israel's Nuclear Arsenal." October 5.

*Sunday Times*. 1986c. "How the Experts Were Convinced." October 5. [Google Scholar]

Sutton, H. I. 2017. "History of Israeli Subs." *Covert Shores*, 20 May. <http://www.hisutton.com/History%20of%20Israeli%20Subs.html>

*Times of Israel*. 2020. "Israeli Submarine Reportedly Crosses Suez Canal in 'Message' to Iran." December 21. <https://www.timesofisrael.com/israeli-submarine-reportedly-crosses-suez-canal-in-message-to-iran/>

*Times of Israel*. 2021. "Iranian State Media Claims Israeli Submarine Passed through Suez into Red Sea." August 10. <https://www.timesofisrael.com/iranian-state-media-claims-israeli-submarine-passed-through-suez-into-red-sea/>

Townsley, E. S., and C. A. Robinson. 1987. "Critical Technology Assessment in Israel and NATO Nations." IDA Memorandum Report M-317, April. [https://www.esd.whs.mil/Portals/54/Documents/FOID/Reading%20Room/NCB/12-F-0405\\_15-F-1370\\_Critical\\_Technology\\_Assessment\\_In\\_Israel\\_And\\_NATO\\_Nations.pdf](https://www.esd.whs.mil/Portals/54/Documents/FOID/Reading%20Room/NCB/12-F-0405_15-F-1370_Critical_Technology_Assessment_In_Israel_And_NATO_Nations.pdf)

Trevithick, J. 2019. "Did Israel Just Conduct A Ballistic Missile Test From A Base On Its Mediterranean Coast?" *The Drive*, December 6. <https://www.thedrive.com/the-war-zone/31358/did-Israel-just-conduct-a-ballistic-missile-test-from-a-base-on-its-mediterranean-coast>

US Defense Department. 1968. "Office of the Assistant Secretary of Defense. Memorandum of Conversation, Subject: Negotiations with Israel – F-4 and Advanced Weapons." November 12.

US State Department. 1969a. "Memorandum of Conversation, Subject: Israeli Nuclear Program, October 15; Enclosure to Elliot L. Richardson, Memorandum for the President, Subject: Israel's Nuclear Program, October

17; Attachment to Memorandum, Kissinger to Nixon, Subject: Israel's Nuclear Program, November 6." <http://www2.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB189/IN-25.pdf>

US State Department. 1969b. "Memorandum, U.S. Department of State, Theodore L. Elliott, to Henry Kissinger, Subject: Briefing Book – Visit of Mrs. Golda Meir, September 19." [Google Scholar]. <http://www2.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB189/IN-21.pdf>

US State Department. 1969c. "I. Israel's Nuclear Weapon Intentions, Enclosed as Basic Study to Letter, John P. Walsh, U.S. State Department, to the Assistant to the President for National Security Affairs, et al., Subject: Israeli Nuclear Weapons Program – NSSM 40, May 30." [Google Scholar]. <http://www2.gwu.edu/~nsarchiv/nukevault/ebb485/docs/Doc%206%205-30-69%20NSSM%2040%20report.pdf>

Weissman, S., and H. Krosney. 1981. *The Islamic Bomb: The Nuclear Threat to Israel and the Middle East*. New York: Times Books. [Google Scholar].

White House. 1969a. "Memorandum, Henry Kissinger to Richard Nixon, Subject: Israel's Nuclear Program." July 19. [Google Scholar]. <http://www2.gwu.edu/~nsarchiv/nukevault/ebb485/docs/Doc%2010%207-19-69%20circa.pdf>

White House. 1969b. "Memorandum, Kissinger to Nixon, Subject: Israel's Nuclear Program." November 6. [Google Scholar]. <http://www2.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB189/IN-25.pdf>

White House. 1969c. "The Issues for Decision." July 14. Reproduced at the Richard Nixon Presidential Library, pp. 338–343.

Williams, D. 2006. "Israel's Olmert under Fire over Nuclear Remarks." *Washington Post*, December 12. [Google Scholar]

## Israël et la Bombe - L'histoire du nucléaire israélien

**Bernard Norlain**, « *Israël et la Bombe - L'histoire du nucléaire israélien* », Revue de défense nationale n° 837 Février 2021- p. 127-132

Auteur(s) de l'ouvrage : Avner Cohen, Éditions Demi-Lune, 2020 ; 624 pages



Cet ouvrage paru initialement en 1998 et reconnu comme l'ouvrage de référence sur la genèse de l'arme nucléaire israélienne, vient d'être enfin publié en version française. Tardive, cette édition française, bénéficie ainsi de mises à jour issues de la « déclassification » de documents et d'archives, ainsi que d'une postface qui relate l'histoire mouvementée de la publication de ce livre à l'issue d'une longue confrontation avec les organisations de sécurité les plus puissantes d'Israël, qui ont tout tenté pour en empêcher la parution.

Cette censure illustre de façon caricaturale ce qui constitue le cœur du propos de l'auteur, c'est-à-dire l'opacité qui caractérise le programme nucléaire israélien. Pourquoi, alors que son existence est maintenant un secret de polichinelle, celui-ci fait-il encore l'objet

d'une telle opacité ? En racontant cette naissance du début des années 1950 à la guerre des Six Jours, l'auteur montre comment l'État d'Israël s'est enfermé dans le déni et l'ambiguïté.

L'auteur, Avner Cohen, est un chercheur universitaire spécialiste des questions de prolifération nucléaire, qui a enseigné dans de prestigieuses universités américaines et israéliennes. Préfacé par Benoît Pélopidas, le seul chercheur français sur les questions du nucléaire militaire qui soit indépendant, l'ouvrage d'Avner Cohen apparaît non seulement comme le récit de la naissance de l'arme atomique israélienne, mais aussi comme une contribution majeure à la connaissance de l'histoire nucléaire globale.

M. Pélopidas souligne en particulier l'impact de cette histoire *a priori* spécifiquement israélienne sur notre propre politique nationale en ce domaine. Il pose ainsi la question, plus actuelle que jamais, des effets de la nucléarisation d'un État sur la possibilité de la démocratie. Il cite la conclusion de l'auteur : « À l'heure actuelle, les responsables en charge du programme nucléaire israélien travaillent de façon anonyme, sans avoir de comptes à rendre à personne. C'est seulement lorsque le code du silence sera brisé qu'il sera possible de traiter les questions importantes. Comme les autres démocraties nucléaires, Israël devra trouver des compromis afin de réduire les tensions entre impératifs sécuritaires et principes démocratiques. »

Cette conclusion nous interroge aussi au plan national, comme l'illustre cet échange au Sénat. À la demande d'un membre de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées d'ouvrir un débat sur la dissuasion nucléaire, la réponse du rapporteur de la loi de programmation a été édifiante : « Il ne me paraît pas forcément judicieux de le relancer [le débat], au risque de mettre ainsi à nouveau en lumière toutes les oppositions sur le sujet

et de donner la parole à tous ceux qui souhaitent se manifester contre le nucléaire d'une manière générale (1). »

Mais revenons à Israël et à la période de la conception de la bombe. Père fondateur de l'État d'Israël, c'est Ben Gourion, imprégné des leçons de la *Shoah*, qui a conçu dès l'origine l'idée d'un tel programme et l'a initié à la fin des années 1950, et c'est la France qui a été le premier fournisseur d'Israël en matière de technologie nucléaire. À l'instar de la France de la IV<sup>e</sup> République qui a dissimulé ses activités de développement de l'arme atomique, Israël a déployé dans le secret son armement nucléaire et continue à le cacher. On pourrait même dire que ce sont les Français qui ont inventé le concept d'« opacité nucléaire », dont l'auteur retrace les origines dans son ouvrage. Il le fait à la fois du point de vue historique, mais aussi stratégique et politique, et détaille ses implications aux plans national, régional et international.

Trois hommes ont présidé à la naissance de ce programme : David Ben Gourion, Ernst David Bergmann (conseiller scientifique) et Shimon Pérès pour la mise en œuvre.

- Ben Gourion était obsédé par l'idée d'une coalition arabe menée par un dirigeant charismatique portant la bannière de l'unité arabe et pour lui, seul un arsenal atomique pouvait persuader les Arabes d'accepter l'existence d'Israël, « une option pour les jours de pluie » selon son expression.
- David Bergmann spécialiste en chimie organique, à la tête de la CIEA, équivalent du CEA, de 1952 à 1966 sera en charge de la direction scientifique et organisationnelle du projet.
- Shimon Pérès, jeune et brillant spécialiste de défense recruté par Levi Eshkol, sera rapidement chargé de la politique d'armement du ministère de la Défense dont il sera nommé directeur général en

1952. C'est lui qui convaincra Ben Gourion, revenu au pouvoir en 1955, de démarrer le projet dans les années 1956-1957 et lui encore qui persuadera le Premier ministre, malgré une forte opposition interne, de faire appel à la France pour développer un armement nucléaire.

Bien que l'auteur ne s'y attarde pas outre mesure, préférant concentrer son propos sur la relation États-Unis/Israël, il met bien en évidence l'importance de l'assistance française qui ne s'interrompra vraiment qu'en 1968, malgré l'arrêt décidé dès 1960 par le général de Gaulle. L'auteur décrit avec beaucoup de détails « l'odyssée » de Shimon Pérès dans les allées tortueuses du pouvoir de la IV<sup>e</sup> République, mais aussi de la communauté scientifique, en particulier du CEA, pour obtenir un accord sur la construction d'un réacteur nucléaire et surtout d'une usine d'extraction de plutonium et la livraison d'uranium, celle-ci ne cessant qu'en 1968.

Shimon Pérès avait préconisé dès 1953 l'option française en matière d'armement et de technologie militaire. Avec le retour au pouvoir de Ben Gourion en 1955, les négociations s'accéléchèrent et aboutirent à un pacte secret en 1956. La France devint alors le principal fournisseur d'armes d'Israël. Mais c'est avec les premiers accords sur une assistance nucléaire substantielle qui faisait suite à la crise de Suez que cette relation prit, dans le plus grand secret, une autre dimension. En 1957, et malgré leurs hésitations, Shimon Pérès réussit à obtenir l'autorisation des dirigeants français pour la fourniture d'un petit réacteur à vocation de recherche scientifique. C'était le premier pas sur la route de Dimona. Mais l'aspect le plus sensible et le plus confidentiel de ce protocole concernait la construction de l'usine de retraitement. Cet accord suscitait cependant bien des interrogations et inquiétudes concernant en particulier les intérêts historiques de la France dans le monde arabe.

La réponse à ces incertitudes fut l'enfouissement de l'arrangement dans l'opacité.

Bien que le général de Gaulle ait pris la décision en 1960 d'interrompre l'assistance française, un compromis fut trouvé permettant aux entreprises nationales de continuer à travailler sur le réacteur. De ce fait, elles resteront présentes jusqu'à la livraison de celui-ci en 1964. Elles fourniront encore une aide informelle jusqu'en 1966 pour la construction de l'usine de retraitement. Enfin, s'agissant de cette coopération, il ne faut pas oublier le contrat signé par Shimon Pérès et le constructeur Marcel Dassault pour la conception d'un missile. Il aboutira en 1966 au succès du lancement d'un missile baptisé *Jéricho*.

Mais l'auteur s'intéresse surtout à l'histoire de la relation nucléaire entre les États-Unis et Israël. Celle-ci commence vraiment avec le lancement en 1953 par le président Eisenhower du programme « Atomes pour la paix » qui mettait fin à la politique américaine du déni nucléaire et qui reposait sur la distinction entre utilisations pacifique et destructrice de l'énergie atomique. Israël sera le deuxième pays (après la Turquie) à rejoindre ce programme. Cette signature sera le premier pas qui conduira Israël au déni, toujours d'actualité, de son armement nucléaire. En effet cette participation excluait tout usage militaire.

L'administration Eisenhower eut connaissance du projet Dimona dès 1958-1959, mais n'intervint pas se contentant des explications israéliennes présentant les travaux en cours comme « une installation pour la recherche métallurgique », voire comme « une usine de textile ». Néanmoins peu après, la véritable nature de ce projet fut dévoilée et identifiée selon les mots mêmes d'Allen Dulles, comme une « centrale de production de plutonium ». À la demande d'explications américaines, Israël après beaucoup

d'atermolements répondit de façon ambiguë que ces assertions étaient des « contre-vérités délibérées ou involontaires ». Allégation confirmée par le ministre des Affaires étrangères français Maurice Couve de Murville précisant que « l'aide française à Israël serait utilisée exclusivement à des fins pacifiques ». Ces déclarations évitèrent une confrontation publique, mais elles ne suffirent pas pour autant à évacuer la question des armes nucléaires de l'agenda israélo-américain.

Par la suite, cette relation sera toujours marquée par ce double langage israélien qui, tout en veillant à préserver l'appui politique et stratégique américain, continuera à développer secrètement son projet. John F. Kennedy particulièrement attaché à sa lutte contre la prolifération nucléaire, celle-ci étant « son cauchemar personnel » <sup>(2)</sup>, donnera ainsi des directives très fermes au Département d'État pour s'assurer par des inspections sur le terrain, qu'Israël n'avait pas de programme nucléaire secret.

Sur ces entrefaites, Ben Gourion annonça sa démission le 31 janvier 1961, sans que l'on sache si la pression américaine sur Dimona y avait joué un rôle. Mais une chose était sûre : Ben Gourion n'avait pas seulement légué à son pays une infrastructure nucléaire, mais également une attitude d'opacité dans ce domaine. Finalement Ben Gourion revint au pouvoir à la fin 1961 jusqu'à son départ définitif en 1963.

Sous les Présidents américains suivants (Johnson et Nixon), cette politique de fermeté sera poursuivie, mais de façon plus ambiguë par les États-Unis. Les différentes administrations américaines concernées ne communiquaient pas entre elles et il n'est pas douteux que la CIA disposait sur la réalité du programme israélien, d'informations qu'elle n'a pas communiquées au Département d'État.

Dès sa prise de fonction début 1969, Richard Nixon envoya un message à Golda Meir, nouvelle Première ministre, pour lui signifier que son pays ne remettait pas en cause le statut nucléaire d'Israël, mais que celui-ci devait rester discret. « La divulgation était presque aussi dangereuse que la possession elle-même <sup>(3)</sup>. »

De leur côté, de manœuvres dilatoires en manœuvres dilatoires, décrites en détail dans cet ouvrage, les Israéliens accepteront finalement début 1964, ce qui pour eux – au nom de leur souveraineté – ne seront que de simples visites, mais qui dans l'esprit des Américains seront bel et bien des inspections. Les Israéliens réussirent à cacher l'existence de leurs installations secrètes en bernant les équipes d'experts détachées par le Département d'État et les institutions scientifiques états-uniennes. Les inspecteurs ne découvrirent jamais ce qu'ils n'étaient pas censés trouver. Mais cela incita Israël à protéger davantage encore le secret entourant ses activités nucléaires. En définitive, au milieu des années 1960, la Maison-Blanche savait et ne souhaitait pas en savoir davantage. L'ambiguïté s'installa au cœur même de l'entente américano-israélienne.

La lutte contre la prolifération nucléaire n'était pas la seule raison pour les États-Unis de s'opposer au programme israélien. Dès le début ils se sont fortement inquiétés des risques de déstabilisation au Moyen-Orient si l'existence d'un tel projet était révélée. Le président Nasser avait d'ailleurs déclaré qu'une telle révélation justifierait une attaque préemptive des pays arabes contre Israël. Ainsi, pressé par John Kennedy, le nouveau Premier ministre Levi Eshkol succédant à Ben Gourion en 1963, renouvelait l'engagement pris quelques mois auparavant par Shimon Pérès, par une phrase qui restera le mantra des déclarations officielles

israéliennes : « Israël ne sera pas le premier à introduire des armes nucléaires au Moyen-Orient. »

Et cela alors même que le programme était très avancé. Levi Eshkol fut cependant le premier responsable politique israélien à rendre publique cette affirmation. Mais il instituait ainsi une véritable ambivalence stratégique sur cette question. Eshkol acceptait de trahir à la fois son allié, les États-Unis et le principe de souveraineté nationale en donnant son accord pour des inspections. Israël s'enfonçait encore davantage dans l'opacité nucléaire.

S'agissant de la situation stratégique régionale, cette politique d'opacité présentait des conséquences paradoxales. En effet, en s'enfonçant dans le déni, Israël refusait le lien entre Dimona et sa sécurité, puisqu'officiellement Dimona était à vocation pacifique. Mais c'était tout à fait contraire à la réalité.

Assez curieusement Nasser, malgré ses déclarations, ne semble pas avoir sérieusement pris en compte la possibilité et les conséquences de l'existence de telles armes entre les mains des dirigeants israéliens. En effet, il les estimait inadaptées au conflit israélo-arabe et ne les considérait donc pas comme une menace.

Les experts s'accordent pour dire que la crise de 1967 et la guerre des Six Jours qui l'a suivie fut la conséquence de l'échec de la dissuasion conventionnelle. À cette époque, Israël détenait pratiquement tous les éléments d'une bombe atomique. Ce qui n'a pas empêché le conflit, ni d'ailleurs Anouar el-Sadate de déclencher la guerre du Kippour.

Une autre conséquence paradoxale de ce déni surgit lorsque les experts s'efforcèrent d'élaborer un concept stratégique adapté à ce nouvel armement. En effet, pour être efficace, la dissuasion nucléaire doit s'appuyer sur une crédibilité technique et

opérationnelle qui soit reconnue par l'adversaire potentiel. Quand cette arme n'a pas d'existence officielle, comment dissuader ? La réponse fut l'élaboration d'un concept de dissuasion ambigu. C'est-à-dire que la menace israélienne pouvait reposer sur la présomption – encouragée par des fuites – que le pays possédait une capacité nucléaire et que dans certaines circonstances il pourrait être contraint d'y recourir.

Enfin, l'auteur met bien en évidence une troisième raison à la création de cette opacité qui entoure le programme israélien. Une raison de politique interne.

En effet le développement de ce projet avait, dès le début, suscité au sein des institutions politiques, scientifiques et militaires de très vifs débats et de virulentes oppositions. Le Premier ministre devait dissimuler à son propre cabinet ministériel la vérité concernant Dimona et ne pouvait bâtir un consensus au sein de son parti. Pour contourner ces obstacles, le très petit cercle responsable, sous l'autorité des Premiers ministres successifs, prit le parti de la dissimulation, *a fortiori* vis-à-vis de l'opinion publique. Au fil du temps, cette opacité, jalousement préservée par les services de sécurité, finira par s'imposer et faire l'objet d'une sorte de consentement tacite. Toute atteinte à ce secret, toute tentative d'information est considérée comme un acte de haute trahison. C'est ce qui sera reproché à Mordechai Vanunu au cours de son procès, à la suite de ses révélations sur l'existence de Dimona.

Ce qui pose évidemment la question de la pratique démocratique.

La description par l'auteur de la façon dont s'est forgée la doctrine nucléaire israélienne montre avec beaucoup de rigueur, comment celle-ci a évolué de l'ambiguïté à l'opacité, de Ben Gourion en passant par Levi Eshkol, Golda Meir et Rabin, jusqu'à nos jours et

comment cette opacité a fini par être acceptée par l'ensemble de la société israélienne. Une de ses conséquences aura été le refus de ratification du Traité de non-prolifération par Israël.

En conclusion, cet ouvrage d'une lecture passionnante, est une véritable mine d'informations sur la politique de défense israélienne. Il est le seul ouvrage consacré à l'histoire nucléaire d'Israël, rédigé par un universitaire israélien.

L'auteur qui s'appuie sur de très nombreux entretiens et archives déclassées, raconte non seulement les péripéties de la naissance de l'armement nucléaire israélien, mais il dresse aussi un tableau saisissant des événements de politique interne et des événements survenus sur la scène mondiale. Bien que s'étendant sur une relativement courte période de la fin des années 1950 à la fin des années 1960, ce livre indispensable apporte un éclairage, toujours d'actualité, sur la situation stratégique régionale et internationale. Ne serait-ce que parce que l'opacité qui entoure le programme israélien n'a pas disparu, même si celui-ci n'est plus véritablement un secret.

Un livre de référence, qui a valu des ennuis judiciaires à son auteur comme il l'explique dans sa postface à l'édition française, et qui, au-delà des aspects géopolitiques, interroge sur l'absence de débat relatif à l'arme nucléaire dans nos pays démocratiques.

Il témoigne avant tout de l'amour de l'auteur pour la vérité, pour son pays et pour la paix.

## Notes

(1) Intervention au Sénat du rapporteur de la Loi de programmation militaire du 23 mai 2018.

(2) Glenn Seaborg, président de l'Atomic Energy Commission.

(3) Henry Kissinger.

# 13

## Qui a divulgué les secrets atomiques d'Israël, 20 ans avant Vanunu ? Ce que révèlent des documents déclassifiés

*Avner Cohen* et *William Burr*, *Haaretz*, 3/1/2025

*C'est un chapitre oublié de l'histoire d'Israël, aujourd'hui révélé par des documents déclassifiés. Lorsque Ben-Gourion s'est efforcé d'obtenir une arme nucléaire pour le pays, il s'est heurté à l'opposition d'une phalange d'intellectuels qui ont décrié l'effort et ont même créé un groupe pour le contrecarrer. Est-il possible qu'ils aient averti les USA du projet nucléaire 20 ans avant le lanceur d'alerte Vanunu ?*

Le 7 février 1967, l'ambassadeur des USA en Israël, Walworth "Wally" Barbour, a envoyé au secrétaire d'État Dean Rusk et à d'autres responsables un câble classifié contenant des affirmations spectaculaires sur le programme nucléaire israélien. L'ambassadeur se référait à des rapports émanant de deux sources israéliennes qui affirmaient qu'« Israël pourrait être beaucoup plus proche de la capacité d'armement nucléaire que nous ne l'avions supposé ».

Le câble en provenance de Tel Aviv a secoué les fonctionnaires du Département d'État et d'autres services de Washington qui

suivaient le projet nucléaire israélien. Dix jours plus tard, Rodger Davies, directeur du Bureau des affaires du Proche-Orient au Département d'État, déposait un autre document classifié dans lequel il écrivait : « Certains rapports récents des services de renseignement suggèrent qu'Israël pourrait être en train de construire une installation de séparation chimique [du plutonium] et avancer si loin dans la production de composants de bombes que l'assemblage d'une arme nucléaire pourrait être achevé en 6 à 8 semaines ». Davies a ajouté que son bureau considérait ces rapports avec prudence, au moins jusqu'à ce qu'ils soient soumis à une évaluation approfondie par des experts du renseignement.

Le secrétaire Rusk a ordonné d'urgence un tel examen. Il en résulta, en partie, un mémorandum de cinq pages, classé "secret", que Thomas Hughes, directeur du Bureau du renseignement et de la recherche du département d'État, publia le 9 mars et qui contenait une analyse et une évaluation des rapports récents sur le programme nucléaire israélien provenant de l'ambassade des USA à Tel-Aviv. Bien que la CIA ait noirci environ un tiers de ce mémorandum, la partie qui a été déclassifiée fournit des informations éclairantes non seulement sur ce que les sources israéliennes ont rapporté aux fonctionnaires de l'ambassade à Tel-Aviv, mais aussi sur la manière dont ces rapports ont été reçus et évalués à Washington.

Selon le communiqué de Hughes, les sources ont rapporté qu'Israël avait construit, ou était sur le point d'achever, une installation de séparation (pour produire du plutonium) dans le complexe nucléaire de Dimona, situé dans le désert du Néguev, qui fonctionnait à pleine intensité. Hughes s'est montré prudent face à cette information, notant que son bureau n'était pas en mesure de

prouver ou d'infirmer l'existence réelle d'une telle installation : D'une part, a-t-il laissé entendre, son bureau ne disposait d'aucune preuve matérielle ni d'aucun témoignage pour corroborer les rapports, mais d'autre part, ces derniers semblaient "plausibles" et ne méritaient pas d'être rejetés d'emblée. Son mémo concluait ainsi : « Du point de vue du renseignement, il est évidemment de la plus haute importance que la prochaine inspection américaine de Dimona ait lieu sans plus tarder. Lorsque le rapport de l'inspection sera disponible, une évaluation [de haut niveau] sera nécessaire ».

Le rapport Hughes fait partie d'une collection de documents que nous avons publiés il y a deux semaines sur le site web des Archives de la sécurité nationale des USA, une institution de recherche à but non lucratif basée à Washington, D.C. Certains de ces documents n'ont été déclassifiés qu'en septembre 2024, en réponse à une demande soumise par la NSA en 2012.

Les détails cachés dans les documents éclairent la zone crépusculaire du secret, de la dissimulation et de la tromperie qui a entouré le projet nucléaire israélien dans ses premières années. Les documents permettent de mieux comprendre ce que les USA savaient des secrets de Dimona et, parallèlement, comment, et avec quelle efficacité, Israël a réussi à cacher ces secrets. Ces informations peuvent également nous aider à découvrir, bien que plusieurs décennies trop tard, l'identité des Israéliens qui ont transféré les secrets les plus sensibles de Dimona à l'ambassade usaméricaine de Tel-Aviv.

\* \* \*

La genèse du projet Dimona peut être comparée à une poupée russe de type babouchka : un noyau secret caché dans d'autres secrets. La couche extérieure était un accord secret de grande envergure pour

la coopération nucléaire franco-israélienne qui a conduit à la création du projet. Le contenu, les négociations et la signature de cet accord ont tous été entourés de secret, comme convenu par les deux parties après qu'elles eurent reconnu le caractère sensible de l'ensemble de l'entreprise.

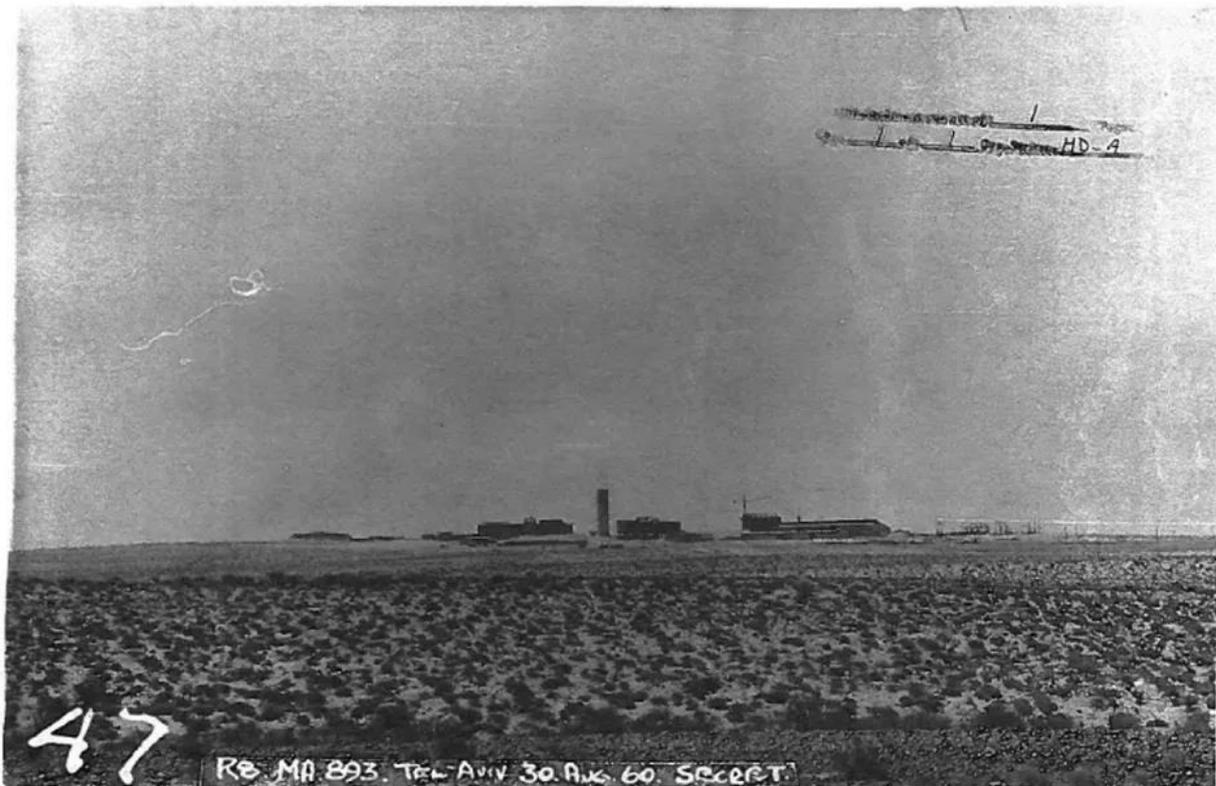
Mais ce secret extérieur cachait un méta-secret intérieur, le saint des saints du projet, dont la révélation aurait dévoilé la seule et unique raison d'être du complexe désertique : l'installation souterraine de retraitement chimique - également appelée usine de séparation - qui était prévue et dont le seul objectif était la production de plutonium à des fins militaires. Selon le journaliste français Pierre Péan, ce secret n'a jamais été évoqué dans les documents officiels de l'accord entre la France et Israël, ni même dans les accords plus techniques établis entre le Commissariat à l'énergie atomique français et son homologue israélien. Selon Péan, l'accord concernant l'usine de retraitement était si secret qu'il a en fait été établi entre le fabricant français de l'usine, Saint-Gobain, et un client fictif - sans aucune référence à Israël dans les documents. Seules quelques personnes de part et d'autre étaient au courant du secret le plus profond.

L'existence du complexe de Dimona, le secret extérieur, a été découverte et confirmée par les USA à la fin de l'année 1960. La révélation publique de l'installation à la mi-décembre a incité le Premier ministre David Ben-Gourion à reconnaître, dans une déclaration spéciale à la Knesset, qu'Israël construisait un réacteur de recherche à Dimona. Il a souligné que ce réacteur était destiné uniquement à des fins pacifiques, c'est-à-dire à la recherche et non à la fabrication d'armes nucléaires. En revanche, le méta-secret, l'installation souterraine de retraitement, est resté secret pendant des décennies. Son existence a été révélée pour la première fois dans

un livre de Pean en 1982, et a été exposée plus en détail par **Mordechai Vanunu**, ancien technicien de Dimona, est devenu un lanceur d'alerte après avoir quitté Israël pour l'Australie, révélant les secrets de Dimona dans un article du *Sunday Times* de Londres en octobre 1986.

La brève déclaration de Ben-Gourion à la Knesset, en décembre 1960, selon laquelle le réacteur de recherche de Dimona avait été créé à des fins pacifiques, allait devenir la base d'un récit technique élaboré - une histoire de couverture - présenté à l'équipe de scientifiques du gouvernement américain qui a visité le site pour la première fois à la mi-mai 1961, après que le gouvernement américain eut exercé des pressions sur Israël pour qu'il autorise la visite de la délégation.

Selon le récit présenté aux scientifiques américains - et figurant dans leur rapport - par le directeur de Dimona, Emanuel "Manes" Pratt, le projet devait servir de « moyen pour [Israël] d'acquérir de l'expérience dans la construction d'une installation nucléaire qui les préparerait [Israël] à [l'ère de] l'énergie nucléaire à long terme ». Dimona a été présenté comme une entreprise technologique de grande envergure dont l'objectif était de former les scientifiques israéliens à la plupart des aspects du cycle du combustible nucléaire à des fins pacifiques.



### Le réacteur de Dimona en 1960, tel qu'il apparaît dans les documents usaméricains.

Pratt a mis à la disposition des USAméricains le plan directeur du site - un plan détaillé qui comprenait ostensiblement une description de tous les composants du complexe de Dimona à différents stades de construction. Le plan mentionnait une petite zone allouée à la construction future d'une « usine pilote de traitement du combustible » d'une capacité minimale (« un kilogramme de combustible irradié par jour »). La raison de la création de cette usine pilote était le désir de « fournir [aux scientifiques et ingénieurs israéliens] une expérience dans le traitement du combustible [uranium irradié] », car « l'expédition [du

combustible irradié] sur de longues distances pour le traitement n'est pas pratique pour l'énergie nucléaire à long terme ». Les Israéliens ont souligné que l'usine ne traiterait qu'une très petite partie du combustible irradié dans le réacteur. Ce qui manquait dans le plan d'ensemble présenté aux scientifiques-inspecteurs usaméricains était, bien sûr, le grand secret de Dimona : l'usine de séparation chimique qui, en 1961, était encore en cours de construction.

À quoi ressemblait exactement cette structure secrète pour un étranger visitant le site du désert pour la première fois ? Une description fidèle figure sur le site Digital Archive du Woodrow Wilson Center, basé à Washington, dans le témoignage rétrospectif d'Eliezer (Elie) Geisler, qui a servi comme jeune soldat à Dimona au milieu des années 1960. Geisler écrit : « De l'extérieur, il s'agit d'un bâtiment sans prétention d'un seul étage. Il a l'apparence d'un grand entrepôt ou d'un magasin Walmart. La désignation officielle de ce bâtiment (c'est ce qu'on a dit aux inspecteurs usaméricains en 1960) était "bureaux administratifs et de maintenance". Mais l'apparence modeste du bâtiment n'était que la partie supérieure et visible de ce qui était en réalité un immense site. Telle la "partie émergée de l'iceberg", le bâtiment était l'entrée d'une installation souterraine de retraitement à plusieurs niveaux, d'une profondeur de plus de 30 mètres, pour le combustible nucléaire consommé dans le réacteur à eau lourde situé à proximité. Dans ce bâtiment, l'État d'Israël extrayait le plutonium destiné aux cœurs des armes nucléaires ».

Moins de deux semaines après la visite des inspecteurs usaméricains à Dimona, lors de la rencontre entre Ben-Gourion et le président John F. Kennedy à l'hôtel Waldorf Astoria de New York, le 30 mai

1961, le premier ministre a noté, selon le procès-verbal, que “dans trois ou quatre ans” une “usine pilote pour la séparation du plutonium” serait construite dans le complexe de Dimona. Lors des visites suivantes (1964-1967), les directeurs de Dimona montraient aux visiteurs usaméricains le terrain vide destiné à l’usine pilote, mais expliquaient que, pour des raisons financières et autres, sa construction avait été reportée et finalement annulée.

Pour rendre ce récit crédible, Israël a dû mener une campagne complexe de tromperie qui s’est poursuivie tout au long d’une décennie de visites usaméricaines à Dimona. Cette campagne devait non seulement dissimuler le grand secret de Dimona, l’usine de séparation chimique, mais aussi rendre compte de nombreux autres composants technologiques présents sur le site, en particulier le réacteur lui-même, afin que tous ces éléments appuient la thèse du village Potemkine, selon laquelle Dimona était un centre de recherche et non un lieu de production de matières fissiles.

Une telle opération systémique de subterfuge était loin d’être insignifiante, que ce soit sur le plan politique ou technique. Elle a commencé au niveau du Premier ministre (Ben-Gourion, puis Levi Eshkol) et s’est poursuivie jusqu’à ceux qui ont supervisé le projet - Manes Pratt et ses cadres, Amnon Pazy, Moka Adar, Amnon Niv et d’autres - qui ont été chargés de créer une présentation fausse mais crédible de Dimona en tant qu’installation de recherche, le personnel de sécurité et d’autres personnes exécutant le plan.

De 1961 à 1969, les inspecteurs scientifiques usaméricains ont visité Dimona à neuf reprises, mais ce n’est que récemment qu’il a été possible de comprendre les énormes efforts intellectuels et physiques que de nombreux Israéliens ont déployés à chaque fois

pour que le faux Dimona paraisse crédible aux yeux des visiteurs en tant que projet pacifique.

En tout état de cause, il ressort des rapports des inspecteurs qu'ils ont accepté le récit d'Israël et n'ont pas insisté pour obtenir des éclaircissements sur l'image de Dimona qui leur a été présentée.

Jusqu'à la déclassification du lot de documents que nous avons rendu public récemment, il semblait, sur la base de la documentation usaméricaine disponible, qu'au moment où les USA ont découvert Dimona, Washington ne savait pas avec certitude que l'accord israélo-français comprenait une installation de séparation. De nombreux USAméricains ont alors supposé que la motivation d'Israël pour créer Dimona était liée à l'armement, mais cette supposition était basée sur un mélange circonstanciel de suspicion et d'évaluation - et non sur une connaissance solide.

Cet état incertain des connaissances s'est reflété dans le premier *Special National Intelligence Estimate* sur Dimona, publié par la CIA le 8 décembre 1960. Ce rapport commence par une déclaration générale selon laquelle « Israël est engagé dans la construction d'un complexe de réacteurs nucléaires dans le Néguev, près de Beersheba ». Cependant, il mentionne également qu'il pourrait y avoir une variété de raisons pour créer l'installation, « y compris la recherche, la production de plutonium, la production d'électricité nucléaire ou [une] combinaison de ces éléments ». Une partie de l'évaluation étant encore classifiée, nous ne pouvons pas savoir avec certitude si elle mentionne ou non explicitement l'existence d'une usine de séparation ou de projets en ce sens.

L'un des documents déclassifiés que nous avons publiés suggère que les USA en savaient plus sur le projet naissant de Dimona que ce que nous pensions jusqu'à présent. Ce document, rédigé par le

défunt Comité mixte sur l'énergie atomique au début du mois de décembre 1960, indique explicitement que Dimona devait comprendre une « usine de séparation du plutonium ».

Nous ne connaissons pas la source de cette affirmation, mais à notre connaissance, il s'agit du premier document des services de renseignement usaméricains - et peut-être le seul - qui affirme sans équivoque que, dès le départ, le projet franco-israélien comprenait les deux éléments nécessaires à un programme d'armement : un réacteur de production et une usine de séparation du plutonium.

Si les USA savaient dès le départ - ou, à tout le moins, supposaient - que l'accord de Dimona comprenait également une installation de séparation, qu'est-il advenu de cette information ? Comment a-t-elle disparu ? C'est une énigme que les historiens devront résoudre, car toutes les évaluations ultérieures des services de renseignement usaméricains - depuis au moins 1961 jusqu'à 1967 - réaffirment qu'il n'y avait pas de centrale de ce type à Dimona.

En outre, toutes ces mêmes évaluations des services de renseignement usaméricains notent qu'Israël pourrait ultérieurement ajouter une usine de séparation au site désertique, ce qui ne signifierait qu'une seule chose : qu'Israël réaffecte Dimona en tant que centre d'armement nucléaire. Les USAméricains ont supposé que cela obligerait le gouvernement israélien à prendre une nouvelle décision politico-stratégique ; l'hypothèse de travail était que Washington finirait par détecter une telle décision, même si elle était prise en secret.



Le réacteur de Dimona en 2016. Après la guerre des Six Jours, la campagne antinucléaire s'est évaporée, comme si elle n'avait jamais existé.

Les nouveaux documents comprennent trois rapports d'inspection : 1965, 1966 et 1967 (le dernier est un rapport préliminaire). Au cours de ces années, le programme nucléaire israélien a franchi secrètement une série d'étapes importantes, notamment l'achèvement de l'usine de séparation et le début de la production de plutonium.

Chaque inspection usaméricaine était centrée sur l'examen du complexe à la recherche de tout signe de capacités techniques actuelles ou futures pour la production de plutonium de qualité militaire. Les USAméricains n'ont jamais trouvé de preuves directes de l'existence de l'usine de séparation, ni même de preuves indirectes, telles que des déchets hautement radioactifs, des retraits fréquents de composants de combustible, etc. qui pourraient indiquer une séparation secrète du plutonium.

En fait, les trois rapports ont réitéré la même conclusion : aucune preuve d'activité nucléaire liée aux armes n'a été détectée lors des visites du site, il n'y a pas d'usine de séparation pour la production de plutonium, et Dimona semble être engagé uniquement dans la recherche.

Néanmoins, en 1965 et 1966, les inspecteurs ont mentionné que si Israël le décidait, il serait en mesure, dans un délai de 12 à 18 mois, de convertir le complexe de centre de recherche en producteur d'armes. Ainsi, le rapport de 1965 indiquait que même si la délégation estimait que Dimona ne présentait « aucune possibilité à court terme d'un programme de développement d'armes », le réacteur « possède une excellente capacité et un potentiel de développement et de production qui justifie une surveillance continue à des intervalles ne dépassant pas un an ».

Ces rapports semblent évoquer la possibilité d'une tromperie israélienne quant à l'objectif et aux activités réelles sur le site du désert. Le rapport de 1966 des inspecteurs, par exemple, reconnaissait qu'ils n'excluaient pas la possibilité qu'une usine de séparation cachée existe à cet endroit ou même qu'un autre réacteur soit situé ailleurs en Israël. En conséquence, les services de renseignement usaméricains devaient « maintenir une surveillance constante du pays afin de déterminer si une ou plusieurs usines de ce type existent ou sont en cours de construction ». Cependant, l'équipe estime que la possibilité d'une tromperie « est peu probable ».

\* \* \*

Mais voilà qu'en février 1967, les rapports susmentionnés sur Dimona, émanant de sources israéliennes, parviennent à l'ambassade des USA à Tel-Aviv, indiquant qu'une usine de

séparation du plutonium existe déjà - ou existera dans un avenir très proche -, que son réacteur fonctionne à plein régime et, surtout, qu'Israël est à six ou huit semaines d'avoir la bombe. En termes d'aujourd'hui, les sources avertissaient les USAméricains qu'Israël venait de devenir un État du seuil nucléaire.

Ces rapports étaient tout simplement spectaculaires. Premièrement, ils contredisaient les évaluations usaméricaines antérieures sur l'état du programme nucléaire israélien et deuxièmement, si les informations étaient effectivement fiables, elles indiquaient la possibilité d'une longue campagne de tromperie concernant Dimona et que les messages politiques rassurants que Ben-Gourion et Eshkol avaient transmis à deux présidents - Kennedy et Lyndon Johnson - étaient erronés.

Thomas Hughes, le chef des services de renseignement du département d'État, insiste dans son mémorandum de mars 1967 sur le fait que les rapports du mois précédent ne contredisent pas nécessairement la crédibilité des conclusions des inspecteurs de l'année précédente et ne la mettent pas en doute ; il ajoute que les Israéliens « ont eu suffisamment de temps [depuis la dernière visite] pour mettre en place des installations de séparation ».

Hughes était apparemment mal à l'aise et ne voulait pas accepter la possibilité qu'Israël ait systématiquement trompé les USA. Contrairement aux rapports de Tel Aviv, qui décrivaient une usine de séparation capable de produire environ 250 kilogrammes de combustible irradié par jour, Hughes semblait prêt à envisager la possibilité qu'Israël ait érigé une “usine relativement petite” sur le site après la précédente visite usaméricaine, qui pouvait « traiter peut-être 100 kilogrammes de combustible irradié par jour ».

Comme l'ambassadeur Barbour, Hughes était sceptique quant à l'idée qu'Israël puisse assembler une arme nucléaire en six à huit semaines. Toutefois, il a suggéré que les Français « pourraient être disposés à tester un dispositif israélien, ou qu'Israël pourrait assembler et stocker un petit nombre de dispositifs non testés ». Plus important encore, Hughes a recommandé que la prochaine équipe usaméricaine envoyée à Dimona tente de vérifier la véracité des allégations. En outre, il a recommandé de “cultiver” les sources israéliennes pour voir si elles pouvaient fournir des informations plus spécifiques.



Ben-Gourion et Eshkol en 1965. Si ces informations étaient effectivement fiables, elles indiquaient la possibilité d'une longue campagne de tromperie au sujet de Dimona. Photo Fritz Cohen, GPO

Fin avril 1967, les inspecteurs usaméricains se présentent à nouveau à Dimona. Nous ne savons pas avec certitude s'ils ont été informés

à Washington des détails révélateurs fournis par les sources israéliennes, mais sur la base du rapport préliminaire et partiel d'avril 1967 disponible dans notre collection - le rapport complet est toujours classifié - il semble qu'ils en aient eu connaissance. Le langage du document est catégorique et plus assuré que celui des deux résumés précédents. Contrairement aux rapports de 1965 et 1966, qui évoquaient la possibilité d'un subterfuge ou d'une dissimulation, le rapport de 1967 ne mentionne même pas cette possibilité. En 1967, les experts usaméricains ont affirmé qu'il n'y avait « aucune preuve discernable permettant de conclure ou de soupçonner qu'Israël exploite ou modifie ces installations dans le but de produire des matières séparées destinées à être utilisées dans des armes nucléaires ».

Des bribes de questions et de commentaires notés au dos du rapport préliminaire, peut-être par Harold Saunders, collaborateur de la Maison Blanche, révèlent que certains responsables à Washington doutaient de ses conclusions, notamment en ce qui concerne les déclarations apaisantes des inspecteurs. Les questions posées indiquaient de sérieuses inquiétudes concernant Dimona. Par exemple, le complexe peut-il « être complètement dissocié du programme militaire ? », « Quelles sont les chances de tricherie ? », « Quelles sont les questions sur la capacité nucléaire globale d'Israël qui restent sans réponse ? », « Vos conclusions signifient-elles qu'il ne peut y avoir d'autre plutonium en Israël ? », « Si le combustible n'est pas expédié en France dans un an, il faut s'inquiéter ».

Bien que nous ne sachions pas exactement comment la communauté du renseignement à Washington a réagi au rapport de la visite d'avril 1967 à Dimona, nous savons aujourd'hui qu'environ un mois plus tard, quelques jours avant que la guerre des Six Jours

n'éclate, Israël a fait des choses dans le domaine nucléaire qu'il n'avait jamais faites dans le passé. Pour la première fois dans l'histoire du pays, et apparemment en l'espace de quelques jours, des engins nucléaires ont été assemblés pour permettre à Israël de démontrer sa capacité dans le pire des scénarios.

En juin 2017, 50 ans après la guerre des Six Jours, nous avons publié le témoignage du général de brigade de Tsahal Yitzhak "Ya'tza" Yaakov dans les archives numériques du Woodrow Wilson Center, dans lequel il décrit de manière assez détaillée comment, dans les jours précédant la guerre de 1967, il a effectivement été chargé d'élaborer un plan d'urgence visant à démontrer la capacité nucléaire dans une situation de dernier recours.

\* \* \*

Il est impossible de ne pas se demander quelles sont les sources israéliennes qui ont révélé aux USAméricains les secrets profonds et sombres de Dimona. Bien que les documents usaméricains expurgés n'identifient pas ces sources, ils fournissent un aperçu possible de l'énigme.

Le mémo de Hughes de 1967 évoque brièvement l'expertise des sources israéliennes sans révéler leur identité. Il note une certaine affinité entre les sources et un petit groupe appelé le **Comité pour la dénucléarisation du conflit israélo-arabe**. La note indique que le groupe a été fondé en 1961 et ajoute que ses membres étaient, pour l'essentiel, des professeurs réputés de l'Université hébraïque de Jérusalem et de l'Institut technologique Technion de Haïfa. Il est possible, suggère Hughes, que ces sources ayant des liens professionnels ou familiaux avec le personnel de Dimona, elles méritaient d'être cultivées pour obtenir des "informations plus spécifiques".

Peu de gens connaissent aujourd'hui l'existence du comité antinucléaire, qui a été actif pendant les sept années qui se sont écoulées entre la révélation publique de l'existence du site de Dimona et la guerre des Six Jours. Ce groupe informel, qui comptait des membres et des sympathisants en Israël et à l'étranger, s'est fait discret en public et a surtout agi en coulisses. Pourtant, malgré sa faible présence publique, le groupe a réussi à obtenir un accès remarquable à presque tous les dirigeants des partis sionistes israéliens.

Il a fallu attendre environ un an après l'annonce spectaculaire faite par Ben-Gourion à la fin de l'année 1960 au sujet de Dimona, pour que les conditions soient réunies pour que le sujet soit débattu dans le domaine public. Alors que le Premier ministre avait affirmé que l'installation dans le désert avait été créée exclusivement à des fins pacifiques, l'intelligentsia israélienne avait l'intuition que la question de Dimona était une question de sécurité, qu'elle était sensible et qu'elle devait rester secrète.

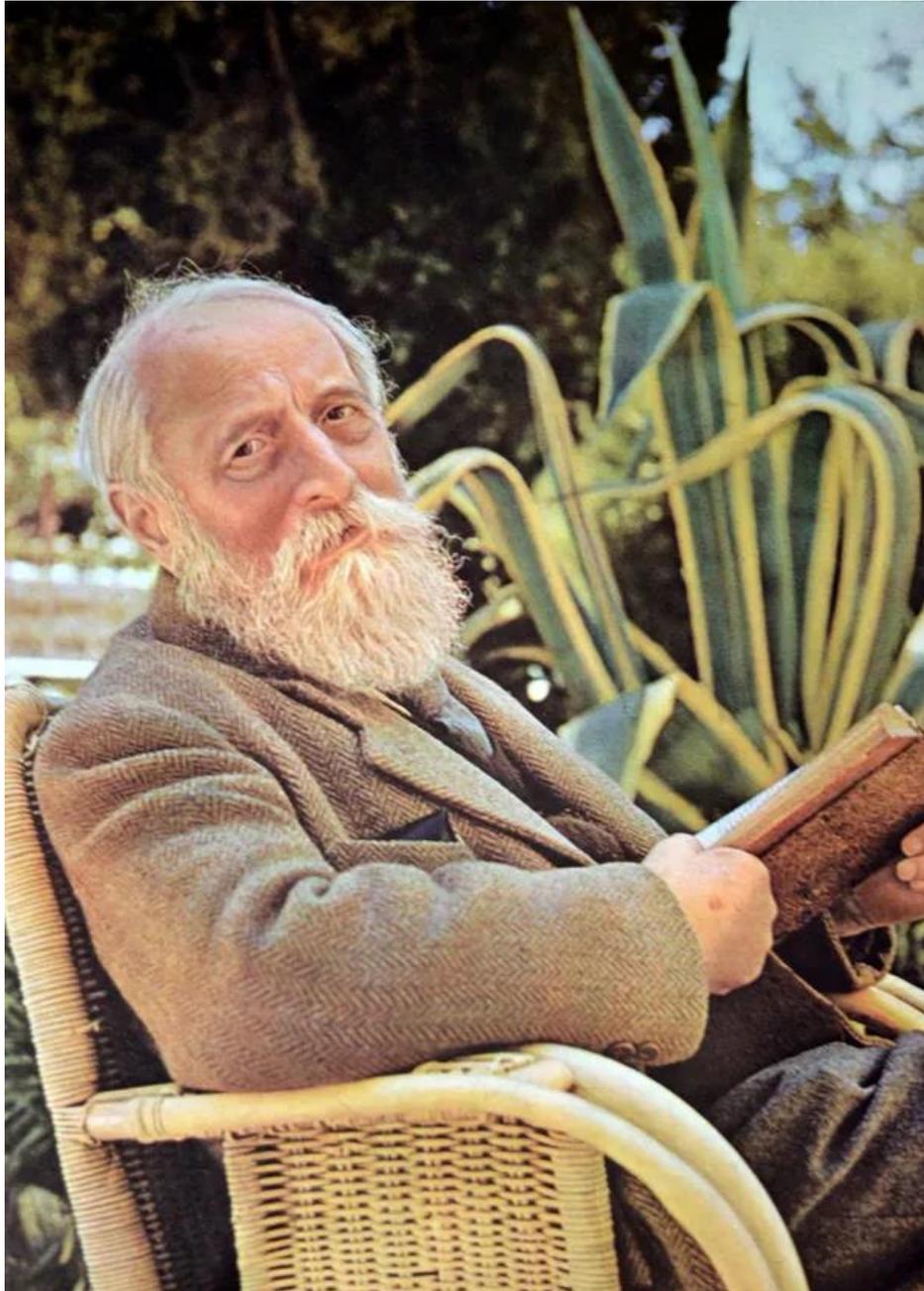
La difficulté pour ceux qui remettaient en question, voire s'opposaient, au récit de Ben-Gourion était double : d'une part, la censure de l'État interdisait toute discussion sur le projet de Dimona, sans parler de la divulgation de détails factuels à son sujet ; d'autre part, il y avait une grande autocensure lorsqu'il s'agissait de discuter de ce sujet sensible. Dans l'espace étroit entre le désir de tirer la sonnette d'alarme sur le projet et la crainte d'être perçu comme portant atteinte à la sécurité de l'État, le comité de dénucléarisation a dû naviguer avec prudence.

Son fondateur et chef de file était Eliezer Livneh, un homme de lettres respectable et un ancien politicien - il a été député du Mapai dans les deux premières Knesset - un homme avisé avec des

références en matière de défense et de politique étrangère. En 1957, Livneh quitte le Mapai et devient ouvertement critique à l'égard de Ben-Gourion. Bien qu'il ait commencé à créer le comité de dénucléarisation à la fin de l'année 1961, son existence n'a été connue que quelques mois plus tard.

En janvier 1962, après une rude bataille avec la censure militaire, Livneh a publié le premier article d'opinion antinucléaire dans la presse israélienne, dans *Haaretz*. Dans son article, intitulé “*Avertissement de dernière minute*”, il affirme que la nucléarisation du conflit israélo-arabe serait catastrophique pour l'ensemble de la région, et en particulier pour Israël, raison pour laquelle le pays devrait éviter de s'y impliquer.

Deux mois plus tard, Livneh a organisé une pétition publique signée par un grand nombre d'universitaires de renom - scientifiques et autres intellectuels - appelant le gouvernement israélien à soutenir une initiative diplomatique demandant l'interdiction du développement d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Parmi les signataires très respectés figuraient Martin Buber, Gershom Scholem, Ephraïm Auerbach et Yeshayahu Leibowitz, ainsi que les scientifiques Franz Ollendorff et Gabriel Stein, qui avaient tous deux démissionné de leur poste de conseillers à la Commission israélienne de l'énergie atomique quelques années plus tôt. La pétition a également rendu publique l'existence du groupe de dénucléarisation.



Martin Buber. Il faisait partie des principaux universitaires affiliés au groupe de dénucléarisation, qui a été actif pendant environ sept ans, jusqu'à la guerre des Six Jours de 1967. Photo Universal History Archive / UIG

Le gouvernement n'a pas répondu officiellement à la pétition, mais le ministère de la défense, sous la direction du vice-ministre Shimon Peres, a lancé une campagne discrète pour délégitimer Livneh et son nouveau comité, laissant entendre que son activité portait

atteinte à la sécurité de l'État. Le ministère a exigé, par exemple, que l'Association des journalistes israéliens annule une conférence de presse au cours de laquelle Livneh devait parler du danger que représentent les armes nucléaires pour la région. Sa rencontre avec les journalistes a effectivement été annulée, mais l'intervention du ministère a été critiquée dans les médias.



**Yehuda Ben Moshe, secrétaire du Comité pour la dénucléarisation du conflit israélo-arabe, basé à Jérusalem.**

Un jeune Jérusalémite, Yehuda Ben Moshe, également affilié au Mapai et ayant une expérience dans le domaine de la sécurité, devient un fervent défenseur de la cause antinucléaire et aide Livneh à organiser les activités de lobbying du groupe. Aimant

côtoyer l'élite universitaire, il accueillait occasionnellement les réunions du comité chez lui et devint finalement le secrétaire et le principal organisateur du groupe.

Le groupe - dont le nombre de membres n'a jamais dépassé les deux douzaines - a agi comme une sorte de lobby apolitique et un groupe de discussion intellectuel qui se réunissait toutes les deux semaines, généralement à Jérusalem, où vivaient la plupart de ses membres. Au cours de ces réunions, les membres échangeaient des idées - des rumeurs et des informations - sur Dimona, les motifs de sa création, son financement, le secret entourant sa construction, ses fondateurs, son importance par rapport au conflit israélo-arabe et l'immense défi qu'il représentait pour la démocratie israélienne. L'ethos qui a unifié les membres du groupe n'était pas seulement la préoccupation concernant la nucléarisation possible du conflit, mais aussi - et pour certains c'était la question principale - le danger politique que Dimona représentait pour la démocratie israélienne. De nombreux intellectuels du groupe craignaient que le projet ne soit une sorte d'État dans l'État, secret et non démocratique, que Peres et Ben-Gourion étaient en train de créer sans passer par les procédures parlementaires appropriées - quelque chose qui pourrait en fin de compte menacer les fondements mêmes d'Israël en tant qu'État démocratique.

Après la guerre des Six Jours, le comité s'est évaporé, comme s'il n'avait jamais existé. Livneh lui-même s'est engagé dans une autre cause - le Comité pour le Grand Israël - et a oublié son activisme antinucléaire d'avant 1967. En effet, après la guerre, la cause antinucléaire a semblé perdre sa pertinence publique presque du jour au lendemain. Dès lors, la question nucléaire est reléguée dans le domaine du secret et du tabou national.

Deux décennies plus tard, en novembre 1986, à la suite de l'affaire Vanunu, les rédacteurs du magazine d'information *Koteret Rashit* ont rappelé le comité et demandé à son ancien secrétaire, Yehuda Ben Moshe, alors guide touristique et conférencier âgé de 65 ans, d'écrire un bref mémoire sur le groupe et ses activités. Son article personnel et quelque peu nostalgique, intitulé "25 ans avant Vanunu", regorge d'anecdotes sur les activités et les membres du groupe, ainsi que sur l'éthique et l'atmosphère de l'époque.

L'article contient également des révélations personnelles intrigantes. Par exemple, Ben Moshe a écrit : « J'ai décidé, à mon initiative personnelle et à l'insu des autres membres, de rencontrer l'attaché scientifique de l'ambassade des USA. Il a accepté mon invitation et est venu chez moi. J'avais décidé de découvrir dans quelle mesure les USA américains étaient au courant de la situation [à Dimona]. L'attaché s'est intéressé à notre activité et m'a fait comprendre que les USA auraient du mal à accepter une activité israélienne secrète qui irait à l'encontre de la politique de non-prolifération nucléaire.

« Lorsque l'attaché est parti, j'ai rendu compte de la réunion au ministère des affaires étrangères », poursuit Ben Moshe. « Une heure plus tard, j'ai été convoqué à un interrogatoire à Tel Aviv. L'interrogatoire s'est déroulé de manière agréable et amicale. Mes interrogateurs prirent note de mon action et de ses raisons, et je m'engageai pour ma part à "mettre un terme définitif à mes activités privées de politique étrangère" ».

Ben Moshe pensait qu'une réunion, ou peut-être une série de réunions, avec l'attaché scientifique usaméricain avait eu lieu en 1964. Mais il est plus plausible de considérer qu'elles ont eu lieu au début de l'année 1967, ce qui correspondrait aux informations

contenues dans les documents usaméricains récemment déclassifiés. On sait également que Ben Moshe a été brusquement démis de ses fonctions de secrétaire du comité au printemps 1967 en raison de ses réunions. Un livre de l'historien Adam Raz, *Le combat pour la bombe* (en hébreu), mentionne les indiscretions de Ben Moshe et semble corroborer la date de la décision de démettre Ben Moshe au printemps 1967.

Raz écrit : « À un certain moment, Ben Moshe, le secrétaire du comité, a fait preuve d'une indépendance exagérée et a contacté l'attaché scientifique de l'ambassade usaméricaine. Cela a irrité le comité et a conduit au licenciement de Ben Moshe ». Raz cite une correspondance interne, datée de mars 1967, qui note que « l'affaire a été [jugée] ridicule, farfelue, et a causé “un grand dommage à la cause” ».

Ben Moshe était-il l'une des sources, ou peut-être la source principale, qui a révélé aux USAméricains les secrets d'Israël sur Dimona ? Pourquoi, même lorsque les USAméricains ont été informés de la vérité, ont-ils encore eu du mal à l'accepter ? Tous les services du gouvernement usaméricain ont-ils vraiment été victimes de la tromperie, ou certains fonctionnaires ont-ils discerné la vérité tout en comprenant qu'ils devaient détourner le regard ? Nous ne connaissons peut-être jamais les réponses à ces questions. Plus les secrets sont révélés, plus les mystères demeurent.

# 14

## Bibliographie pour aller plus loin

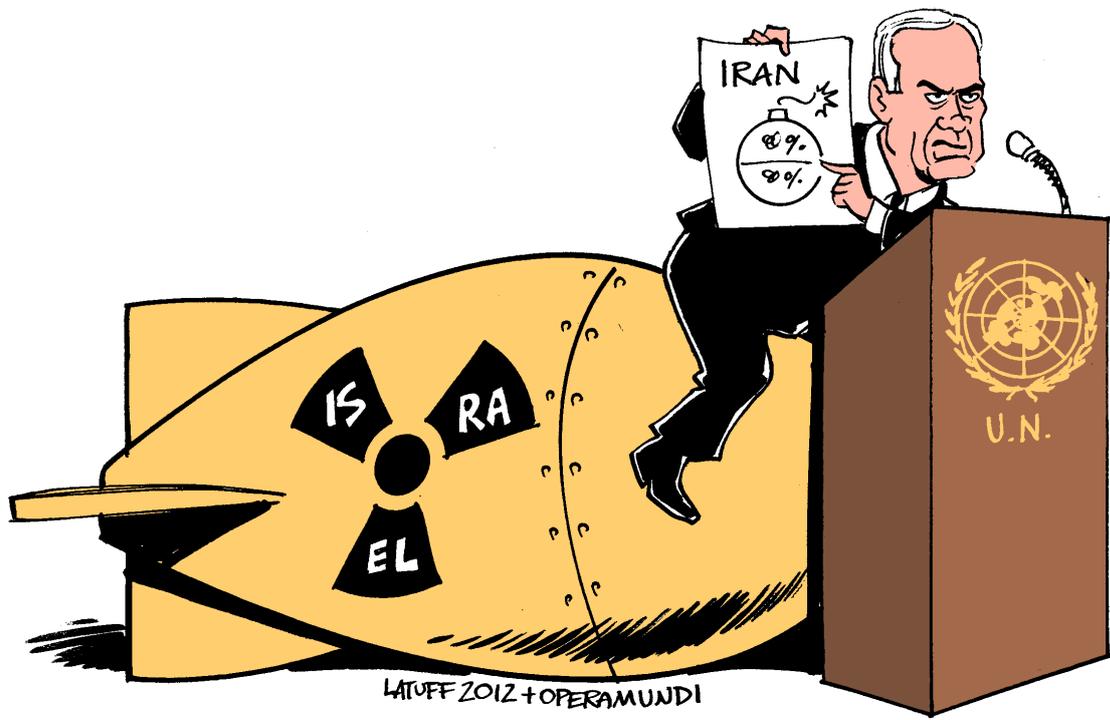
*Pour approfondir le thème de l'armement nucléaire israélien, nous vous recommandons les livres suivants*

- **Cohen, Avner**  
***Israël et la bombe : l'histoire du nucléaire israélien***  
**Éditions Demi-Lune, 2020**  
*Ouvrage de référence sur l'histoire du programme nucléaire israélien*  
[Présentation, sommaire et extraits du livre](#)  
[Acheter le livre](#)
- **Hersh, Seymour M.**  
***Opération Samson - Comment Israël a acquis la bombe atomique***  
*Traduit par Sylvie Robin*  
*Édité par Marie-Claude Décamps*  
**Olivier Orban, 1992**  
**EAN13 9782855657776**  
**ISBN 978-2-85565-777-6**  
Épuisé, [disponible d'occasion](#)
- [Télécharger l'original anglais : \*The Samson Option: Israel's Nuclear Arsenal and American Foreign Policy\*](#)  
**Random House, 1991**
- **Péan, Pierre**  
***Les deux bombes ou comment la guerre du Golfe a commencé le 18 novembre 1975***  
**Fayard, 1991**
- **Abdel Azim, Mohammed**  
***Israël et la bombe atomique***  
***La face cachée de la politique américaine***  
**L'Harmattan, 2006**
- **Camille Mansour**  
***Israël et la bombe***  
**Recherches internationales, 2007**

## *Annexe*

### Trois documents de l'ONU *1981-1987*

- A36/431  
UNITED NATIONS  
General Assembly  
36<sup>th</sup> session  
ISRAELI NUCLEAR ARMAMENT  
Report of the Secretary-General  
18/9/1981
  
- A/36/757  
NATIONS UNIES  
Assemblée générale  
36<sup>ème</sup> session  
ARMEMENT NUCLEAIRE ISRAELIEN  
Rapport de la Première Commission  
4/12/1981
  
- A/42/581  
NATIONS UNIES  
Assemblée Générale  
42<sup>ème</sup> session  
ARMEMENT NUCLEAIRE D'ISRAEL  
Rapport du Secrétaire général  
16 /10 /1987





UNITED NATIONS  
GENERAL  
ASSEMBLY



Distr.  
GENERAL

A/36/431  
18 September 1981

ORIGINAL: ENGLISH

---

Thirty-sixth session  
Item 56 of the provisional agenda\*

ISRAELI NUCLEAR ARMAMENT

Report of the Secretary-General

1. By resolution 34/89 of 11 December 1979, the General Assembly, inter alia, requested the Secretary-General to prepare, with the assistance of qualified experts, a study on the Israeli nuclear armament and to report to the Assembly at its thirty-sixth session.
2. Pursuant to that resolution, the Secretary-General appointed a group of experts and submitted a progress report on the group's work (A/35/458) to the General Assembly at its thirty-fifth session. In its resolution 35/157 of 12 December 1980, the Assembly took note of the progress report and requested the Secretary-General to submit the final report to the Assembly at its thirty-sixth session. The Group of Experts to Prepare a Study on Israeli Nuclear Armament met at Headquarters in New York from 21 July to 1 August 1980, 19 to 30 January and 20 April to 4 May 1981, and in Geneva from 15 to 19 June 1981. By a letter dated 19 June 1981, the Group of Experts transmitted to the Secretary-General the study, which is hereby submitted to the General Assembly.

---

\* A/36/150.

ANNEX

Report of the Group of Experts to Prepare a Study  
 on Israeli Nuclear Armament

CONTENTS

	<u>Paragraphs</u>	<u>Page</u>
Foreword by the Secretary-General . . . . .	3	3
Letter of transmittal . . . . .	4	4
I. INTRODUCTION: CONTEXT OF THE STUDY . . . . .	1 - 16	6
A. United Nations concern with the question of Israeli nuclear armament . . . . .	1 - 13	6
B. Israel's nuclear activities in the regional context . . . . .	14 - 16	9
II. ISRAEL'S NUCLEAR DEVELOPMENT . . . . .	17 - 49	11
A. Nuclear weapons and the technical requirements for their manufacture . . . . .	17 - 24	11
B. Origins and history of Israel's nuclear development . . . . .	25 - 45	13
1. Background . . . . .	25 - 31	13
2. Nuclear facilities, activities and resources . . . . .	32 - 45	15
(a) Nuclear research activities . . . . .	32 - 33	15
(b) Reactors . . . . .	34 - 36	15
(c) Uranium extraction and production . . . . .	37	16
(d) Heavy water availability and production . . . . .	38 - 40	16
(e) Uranium enrichment . . . . .	41	17
(f) Plutonium separation . . . . .	42	17
(g) Commercial programme . . . . .	43	18
(h) Availability of uranium . . . . .	44 - 45	18
C. Extent of the application of international safeguards to nuclear facilities and material in Israel . . . . .	46 - 49	18
III. ISRAEL'S NUCLEAR-WEAPON POTENTIAL . . . . .	50 - 58	20
A. Availability of necessary nuclear explosive materials . . . . .	50 - 54	20

/...

CONTENTS (continued)

	<u>Paragraphs</u>	<u>Page</u>
B. Capability to design and produce nuclear explosive devices . . . . .	55 - 56	21
C. Means of delivery . . . . .	57 - 58	21
IV. FACTORS AFFECTING ISRAEL'S NUCLEAR POLICY . . . . .	59 - 68	22
A. Israel's nuclear posture . . . . .	59 - 63	22
B. Disincentives against possession of nuclear weapons .	64	23
C. Incentives to possession of nuclear weapons . . . . .	65	23
D. Incentives for a posture of ambiguity . . . . .	66 - 68	24
V. INTERNATIONAL REPORTS CONCERNING ISRAELI NUCLEAR ARMAMENT . . . . .	69 - 70	24
VI. CONCLUSIONS . . . . .	71 - 83	25

/...

Foreword by the Secretary-General

1. At its thirty-fourth session, the General Assembly adopted resolution 34/89 of 11 December 1979, entitled "Israeli nuclear armament", in which, inter alia, it expressed its conviction that the development of nuclear capability by Israel would further aggravate the already dangerous situation in the region and further threaten international peace and security, and requested the Secretary-General, with the assistance of qualified experts, to prepare a study on Israeli nuclear armament.
2. In pursuance of that resolution, the Secretary-General appointed a Group of Experts to Prepare a Study on Israeli Nuclear Armament and submitted a progress report on the Group's work (A/35/458) to the Assembly at its thirty-fifth session. At that session, the Assembly adopted resolution 35/157 of 12 December 1980, in which, inter alia, it took note of the progress report and requested the Secretary-General to pursue his efforts in that regard and to submit his report to the Assembly at its thirty-sixth session.
3. The Group of Experts has now completed its study, which is herewith submitted to the General Assembly for its consideration.
4. The possible introduction of nuclear weapons into the Middle East has been a long-standing concern of the United Nations. That concern is reflected in the series of resolutions adopted by the General Assembly since 1974 on the question of establishing a nuclear-weapon-free zone in the Middle East. Most recently, the Assembly adopted resolution 35/147 of 12 December 1980, in which, inter alia, it urged all parties concerned to consider taking practical steps for the establishment of a nuclear-weapon-free zone in the area and invited them to adhere to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons.
5. The danger of nuclear proliferation, especially in areas of tension, is one of the world's foremost preoccupations. The establishment of arrangements by which all nuclear activities in such areas are submitted to effective and reliable international safeguards is urgently required if that problem is to be brought under control. It is to be hoped that the present report, by contributing to the world community's awareness of the urgency of this issue will help to further that goal.
6. The Secretary-General wishes to thank the experts for their unanimously adopted study. It should be noted that the observations and recommendations contained therein are those of the experts. In this connexion, the Secretary-General would like to point out that in the complex field of disarmament matters, in many instances he is not in a position to pass judgement on all aspects of the work accomplished by experts.

/...

LETTER OF TRANSMITTAL

19 June 1981

Sir,

I have the honour to submit herewith the study by the Group of Experts to Prepare a Study on Israeli Nuclear Armament, which was appointed by you in pursuance of paragraph 6 of General Assembly resolution 34/89 of 11 December 1979.

The experts appointed by you were the following:

Mr. Ashok Kapur  
Associate Professor of Political Science  
University of Waterloo  
Canada

Mr. Mark A. Khroustalev  
Professor of the Moscow State Institute  
of International Relations  
Union of Soviet Socialist Republics

Mr. Ali A. Mazrui  
Professor of Political Science and Director  
of the Center for Afro-American and African Studies  
University of Michigan  
United States of America

Mr. George H. Quester  
Chairman of the Government Department  
Cornell University  
United States of America

Dr. Assaad Saab  
Senior Research Engineer  
Lebanon

The study was prepared between July 1980 and June 1981, during which period the Group held four sessions, from 21 July to 1 August 1980, 19 to 30 January and 20 April to 4 May 1981 in New York, and from 15 to 19 June 1981 in Geneva.

The members of the Group of Experts wish to express their appreciation for the valuable assistance they received from members of the Secretariat of the United Nations. They wish, in particular, to convey their thanks to Mr. Hiroshi Matsumoto, Centre for Disarmament, who served as Secretary of the Group during the first two sessions, to Mr. Prvoslav Davinić, also of the Centre, who served as Secretary during the third session, and to Mr. Benjamin Sanders, Chief, Information and

/...

Research Section, Centre for Disarmament; Mr. Irving Pfefferblit, Centre for Disarmament; Mr. Boris A. Kouvshinnikov, Director, Liaison Office of the International Atomic Energy Agency (IAEA), United Nations Headquarters; and Mrs. Merle Opelz, IAEA Liaison Office, Geneva.

I have been requested by the Group of Experts to submit to you on its behalf, its study, which was unanimously approved.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

(Signed) Ali A. MAZRUI  
Group of Experts to Prepare a Study  
on Israeli Nuclear Armament

His Excellency  
Mr. Kurt Waldheim  
Secretary-General  
of the United Nations  
New York

/...

I. INTRODUCTION: CONTEXT OF THE STUDY

A. United Nations concern with the question of Israeli nuclear armament

1. Over the years, there has been increasing concern among States Members of the United Nations regarding the danger of the introduction of nuclear weapons in the Middle East, arising particularly from reports that Israel may have developed a nuclear explosive capability. This concern has emerged both in the context of widespread preoccupation with political tension and the arms race in the Middle East and of the wish to arrest the nuclear arms race in general.
2. A factor that has played a part in focusing attention on Israel's nuclear development has been the long-standing hostility in the region, which has four times erupted into full-scale war.
3. Reflecting the uneasiness on the part of Member States about a possible danger of proliferation of nuclear weapons in the Middle East, the General Assembly has adopted, since 1974, resolutions 3263 (XXIX) of 9 December 1974, 3474 (XXX) of 11 December 1975, 31/71 of 10 December 1976, 32/82 of 12 December 1977, 33/64 of 14 December 1978, 34/77 of 11 December 1979 and 35/147 of 12 December 1980, on the question of establishing a nuclear-weapon-free zone in the Middle East, in which the Assembly, inter alia, urged all parties concerned to consider taking practical steps for the establishment of a nuclear-weapon-free zone in the area and invited them to adhere to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (Assembly resolution 2373 (XXII), annex).
4. At its first special session devoted to disarmament, the General Assembly called, in paragraphs 60 to 63 (d) of the Final Document of the Tenth Special Session of the General Assembly (resolution S-10/2), for the serious consideration of the practical steps required for the implementation of the proposal to establish a nuclear-weapon-free zone in the Middle East. It further called upon States of the region to refrain on a reciprocal basis from producing, acquiring or in any way possessing nuclear weapons and nuclear explosive devices and from permitting the stationing of nuclear weapons on their territory by any third party, and to agree to place all their nuclear activities under International Atomic Energy Agency safeguards.
5. At the thirty-third session of the General Assembly, States from the Middle East region drew the attention of the Assembly to the issue of military and nuclear collaboration between some Member States and Israel, and initiated the adoption of resolution 33/71 A of 14 December 1978, in which the Assembly, inter alia, requested the Security Council to call upon all States to end all transfer of nuclear equipment or fissionable material or technology to Israel.
6. At the thirty-fourth session of the General Assembly, under the item entitled "Israeli nuclear armament" included in the agenda at the request of Iraq, the Assembly adopted resolution 34/89 of 11 December 1979, in which, inter alia, it expressed alarm "at the increasing information and evidence

regarding Israel's activities aiming at the acquisition and development of nuclear weapons", expressed its conviction that "the development of nuclear capability by Israel would further aggravate the already dangerous situation in the region and further threaten international peace and security", and requested the Secretary-General, with the assistance of qualified experts, to prepare a study on Israeli nuclear armament and to report to the Assembly at its thirty-sixth session.

7. As requested in that resolution, the Group of Experts to Prepare a Study on Israeli Nuclear Armament was appointed by the Secretary-General to assist him in preparing the study. The Secretary-General submitted a progress report on the Group's work to the Assembly at its thirty-fifth session (A/35/458). At that session, the Assembly adopted resolution 35/157, in which it took note of the progress report of the Secretary-General and requested him to pursue his efforts in that regard and to submit his report to the Assembly at its thirty-sixth session.

8. At the thirty-fifth session of the General Assembly, Israel submitted a draft resolution (A/C.1/35/L.8) by which the Assembly would call upon all States of the Middle East and non-nuclear-weapon States adjacent to the region to convene a conference with a view to negotiating a multilateral treaty establishing a nuclear-weapon-free zone in the Middle East. The proposal was strongly criticized by a number of Arab States, particularly on the ground that it set up an unacceptable precondition to the creation of a nuclear-weapon-free zone. 1/ Israel later withdrew the draft resolution. It then announced that it would support the resolution on a nuclear-weapon-free zone in the Middle East initiated by Egypt, which was similar in content to those adopted by the Assembly in previous years (see para. 3 above). This resolution (Assembly resolution 35/147) was adopted by the Assembly without a vote.

9. Subsequently, in a letter dated 20 April 1981 addressed to the Secretary-General (A/36/220), Egypt noted that it had recently ratified the non-proliferation Treaty and suggested that in the light of that step and to safeguard the momentum generated therefrom, "it may be appropriate to consider undertaking a study to explore the modalities for establishing a nuclear-weapon-free zone in the Middle East, taking into account the characteristics particular to the region".

10. In a letter dated 9 June 1981 addressed to the Secretary-General (A/36/315), Israel reiterated the proposal contained in its earlier draft resolution calling upon all States of the Middle East and non-nuclear-weapon States adjacent to the region to convene at the earliest possible date a conference with a view to negotiating a multilateral treaty establishing a nuclear-weapon-free zone in the Middle East. In addition it formally and urgently requested that all States of the Middle East, and States adjacent to the region indicate in the course of 1981 their consent to the holding of a preparatory conference to discuss

---

1/ I.e., that the zone should be created on the basis of "negotiated regional arrangements". See the statement made on 18 November 1980 by the representative of Jordan to the First Committee (A/C.1/35/PV.33).

the modalities of such a conference. Israel also welcomed the suggestion made by Egypt in its letter of 20 April 1981 regarding the preparation of a study on the modalities for establishing a nuclear-weapon-free zone in the Middle East and for its part, proposed "that the study be undertaken by qualified experts from Middle East States, including Israel".

11. On 9 June 1981, following Israel's bombing attack on the Iraqi Nuclear Research Centre at Tuwaitha, the Director-General of the International Atomic Energy Agency (IAEA) made a statement to the Board of Governors of IAEA in which he said, inter alia, that the Agency's safeguards system was a basic element of the non-proliferation Treaty and that from a point of principle one could only conclude that it was the Agency's safeguards régime which had also been attacked. On 12 June 1981, the Board of Governors of IAEA adopted a resolution in which it recommended that the General Conference of IAEA at its forthcoming regular session consider all the implications of the attack, including suspending the exercise by Israel of the privileges and rights of membership, reminded member States of the Agency of General Assembly resolution 33/71 calling for an end to all transfer of fissionable material and nuclear technology to Israel, and recommended that the General Conference should suspend provision of any assistance to Israel under the Agency's technical assistance programme (see S/14532 and Add.1).

12. On 19 June 1981, the Security Council adopted resolution 487 (1981), in which, inter alia, it strongly condemned the military attack by Israel on Iraqi nuclear installations, noted that Israel had not adhered to the non-proliferation Treaty, that Iraq had been a party to the Treaty since it came into force in 1970, characterized the attack as a serious threat to the entire IAEA safeguards régime which was the foundation of the non-proliferation Treaty, and called upon Israel urgently to place its nuclear facilities under IAEA safeguards.

13. Member States' concern with Israeli nuclear developments had for some time been reflected in their discussions in the General Assembly of reported nuclear collaboration between Israel and South Africa. At the thirty-fourth session of the General Assembly, Member States from Africa initiated the adoption of resolution 34/76 B of 11 December 1979, in which the Assembly, inter alia, requested the Secretary-General to prepare, with the assistance of appropriate experts, a comprehensive report on South Africa's plan and capability in the nuclear field. The report <sup>2/</sup> was subsequently completed and submitted to the Assembly at its thirty-fifth session. With regard to the question of a possible nuclear collaboration between Israel and South Africa, it was noted in paragraph 37 of the report that, until specific examples of actual nuclear exchanges or transactions could be cited as clear evidence of such co-operation, the whole question remained in a state of uncertainty.

---

<sup>2/</sup> United Nations publication, Sales No. E.81.I.10. The report was previously issued under the symbol A/35/402 and Corr.1.

B. Israel's nuclear activities in the regional context

14. Reference is made in paragraph 2 above to the long-standing tension in the area, which, in the view of experts on Middle East affairs, may play a role in Israeli military thinking, including its nuclear policy. The concern about the situation in the region has directed attention to the military implications of Israel's nuclear policy as well as its past and present nuclear activities. Statements made by high-ranking Israeli officials have also constituted grounds for increasing alarm among the Arab States. 3/

15. Israel has signed and ratified the Treaty Banning Nuclear Weapon Tests in the Atmosphere, in Outer Space and under Water (1963) 4/ and the Treaty on Principles Governing the Activities of States in the Exploration and Use of Outer Space, including the Moon and Other Celestial Bodies (General Assembly resolution 2222 (XXI)) and has repeatedly stated that it would not be the first to introduce nuclear weapons into the region (see sect. IV below). So far, however, it has not become a party to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons, nor has it otherwise placed the larger part of its nuclear facilities under international safeguards. Since Israel is thus under no statutory obligation to supply IAEA with an inventory of all its nuclear facilities and materials, there exists ambiguity about the nature and scope of Israel's nuclear programme. On the other hand, several countries in the region which have nuclear activities, for example, Egypt, Iran, Iraq, the Libyan Arab Jamahiriya and Turkey, are parties to the non-proliferation Treaty and have thus undertaken to submit all their nuclear facilities to the safeguards of IAEA. In addition, Jordan, Lebanon and the Syrian Arab Republic, which have no significant nuclear activities, are also parties. 5/

16. Against this background, reports that have appeared since the 1960s that Israel may be developing a nuclear explosive capability have led to widespread concern. These reports pertain, on the one hand, to the supposed acquisition by Israel of facilities by means of which it would be in a position to produce the necessary weapons material. On the other hand, there have been reports that

---

3/ For example, President Katzir's reported statement, quoted in The Guardian on 3 December 1974: "It has always been our intention to develop the nuclear potential. We now have that potential." The newspaper report continues: "The President said that if the need arose, Israel could convert capability into fact 'in a short time - even in a few days'."

4/ United Nations, Treaty Series, vol. 480, No. 6964, p. 43.

5/ A number of other countries in the region which have no significant nuclear activities are not parties to the non-proliferation Treaty. These include Algeria, Bahrain, Oman, Qatar, Saudi Arabia and the United Arab Emirates. Kuwait and Yemen have signed but not ratified the Treaty.

/...

significant quantities of nuclear material have been found to be missing at various sites abroad, and there has been speculation that some of that material might have found its way to Israel (see paras. 44-45 below). Reports of this nature have been published and discussed in various newspapers and periodicals, journals specializing in foreign policy and international relations issues, scientific-technical and specialized military periodicals, and monographs and special studies dealing specifically with the question under discussion. However, the level of reliability of these diverse publications varies considerably.

/...

## II. ISRAEL'S NUCLEAR DEVELOPMENT

### A. Nuclear weapons and the technical requirements for their manufacture

17. Since this section of the study deals in large part with material which is relevant to an assessment of Israel's capacity to manufacture nuclear weapons, it seems useful to preface it with some explanatory comment on the requirements for the manufacture of such weapons. 6/

18. The main requirements for making a nuclear explosive device are:

(a) The possession of sufficient quantities of nuclear material of weapon-grade quality;

(b) The presence of skilled personnel possessing the information and knowledge necessary to design and fabricate an explosive device;

(c) The availability of the necessary technology and equipment.

19. The energy released by a nuclear weapon is a by-product of the process of change in the nucleus of the atom. In the fission bomb, the process involved is the splitting of uranium or plutonium nuclei into lighter fragments, fission products. 7/

20. Two main types of fissionable nuclear material are used for the fabrication of an explosive device: substantially enriched uranium and plutonium. Uranium is enriched at special plants where various physical and chemical processes are used to increase the uranium-235 content in the natural uranium (uranium-238) from 0.7 to upwards of 90 per cent (though lower grades can be used). Plutonium is the result of a long chain of nuclear transmutations that occur when uranium-238 absorbs neutrons in the course of irradiation in nuclear reactors. For this purpose, it is most efficient to make use of especially "dedicated" production reactors, but it should be mentioned that significant quantities of plutonium (possible of a lower quality) are produced in power reactors. After having been chemically separated from the irradiated nuclear fuel, plutonium may be converted into metallic form, which makes it most suitable for the manufacture of explosive devices.

---

6/ This section of the study is largely adapted from a report issued by the United Nations in 1968: Effects of the Possible Use of Nuclear Weapons and the Security and Economic Implications for States of the Acquisition and Further Development of These Weapons (United Nations publication, Sales No. E.68.IX.1; reprinted in Basic Problems of Disarmament, United Nations publication, Sales No. 70.I.14). See also the Comprehensive Study on Nuclear Weapons (United Nations publication, Sales No. E.81.I.11). Throughout the study, the terms "nuclear weapon", "nuclear bomb" and "nuclear device" are used interchangeably.

7/ In a more sophisticated thermonuclear or hydrogen bomb, nuclei of heavy hydrogen isotopes - deuterium and tritium - are fused together at the very high temperatures created by the fission process in uranium or plutonium.

21. In order to sustain the chain reaction in a fission explosion, it is necessary to have at least a given minimum amount of fissile material, the so-called critical mass. This mass depends upon the purity and density of the fissile material, its geometrical shape, the possible presence of neutron reflecting materials and other factors. The fissile material has to be brought together very quickly if the weapon is to explode with great force. Conventional explosives are used for this purpose, and the fissile material is thereby brought together, with or without compression, to a size which, for a plutonium bomb, needs to be no larger in volume than a man's fist. At this time the chain reaction is initiated. The 1968 United Nations study on nuclear weapons set 8 kg. of plutonium or 25 kg. of highly enriched uranium-235 as the amount necessary to achieve an explosion with a yield corresponding to 20 kt. of TNT explosive. 8/

22. In the specific case of Israel, the first requirement, that is, the possession of sufficient quantities of nuclear material of weapon-grade quality, is discussed in section B below. As to the second requirement for the manufacture of nuclear weapons, skilled personnel, the current level of openly available information in the areas of physical science and nuclear technology would provide scientists and engineers with the necessary knowledge. All the basic information required for the design and construction of a fission explosive is published in the open technical literature or may be derived therefrom by reasonably competent specialists. A wide international exchange of scientists in such nuclear technology areas as reactor technique, enrichment and reprocessing has created a situation in which personnel with the required qualifications are now available in a number of countries other than the nuclear-weapon States.

23. The need for equipment can be met in some cases through purchases abroad and in others by indigenous manufacture. While international control and safeguards play an important part in preventing the undeclared use of scientific equipment, the possibility cannot be entirely excluded that scientific equipment may be used at times for undeclared aims. The ancillary equipment and facilities required to make fission explosives can vary over a huge range of degrees of accessibility and

---

8/ If a fission device is accompanied by the heavy isotopes of hydrogen, the high temperature and pressure triggered by the explosion can cause the fusion of these isotopes into heavier ones, thereby releasing vast amounts of energy. Even though one fusion reaction releases less energy than one fission reaction, the amount of energy released per kilogram of nuclear explosive material can be more than four times as large in a fusion device as in a fission device.

The design of a thermonuclear (fusion) weapon is publicly less well known in all its details. The energy released comes both from the fission "trigger" and the fusion materials. A considerable amount of fission energy may also be added by surrounding the fusion weapon with a shell of uranium-238. The fission reactions give rise to much larger amounts of radioactivity than the fusion reactions. For this reason, thermonuclear weapons are sometimes spoken of as "clean" or "dirty" depending on what fraction of their total energy release derives from fission. Even a "clean" weapon generates some radioactivity, however, both as debris from the fission trigger and tritium and as "induced activity" caused by the massive outflux of neutrons from the explosion.

complexity, depending on the desired explosive characteristics, the degree of concern for the safety of the people involved, the time available to complete the process and a number of other factors. 9/

24. Finally, one has to consider that nuclear-weapon capability also implies the ability to construct nuclear explosive devices that can be delivered to a target as well as the possession of means for such delivery. Furthermore, a State aiming at nuclear-weapon status would need the capacity to produce the number of nuclear weapons that would be meaningful both from a political and a military point of view.

## B. Origins and history of Israel's nuclear development

### 1. Background

25. Israel has been involved since its establishment in nuclear research and development. A Department of Isotope Research was established in the Weizmann Institute in Rehovoth as early as 1949. 10/ This has been reported to include four laboratories dealing with applied nuclear physics, spectroscopy, electronics and nuclear magnetic resonance. 11/

26. Large-scale geological prospecting was initiated in the Negev desert in 1949 to determine the size of phosphate deposits and the uranium concentration in them. 12/ At about the same time, research on the production of heavy water began at the Weizmann Institute, and it was officially stated that Israel had acquired its own heavy-water production capacity on a pilot scale. 13/

27. As early as 1953, a co-operation agreement was concluded between the Israel Atomic Energy Commission and France's Commissariat à l'Energie Atomique, and co-operation under that agreement is said to have begun in the same year. 14/ Information about important aspects of that co-operation has never been made public officially, but it is known that the French Government agreed in 1957 to supply Israel with a nuclear facility (a 25 megawatt thermal research reactor using

---

9/ To produce the more advanced types of nuclear explosive devices, in particular hydrogen weapons utilizing the fusion reaction, the requirements are considerably greater than those arising in a programme aiming at the production of relatively unsophisticated nuclear explosive devices.

10/ Statement made by A. Eban on 15 November 1954 in the First Committee of the General Assembly contained in Official Records of the General Assembly, Ninth Session, First Committee, 716th meeting, pp. 335-337.

11/ Tempo, Milan, 15 December 1974.

12/ Eban, loc. cit., and F. Jabber, Israel and Nuclear Weapons (London: Chatto and Windus), p. 23 (referring to Michel Bar-Zohar, Suez-Ultra Secret, Paris: Fayard, 1964).

13/ Eban, loc. cit.

14/ Jerusalem Post, 16 November 1954; and F. Jabber, op. cit., pp. 20-21.

natural uranium and heavy water) at Dimona in the Negev desert. 15/ Later, in 1961, the French President is said to have made it clear to Israeli officials that this assistance was limited to the construction and operation of the reactor. 16/ The Dimona facility has never been subject to international controls or inspection. Visits were paid by American delegations from 1963 to 1969. United States officials were reported in 1969 as describing their visits as inadequate to guarantee that the reactor was used solely for peaceful purposes. There have apparently been no further visits of this kind since 1969. 17/

28. Under the United States Atoms for Peace Programme adopted by the Eisenhower administration, a United States-Israel agreement was signed on 12 July 1955. In accordance with the agreement, the United States provided Israel with a pool-type research reactor (IRR-1) with a capacity of 1 megawatt. 18/

29. This research reactor was set up at Nahal-Soreq. Until 1965, the Nahal-Soreq reactor remained under United States inspection; it was then placed under IAEA safeguards in accordance with the agreement concluded by the United States, Israel and IAEA on 18 June 1965 (IAEA-UNFCIRC/84). On 4 April 1975, the agreement was replaced by a similar agreement which was extended by a Protocol of 7 April 1977 (IAEA-UNFCIRC/249 and Add.1).

30. Initially, natural uranium supplies were reportedly obtained by Israel on the world market from a number of sources, mainly Western and African. 19/ Later, the Israelis are said to have also devised their own method of extracting uranium from the phosphate deposits in the Negev desert. 20/

---

15/ Goldschmidt, Bertrand, Le Défi Atomique, (Paris: Fayard, 1980), pp. 205-206.

16/ Goldschmidt, op. cit., p. 205. See also C. De Gaulle, Mémoires d'Espoir, (Paris: Plon, 1970). De Gaulle's own reference to these events is as follows: "... I put a stop to irregular dealings which had developed between Tel Aviv and Paris on the military plane ... In particular, French co-operation in the construction of a factory near Beersheba for the transformation of uranium into plutonium - from which, one fine day, atomic bombs might emerge - was brought to an end". (Memoirs of Hope, New York: Simon and Schuster, p. 266.)

17/ "For several years American technical experts have made inspection trips to the Dimona reactor. Each year they have reportedly been somewhat dissatisfied that their inspection was hurried and limited, but they have never reported finding any evidence of weapons-related research there. The 1969 inspection team complained in writing about the limitations on its inspections and reportedly stated that, for this reason, it could not guarantee that there was no weapon-related work at Dimona." (The New York Times, 18 July 1970).

18/ Text of the agreement in United States Treaties and Other International Agreements, vol. 6, part 2, 1955, pp. 2641-2646.

19/ Goldschmidt, op. cit., p. 206.

20/ Ketzinel, Z., "Uranium sources, production and demand in Israel," Proceedings of the Fourth International Conference on the Peaceful Uses of Atomic Energy, Geneva, 6-16 September 1971, vol 8, pp. 113-119; "Better Prospects for Phosphate Production", Nuclear Engineering International, June 1980.

31. By the mid-1960s, Israel's nuclear research programme had extended to all major areas of nuclear science and technology including various aspects of nuclear material production.

## 2. Nuclear facilities, activities and resources

### (a) Nuclear research activities

32. The basic components of Israel's nuclear infrastructure are the Israel Atomic Energy Commission and the National Council for Research and Development, which operate and supervise several nuclear research institutes and centres including the Department of Nuclear Science at the Weizmann Institute at Rehovoth, the Institute of Technology-Technion at Haifa, the Nuclear Research Center at Nahal-Soreq and the Dimona Centre. Additional research activities are said to be conducted by the Ministry of Defence. 21/

33. Extensive scientific contacts exist between Israel's nuclear scientists and those of many other countries. Israel has a considerable number of experts in nuclear physics, nuclear chemistry and other areas related to nuclear energy. Many of them have studied in other countries for long periods of time, and many are experts with high qualifications and long experience of work in the nuclear industry.

### (b) Reactors

#### (i) The Nahal-Soreq reactor - IRR-1

34. The Nahal-Soreq research reactor, IRR-1, is a pool-type light-water reactor, provided by the United States. The reactor, using 90 per cent enriched uranium, went into operation in June 1960 with a 1 megawatt capacity. By 1969, it had its capacity increased to 5 megawatts. 22/

#### (ii) The Dimona reactor - IRR-2

35. The Dimona reactor, a natural uranium research reactor, heavy-water moderated, had an initial thermal capacity of about 25 megawatts. The reactor, which went into operation in December 1963, was built with the help of French scientists and engineers. To fuel this reactor, an initial supply of 20 to 25 tons of uranium was needed. The annual production of plutonium from a reactor of this size might be 8 to 10 kilograms, which, when reprocessed, is close to what is thought to be required for the production of one plutonium atomic bomb (see paras. 17-24 above and para. 51 below).

---

21/ Jabber, op. cit., pp. 51-53.

22/ Power and Research Reactors in Member States, September 1969 edition (Vienna: IAEA, 1969).

36. It has recently been claimed that the capacity of the reactor may have been increased to 70 MW. 23/ If this is correct, annual plutonium production could have increased to about 25 kilograms, which would be enough to produce 3 bombs.

(c) Uranium extraction and production

37. In the early 1950s, a research and planning branch of the Israel Defence Ministry is said to have carried out a detailed survey of uranium resources in the Negev desert, and research was undertaken on the processing of low-grade uranium ores such as phosphates, which contain from 0.01 to 0.02 per cent of uranium. 24/ Israel is reported to be devising its own extraction processes which are specially applicable to types of phosphate rocks unsuitable for the usual fertilizer production. 25/ According to the same source, there are three phosphoric acid plants in Israel at present. Two small plants in Haifa will each be producing at full capacity about 15,000 tons of phosphoric acid ( $P_2O_5$ ) a year and the third, which started operation in 1972, in the southern part of Israel, will make about 160,000 tons  $P_2O_5$  a year. The uranium available from the three plants would be about 100 tons per year. In mid-1975, it was estimated that the phosphate reserves in the Negev contained from 30,000 to 60,000 tons of natural uranium. 26/

(d) Heavy water availability and production

38. As noted in paragraph 26 above, in November 1954, the then Permanent Representative of Israel, Abba Eban, officially stated in the First Committee of the General Assembly that a pilot plant for production of heavy water was already in operation in Israel. 27/ In 1979, the Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) reported that a small-scale facility, whose contractor and first year of operation are not known, existed in Israel, 28/

39. According to an official source, 29/ "the largest proportion of heavy water requirements for a HWR (heavy water reactor) programme is that for the initial

---

23/ "The Middle East's Nuclear Race", Foreign Report, The Economist, London, 13 August 1980.

24/ Eban, loc. cit.

25/ Ketzinel, Z., op. cit.

26/ Peleg, A., "Room for Only Two Power Stations on Israel's Coast", Maariv, 2 July 1975.

27/ Eban, op. cit.

28/ SIPRI Yearbook, 1979, pp. 315-316. SIPRI noted that "the facility may have been built in the early 1970s, as national control of heavy water exports got stricter. It is not known whether capacity has been sufficient to keep the Dimona reactor in operation after Norway declined further deliveries of heavy water in 1970".

29/ International Nuclear Fuel Cycle Evaluation, Fuel and Heavy Water Availability, Report of INFCE Working Group 1 (Vienna: IAEA, 1980).

inventory of new reactors. Makeup requirements are very small in comparison." Taking this into account, it may be concluded that loss through leaks and other likely losses could be replaced by purchase of small quantities of heavy water on the world market or by indigenous production.

40. Israel has also received some heavy water from the United States for research purposes and under safeguards. 30/

(e) Uranium enrichment

41. Research is said to be under way in Israel, as in some other countries, on new methods of enriching uranium through the use of laser beams for isotope separation. 31/ Such methods might have considerable economic advantages, including their potential efficiency and the savings of electricity in relation to other uranium enrichment techniques. It appears that this research is still at a laboratory stage. 32/

(f) Plutonium separation

42. It is widely assumed that the scientific nuclear programme of Israel includes some research into plutonium extraction. IAEA and SIPRI have reported that a pilot facility for the reprocessing of spent fuel exists in Israel. 33/ According to SIPRI, the principal equipment for the facility was supplied by a French firm. 34/ There is no official confirmation regarding the capacity of this facility, although there are reports that it is capable of handling up to 3,400 kilogramm of irradiated fuel a year from which it can extract from 4 to 5 kilogramm of plutonium. 35/ It is also possible to separate small quantities of plutonium in radiochemistry laboratories (so-called "hot cells"). Many advanced universities, in fact, possess radiochemistry laboratories where such work may be carried out on a small scale. For purposes of manufacturing nuclear weapons, it is technically desirable to achieve as high a fissile content of the plutonium (i.e. more than 90 per cent of the isotope 239) as possible. 36/

---

30/ United States Atomic Energy Commission, Annual Report 1966, cited in Jabber, op. cit., p. 23.

31/ Gillette, Robert. "Uranium Enrichment: Rumors of Israeli Progress with Lasers", Science, No. 183, March 1974.

32/ "Nuclear Power Issues and Choices", Report of the Nuclear Energy Policy Study Group, Cambridge, 1977; J. B. Yasinsky, "Nuclear Proliferation", Nuclear Energy Digest, No. 4, 1976 (Westinghouse Journal); see also J. Yager, editor, Non-Proliferation and U.S. Foreign Policy, Brookings Institution, 1980, p. 209.

33/ See International Atomic Energy Agency Bulletin, vol. 19, No. 5, p. 2; and SIPRI Yearbook, 1979, p. 314.

34/ SIPRI Yearbook, 1979, loc. cit.

35/ International Military Review (Moscow), No. 6, 1980, p. 20.

36/ Taylor, Theodore B., "Nuclear Safeguards", Annual Review of Nuclear Science, No. 25, 1975; see also A. De Volpi, Proliferation, Plutonium and Policy, Pergamon Press, 1979.

(g) Commercial programme

43. During President Nixon's administration, in 1974, Israel and the United States entered into discussions concerning U.S. aid in the construction of a 600-megawatt reactor. However, no final agreement was ever reached. Israeli scientists have stated that they are still interested in pursuing the project. 37/ Various proposals have been made since the 1960s for the installation of a large-scale seawater desalination facility to be coupled to a nuclear power reactor. No real forward movement has occurred on such projects.

(h) Availability of uranium

44. Besides the natural uranium which Israel is reported to have openly obtained from Western and African sources (see paras. 13 and 30 above), it may also be possible that South Africa has supplied additional quantities of natural uranium to Israel without any public announcement of such sales. There have further been unsubstantiated reports and allegations that the Dimona reactor has been fuelled with the help of 200 tons of uranium which were sold in 1968 by the Union Minière du Haut Katanga to an Italian firm and shipped from Antwerp to Genoa, but diverted somehow from the latter destination. 38/

45. There have further been reports of possible diversions of highly enriched uranium in the United States. These reports allege that such materials were diverted to Israel. 39/

C. Extent of the application of international safeguards to nuclear facilities and material in Israel

46. The safeguards applied in Israel by IAEA are limited to the research reactor supplied by the United States pursuant to its agreement for co-operation with that country (see para. 29 above) and to the nuclear material associated therewith.

---

37/ Adar, J., Nuclear Energy in Israel, prepared for Neeman Foundation, Technion, The Israel Institute for Technology; "Israel to Go Nuclear", Nuclear Engineering International, July 1980.

38/ See Leventhal, Paul, "International and National Responses to the Spread of Nuclear Energy and Nuclear Weapons", ECO Journal, 2 May 1977, Salzburg (paper presented to the Salzburg Conference for a Non-Nuclear Future, 29 April-1 May 1977); Davenport, Eddy and Gillman, The Plumbat Affair, Deutsch, London; Jacchia, E., Operation Plumbat, Editions du Seuil, Paris. Israel has denied these reports (Los Angeles Times, 29 April 1979).

39/ Burnham, David: "The Case of the Missing Uranium", The Atlantic, 1243, 4, 1979. U.S. Officials have denied such diversions; see "Washington Star", 23 March 1977. See also sect. V below.

/...

This includes ancillary facilities if they contain nuclear material from the research reactor and some other items supplied by the United States. The safeguards are applied pursuant to a trilateral agreement between the Governments of Israel and the United States and IAEA, initially concluded in 1965 (INFCIRC/84); this expired in 1975 and was replaced by a new agreement concluded that year (INFCIRC/249), which in turn was extended by a protocol of 1977 (INFCIRC/249/Add.1).

47. None of the other nuclear facilities that Israel is reported to possess is covered by international safeguards. Since Israel is not a party to any agreement by which it would undertake to notify IAEA of such further nuclear facilities, there is no official information about the larger part of Israel's present nuclear programme. In this situation it is impossible to ascertain authoritatively to what extent, if any, Israel's unsafeguarded nuclear facilities, including in particular the Dimona reactor and its associated installations, are used for the purpose of producing weapon-grade material.

48. In the opinion of the Group of Experts Israel has not only fallen short of subjecting all its own nuclear facilities to international inspection but has also acted to undermine the credibility of IAEA safeguards elsewhere in the region. The most dramatic Israeli attack on the credibility of IAEA safeguards was the bombing of the Iraqi nuclear facility in June 1981, despite IAEA assurances that it had inspected the Iraqi reactors and had not found evidence of any activity which was not in conformity with the non-proliferation Treaty. As the Director-General of IAEA put it, "from a point of principle, one can only conclude that it is the Agency's safeguards régime which has also been attacked". 40/

49. The Group of Experts considered that Israel had not offered the world community satisfactory assurance about the use it was making of its nuclear capabilities. After the Israeli Air Force's bombing attack on the Baghdad nuclear facility, it is unlikely that the world community will be content to accept unilateral judgement by Israel of the nuclear intentions of States in the Middle East, while exempting itself from offering greater reliability on this point. In the opinion of the Group of Experts, the raid on Iraq's reactor amounted to a unilateral veto on the acquisition of a nuclear capability by a State particularly distrusted by Israel, even though that State had accepted IAEA safeguards.

---

40/ IAEA press release PR 81/9, 9 June 1981. Further, as noted in paragraph 11 above, the Board of Governors of IAEA subsequently (12 June 1981), by a vote of 29 to 2, with 3 abstentions, adopted a resolution stating, in part, that Israel's military action had shown clear disregard for the Agency's safeguards régime and the non-proliferation Treaty and reaffirming its confidence in the effectiveness of the Agency's safeguards system as a reliable means of verifying peaceful use of a nuclear facility (Security Council document S/14532).

/...

### III. ISRAEL'S NUCLEAR-WEAPON POTENTIAL

#### A. Availability of necessary nuclear explosive materials

50. Calculating on the basis of its original capacity (which may have been increased) the Dimona reactor is capable of producing annually 8 to 10 kilograms of plutonium containing 70 per cent of the fissile isotope 239. In the period from 1963 to the present, around 100 kilograms could thus have been produced (assuming 6 to 8 months of operation a year). In light of the various possibilities of plutonium reprocessing listed in paragraph 42 above, it is physically possible that Israel now processes enough separated plutonium to manufacture 10 to 15 nuclear warheads.

51. In assessing a possible nuclear weapons capacity on the part of Israel, consideration may also have to be given to the allegations that important quantities of highly enriched uranium may be missing from a nuclear installation in the United States and might have been diverted to Israel (see para. 45 above and sect. V). Estimates of the amount of material possibly diverted range as high as 200 lbs, which would be enough for several bombs.

52. Another way for Israel to obtain enriched uranium would be to undertake this process itself, enriching natural uranium obtained from abroad or extracted from the deposits it is reported to possess. This possibility may be more relevant in the future, given the potential feasibility of enrichment processes involving smaller and relatively inexpensive systems. One of the concerns about world-wide proliferation is that the spread of advanced enrichment technology may make bombs easier to manufacture in many places.

53. The centrifuge method and the use of jet nozzles have already been proven in practice elsewhere but there is no indication that Israel is constructing installations of that kind. As indicated in paragraph 41 above, Israeli researchers are reported to have been engaged in work on laser enrichment, but this appears to be in a laboratory stage. Israel's laboratory-scale laser enrichment facilities might be capable of producing small amounts of highly enriched uranium, perhaps 2 to 3 kilograms per year. <sup>41/</sup> Considering the time span of seven years (1974-1980), it is physically possible that Israel may have enriched uranium in the quantity necessary to make one bomb. If this technology is developed further, Israel's nuclear weapons potential would increase more rapidly.

54. As enrichment technology spreads elsewhere abroad, the possibilities of foreign supply of enriched uranium will increase. Concerns over possible Israeli nuclear co-operation with foreign powers have been particularly acute with regard to

---

<sup>41/</sup> To produce weapons-grade highly enriched uranium containing more than 90 per cent of isotope 235, the amount of separative work needed is approximately 200 separative work units (SWU)/kilogram. Cf. Friedman, Todd, "Israel's Nuclear Option", Bulletin of the Atomic Scientists, September 1974, and "L'Enrichissement Isotopique de l'Uranium", report of the Commissariat à l'Energie Atomique, France, 1980.

South Africa, which has openly stated that it is developing an indigenous "jet nozzle" capability for uranium enrichment.

B. Capability to design and produce nuclear explosive devices

55. There is widespread agreement among technical experts that, given Israel's nuclear activities and level of expertise, it is capable of manufacturing nuclear explosive devices. Some of these experts consider that Israel is capable of assembling a number of nuclear explosive devices within weeks or perhaps even days. 42/

56. There remains the important fact that there has so far been no indication that Israel has ever carried out a nuclear test explosion. Some analysts regard as unwarranted the assumption that such a test detonation would be required for a country like Israel to be sure that it has a workable nuclear weapon. These analysts point out that even the very first type of nuclear weapon to be used in combat, the American uranium bomb dropped on Hiroshima, had not been so tested (the American test-explosion at Alamogordo had involved a plutonium device, similar to the bomb that was dropped on Nagasaki). Moreover, it is the view of these experts that in the 35 years that have since passed, the field of nuclear explosives design has undoubtedly developed ways, including the use of computer simulations, to be assured that a given type of bomb would work without an actual prior test-detonation. 43/ Other experts regard this assumption as unwarranted. 44/

C. Means of delivery

57. Israel possesses various means by which it could deliver nuclear weapons to a target. The distances between Israel and the conceivable targets in the region are all reasonably short, so that modern aircraft and missiles designed to deliver conventional warheads would suffice also to deliver nuclear bombs. Thus, nuclear bombs could be delivered to their targets by such aircraft as the A-4, Phantom, Mirage and Kfir types, which are part of the Israel Air Force.

58. By the late 1960s, Israel had also developed a missile of its own design, the Jericho. This missile has a range of some 450 kilometres and can carry a 5 to 7 kilogram warhead. 45/

---

42/ See Alexander De Volpi, Proliferation, Plutonium and Policy, Pergamon Press, 1979; J. Yager, Editor, Non-Proliferation and U.S. Foreign Policy, Brookings Institution, 1980.

43/ See F. Jabber, op. cit., pp. 79-80; T. Friedman, op. cit., p. 33.

44/ See Wm. Epstein, "Nuclear Free Zones," Christian Science Monitor, 5 August 1980, p. 22.

45/ SIPRI Yearbook 1973, p. 371.

#### IV. FACTORS AFFECTING ISRAEL'S NUCLEAR POLICY

##### A. Israel's nuclear posture

59. A nation's decision to manufacture nuclear weapons depends on its capabilities, incentives and disincentives. This discussion does not imply that a particular development will necessarily occur in the future.

60. Israel, like other States that may possess a nuclear or near-nuclear capability, can exercise one of a number of nuclear policy options. It may eschew nuclear weapons altogether; it may openly cross the nuclear weapons threshold by exploding a nuclear device or by announcing that it possesses nuclear weapons; it may acquire such weapons and deny that it possesses them; or it may acquire a nuclear weapon potential just short of actual possession of nuclear weapons and maintain a posture of ambiguity.

61. A survey of the official and unofficial statements of Israeli policy-makers on Israel's nuclear policy would indicate that Israel's nuclear posture fits either of the last two categories. On 24 December 1965, the Minister for Labour, Mr. Y. Allon, was quoted as saying that "Israel will not be the first to introduce nuclear weapons into the Middle East, but it will not be the second either". <sup>46/</sup> In 1974, President E. Katzir, according to the Washington Post (3 December 1974), stated that Israel "has the potential" to build nuclear weapons and could do so "within a reasonable period of time". On 7 September 1975, the Prime Minister, Mr. Y. Rabin, speaking on the ABC television programme Issues and Answers, said that Israel was "a non-nuclear country" and "it will not be the first to introduce nuclear weapons into the area". On 29 September 1980, Mr. Y. Shamir, Israel's Foreign Minister, stated in the General Assembly that "Israel will not be the first to introduce nuclear weapons into the Arab-Israel dispute" (A/35/PV.15, p. 27). <sup>47/</sup>

62. Thus, in its declared policy in the past two decades, Israel has not categorically renounced nuclear weapons. But neither has it chosen to make a demonstration of its nuclear explosive capability, nor has it developed a demonstrable nuclear armament force. Furthermore, at the thirty-fifth session of the General Assembly, Israel for the first time joined the consensus vote on Assembly resolution 35/147, entitled "Establishment of a nuclear-weapon-free zone in the region of the Middle East". In paragraph 2 of that resolution, the Assembly invited Middle East States directly concerned "pending the establishment of such a zone in the Middle East and during the process of its establishment, to declare solemnly that they will refrain, on a reciprocal basis, from producing, acquiring or in any other way possessing nuclear weapons and nuclear explosive devices". <sup>48/</sup>

---

<sup>46/</sup> Jewish Observer, 24 December 1965.

<sup>47/</sup> It should be noted, however, that in the past Israeli officials have on occasion categorically denied the possession or intention to employ nuclear weapons. Thus, the Prime Minister Mrs. Golda Meier stated in May 1969: "Israel has no nuclear bomb, Israel has no intention of using nuclear bombs." (International Herald Tribune, 10-11 May 1969).

<sup>48/</sup> It may be noted that no declarations of this kind have been made as of June 1981.

63. Israel has tended to approach the questions of both the non-proliferation Treaty and a nuclear-weapon-free zone on the basis of prior attainment of peace with the Arab States. In other words, according to this approach, once the region is at peace it can then renounce nuclear weapons, for they would no longer be needed. 49/

B. Disincentives against possession of nuclear weapons

64. Among the considerations that might, in the view of some experts, discourage Israel from possessing nuclear weapons, are the following:

(a) Israel has few, if any plausible military uses for nuclear weapons. Use of nuclear weapons against Arab military or civilian targets would serve no military purpose which could not be served by conventional forces;

(b) Israel has a great deal to lose if it moves beyond its present stance of nuclear ambiguity into a declared or manifest nuclear weapon force status. It might alienate crucial outside support in terms of arms supply, moral and diplomatic support, and economic aid;

(c) Israel could start a nuclear arms race in the region and would expose itself to diplomatic, economic, and possibly military retaliation by Arab and, conceivably, other States.

C. Incentives to possession of nuclear weapons

65. Among the factors that might, in the view of some experts, encourage Israel to possess nuclear weapons are the following:

(a) Israel may see the possession of nuclear weapons as the ultimate deterrent to a conventional military attack that could threaten to destroy it as a State or as a presumed defence against the possibility of future Arab military superiority in conventional terms;

(b) Israel may feel it cannot indefinitely take for granted adequate external supplies of conventional weapons and that it may need to have its own weapon of last resort;

(c) It may regard the possession of nuclear weapons as the only adequate guarantee of its security in the face of a perceived possibility that one or more of its hostile neighbours may acquire nuclear weapons;

---

49/ As Prime Minister Begin is reported to have said in June 1981, Israel would be prepared even to sign the non-proliferation Treaty once the Arab countries made peace (International Herald Tribune, 9 June 1981).

(d) It is also argued by some that Israel is pursuing an aggressive policy (with regard to its Arab neighbours) and that its land policy, in the occupied territories, including the policy of establishing Jewish settlements, is one of "creeping annexation". The acquisition of a significant level of nuclear armament may be regarded as a necessary part of the attitude of territorial expansion;

(e) It may regard the possession of nuclear weapons as a means of military and political pressure on its regional neighbours.

#### D. Incentives for a posture of ambiguity

66. Among the factors which might encourage Israel to maintain a posture of ambiguity are the following:

(a) It may see the "bargaining chip" of a nuclear weapons capability which has not yet been exploited as a means of inducing greater economic or conventional military assistance from its supporters abroad;

(b) It might regard the decision to cross the nuclear weapons threshold as irreversible, while to stand back from the acquisition of nuclear weapons allows it to keep all its options open.

67. Israel has not announced a nuclear weapon programme, nor is there advocacy of the desirability of nuclear weapons by the Government. Neither is there evidence of the existence of a deployed Israeli nuclear force. However, Israel has, through its nuclear activities, through its ambiguous nuclear policy statements, through its refusal either to deny or to confirm reports about its nuclear activities, and through its refusal to adhere to the non-proliferation Treaty or otherwise accept safeguards on all its nuclear activities, conveyed the strong impression that it possesses a nuclear-weapon potential. This may well be regarded by Israel as a deterrence posture.

68. Finally, Israel's posture of ambiguity has apparently created enough uncertainty to persuade the General Assembly of the need for the present study.

#### V. INTERNATIONAL REPORTS CONCERNING ISRAELI NUCLEAR ARMAMENT

69. Over the last ten or fifteen years many accounts have appeared in the press, in other information media, in academic journals and in books, to the effect that Israel has already acquired nuclear weapons. As early as 17 July 1970, the New York Times published an article referring to United States national intelligence assessments and stating that it was assumed by the United States Government that Israel "either possessed an atomic bomb or has component parts available for quick assembly". A number of such reports, sometimes quoting from documents allegedly originating with the United States Central Intelligence Agency,

/...

have since appeared at intervals, particularly in American media. 50/ Reports to the same effect have also been published in other countries, e.g., Der Spiegel (Federal Republic of Germany), 5 May 1968; New Times (Moscow), No. 39, September 1977; and Foreign Report (London), 13 August 1980.

70. While such reports cannot be ignored, it is difficult to make an over-all assessment of their credibility. A number of experts therefore regard them as inconclusive.

## VI. CONCLUSIONS

71. In carrying out its mandate to study the question of Israeli nuclear armament, the Group of Experts has sought to make its evaluation as factual and concise as possible on the basis of available information. However, because of gaps in the availability of reliable information, some of the specific assessments may be subject to an element of uncertainty.

72. Ever since its establishment, Israel has been actively engaged in various aspects of nuclear research. It has reportedly developed its own sources of uranium and has acquired expertise of various processes that make up the nuclear fuel cycle. Especially in the decades of the 1950s and 1960s, Israel has maintained close co-operation in the nuclear field with several countries which have helped it in acquiring its nuclear expertise and which have supplied nuclear equipment, materials and technology.

73. All the known nuclear facilities in the territories of the Middle East States are subject to international safeguards. The exceptions are a small research reactor in Egypt and the Israeli research reactor at Dimona and its related facilities. 51/

74. Israel's authorities have not supplied information on the major part of its nuclear programme and activities; in particular critical details about Israel's unsafeguarded Dimona nuclear centre are kept secret. This makes it difficult to make an accurate assessment of the nature of Israel's actual nuclear development and capability.

75. On the basis of what is known about the facilities at Dimona, (the existence of a natural uranium research reactor, with a capacity of about 25 MW (th)

---

50/ On 26 January 1978 the United States Central Intelligence Agency released a memorandum dated 4 September 1974 entitled "Prospects for Further Proliferation of Nuclear Weapons" in which it stated: "We believe that Israel already has produced nuclear weapons" (New York Times, 28 January 1978). Most recently, a former senior CIA official repeated in an ABC television programme of 27 April 1981 that he and his colleagues believed in 1968 that the "likely case" was that the Israelis were fabricating nuclear weapons. See also Time, 12 April 1976, and The Washington Post, 15 March 1976, p. A2.

51/ It was announced on 30 June 1981 (IAEAPR/81/15) that negotiations between Egypt and IAEA on a safeguards agreement covering the Egyptian reactor had been successfully completed.

pilot reprocessing facility, hot laboratories), the physical possibility exists that Israel may already have enough weapons-grade materials for making several bombs comparable to the bomb dropped on Nagasaki.

76. Israel is reported to be engaged in uranium-enrichment research, specifically on laser isotope separation techniques.

77. Delivery systems would not constitute a major problem, given the short distances between Israel and the conceivable targets in the region. Its existing aircraft and missiles could deliver nuclear warheads.

78. Thus, there is no doubt that Israel has the technical capability to manufacture nuclear weapons and possesses the means of delivery of such weapons to targets in the area. To recapitulate: Israel has an unsafeguarded reactor capable of producing considerable amounts of plutonium and has some means of separating plutonium from irradiated uranium fuel. It has the technological skills and expertise as well as the technical infrastructure required to manufacture nuclear weapons. Since the greater part of Israel's nuclear programme is not under safeguards, and since few technical details about that programme have been made publicly available, it is difficult to assess the full extent of Israel's actual nuclear activity. However, since 1964, when Dimona went into operation, Israel could have produced sufficient weapons-grade plutonium for a significant number of explosive devices.

79. Israel's official statements on its plans and intentions with regard to the possession of nuclear weapons have often been equivocal and have provided little definitive information. It has repeatedly utilized the formula that "Israel will not be the first to introduce nuclear weapons into the Middle East". At the same time, however, Israel has refused to sign and ratify the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons or otherwise to place all of its nuclear facilities under international safeguards. Israel has not only failed to submit all its own nuclear facilities to international inspection, but has also appeared to undermine the credibility of IAEA safeguards in the region, in particular by the bombing of an Iraqi nuclear reactor, which was under IAEA safeguards.

80. Meanwhile, there have been official and unofficial statements and reports in a number of countries that Israel has already crossed the nuclear-weapon threshold. Discussion of these issues must take account of the political, military and geographic circumstances of the region. Whereas Israel could be moved by a number of cogent arguments to refrain from the acquisition of nuclear weapons, various considerations may be thought to prompt it to acquire nuclear weapons. In fact, Israel appears to have a posture of deliberate ambiguity on this subject, which has contributed considerably to the alarm in the region and to the concern of the world community.

81. The Group of Experts believes that this deliberate ambiguity is or may be a factor contributing to instability in the region and could be an obstacle to the creation of the confidence necessary to achieve a political settlement there.

/...

82. On the basis of the available authoritative information, the Group of Experts is unable to conclude definitively whether or not Israel is at present in the possession of nuclear weapons. There are, however, significant indications that Israel reached the threshold of becoming a nuclear-weapon State at least a decade ago. Taking into account its nuclear facilities, the availability of nuclear material required for their operation, the existence of scientific and technical knowledge and the presence of an adequate number of trained and experienced staff, the Group of Experts wishes to emphasize that they do not doubt that Israel, if it has not already crossed that threshold, has the capability to manufacture nuclear weapons within a very short time.

83. The Group of Experts considers that the possession of nuclear weapons by Israel would be a seriously destabilizing factor in the already tense situation prevailing in the Middle East, in addition to being a serious danger to the cause of non-proliferation in general. However, they wish to add the final observation that, it would, in their view, contribute to avoiding the danger of a nuclear arms race in the region of the Middle East if Israel should renounce, without delay, the possession of or any intention to possess nuclear weapons, submitting all its nuclear activities to international safeguards, through adherence to a nuclear-weapon-free zone in accordance with paragraphs 60 to 63 of the Final Document of the first special session of the General Assembly devoted to disarmament (resolution S-10/2) and with Assembly resolution 35/147, 52/ through accession to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons, or by unilaterally accepting such safeguards.

-----

---

52/ In this connexion, the Group of Experts has noted with interest the suggestion made by Egypt in its letter of 20 April 1981 addressed to the Secretary-General (A/36/220). See para. 9 above.



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
GENERALE  
A/36/757  
4 décembre 1981  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

UN/SA 1981/10

Trente-sixième session  
Point 56 de l'ordre du jour

ARMEMENT NUCLEAIRE ISRAELIEN

Rapport de la Première Commission

Rapporteur : M. Alemayehu MAKONNEN (Ethiopie)

I. INTRODUCTION

1. La question intitulée "Armement nucléaire israélien : rapport du Secrétaire général" a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la trente-sixième session conformément à la résolution 35/157 de l'Assemblée générale en date du 12 décembre 1980.
2. A sa 4ème séance plénière, le 18 septembre 1981, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Bureau, a décidé d'inscrire cette question à son ordre du jour et de la renvoyer à la Première Commission.
3. A sa 2ème séance, le 7 octobre 1981, la Première Commission a décidé de tenir un débat général commun sur les questions relatives au désarmement dont l'examen lui avait été confié, à savoir les points 39 à 56, 128 et 135 de l'ordre du jour. Le débat général sur ces questions a eu lieu de la 3ème à la 26ème séance, du 19 octobre au 4 novembre (voir A/C.1/36/PV.3 à 26).
4. Pour l'examen du point 56, la Première Commission était saisie des documents suivants :
  - a) Lettre datée du 25 mars 1981, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Arabie saoudite auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant les résolutions de la Conférence islamique (A/36/138);
  - b) Lettre datée du 12 juin 1981, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Yémen auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/36/320);
  - c) Lettre datée du 5 août 1981, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant les résolutions de la Conférence islamique (A/36/421 et Corr.1);

81-34628

/...

d) Rapport du Secrétaire général (A/36/431);

e) Lettre datée du 30 septembre 1981, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant un communiqué des pays non alignés (A/36/566).

## II. EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION A/C.1/36/L.30

5. Le 16 novembre, un projet de résolution (A/C.1/36/L.30) a été déposé par Bahreïn, les Emirats arabes unis, l'Iraq, la Jamhiriya arabe libyenne, la Jordanie, le Liban, le Maroc, Oman, Qatar, le Soudan, le Yémen et le Yémen démocratique, auxquels la Mauritanie et le Tchad se sont joints par la suite. Le projet de résolution a été présenté par le représentant de l'Iraq à la 38ème séance, le 20 novembre.

6. A sa 42ème séance, le 24 novembre, la Commission a voté sur le projet de résolution; les résultats du vote ont été les suivants :

a) Les paragraphes 5, 6 et 7 du dispositif ont été adoptés par 82 voix contre 17, avec 25 abstentions. Il a été procédé au vote enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bulgarie, Burundi, Cap-Vert, Chine, Chypre, Congo, Cuba, Djibouti, Emirats arabes unis, Ethiopie, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Liban, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie du Cameroun, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tchad, Tchécoslovaquie, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zambie.

Ont voté contre : Allemagne, République fédérale d', Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, France, Haïti, Irlande, Islande, Israël, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède.

/...

Se sont abstenus : Argentine, Australie, Bahamas, Birmanie, Brésil, Chili, Côte d'Ivoire, Egypte, Equateur, Espagne, Fidji, Finlande, Gabon, Guatemala, Jamaïque, Japon, Lesotho, Népal, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Swaziland, Thaïlande, Uruguay, Zaïre.

b) L'ensemble du projet de résolution A/C.1/36/L.30 a été adopté par 93 voix contre 2, avec 32 abstentions 1/ (voir par. 7). Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Brésil, Bulgarie, Burundi, Cap-Vert, Chine, Chypre, Congo, Cuba, Djibouti, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Ethiopie, Gabon, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialistes soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie du Cameroun, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zambie.

Ont voté contre : Etats-Unis d'Amérique, Israël.

Se sont abstenus : Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Belgique, Birmanie, Canada, Chili, Côte d'Ivoire, Danemark, Egypte, Fidji, Finlande, France, Guatemala, Haïti, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Népal, Norvège, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Swaziland, Uruguay, Zaïre.

### III. RECOMMANDATION DE LA PREMIERE COMMISSION

La Première Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

1/ Par la suite, la délégation de la République dominicaine a indiqué qu'elle avait eu l'intention de s'abstenir.

/...

Armement nucléaire israélien

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions pertinentes sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient,

Rappelant également sa résolution 33/71 A du 14 décembre 1978 sur la collaboration militaire et nucléaire avec Israël et ses résolutions 34/89 du 11 décembre 1979 et 35/157 du 12 décembre 1980 sur l'armement nucléaire israélien,

Alarmée par les éléments de preuve de plus en plus nombreux sur les tentatives faites par Israël pour acquérir des armes nucléaires,

Notant avec préoccupation qu'Israël a refusé avec persistance d'adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires malgré les appels réitérés de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité l'invitant à placer ses installations nucléaires sous les garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique,

Rappelant la résolution 437 (1981) du Conseil de sécurité en date du 19 juin 1981,

Rappelant la résolution adoptée le 12 juin 1981 par le Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique 2/ et la résolution GC (XXV)/RES/381 adoptée le 26 septembre 1981 par la Conférence générale de l'Agence qui a notamment considéré l'acte d'agression israélien comme une attaque contre l'Agence et son régime de garanties et décidé de suspendre l'octroi d'une assistance à Israël,

Rappelant sa condamnation réitérée de la collaboration nucléaire entre Israël et l'Afrique du Sud,

Prenant note du rapport du Secrétaire général sur l'armement nucléaire israélien 3/,

1. Exprime sa satisfaction au Secrétaire général pour son rapport sur l'armement nucléaire israélien;

2. Exprime sa profonde inquiétude devant le fait que le rapport a établi qu'Israël a la capacité technique de fabriquer des armes nucléaires et possède des vecteurs d'armes nucléaires;

---

2/ Voir GC (XXV)/643.

3/ A/36/431.

/...

3. Exprime également sa profonde préoccupation devant le fait qu'Israël a porté atteinte à la crédibilité des garanties de l'AIEA, notamment en bombardant les installations nucléaires iraqiennes qui étaient soumises aux garanties de l'AIEA;

4. Réaffirme que l'attaque d'Israël contre les installations nucléaires iraqiennes et la capacité d'Israël constituent un grave facteur de déstabilisation dans la situation déjà tendue au Moyen-Orient, ainsi qu'un grave danger pour la pax et la sécurité internationales;

5. Prie le Conseil de sécurité d'interdire toutes les formes de coopération avec Israël dans le domaine nucléaire;

6. Demande à tous les Etats et autres parties et institutions de mettre fin immédiatement à toute collaboration nucléaire avec Israël;

7. Prie le Conseil de sécurité d'entreprendre une action coercitive efficace contre Israël pour l'empêcher de mettre en danger la paix et la sécurité internationales par sa capacité de production d'armes nucléaires;

8. Exige qu'Israël renonce, sans retard, à toute possession d'armes nucléaires et soumette toutes ses activités nucléaires aux garanties internationales;

9. Prie le Secrétaire général de faire connaître le plus largement possible le rapport sur l'armement nucléaire israélien et de le distribuer aux Etats Membres, aux institutions spécialisées, à l'AIEA et aux organisations non gouvernementales afin que la communauté internationale et l'opinion publique soient pleinement conscientes du danger inhérent à la capacité nucléaire d'Israël;

10. Prie également le Secrétaire général de suivre de près l'activité nucléaire militaire israélienne et de faire rapport à ce sujet en tant que de besoin;

11. Prie également le Secrétaire général de transmettre le rapport sur l'armement nucléaire israélien à l'Assemblée générale lors de sa deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement;

12. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la trente-septième session la question intitulée "Armement nucléaire israélien".

-----



**Assemblée générale**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/42/581  
16 octobre 1987  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session  
Point 68 de l'ordre du jour

**ARMEMENT NUCLEAIRE D'ISRAEL**

Rapport du Secrétaire général

**TABLE DES MATIERES**

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION .....	1 - 5	3
II. LES INQUIETUDES DES NATIONS UNIES AU SUJET DE L'ARMEMENT NUCLEAIRE ISRAELIEN ET QUESTIONS CONNEXES .....	6 - 21	5
A. Résolutions de l'Assemblée générale relatives à la question de l'armement nucléaire israélien et de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient .....	6 - 13	5
B. Osirak .....	14 - 15	7
C. Mesures prises par l'AIEA .....	16 - 21	7
III. VUES DES ETATS MEMBRES .....	22 - 25	8
IV. NATURE DES INFORMATIONS RELATIVES A L'ARMEMENT NUCLEAIRE ISRAELIEN .....	26 - 28	9
V. DEVELOPPEMENT NUCLEAIRE ISRAELIEN .....	29 - 43	10
A. Installations, activités et ressources nucléaires ..	29 - 41	10
1. Activités de recherche nucléaire .....	29	10
2. Réacteurs nucléaires .....	30 - 32	10

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
3. Extraction et production d'uranium .....	33 - 34	11
4. Disponibilité et production d'eau lourde .....	35 - 38	11
5. Enrichissement de l'uranium .....	39	12
6. Séparation du plutonium .....	40 - 41	12
B. Portée de l'application des garanties inter- nationales aux installations et matières nucléaires en Israël .....	42 - 43	12
VI. POTENTIEL D'ISRAEL EN MATIERE D'ARMES NUCLEAIRES .....	44 - 49	13
A. Capacité en matière d'armes nucléaires .....	44 - 46	13
B. Vecteurs .....	47 - 49	14
VII. RESUME .....	50	14

## I. INTRODUCTION

1. Par sa résolution 41/93 du 4 décembre 1986, l'Assemblée générale a, entre autres choses, prié le Secrétaire général de suivre de près les activités nucléaires d'Israël compte tenu des informations les plus récentes, de mettre à jour l'Etude sur l'armement nucléaire israélien 1/ et de la présenter à l'Assemblée à sa quarante-deuxième session.

2. L'étude intitulée "Armement nucléaire israélien" a été établie par le Secrétaire général en application de la résolution 34/89, du 11 décembre 1979, avec le concours d'experts qualifiés et a été présentée à l'Assemblée générale à sa trente-sixième session en 1981. Elle contenait des données factuelles, des analyses et une évaluation de la situation sur la période allant jusqu'en juin 1981 et se terminait par un certain nombre de conclusions dont on trouvera ci-après des extraits :

"Dans l'exécution de son mandat - étudier la question de l'armement nucléaire israélien - le Groupe d'experts s'est efforcé d'établir une analyse aussi factuelle et concise que possible, compte tenu des renseignements dont il disposait. Toutefois, du fait que les données fiables sont incomplètes, certaines des évaluations spécifiques peuvent comporter un élément d'incertitude.

...

Il ne fait donc aucun doute qu'Israël a la capacité technique de fabriquer des armes nucléaires et possède les vecteurs nécessaires pour lancer ces armes sur des cibles situées dans la région. En résumé, Israël a un réacteur hors garanties capable de produire des quantités considérables de plutonium et est certainement capable de séparer le plutonium de l'uranium irradié. Il dispose des techniciens, des compétences et de l'infrastructure techniques nécessaires pour fabriquer des armes nucléaires. Comme la plus grande partie du programme nucléaire israélien n'est pas soumis aux garanties et que peu de détails techniques concernant ce programme ont été communiqués au public, il est difficile d'évaluer pleinement l'ampleur des activités réellement entreprises par Israël dans le domaine nucléaire. Toutefois, depuis 1964, date à laquelle le centre de Dimona est entré en service, Israël aurait pu produire suffisamment de plutonium de qualité militaire pour fabriquer un grand nombre d'engins explosifs.

Les déclarations officielles d'Israël sur ses projets et intentions en ce qui concerne l'acquisition d'armes nucléaires ont souvent été ambiguës et n'ont fourni que peu d'informations précises. Israël a maintes fois affirmé qu'il 'ne serait pas le premier à introduire des armes nucléaires au Moyen-Orient'. Toutefois, dans le même temps, ce pays a refusé de signer et de ratifier le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ou de soumettre toutes ses installations nucléaires aux garanties internationales. Non seulement, Israël n'a pas accepté de soumettre toutes ses installations nucléaires à un contrôle international, mais il semble qu'il ait également compromis la crédibilité des garanties de l'AIEA dans la région, en particulier lorsqu'il a bombardé le réacteur nucléaire iraquien qui était couvert par garanties de l'AIEA.

Parallèlement, d'après certaines déclarations et informations officielles et officieuses émanant de plusieurs pays, Israël aurait déjà franchi le seuil nucléaire. Lors de l'examen de ces questions, il convient de tenir compte de la situation politique, militaire et géographique de la région. Si un certain nombre d'arguments de poids pouvaient convaincre Israël de s'abstenir d'acquérir des armes nucléaires, il existe en revanche plusieurs considérations pouvant l'inciter à le faire. En fait, Israël semble avoir adopté une position délibérément ambiguë sur cette question, ce qui a contribué considérablement à jeter le trouble dans la région et à susciter l'inquiétude de la communauté internationale.

De l'avis du Groupe d'experts, cette ambiguïté délibérée est ou peut être un facteur contribuant à l'instabilité de la région et pourrait constituer un obstacle à la création du climat de confiance nécessaire pour parvenir à un règlement politique de la situation dans cette région.

Sur la base des renseignements qui lui ont été communiqués de source autorisée, le Groupe d'experts n'est pas en mesure d'établir avec certitude si à l'heure actuelle Israël possède ou non des armes nucléaires. Par contre, de nombreux éléments donnent à penser qu'Israël était sur le point de devenir un Etat nucléaire il y a au moins 10 ans. Compte tenu de ses installations nucléaires, de l'existence des matériaux nucléaires nécessaires à leur fonctionnement, ainsi que des connaissances scientifiques et techniques requises, et de la présence d'un nombre suffisant de personnel formé et expérimenté, le Groupe d'experts tient à souligner qu'il ne doute pas que si Israël n'a pas déjà franchi ce seuil, il a la capacité de fabriquer des armes nucléaires à très brève échéance."

3. Dans sa résolution 39/147, en date du 17 décembre 1984, l'Assemblée générale a notamment prié l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement (IRNUD) d'établir, en collaboration avec le Département des affaires de désarmement du Secrétariat et en consultation avec la Ligue des Etats arabes et l'Organisation de l'unité africaine (OUA), un rapport contenant des données et autres renseignements pertinents sur l'armement nucléaire israélien et tout autre élément nouveau relevant du domaine nucléaire. Ce rapport (A/40/520, annexe) a été soumis à l'Assemblée générale à sa quarantième session en 1985. Il fournissait des données et d'autres informations relatives à l'armement nucléaire d'Israël et aux progrès de ce pays dans le secteur nucléaire compte tenu des rapports du Secrétaire général sur la question et des informations fournies par l'AIEA sur le sujet. Ses principales conclusions étaient les suivantes :

"Les éléments contenus dans le présent rapport confirment les conclusions du rapport du Secrétaire général sur l'armement nucléaire israélien (A/36/431) ...

Israël n'a pas donné suite à la demande qui lui a été faite par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale des Nations Unies de soumettre toutes ses activités nucléaires aux garanties internationales. La plupart des données concernant les activités nucléaires d'Israël étant tenues secrètes, il est difficile, compte tenu du nombre limité d'informations fiables, de tirer des conclusions définitives."

4. Le présent rapport est soumis à l'Assemblée générale en application de sa résolution 41/937. Dans l'accomplissement de son mandat, le Secrétaire général a, par note verbale du 27 avril 1987, appelé l'attention tous les Etats Membres sur le paragraphe 7 de la résolution, indiquant que dans le contexte de la demande contenue dans ce paragraphe il leur serait reconnaissant de bien vouloir lui communiquer tout renseignement spécifique de nature à contribuer à la mise à jour du rapport de 1981. Des réponses à la note verbale ont été reçues des Gouvernements du Bangladesh, de l'Iraq et d'Israël. Dans des lettres adressées le 5 mai 1987, à la Ligue des Etats arabes et à l'OUA, le Secrétaire général a également indiqué qu'il aimerait recevoir toute information pertinente que ces organisations pourraient souhaiter lui communiquer sur la question. Une réponse a été reçue de l'AIEA.

5. Pour établir le présent rapport, le Secrétaire général s'est servi, outre les réponses qui lui ont été adressées, d'informations accessibles au public couvrant la période écoulée depuis l'étude de 1981.

## II. LES INQUIETUDES DES NATIONS UNIES AU SUJET DE L'ARMEMENT NUCLEAIRE ISRAELIEN ET QUESTIONS CONNEXES

### A. Résolutions de l'Assemblée générale relatives à la question de l'armement nucléaire israélien et de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient

6. A sa trente-sixième session, après avoir examiné le rapport du Secrétaire général sur l'armement nucléaire israélien (A/36/431), l'Assemblée générale a adopté la résolution 36/98 en date du 9 décembre 1981, par laquelle elle exprimait sa profonde inquiétude devant le fait que le rapport ait établi qu'Israël avait la capacité technique de fabriquer des armes nucléaires et possédait des vecteurs d'armes nucléaires. Elle priait, entre autres, le Conseil de sécurité d'interdire toutes les formes de coopération avec Israël dans le domaine nucléaire et demandait à tous les Etats et autres parties et institutions de mettre fin immédiatement à toute collaboration nucléaire avec Israël, priait le Conseil de sécurité d'entreprendre une action coercitive efficace contre Israël pour l'empêcher de mettre en danger la paix et la sécurité internationales par sa capacité de production d'armes nucléaires et exigeait qu'Israël renonce sans retard, à toute possession d'armes nucléaires et soumette toutes ses activités nucléaires aux garanties internationales. Elle priait en outre le Secrétaire général de suivre de près l'activité nucléaire militaire israélienne et de faire rapport à ce sujet selon qu'il conviendrait.

7. Depuis 1981 et sa résolution 36/98, l'Assemblée générale a adopté un certain nombre d'autres résolutions exprimant son inquiétude devant un éventuel danger de prolifération d'armes nucléaires au Moyen-Orient. On trouvera dans le rapport de 1985 (voir A/40/520, annexe, par. 10, 13 et 14, 16 et 18 à 20) 2/ une récapitulation des résolutions adoptées entre 1981 et 1984.

8. A sa quarantième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 40/93 en date du 12 décembre 1985, intitulée "Armement nucléaire israélien", par laquelle elle a, entre autres, pris note du rapport de 1985, mentionné ci-dessus (A/40/520, annexe, voir plus haut par. 3); réitéré sa condamnation du refus d'Israël de

renoncer à posséder des armes nucléaires; prié une fois encore le Conseil de sécurité de prendre d'urgence des mesures efficaces pour faire en sorte qu'Israël se conforme à la résolution 487 (1981) du Conseil et soumettre toutes ses installations nucléaires aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique; réitéré sa demande au Conseil de sécurité d'enquêter sur les activités nucléaires d'Israël et sur la collaboration d'autres Etats, parties et institutions à ces activités; engagé tous les Etats et toutes les organisations qui ne l'ont pas encore fait à cesser de coopérer avec Israël et de lui prêter assistance dans le domaine nucléaire et prié le Secrétaire général de suivre de près les activités nucléaires israéliennes et de faire rapport à l'Assemblée générale à ce sujet selon qu'il conviendrait.

9. A la même session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 40/82 en date du 12 décembre 1985, intitulée "Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient", par laquelle elle a, entre autres choses, prié instamment toutes les parties directement intéressées d'envisager sérieusement de prendre d'urgence les mesures concrètes voulues pour donner effet à la proposition tendant à créer une telle zone, invité en outre ces pays à s'abstenir, en attendant la création de la zone, de mettre au point, de fabriquer, de mettre à l'essai ou d'acquérir d'aucune autre manière des armes nucléaires ou d'autoriser l'implantation sur leur territoire, ou sur des territoires placés sous leur contrôle, d'armes nucléaires ou de dispositifs explosifs nucléaires; et pris acte du rapport du Secrétaire général contenant les vues des parties sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient (A/40/442 et Add.1).

10. A sa quarante et unième session, l'Assemblée générale a, au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Armement nucléaire d'Israël" adopté la résolution 41/93 en date du 4 décembre 1986, par laquelle elle a, entre autres, réitéré certaines des vues contenues dans la résolution 40/93, notamment sa condamnation du refus d'Israël de renoncer à posséder des armes nucléaires; elle a réitéré en outre sa demande à l'Agence internationale de l'énergie atomique de suspendre toute coopération scientifique avec Israël susceptible de contribuer à la capacité nucléaire de ce dernier; et a prié le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée à sa quarante-deuxième session une mise à jour du rapport sur les activités nucléaires israéliennes (voir par. 1).

11. A la même session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 41/48 en date du 3 décembre 1986, relative à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient, par laquelle elle a, entre autres, de nouveau prié instamment toutes les parties directement intéressées d'envisager sérieusement de prendre d'urgence les mesures concrètes voulues pour donner effet à la proposition tendant à créer une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, et, pour aider à atteindre cet objectif, invité les pays intéressés à adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Elle a également demandé à tous les pays de la région qui ne l'avaient pas encore fait d'accepter, en attendant la création de cette zone, de soumettre toutes leurs activités nucléaires aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

12. A cet égard, il convient de remarquer que l'Assemblée générale a, à maintes reprises, exprimé son inquiétude devant la collaboration croissante entre l'Afrique du Sud et Israël, notamment dans les domaines militaire et nucléaire, et a condamné cette collaboration 3/.

13. Pour sa part, Israël a maintes fois renouvelé la proposition qu'il avait présentée à l'origine à la trente-cinquième session de l'Assemblée générale en 1980 (A/C.1/35/L.8), invitant tous les Etats du Moyen-Orient et tous les Etats non dotés d'armes nucléaires adjacents à la région, à convoquer dans les meilleurs délais une conférence en vue de négocier un traité multilatéral créant une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Depuis lors, Israël s'est chaque année joint au consensus sur les résolutions relatives à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient.

#### B. Osirak

14. Le 7 juin 1981, Israël a lancé une attaque contre le centre iraquien de recherche nucléaire près de Bagdad, qui abritait le réacteur Osirak. Cette attaque a immédiatement retenu l'attention du Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique et celle du Conseil de sécurité, qui, le 19 juin 1981, a adopté la résolution 487 (1981), par laquelle il a, entre autres choses : condamné énergiquement l'attaque militaire menée par Israël en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et des normes de conduite internationales; demandé à Israël de s'abstenir à l'avenir de perpétrer des actes de ce genre ou de menacer de le faire, et de placer d'urgence ses installations nucléaires sous les garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

15. Tous les ans depuis 1981, l'Assemblée générale a adopté une résolution au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Agression armée israélienne contre les installations nucléaires iraqiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales" 4/. En 1983, à sa trente-huitième session, l'Assemblée générale a examiné un rapport du Secrétaire général intitulé "Etude des conséquences de l'attaque armée d'Israël contre les installations nucléaires iraqiennes consacrées à des fins pacifiques" (A/38/337) (voir aussi A/40/520, annexe, par. 15).

#### C. Mesures prises par l'AIEA

16. En 1981, la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique a adopté la résolution GC(XXV)/RES/381 par laquelle elle décidait de suspendre à sa session de 1982 l'exercice par Israël des droits et privilèges de membre si Israël ne s'était toujours pas conformé aux dispositions de la résolution 487 (1981) du Conseil de sécurité. Elle a décidé également de suspendre immédiatement la fourniture de toute assistance technique à Israël.

17. En 1983, la Conférence générale de l'AIEA a adopté la résolution GC(XXVII)/RES/409, par laquelle elle décidait, entre autres choses, de s'abstenir d'accorder des contrats de recherche à Israël si d'ici la Conférence générale de 1984 Israël n'avait pas retiré sa menace d'attaquer des installations nucléaires.

18. En 1984, la Conférence générale de l'AIEA a adopté la résolution GC(XXVIII)/RES/425, dans laquelle elle considérait qu'Israël ne se conformait pas entièrement aux dispositions de la résolution GC(XXVII)/RES/409, et priait le Directeur général de l'AIEA de chercher personnellement à obtenir du Gouvernement israélien qu'il s'engage à ne pas procéder à ces attaques.

19. En 1984 également, devant la Conférence générale de l'AIEA, Israël a déclaré que, conformément à sa politique, les installations nucléaires destinées à des fins pacifiques devaient être protégées contre les attaques militaires. Ce principe a été réaffirmé devant la Conférence générale de 1985, ainsi que dans une lettre adressée au Directeur général le 23 septembre 1985.

20. En 1985, la Conférence générale de l'AIEA a adopté la résolution GC(XXIX)/RES/443, dans laquelle elle considérait que la lettre d'Israël en date du 23 décembre répondait d'une manière satisfaisante aux demandes formulées dans la résolution GC(XXVIII)/RES/425.

21. Le 25 septembre 1987, la Conférence générale de l'AIEA a adopté la résolution GC(XXXI)/RES/470 sur les capacités et la menace nucléaires israéliennes, dans laquelle elle exigeait qu'Israël mette toutes ses installations nucléaires sous les garanties de l'AIEA, conformément à la résolution 487 (1981) du Conseil de sécurité, priait le Directeur général de l'AIEA d'envisager l'application, par l'Agence, des résolutions 41/12, du 29 octobre 1986, et 41/93 de l'Assemblée générale relatives à l'AIEA, et lui demandait de faire rapport au Conseil des gouverneurs de l'AIEA à la prochaine session de la Conférence générale sur les capacités et la menace nucléaires israéliennes.

### III. VUES DES ETATS MEMBRES

22. En réponse à la note verbale du Secrétaire général datée du 27 avril 1987, le Bangladesh s'est déclaré préoccupé par ce qu'il considérait comme la poursuite des efforts déployés par Israël pour fabriquer une bombe nucléaire, efforts qui ajoutaient une nouvelle dimension à la course aux armements dans la région. Il estimait également que la communauté internationale devait intensifier les pressions qu'elle exerçait sur Israël pour l'amener à autoriser l'inspection de ses installations nucléaires par l'AIEA.

23. L'Iraq a noté que l'Organisation des Nations Unies et les organisations internationales compétentes dans le domaine de l'énergie atomique avaient adopté des résolutions et publié des études concernant l'armement nucléaire israélien et les dangers qu'il représentait. Il a déclaré que les deux études de l'ONU (A/36/431 et A/40/520) avaient montré qu'Israël avait la capacité technique et scientifique nécessaire pour fabriquer et produire des armes nucléaires d'ici la fin de la décennie au plus tard. L'Iraq a déclaré qu'outre tous les indices et preuves dont on disposait, on avait appris qu'Israël avait continué à renforcer systématiquement son arsenal nucléaire. A l'appui de cette affirmation, l'Iraq a cité l'analyse faite par des institutions spécialisées et par des personnalités internationales bien connues, telles que James Akins, ancien ambassadeur des Etats-Unis en Arabie saoudite, Paul Warnke, ancien secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis, et Richard Sale et Anthony Cordesman, experts américains en armement. L'Iraq a aussi mentionné l'évaluation à laquelle avait procédé Theodore Taylor,

ancien chef du programme d'essais nucléaires du Département de la défense des Etats-Unis, à partir d'informations publiées dans le Sunday Times de Londres, le 5 octobre 1986 (voir par. 25), et selon laquelle : "il n'y avait plus aucun doute qu'Israël était, depuis au moins une dizaine d'années, un Etat véritablement nucléaire".

24. Israël a fait observer qu'il avait voté contre la résolution 41/93, dont le dispositif témoignait d'une tendance à monter en épingle le cas d'Israël. Celui-ci a réaffirmé a) qu'il avait souvent manifesté son appui au principe de la non-prolifération des armes nucléaires, et b) qu'il était favorable à l'instauration d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, comme il l'avait fait savoir au Secrétaire général dans sa lettre datée du 13 juin 1985 (A/40/383) et dans le document A/41/465. Il a en outre réaffirmé qu'Israël ne serait pas le premier Etat à introduire des armes nucléaires au Moyen-Orient. En outre, Israël a rappelé qu'il n'avait mentionné ses compétences scientifiques et techniques dans le domaine nucléaire que pour offrir son assistance ou sa coopération technique dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

25. Pour sa part, la République arabe syrienne, au nom du Groupe des Etats arabes, a adressé au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies une lettre datée du 29 juillet 1987, qui était accompagnée d'une annexe intitulée "Informations concernant l'armement nucléaire israélien" (A/42/434). Elle y exprimait l'opinion que depuis la publication de l'étude de 1981, Israël avait poursuivi ses activités nucléaires, suscitant une préoccupation accrue au sein de la communauté internationale. Elle a fait observer qu'Israël refusait toujours d'adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et de soumettre ses installations nucléaires au système de garanties de l'AIEA. Elle y abordait en outre certains aspects de la question, eu égard aux informations récemment divulguées (voir A/42/434, annexe) et concluait qu'Israël possédait des armes nucléaires et qu'il cherchait à les perfectionner et à en accroître le nombre. Elle était d'avis qu'il revenait à l'Organisation des Nations Unies, et en particulier aux grandes puissances, de prendre les mesures nécessaires pour éliminer le danger nucléaire israélien et garantir la paix et la sécurité des Etats de la région.

#### IV. NATURE DES INFORMATIONS RELATIVES A L'ARMEMENT NUCLEAIRE ISRAELIEN

26. Depuis la présentation de l'étude de 1981 à l'Assemblée générale, divers organes d'information et publications ont diffusé des données relatives à la capacité nucléaire d'Israël. Ce qui a suscité le plus de remous a été un article paru, le 5 octobre 1986, dans le Sunday Times de Londres, qui se fondait sur des informations fournies par un technicien israélien, Mordechai Vanunu, qui aurait travaillé au réacteur de Dimona (voir par. 30 à 32) pendant neuf ans, à partir de 1977. D'après l'article, ce technicien a pris, au cours de cette période, plus de 60 photographies en couleur du réacteur, y compris le bâtiment dans lequel il travaillait et qui abriterait des installations souterraines de séparation du plutonium. Il y avait, parmi les personnes qui se sont entretenues avec M. Vanunu ou qui ont indépendamment fait des commentaires sur la teneur des entretiens

publiés en septembre 1986, plusieurs experts nucléaires du Royaume-Uni et des Etats-Unis. Selon certains rapports de presse, M. Vanunu aurait été par la suite légalement détenu en Israël 5/.

27. De l'avis des experts susmentionnés 6/ et de quelques autres qui ont suivi l'affaire, ces dernières informations accréditent l'idée selon laquelle Israël s'est doté de l'arme nucléaire et ont même provoqué une révision en hausse de l'estimation qui était faite de la capacité nucléaire israélienne. D'autres ont cependant fait observer qu'un grand nombre de questions restaient encore sans réponse 7/.

28. Il n'en reste pas moins que "la plupart des données concernant les activités nucléaires d'Israël sont tenues secrètes et qu'il est difficile, compte tenu du nombre limité d'informations fiables, de tirer des conclusions définitives" (A/40/520, annexe, par. 55). Le Secrétaire général a déclaré publiquement en juin 1987 que l'Organisation des Nations Unies ne disposait pas de preuves concluantes qu'Israël avait l'arme nucléaire 8/.

## V. DEVELOPPEMENT NUCLEAIRE ISRAELIEN

### A. Installations, activités et ressources nucléaires

#### 1. Activités de recherche nucléaire

29. L'infrastructure nucléaire d'Israël est composée de la Commission israélienne de l'énergie atomique et du Conseil national de la recherche-développement qui gèrent et supervisent un certain nombre d'instituts et de centres de recherche nucléaire. Israël compte quatre importantes institutions universitaires qui forment des physiciens et ingénieurs atomiques : l'Institut scientifique Weizmann à Rehovoth; l'Institut de physique Racah de l'Université hébraïque de Jérusalem; l'Institut israélien de technologie (Technion) à Haifa et l'Université Ben-Gourion du Neguev à Beer-Sheba. Le Gouvernement israélien, par l'intermédiaire de la Commission israélienne de l'énergie atomique, contrôle les centres de recherche nucléaire de Nahal-Soreq et du Neguev et leurs réacteurs. Ce dernier centre, situé à Dimona, est l'institut de recherche atomique le plus avancé 9/.

#### 2. Réacteurs nucléaires

30. Comme l'ont indiqué de précédents rapports de l'Organisation des Nations Unies sur la question, Israël possède deux réacteurs nucléaires : IRR-I et IRR-II, situés respectivement à Nahal-Soreq et à Dimona. Le réacteur de Nahal-Soreq, IRR-I, qui fonctionne avec de l'uranium enrichi à 90 %, est un réacteur de recherche de type intégré de 5 Mwt qui a été fourni par les Etats-Unis et qui fonctionne depuis juin 1960. Il est soumis aux garanties de l'AIEA.

31. Le réacteur de Dimona, IRR-II, est un réacteur de recherche fonctionnant à l'uranium naturel et modéré à l'eau lourde, qui a été fourni par la France et qui fonctionne depuis décembre 1963. Il n'a jamais fait l'objet d'un contrôle ou d'une inspection internationale 10/. Des membres des délégations venues des Etats-Unis pour inspecter le réacteur entre 1963 et 1969 auraient déclaré en 1969 que leurs tournées avaient été trop succinctes pour pouvoir affirmer que le réacteur n'était utilisé qu'à des fins pacifiques (voir A/36/431, annexe, par. 27).

32. La puissance thermique du réacteur de Dimona, qui était initialement de 25 Mwt aurait, d'après des communiqués de presse parus en 1980 11/, été portée à 70 Mwt. Cette information n'a pas reçu de confirmation officielle. Pour effectuer une transformation d'une telle ampleur, il aurait fallu fermer la centrale pendant une période prolongée (un à deux ans) (A/40/520, annexe, par. 24). On a calculé que, si cette information était exacte, la production annuelle de plutonium, que l'on situait initialement entre 8 et 10 kg, c'est-à-dire presque la quantité nécessaire pour produire une bombe atomique au plutonium, aurait atteint 25 kg, ce qui suffirait pour produire trois bombes (voir A/36/431, annexe, par. 35 et 36).

### 3. Extraction et production d'uranium

33. Pour résoudre le problème de l'alimentation d'un réacteur en combustible, le Ministère israélien de la défense a commencé en 1948 à prospecter le désert du Neguev à la recherche de gisements d'uranium. Il n'y a pas de minerai d'uranium dans cette région, mais il s'est avéré qu'elle était riche en réserves de phosphates renfermant de l'uranium à de faibles concentrations. De nouveaux procédés d'extraction et de raffinage ont été mis au point. Toutefois, au moment où le réacteur de Dimona a été mis en marche, la production intérieure d'uranium d'Israël s'élevait, pense-t-on, à une dizaine de tonnes par an soit 14 tonnes de moins que ce qui était nécessaire pour faire fonctionner le réacteur. Israël aurait importé de l'uranium naturel d'un certain nombre de sources, occidentales et africaines pour la plupart. On a allégué, dans un cas particulier, qu'Israël avait obtenu de l'uranium naturel par des moyens illégaux. Israël a nié l'avoir fait 12/.

34. On ne s'accorde pas sur la question de savoir si Israël a, par la suite, réussi à suffire à ses propres besoins en combustible à uranium naturel. Certains pensent qu'Israël est devenu autosuffisant en 1972, tandis que d'autres affirment que, au moins en 1974, Israël était toujours tributaire de ses importations d'uranium 13/.

### 4. Disponibilité et production d'eau lourde

35. Dans les précédents rapports de l'Organisation des Nations Unies sur la question, on a fait observer qu'une petite installation de production d'eau lourde, ou oxyde de deutérium, fonctionne en Israël, et que ce pays a également reçu des Etats-Unis une certaine quantité d'eau lourde destinée à la recherche et soumise à garanties (voir A/36/431, annexe, par. 38 à 40, et A/40/520, annexe, par. 38).

36. Selon un rapport publié aux Etats-Unis en novembre 1986, Israël aurait importé, au début des années 60, 20 tonnes d'eau lourde de Norvège et 4 des Etats-Unis, s'engageant à l'utiliser exclusivement à des fins pacifiques et à autoriser l'inspection de ses installations afin que les fournisseurs puissent vérifier qu'il respectait ses engagements. Le rapport affirmait qu'Israël avait violé ses engagements envers la Norvège et avait peut-être aussi violé ceux qu'il avait pris à l'égard des Etats-Unis 14/. Le rapport précise que, selon des responsables des Etats-Unis, Israël s'était engagé à soumettre l'eau lourde reçue des Etats-Unis au système d'inspection internationale. Les mêmes sources indiquent que l'eau lourde est toujours en Israël et est toujours sujette aux garanties (inspections) de l'AIEA 15/.

37. La Norvège a confirmé l'envoi de 20 tonnes d'eau lourde dans les années 60 et d'une tonne en 1970. Cette année-là, Israël a demandé la livraison de quatre autres tonnes d'eau lourde mais la Norvège a refusé. Elle a exercé son droit d'inspection en 1961, deux ans avant que le réacteur de Dimona commence à fonctionner. En avril 1987, on a appris que la Norvège avait demandé à Israël d'autoriser l'AIEA à procéder à une inspection indépendante de l'eau lourde qu'elle avait fournie et avait déclaré que si Israël refusait de l'autoriser, la Norvège considérerait ce refus comme une rupture du contrat et envisagerait de demander la restitution du produit. En mai, des sources norvégiennes ont indiqué qu'Israël n'avait pas donné une suite favorable à la demande norvégienne. Pour sa part, Israël a soutenu qu'il respectait les termes de son contrat avec la Norvège. En juillet, la Norvège a annoncé qu'elle enverrait un haut responsable et un physicien nucléaire en Israël afin de renouveler sa demande d'autorisation d'une inspection indépendante 16/.

38. Certains ont aussi allégué, sans avancer de preuves, que de l'eau lourde venant de Norvège ou des Etats-Unis aurait été envoyée de France en Israël dans les années 60 17/.

#### 5. Enrichissement de l'uranium

39. Certains experts pensent qu'Israël maîtrise peut-être la technique de séparation isotopique par laser (comme le signalent les documents A/36/431, annexe, par. 41 et A/40/520, annexe, par. 44) ou le procédé de séparation par centrifugation gazeuse utilisés dans l'enrichissement de l'uranium à des fins militaires 18/. D'après l'un de ces experts, les installations nécessaires pour ce faire, quel que soit le procédé utilisé, peuvent être suffisamment petites pour rester clandestines. Si le procédé au laser permet de réaliser, à terme, des économies considérables, certains experts estiment que la mise au point en est trop coûteuse pour Israël. A leur avis, la séparation par centrifugation constituerait une solution plus pratique. D'autres ont toutefois déclaré qu'Israël pouvait utiliser pour ses armes nucléaires, si elles existent, du plutonium et non de l'uranium enrichi 18/.

#### 6. Séparation du plutonium

40. Un des principaux éléments de l'article du Sunday Times était l'allégation selon laquelle il existerait parmi les installations du réacteur de Dimona une usine d'extraction du plutonium, élément que certains considéraient comme "peut-être l'information la plus cruciale" 19/. Cette usine occuperait deux étages et six niveaux souterrains; les salles de retraitement se situeraient aux quatrième, troisième et deuxième niveaux souterrains.

41. L'article du Sunday Times suppose que les installations de retraitement produisent 40 kilos (88 livres) de plutonium par an.

#### B. Portée de l'application des garanties internationales aux installations et matières nucléaires en Israël

42. Les garanties appliquées par l'AIEA en Israël se limitent au réacteur de recherche fourni par les Etats-Unis (Nahal-Soreq). Les garanties sont appliquées conformément à un accord trilatéral conclu entre le Gouvernement israélien, le

Gouvernement des États-Unis et l'AIEA. L'accord actuellement en vigueur a été conclu en 1975 (INFCIRC/249) et prorogé par un protocole en 1977 (INFCIRC/249/Add.1) (voir A/36/431, annexe, par. 46).

43. Aucune des autres installations nucléaires que posséderait Israël n'est couverte par les garanties internationales. Israël n'étant partie à aucun accord en vertu duquel il serait tenu de notifier l'AIEA de l'existence de nouvelles installations nucléaires, on ne possède aucun renseignement officiel sur la plus grande partie du programme nucléaire israélien actuel. Cela étant, il est impossible d'évaluer avec certitude dans quelle mesure les installations nucléaires non couvertes par les garanties dont, en particulier, le réacteur de Dimona et ses installations connexes, sont utilisés pour produire des matériaux nucléaires de qualité militaire (voir A/36/431, annexe, par. 47.)

## VI. POTENTIEL D'ISRAËL EN MATIÈRE D'ARMES NUCLEAIRES

### A. Capacité en matière d'armes nucléaires

44. Les précédents rapports de l'Organisation des Nations Unies sur cette question ont signalé que les experts techniques s'accordaient à penser que, compte tenu des activités nucléaires d'Israël et son niveau de compétence technique, il était capable de fabriquer des engins explosifs nucléaires. Ils mentionnaient aussi l'opinion de certains experts selon laquelle Israël était capable d'assembler un certain nombre de dispositifs nucléaires dans un délai de quelques semaines, voire de quelques jours. Dans l'étude de 1981, on estimait qu'Israël possédait en 1980 suffisamment de plutonium séparé pour fabriquer 10 à 15 ogives nucléaires. En extrapolant selon le même schéma, on a estimé dans le rapport de 1985 que le nombre pourrait être de 15 à 20 ogives nucléaires en 1985 (voir A/36/431, annexe, par. 50 et 55 et A/40/520, annexe, par. 45, 48 et 49).

45. Si les renseignements figurant dans l'article du Sunday Times sont exacts, il est impératif de revoir ces calculs, ce qui donne un chiffre estimatif beaucoup plus élevé et de réviser l'analyse qualitative que l'on faisait précédemment de la capacité nucléaire israélienne. Selon les scientifiques nucléaires consultés par le Sunday Times, Israël pourrait avoir fabriqué de 100 à 200 armes nucléaires d'une puissance de destruction variable, ce chiffre hypothétique étant de plusieurs fois supérieur au chiffre obtenu précédemment. Ils ont aussi estimé que ceci supposerait approximativement une production de 5 à 10 armes nucléaires par an. Les experts ont en outre souligné que les armes nucléaires israéliennes, si elles existent, pourraient être beaucoup plus perfectionnées qu'on ne le pensait précédemment.

46. Rien n'indique qu'Israël ait jamais procédé à des essais nucléaires. Les précédents rapports de l'Organisation des Nations Unies font état de l'opinion - à laquelle ne souscrivent pas tous les experts - selon laquelle certaines méthodes, et notamment la simulation sur ordinateur, ont pu être mises au point au cours des années afin de s'assurer qu'un type de bombe donné fonctionnerait sans avoir besoin de procéder à une détonation d'essai préalable (A/36/431, annexe, par. 56; A/40/520, annexe, par. 51).

## B. Vecteurs

47. Les précédents rapports de l'Organisation des Nations Unies sur la question signalent que les forces aériennes israéliennes disposent de vecteurs pour les armes nucléaires, et qu'à la fin des années 60, Israël avait mis au point son propre missile, le Jericho (voir A/36/431, annexe, par. 57 et 58, et A/40/520, annexe, par. 53 et 54).

48. En juillet 1987, l'International Defense Review a indiqué qu'Israël avait réussi, en mai 1987, le lancement d'un missile balistique à moyenne portée, capable de transporter une ogive nucléaire. Le missile, dénommé Jericho II, avait parcouru 500 miles, ce qui doublait sa portée initiale. Selon le rapport, ce missile devrait être testé prochainement pour une portée beaucoup plus longue, allant peut-être jusqu'à 870 miles 20/.

49. L'Union soviétique a fait savoir, lors d'émissions radiodiffusées, que les faits figurant dans cet article l'inquiétaient 21/. En réponse, un responsable israélien a fait observer que "le missile Jericho, s'il existe, est destiné à protéger Israël contre l'agression arabe et si sa portée va jusqu'à la frontière soviétique, c'est pure coïncidence" 22/.

## VII. RESUME

50. Les spéculations abondent, mais Israël n'a jamais confirmé ni démenti l'existence de sa capacité nucléaire. Comme l'indiquait l'étude de 1981, Israël, par ses activités nucléaires, par ses déclarations ambiguës en matière de politique nucléaire, par son refus de démentir ou de confirmer les informations concernant son potentiel d'armement nucléaire, et par son refus d'adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ou d'accepter des mesures de garantie sur l'ensemble de ses activités nucléaires, a fortement donné l'impression qu'il avait la possibilité de fabriquer des armes nucléaires. Bien que l'Organisation des Nations Unies n'ait pas de preuve concluante lui permettant d'affirmer qu'Israël possède des armes nucléaires, des preuves indirectes, ajoutées aux facteurs que l'on vient de citer, semblent indiquer qu'Israël a mis au point la technologie nécessaire et a les moyens de fabriquer des armes nucléaires s'il décide de le faire.

Notes

1/ A/36/431. L'étude a par la suite été publiée sous le titre Etude sur l'armement nucléaire israélien (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.82.IX.2).

2/ Outre la résolution 36/98, l'Assemblée générale a adopté, entre 1981 et 1984, les résolutions 36/87 B du 9 décembre 1981, 37/75 du 9 décembre 1982, 38/64 du 15 décembre 1983 et 39/54 du 12 décembre 1984 sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient. Au cours de la même période, l'Assemblée générale a adopté les résolutions 37/82 du 9 décembre 1982; 38/69 du 15 décembre 1983 et 39/147 du 17 décembre 1984, au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Armement nucléaire israélien".

3/ Depuis 1981, l'Assemblée générale a adopté les résolutions suivantes traitant des relations entre Israël et l'Afrique du Sud : 36/172 M du 17 décembre 1981, 37/69 F du 9 décembre 1982, 38/39 F du 5 décembre 1983, 39/72 C du 13 décembre 1984, 40/64 E du 10 décembre 1985, et 41/35 C du 10 novembre 1986.

4/ Résolutions 36/27 du 11 novembre 1981, 37/18 du 16 novembre 1982, 38/9 du 11 novembre 1983, 39/14 du 16 novembre 1984, 40/6 du 1er novembre 1985 et 41/12 du 29 octobre 1986.

5/ Déclaration du Cabinet israélien, citée dans le New York Times du 10 novembre 1986. Les sources israéliennes mentionnées par le Sunday Times ont confirmé que M. Vanunu avait travaillé pour la Commission israélienne de l'énergie atomique à Dimona mais ont refusé de commenter ses affirmations. Le Premier Ministre, M. Shimon Peres, a qualifié de "sensationalistes" les conclusions qui avaient été tirées de ces pièces et a réaffirmé qu'Israël ne serait pas le premier Etat à introduire les armes nucléaires au Moyen-Orient (The New York Times, 7 octobre 1986).

6/ Les commentaires de Theodore Taylor, physicien nucléaire américain, ont été cités au paragraphe 22 ci-dessus. La conclusion "Son témoignage est tout à fait convaincant" de Frank Barnaby, physicien nucléaire britannique, qui s'est entretenu avec M. Vanunu, a aussi été citée dans le Sunday Times.

7/ Certains autres experts britanniques, consultés par le Sunday Times, auraient trouvé incontestables les informations techniques données par M. Vanunu, mais se seraient déclarés sceptiques quant à plusieurs aspects de son témoignage. On trouvera des exemples des questions liées aux incidences possibles des informations fournies par M. Vanunu (si celles-ci s'avèrent exactes) et restées sans réponse, dans les publications suivantes : Leonard S. Spector, Going Nuclear. The Spread of Nuclear Weapons 1986-1987. Cambridge : Ballinger Publishing Company, 1987, p. 138; et Gary Milhollin, Israel's Nuclear Shadow, Wisconsin Project on Nuclear Arms Control, 10 novembre 1987, p. 16 et 17. Voir également Foreign Report (Londres), 13 novembre 1986, p. 6.

8/ Transcription de la Conférence de presse du Secrétaire général, Javier Pérez de Cuéllar, tenue à Moscou le 30 juin 1987 (SG/SM/4016), p. 8.

9/ A/36/431, annexe, par. 32 et 33; A/40/520, par. 22; et Peter Pry Israel Nuclear Arsenal, Westview, 1984, Boulder (Colorado), p. 14.

10/ Depuis le 30 juin 1982, date à laquelle l'Égypte a conclu avec l'AIEA un accord de garanties, conformément au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, et à partir de laquelle toutes ses installations nucléaires ont été soumises aux garanties internationales, toutes les installations nucléaires connues sur le territoire des États du Moyen-Orient ont été soumises aux garanties internationales à l'exception du réacteur de Dimona et des installations connexes.

11/ Foreign Report (Londres), le 13 août 1980.

12/ A/36/431, annexe, par. 37; A/40/520, annexe, par. 35 à 37; Pry, op. cit. p. 24 et 25.

13/ Voir Pry, op. cit., p. 25.

14/ Milhollin, op. cit., p. 5, 6 et passim. Le SIPRI Yearbook 1979 (Annuaire de l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm pour 1979), p. 313, 315 et 316 fait brièvement mention de l'eau lourde fournie par la Norvège à Israël.

15/ Milhollin, op. cit. p. 7.

16/ Aftenposten, Oslo, 11 novembre 1986; New York Times, 10 novembre 1986 et 26 mai 1987; Financial Times, 16 février 1987. Voir également Warren H. Donnelly, Israel and Nuclear Weapons (mise à jour du 10 juillet 1987), Congressional Research Service, p. 6.

17/ Milhollin, op. cit., p. 9 à 11.

18/ Pry, op. cit., p. 26 à 28.

19/ Spector, op. cit., p. 133.

20/ Dépêche de Reuter, Genève, 21 juillet 1987; New York Times, 22 et 29 juillet 1987.

21/ Radio Moscou a fait état de cette inquiétude dans ses émissions en hébreu en juillet 1987.

22/ Washington Post, 1er août 1987, New York Times, 29 juillet 1987; dépêches de l'Agence Reuter et de l'AFP, Jérusalem, 24 juillet 1987 et Tel-Aviv, 28 juillet 1987.

-----

## La bombe opaque de Shimshon

*Arme ultime, tabou suprême*

*Comment Israël est devenu “la seule démocratie”... nucléaire du Moyen-Orient*

Une anthologie d'enquêtes et d'analyses

1986-2025

*Textes choisis, traduits et édités par Fausto Giudice*

Éditions The Glocal Workshop/L'Atelier Glocal, juin 2025

308 pages

*Illustration de couverture : Ángel Ramiro Zapata Mora* - Colombie

*Mots-clé :* Abdelwahab Biad , Adam Raz , Afrique du Sud , AIEA, Ambiguïté nucléaire , Argentine , Armement nucléaire israélien, Avner Cohen, *Bernard Norlain* , Bourgès-Maunoury, Dimona, France, Hans M. Kristensen, Histoire, Irak , Iran, Joseph Algazy, Markus Klingberg, Matt Korda, Michael Karpin , Mohamed El Baradei , Mordechai Vanunu, ONU, Opacité nucléaire , Opération Samson , Pierre Razoux, Royaume-Uni , Seymour Hersh, Shimon Peres, Sionihilisme, Soreq, TNP, USA, William Burr, Yehuda Ben Moshe, Yitzhak 'Ya'tza' Ya'akov , ZEAN

**Classification Dewey : 623.455 – 956.94 – 320.9 – 944 – 621.48 - 341.67- 327.174 – 355.825**

### COLLECTION « TEZCATLIPOCA »

Tezcatlipoca (nom nahuatl signifiant littéralement « Miroir fumant ») est un dieu de la mythologie aztèque. C'est la plus crainte de toutes les divinités aztèques. C'est le second des quatre fils d'Ometecuhtli et Omecihuatl, les parents des quatre Tezcatlipoca : Xipe Totec (le Tezcatlipoca rouge), Tezcatlipoca (le Tezcatlipoca noir), Quetzalcoatl (le Tezcatlipoca blanc) et Huitzilopochtli (le Tezcatlipoca bleu). Tezcatlipoca est associé à la nuit, la discorde, la guerre, la chasse, la royauté, le temps, la providence, les sorciers et la mémoire. En un mot l'histoire, à laquelle cette collection est consacrée.

**Livres dans la même collection**



## The Glocal Workshop/L'Atelier Glocal

*Une initiative commune de...*

éditions workshop19, Tunis ♦ **Tlaxcala, le réseau international de traducteur-trices pour la diversité linguistique** ♦ **Promosaik – dialogue entre cultures et religions** ♦ **La Pluma, site ouèbe non-aligné**  
*...et de nombreux individus associés*

Tous nos livres <https://glocalworkshop.com>



[contact\[at\]glocalworkshop\[dot\]com](mailto:contact@glocalworkshop.com) ou [wglocal\[at\]gmail\[dot\]com](mailto:wglocal@gmail.com)

**Nos Ebooks sont gratuits. Toute contribution est la bienvenue**

**Faire un don**



**copyleft**